

Université de Lyon - Faculté de Droit

LES
BIENS SANS MAITRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 14 Mars 1903, à 2 heures

PAR

ANDRÉ PÉROUSE

Étudiant de la Faculté libre de Droit de Lyon

LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

14, rue Bellecordière, 14

—
1903

Université de Lyon — Faculté de Droit

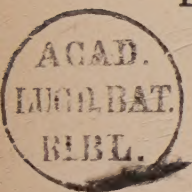
LES
BIENS SANS MAITRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 14 Mars 1903, à 2 heures



PAR

ANDRÉ PÉROUSE

Étudiant de la Faculté libre de Droit de Lyon

LYON
IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

14, rue Bellecordière, 14

—
1903

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM.

CAILLEMER, O. , I. , doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, , I. , professeur honoraire.

THALLER, I. , professeur honoraire.

AUDIBERT, I. , professeur honoraire.

GARRAUD, I. , professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. , professeur de Droit romain.

FLURER, I. , professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

COHENDY, , I. , professeur de Droit commercial.

PIC, I. , professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. , professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. , professeur d'histoire générale du Droit français.

BOUVIER, A. , professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. , professeur d'histoire du Droit public.

JOSSERAND, A. , professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. , agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ (I.), I. , secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. CAILLEMER, Doyen ;

Suffragants : { M. LAMBERT, professeur.
 { M. JOSSERAND, professeur.

OUVRAGES CONSULTÉS

- H. BARBOUX. — *Les biens des congrégations non autorisées*. Consultation. Gazette des Tribunaux, 28 février 1901. Et adhésions.
- DE BAULNY. — *Des libéralités en faveur des établissements de bienfaisance non reconnus*. Revue Critique, t. XIV, p. 245.
- BAUMES. — *Essai sur le domaine éminent de l'Etat en droit moderne*. Paris, 1902.
- BEUDANT. — *Notes* sous Paris, 21 février 1879, D. 79, 2, 225 ; Cassation, 5 mai 1879, D. 80, 1, 145 ; Montpellier, 17 avril 1893. D. 94, 2, 329.
- BEURDELEY. — *Les congrégations et communautés religieuses devant la loi*, Paris, 1898.
- BOUCHÉ. — *Du droit d'exister des congrégations religieuses non reconnues*. Rennes, 1897.
- BRESSOLLES. — *De la reconnaissance légale*. Recueil de l'Académie de législation de Toulouse, 1854, p. 134.
- BRICE. — *Le droit d'association et l'Etat*. Paris, 1892.
- BUFNOIR. — *Propriété et contrats*. Paris, 1900.
- CAPITANT. — *Introduction à l'étude du droit civil*. Paris, 1898.
- CASSAGNADE. — *Etude sur les personnes morales*.
- CHAVEGRIN. — *Questions relatives aux biens des congrégations formées avant juillet 1901 et qui ne sont ni autorisées ni en instance régulière d'autorisation*. Journal des Sociétés, 1902, p. 385, 481, 529.
- CLAMAGERAN. — *Des communautés religieuses non autorisées*. Revue Pratique, III.

- A. COLIN. — *Note sous l'arrêt de Paris, 13 décembre 1901.*
D. 1902, 2, 177.
- DAIN. — *De la condition des associations non reconnues.*
Paris, 1879.
- DELOMME. — *L'Etat considéré comme successeur aux biens*
Toulouse, 1898.
- DIDIER-ROUSSE. — *De la capacité juridique des associations en*
droit civil français Paris, 1897.
- DUCASTAING. — *De la dissolution des congrégations reconnues.*
Paris, 1900.
- DUNOD DE CHARNAGE. — *Traité des prescriptions.* Paris, 1810.
- DUPLA. — *De l'interposition frauduleuse de l'article 911.*
Foix, 1901.
- DUPORT. — *Des épaves maritimes.* Paris, 1896.
- EPINAY. — *De la capacité juridique des associations formées*
sans but lucratif et non reconnues d'utilité publique. Lille,
1897.
- FOURCADE. — *De la simulation en droit civil.* Nancy, 1887.
- GAUDRY. — *Législation des cultes.* Paris, 1856.
- GEOUFFRE DE LA PRADELLE. — *Théorie et pratique des fonda-*
tions perpétuelles. Paris, 1895.
- GIDE. — *Du droit d'association en matière religieuse.* Paris, 1872.
- GIORGI. — *La dottrina delle persone giuridiche o corporali.*
Florence, 1899.
- GLASSON. — *Extinction des charges réelles par la prescription.*
Revue pratique, t. XXXIV, XXXV, XXXVI.
- GREIF. — *Les droits de l'Etat en matière de succession.* Paris,
1887.
- GUIONNET. — *Etude sur les droit patrimoniaux des associations*
à but non lucratif sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901.
Paris, 1902.
- HÉBRARD. — *Du sort des biens d'une association en cas de disso-*
lution. Paris, 1902.
- VAN DER HEUVEL. — *Situation légale des établissements sans but*
lucratif en France et en Belgique. Bruxelles, 1884.
- JACQUIER. — *De la condition légale des communautés religieuses*
en France. Versailles, 1869. — *Examen de la loi genevoise*
du 27 septembre 1876. Revue catholique des Institutions et
du Droit, VIII, p. 100.

- LABBÉ. — *Notes sous Cassation*, 5 mai 1879. S. 79, 1, 313, et Paris 25 mars 1881. S. 81, 2, 249.
- DE LACOSTE-LAREYMONDERIE. — *Observations sur l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901* Niort, 1901.
- LACOUR. — *L'immeuble donné à une congrégation religieuse non autorisée peut-il être, après trente ans, revendiqué par le donateur ou par ses héritiers?* Revue Critique, X, p. 30.
- LAFARGE. — *De l'extinction des droits réels par la prescription*. Paris, 1896.
- LAMBERT. — *De l'exhérédation et des legs*. Paris, 1895.
- DE LATTIGNANT. — *Des prétendus droits de l'Etat sur les biens des congrégations religieuses non reconnues*. Revue catholique des Institutions et du Droit, XVI, p. 430.
- LAURENT. — *Avant-projet de révision du Code civil*. Bruxelles, 1883.
- LÉGER. — *Théorie générale de la prescription extinctive*. Paris, 1897.
- LÉGIER-DESGRANGES. — *De la capacité générale des associations simplement autorisées*, Bordeaux, 1901.
- LENTZ. — *Des dons et legs en faveur des établissements publics*. Paris, 1882.
- LYON-CAEN. — *Note sous Cassation*, 25 mai 1887, S. 88, 1, 161.
- MARCADÉ (R). — *Les fondations et le problème de la personnalité*. Paris, 1901.
- MICHOUD. — *La notion de la personnalité morale*. Revue du droit public, 1899, p. 5, 193.
- MONGIN. — *Etude sur la situation juridique des Sociétés dénuées de personnalité*. Revue Critique, LVI, p. 697.
- OLLIVIER. — *Les congrégations religieuses non reconnues*. Revue Pratique, t. V, p. 97 et s.
- ORTZ. — *De l'incapacité civile des congrégations religieuses non autorisées*. Bruxelles, 1867.
- PASCAUD. — *Le droit d'association*. Revue politique et parlementaire, t. XVII, p. 306 et s.
- PIÉBOURG. — *De quelques questions sur les personnes civiles*. Revue de Législation, 1876, p. 82, 217, 485.
- PIZE. — *Essai d'une théorie générale sur la distinction de l'inexistence et de l'annulabilité des contrats*. Thèse. Lyon, 1898.

- PLANIOL. — *Note* sous Paris, 2 juin 1893, D. 93. 2,513
- PORTALIS. — *Examen des observations proposées contre le projet de Code civil*. — Inséré sans les *Discours, rapports et travaux inédits sur le Code civil*. Paris, 1844.
- POTHIER. — *Traité du droit du domaine de propriété* (Edition Bugnet, t. IX) — *Introduction au titre XIV de la Coutume d'Orléans* (même édition, t. I).
- PROUDHON. — *Traité du domaine de propriété*. Dijon, 1839.
- RAVIER DU MAGNY. — *Contrat de fondation*. Lyon, 1894.
- REYNAUD et LAGRANGE. — *Notes de jurisprudence du Conseil d'Etat*. Paris, 1899.
- A. RIVET. — *Les biens des congrégations non reconnues peuvent-ils être considérés comme des biens vacants et sans maître?* Revue catholique des Institutions et du Droit, 1981. I. p. 235.
- RODIÈRE. — *Des communautés religieuses*. Recueil de l'Académie de Législation de Toulouse, 1862.
- Le ROUX DE BRETAGNE. — *Nouveau traité de la prescription en matière civile*. Paris, 1869.
- SALOMON. — *L'occupation des territoires sans maître*. Paris, 1889.
- SELIGMAN. — *Des personnes morales*. Paris, 1877.
- SURUGUE. — *Régime légal des congrégations religieuses*. Paris, 1898.
- TASSAIN. — *Le droit de déshérence*. Paris, 1897.
- THÉZARD. — *De la prescription des droits réels ou mobiliers suspendus par une condition*. Revue Critique, 1868.
- TISSIER. — *Traité théorique et pratique des dons et legs aux établissements publics ou d'utilité publique*. Paris, 1896.
- TOUZAUD. — *Des biens des congrégations religieuses non autorisées*. Revue catholique des Institutions et du Droit. XVI, p. 318.
- TROUILLOT et CHAPSAL. — *Du contrat d'association*. Paris, 1902.
- VALETTE. — *Distinction des biens*. Paris, 1879.
- DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — *Le projet de loi contre les associations*. Paris, 1892. — *Le contrat d'association*. Paris, 1893. — *Les personnes morales*. Paris, 1902,
- VAZEILLES. — *Traité de la prescription*. Clermont-Ferrand, 1822.

- DESTRAIS. — *De la propriété et des servitudes en droit romain.* Paris, 1885.
- DURET. — *De la prescription de l'action en revendication en droit romain.* Bordeaux, 1883.
- DUSEIGNEUR. — *Des corporations à Rome.* Lyon, 1886.
- NUGER. — *De l'occupation en droit romain.* Paris, 1887.
- BACQUET. — *Œuvres*, publiées par C. de Ferrière. Paris, 1688.
Des droits du domaine de la couronne de France.
- BODIN. — *Les six livres de la République.* Lyon, 1579.
- CHOPPIN. — *Traité du domaine de la Couronne de France.* Paris, 1662.
- LEFÈVRE DE LA PLANCHE. — *Traité du domaine.* Paris, 1764.
- LEBRET. — *Traité de la souveraineté du Roi.* Paris, 1632.
- LOISEL. — *Pasquier, ou Dialogue des avocats du Parlement de Paris.* Edition Dupin, 1844.
- LOYSEAU. — *Traité des seigneuries.* Genève, 1620.
- CHAMPIONNIÈRE. — *De la propriété des eaux courantes, du droit des riverains et de la valeur actuelle des concessions féodales.* Paris, 1846.
- LABORIE, conseiller à la Cour de cassation. — *Rapport tendant à l'admission du pouvoir formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 13 mars 1855.* D. 57, 1, 233.
- THIÉBAULT. — *Le principe de la propriété individuelle devant l'Assemblée Constituante.* Lille, 1899.
-

INTRODUCTION

Les biens sans maîtres sont et ont toujours été l'exception.

« Parmi les choses, lit-on au Digeste, quelques-unes ne sont à personne, la plupart ont un maître » (1) : — « On voit bien, écrivait un domaniste du XVII^e siècle, des seigneurs qui sont sans terre, mais il ne se voit guère de terres sans seigneur » (2). Et Laurent a signalé aussi la rareté des biens sans maîtres « dans nos sociétés modernes où les hommes sont si avides de propriété » (3).

En constatant ainsi ce fait certain, Laurent en a donné l'unique raison. On ne voit pas, toutefois, pourquoi il semble faire de cette « avidité » l'apanage des seules sociétés modernes. De tous temps, les choses sans maîtres ont été rares ; à peine peut-on dire qu'elles

(1) Marcien, l. 2, D. *De divis. rer.*, I. VIII.

(2) Lebrei, liv. III., chap. 12, p. 448.

(3) *Principes du Droit civil français*, VI., p. 61.

étaient plus nombreuses qu'aujourd'hui alors que la terre et ses ressources étaient moins connues.

L'absence de maître étant, pour un bien, l'état exceptionnel, il faut étudier les choses sans maître comme on étudie toute exception, c'est-dire suivant la méthode de l'interprétation étroite ; on doit, en quelque sorte, hésiter avant de mettre une chose hors du droit commun en la déclarant vacante.

Il faut, en face d'une chose, présumer qu'elle a un maître, puisque cette sujétion est l'état normal. Pour déclarer qu'une chose est sans maître, on doit, à la présomption, apporter la preuve contraire ; de même, si la comparaison est possible, que, pour établir la mauvaise foi d'un possesseur, il est nécessaire de fournir des preuves, tout possesseur étant présumé de bonne foi.

Et cette preuve doit être faite sérieusement ; il importe de se garder de certains écueils dans lesquels il serait aisé de tomber. Quoi de plus facile, par exemple, et quelquefois de plus tentant que de déclarer inexistant le maître qui est simplement inconnu, caché ou éloigné ?

En agissant ainsi, on s'exposerait à léser des droits qui, pour ne pas s'affirmer publiquement, n'en existent pas moins sûrement.

Commandée par la simple raison, lorsqu'il s'agit d'étudier toute situation exceptionnelle, la règle de l'étroite interprétation, du scrupuleux examen, l'est, au surplus, ici, par le respect dû à la propriété. Cette idée semble devoir dominer l'étude des biens sans maître. « Avant que de décider que la moindre chose est hors de la possession des citoyens, on fera toutes les recher-

ches possibles pour voir si cette décision ne portera préjudice aux droits de personne » (1).

Le Code civil ne consacre aux biens sans maître que deux dispositions, et uniquement pour les attribuer à l'Etat.

Aux termes de l'article 539, « tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées appartiennent à la Nation ». D'après l'article 713, « les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat ».

Le principe ainsi formulé à deux reprises n'est pas absolu, on le verra ; néanmoins, l'attribution des biens vacants à l'Etat reste la règle.

Donc, dire qu'une chose est sans maître, c'est, le plus souvent, déclarer qu'elle appartient à l'Etat.

De ce chef, il y a, dans l'étude des biens sans maître, un nouveau danger à éviter : va-t-on enrichir l'Etat aux dépens de la propriété particulière, en se contentant d'apparences pour ranger une chose dans la catégorie des biens sans maître ?

S'il est incontestable que l'Etat doit jouir de certaines prérogatives, il n'est pas moins sûr que ces prérogatives ne sauraient être exercées aux dépens des droits certains des individus.

Nous rechercherons :

I. Ce qu'il faut entendre par bien sans maître. « Bien sans maître » veut-il dire exclusivement : bien sans propriétaire ?

(1) Lefèvre de la Planché, Préface, § VIII.

II. Quels sont les biens sans maître. Ceux, d'abord, qui n'ont jamais eu de maître, puis ceux qui n'ont plus de maître. Ici se placeront ces deux questions, les plus importantes : 1^o Le droit de propriété se perd-il par le non-exercice de l'action en revendication ? 2^o Le patrimoine ayant appartenu au groupement que les pouvoirs publics n'ont pas reconnu personne morale doit-il, à la dissolution de ce groupement, être considéré comme sans maître ?

III. A qui les biens reconnus sans maître doivent être attribués.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION

**Caractères distinctifs du bien sans maître.
Diverses appellations usitées.**

Lors de l'élaboration du Code civil, l'un des Tribunaux d'appel consultés sur le projet de l'an VIII, notait, sous la disposition qui est devenue l'article 539 : « Définir ce qu'on entend par biens vacants (1) ».

Ce désir n'a pas été réalisé. Dans les deux seules dispositions qu'il leur consacre, le Code se contente de nommer les biens sans maître. Il ne les définit pas.

En l'absence de définition donnée par la loi, il semble que, du bien sans maître, on peut se faire l'idée suivante :

Ce bien est celui qui, objet sans sujet, n'est, ni en droit ni en fait, à personne.

(1) Tribunal d'appel d'Agen, Observations Fenet; *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, 1836, t. III.

Nul ne peut se prévaloir, sur lui, d'un droit de propriété.

Plus encore, il n'est l'objet d'aucun acte de possession. Légalement, en effet, le possesseur est un véritable maître, moins avantagé, sans doute, et moins efficacement défendu par la loi que le propriétaire, mais armé, pourtant, de droits sérieux : ainsi, au bout d'un an d'une possession exercée dans certaines conditions, il peut repousser celui qui le trouble dans sa jouissance ; s'il est de bonne foi, il fait sien les fruits de la chose possédée ; il peut, par l'effet de la prescription acquisitive, devenir propriétaire. A celui qui jouit de tels droits refuserait-on le nom de « maître » de sa chose, pour réserver ce qualificatif au seul propriétaire ?

Non. Considérer le bien possédé comme sans maître, ce serait renverser toute la théorie légale de la possession ; la protection accordée par la loi au possesseur serait absolument vaine ; on mettrait le législateur en contradiction avec lui-même sans pouvoir, d'ailleurs, opposer aucun texte qui justifiât cette interprétation arbitraire.

Le bien possédé a donc un maître (1).

(1) Le Tribunal d'appel de Lyon, présentant ses observations sur le projet de l'an VIII, allait jusqu'à dire : « Il n'est point de biens vacants ; tous sont cultivés ou possédés par quelqu'un, soit qu'il en soit le maître, soit qu'ils s'en soit mis en possession ; et, comme la propriété est le prix du travail, comme la possession est un titre valable tant qu'aucun propriétaire ne réclame, ils appartiennent à celui qui les possède, les soigne, les cultive » (Fenet, t. IV, p. 94).

« Voici un champ de bruyère sur lequel personne, depuis de

Quelques-uns l'accordent : l'individu, disent-ils, qui exerce la possession pour lui seul, avec l'intention de devenir personnellement propriétaire, a droit à la protection de la loi, et son bien ne peut pas être regardé comme vacant ; mais si, bien qu'exécutant les mêmes actes matériels de possession, il n'avait pas l'*animus domini*, la situation serait tout autre.

Cette assertion est contestable. Tout brutal et matériel qu'il est, le fait de la détention doit être respecté. Du reste, celui qui ne possède pas à titre de propriétaire n'est point, il faut le remarquer, privé de tout droit. Assurément, il ne peut pas parvenir à la prescription ; il n'a pas droit, en principe, aux actions possessoires, mais il a, tout au moins, droit à l'une de ces actions, la réintégrande, qui le défend contre les dépossessions violentes, et cela suivant un grand nombre d'auteurs considérables (1), comme d'après une jurisprudence absolument établie et qui fait loi aujourd'hui comme dans notre ancien droit (2).

longues années, n'a fait acte de possession. Un voisin y trace un chemin, y conduit des bestiaux, en cultive une partie. Cette possession, qui, au bout de trente ans, se transformera en propriété, suffit à empêcher de considérer le bien comme sans maître » (Barboux, *Consultation*, et cf. adhésions de MM. Du Buit, de Valroger et Bellaigue).

(1) Duranton, *Cours*, t. II, p. 246 ; Proudhon : *Du Domaine privé*, t. II, p. 490 ; Pardessus, *Servitudes*, t. II, p. 328 ; Dalloz, *J. G. Suppl.* V^o actions possessoires, et les auteurs qu'il cite ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, t. II, § 189, texte et note 10 : « La réintégration peut être intentée même contre l'Etat, le département, les communes ».

(2) Cas., req., 8 juillet 1845. D. 45. 1. 404 ; Cas., 23 novem-

En accordant une pareille protection au détenteur précaire, on reconnaît que sa chose n'est aucunement assimilable à celle qui n'a pas de maître.

« La possession est un fait matériel, tangible ; qu'elle soit précaire ou accompagnée de l'*animus domini*, elle est toujours la possession ; pour qu'on puisse discuter ses caractères légaux, il faut qu'elle existe : *Prius esse quam esse tale* (1). Et cela suffit à empêcher la « vacance » du bien possédé.

Le bien sans maître est donc celui qui, à aucun titre, propriété, possession, simple détention, ne relève de quelqu'un. Il est entièrement libre, soit que, naturellement rebelle à l'appropriation, il ait échappé, d'une manière constante, à toute atteinte de l'homme, soit que son maître l'ait abandonné, sans laisser personne qui succède à ses droits ou continue sa possession.

Mais, au reste, c'est là, évidemment, pour un bien,

bre 1846. D. 47. 1. 33 ; Cas., 10 août 1847. D. 47. 1.333 ; Cas., 25 mars, 1857. D. 58. 1.315. D'après ce dernier arrêt, l'action en réintégrande est recevable par cela seul que la possession sur laquelle elle est fondée, est paisible et publique. — Cassation, 17 février 1878. D. 78. 1. 277 : « La simple détention, c'est-à-dire la possession matérielle et actuelle suffit lorsque, d'ailleurs, elle est paisible et publique, pour autoriser la réintégrande. Il importe peu qu'elle n'ait précédé que de quelques jours, ou même d'un jour seulement, l'acte violent de dépossession... Il importerait peu davantage qu'elle ne se fût exercée qu'à titre précaire ».

Un arrêt de Cassation du 24 février 1865 (D. 65. 1. 441) reconnaît même au possesseur précaire (en l'espèce, au détenteur d'un terrain appartenant au domaine public), le droit d'exercer l'action en complainte.

(1) H. Barboux, *op. cit.*

un état anormal ; cette situation, d'un moment à l'autre, peut cesser, et le bien tomber ou retomber au pouvoir de quelqu'un.

« Il est certaines choses, dit Demolombe, qui n'appartiennent actuellement à personne, mais qui sont susceptibles de devenir l'objet d'un droit de propriété » (1). Ce sont les biens sans maître.

Plus explicitement, on peut, semble-t-il, donner la définition suivante : choses qui n'appartiennent actuellement à personne, soit qu'elles n'aient jamais eu, soit qu'elles n'aient plus ni propriétaire, ni possesseur, ni détenteur, mais qui sont susceptibles de devenir l'objet d'un droit privatif.

Il est à peine besoin de noter une conséquence qui suit naturellement de cette définition : le fait de s'approprier une chose sans maître ne peut pas constituer un vol ; on ne vole que ce qui appartient à quelqu'un.

Les choses sans maître se distinguent des choses dites *communes* (2).

Ces dernières sont celles que vise l'article 714 du Code civil : « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous. Des lois de police règlent la manière d'en jouir ». On fait entrer dans cette catégorie la lumière, l'eau de la mer, l'eau courante.

Tandis que les choses sans maître peuvent, à chaque

(1) *Cours de Code Napoléon*, IX, n° 461.

(2) Toullier n'a pas fait la distinction (*Droit civil français*, III, n° 27). Laurent l'en critique justement. (*Principes de droit civil*, VI, p. 6).

instant, trouver un propriétaire, les choses communes échappent à toute appropriation complète, soit que, pour leur jouissance, cette appropriation soit inutile (1), soit, plutôt, qu'elle soit impossible.

Les biens sans maître se distinguent aussi des choses perdues ou *épaves*.

Celles-ci, en effet, ont un maître, bien qu'il soit ignoré. Le propriétaire de la chose égarée « n'a pas renoncé à sa propriété; souvent même il ignore qu'il a perdu sa chose... L'épave n'est pas une chose sans maître » (2). Aussi, admet-on que le fait de se l'approprier peut constituer un vol, à la différence de ce qui se passe pour la chose sans maître (3).

A plus forte raison, les biens vacants se distinguent-ils de ceux dont le maître est simplement absent ou éloigné, comme il arrive, suivant l'exemple donné par un jurisconsulte romain, du fardeau que son maître, surchargé, dépose sur la voie publique, pendant qu'il va chercher de l'aide pour l'emporter (4).

(1) Sur cette idée, Cf. Championnière, *De la propriété des eaux courantes*, n° 10.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*. I, n° 1335. Merlin est donc absolument inexact dans sa définition des biens vacants (*Répertoire*, hoc verbo) : « Ce sont ceux dont le maître n'est point connu, et qui, par là, sont censés n'appartenir à personne ».

(3) Nous reviendrons plus loin sur cette distinction des biens proprement sans maître et des épaves.

(4) Julien, D. XIV, II, *De Lege Rhodia*, 8.

Un bien, nous l'avons déjà dit, ne doit pas être présumé sans maître; il n'est tel que si son maître, après recherche faite, n'a

Chose sans maître n'est pas synonyme, non plus, de chose susceptible d'être acquise par occupation. L'occupation est, en effet, possible aussi, sinon pour les choses communes dans leur ensemble, du moins pour une partie d'entre elles. Ainsi, celui qui remplit une cruche de l'eau d'un fleuve devient propriétaire de cette eau (1). On admet aussi la possibilité de l'occupation, quant à des choses ayant pourtant un maître bien déterminé, dans l'*occupatio bellica*, appropriation du butin pris à l'ennemi ; c'est par une pure fiction que ces biens, objets du butin, sont, à notre égard, « comme des biens vacants et sans maître ». Ils ont un maître (2).

On admet aussi l'*invention* (qui n'est, au fond, que l'occupation) des choses perdues.

D'autre part, les biens sans maître peuvent s'acquérir autrement que par occupation. Ils peuvent s'acquérir par accession ; le débordement d'un cours d'eau peut amener sur notre fonds un objet sans maître. *Res nullius quæ nostræ rei accedit fit nostra* (3).

Nous avons rangé sous l'appellation générale de

pu être retrouvé. En ce sens, Colmar, 10 juin 1816, mentionné dans Dalloz, *Code civil annoté*, sous l'art 539, n° 6.

(1) Cf. Pothier, *Traité du droit du domaine de propriété*, t. IX, n° 84 et Huc, *Commentaire du Code civil*, t. V, n° 5.

(2) C'est par suite d'une fiction analogue que les Romains considéraient les biens des *Barbari* comme *res nullius*. Sur les diverses conceptions qu'ont eues les nations, au cours des siècles, de la chose sans maître, en droit international, cf. Salomon, *De l'occupation des territoires sans maître*, p. 191 et s.

(3) Cf. Aubry et Rau, *Cours*, 5^e édition, t. II, p. 376.

« biens sans maître » tous ceux qu'il semble possible de concevoir, ceux qui n'ont jamais eu et ceux qui n'ont plus de maître.

C'est une notion générale qu'il importe de dégager. Ce serait donc nuire à la clarté que de s'embarrasser dans les subtilités de terminologie recueillies par le droit civil moderne dans l'héritage du droit romain et de notre ancien droit coutumier.

Aussi, sous les appellations synonymes de *chose ou bien sans maître*, *chose ou bien vacant*, *chose ou bien vacant et sans maître*, nous comprenons, dans le sens le plus large, le meuble ou l'immeuble qui se trouve actuellement, pour quelque raison que ce soit, n'avoir aucun propriétaire, aucun possesseur. La « vacance » est l'état de ce bien.

Nous ne nions pas que, dans tel ou tel article du Code, les termes *biens sans maître* aient un sens plus restreint, et que MM. Aubry et Rau aient peut-être pu dire avec raison : « Les termes biens vacants et sans maître, employés dans l'art. 539, emportent l'idée de choses qui avaient autrefois un maître, et, par conséquent, ne comprennent pas les *res nullius* qui n'ont jamais appartenu à personne (1). Mais, ici, c'est en dehors de tout texte que nous avons cherché à définir les biens sans maître.

De même, quelques-uns appellent *choses sans maître* celles qui n'ont jamais eu de propriétaire, et *biens sans maître*, les choses qui n'en ont plus, car, disent-ils, le mot bien, désignant une chose soumise à

(1) 5^e édition, t. II, p. 64.

l'utilisation individuelle de l'homme, emporte l'idée de choses qui avaient autrefois un maître. Paraissant entrer dans cette distinction, M. Planiol ne définit que les *choses* sans maître, quand il dit : « Ce sont celles qui, par leur nature, sont susceptibles de propriété privée et que rien n'empêche d'avoir un maître, mais qui, en fait, n'en ont pas. Tels sont les terrains d'un pays inhabité et les animaux sauvages (1). Et MM. Aubry et Rau ne définissent que les « biens » sans maître : « On entend, par biens vacants et sans maître, ceux dont les anciens propriétaires sont décédés ou ont disparu et dont personne n'est plus admis à réclamer la propriété. Tels sont notamment les biens dépendant de successions définitivement tombées en déshérence » (2).

Notre intention serait de réunir ces deux définitions, de les compléter l'une par l'autre. Il paraît indispensable de simplifier la terminologie des sujets au lieu de la compliquer, comme il semble qu'on l'ait fait à l'excès à Rome et dans notre ancien droit (3).

(1) *Op. cit.*, t. I, n° 930.

(2) *Op. cit.*, t. II, n° 64.

(3) A Rome, dans la grande division des choses *in patrimonio nostro* et *extra patrimonium*, ces dernières se subdivisent en *res nullius divini juris* et *res nullius humani juris*. Celle-ci comprennent :

1. Les *res publicæ*, biens du domaine public ;

2. Les *res universitatum*, biens appartenant à des êtres moraux.

3. Les *res communes*, destinées par la nature à l'usage de tous les hommes. Il est donc inexact de dire : les choses communes, en droit français, sont les *res nullius* du droit romain

(voir note sous Cass., 20 février 1888 (D. 88., 1, 262). Ce sont certaines des *res nullius* romaines, mais non toutes.

4. Les choses dès à présent susceptibles de propriété privée, mais non encore appropriées, telle que l'île née dans la mer, une hérédité jacente ou des animaux sauvages, en un mot, celles que nous avons appelées vacantes et sans maîtres (Accarias, *Précis de droit romain*, II, n° 198 ; Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 230 ; *Institutes* de Justinien, liv. II, tit. 1, *De divisione rerum*).

Or, il n'y a pas de terme général pour désigner tous les biens de cette dernière catégorie.

A ceux qui n'ont plus de maître, successions en déshérence, héritages abandonnés, on réserve généralement l'appellation de *bona vacantia* (Code, X, 10, *De bonis vacantibus*, ll. 4 et 5 ; Julien, D, XXX, *De leg. et fideic.*, 96, 1 ; Modestin, D. XLI, III, *De usurpationibus et usucapionibus*, l. 18 ; Inst. Just., II, 6, § 9). Pourtant, v. Tassain, le *Droit de déshérence*, p. 4, note I, sur un sens très large de *bona vacantia*).

Quant aux biens qui n'ont jamais eu de maître, on les appelle le plus souvent *res nullius*, donnant ainsi à ces mots un second sens et à la moindre partie le nom de tout (Cf., par exemple, Marcien, D. I, 8. *De divisione rerum*, 2, et *Instit. Just.*, II, I, *De divis. rer.*, 12 et 22).

Les auteurs, en droit français, trouvant l'appellation commode par sa brièveté, disent souvent, pour désigner les choses qui n'ont jamais eu de maître : ce sont les *res nullius* du droit romain (Laurent, *Principes de droit civil*, VI, p. 6 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 44 et 66. Baudry-Lacantinerie. *Précis*, I. p. 703).

C'est exact, mais il ne faudrait pas aller plus loin et l'on commettrait une inexactitude en s'autorisant du droit romain pour appeler *res nullius* des choses qui n'ont plus de maître (V. pourtant Dalloz, *J. G.*, v. Propriété, n° 229).

Dans l'ancien droit français, la terminologie du sujet varie souvent d'une coutume à l'autre, sinon dans la même coutume. Cf. Denys de Salvaing, *De l'usage des fiefs*, 2^e partie, p. 69 et ss., notant deux acceptions de l'expression *choses gayres* (dans la seule coutume de Normandie). On ne peut donc rien dire d'absolu.

Biens vacants comprennent quelquefois, dans un sens large,

« toutes sortes de choses, meubles ou immeubles, qui ne sont possédées par personne et qui n'ont point de maître, comme sont les épaves, les héritages déguerpis, les terres désertes, délaissées et abandonnées, les successions vacantes et toutes les autres choses qui ne sont possédées par personne » (Ferrière, *Dictionnaire*, v^o Biens vacants).

Plus souvent, cette appellation est réservée aux seuls immeubles sans maître, « aux héritages vacants dont il n'apparaît aucun propriétaire, ou dont le propriétaire n'a point laissé d'héritiers » (Ferrière, *ibid.*, v^o Epaves).

Choses gayves comprennent tous les meubles sans maître ou sans maître connu ; « les uns n'ont jamais appartenu à personne, comme quelques animaux sauvages, l'ambre gris, les perles et autres choses pareilles qui se trouvent quelquefois sur le rivage de la mer ; les autres ont un maître, mais qui est inconnu. Tels sont les animaux domestiques égarés et toutes sortes d'effets mobiliers qui ont été perdus par leurs propriétaires ». (Merlin, *Répertoire*, hoc. v^o).

Epaves, dans la plupart des coutumes, signifient « toutes choses mobilières vivantes ou inanimées qui ont été égarées ou dispersées » (Ferrière, *op. cit.*, v^o Epaves. — Sur le sens primitif de *bêtes égarées*, voir Denys de Salvaing, *loc. cit.*, et Toullier, *op. cit.*, IV, p. 35).

Ce terme est donc, en principe, réservé aux meubles perdus, mais son sens tend continuellement à s'élargir.

On l'étend, d'abord, aux choses du crû de la mer, ambre, corail, etc., en tant que ces objets se trouvent jetés sur la grève par les flots, Ainsi, des biens, à proprement parler sans maître, prennent place à côté des choses perdues. Si, entre ces deux catégories de choses, pourtant bien différentes, les auteurs de l'ancien droit ne font pas de distinction, les droits égaux du seigneur haut-justicier sur les unes et les autres sont peut-être une excuse de cette assimilation fautive.

Puis, dans quelques coutumes, épave arrive à signifier même les immeubles vacants et sans maître, abandonnés par leurs propriétaires (Cf., dans Beautemps-Beaupré, *Coutumes et Institutions de l'Anjou*, Paris, 1883, t. IV, lettre L, n^o 4, l'expression d' « épaves foncières », en opposition avec celle d' « épaves mobilières » (*Ibid.* n^o 22).

CHAPITRE II

ÉNUMÉRATION

1. Exclusion de certains biens réputés sans maître, mais qui ne le sont pas en réalité.

La définition donnée permet d'exclure immédiatement de la catégorie des biens sans maître certaines choses auxquelles manquent, évidemment, les caractères distinctifs du bien vacant.

Ainsi, il existait, en droit romain, certains biens que, par une pure fiction, on réputait sans maître. C'étaient les *res nullius divinis juris*, choses que des motifs d'ordre religieux faisaient placer et maintenir hors de l'atteinte des hommes (1); elles n'étaient la propriété d'aucun être humain. Mais, en réalité, elles n'étaient pas sans maître, au sens strict de ces mots : d'une part, en effet, elles étaient en la possession, ou, du moins, en la détention des personnes chargées du culte des dieux

(1) *Res sacræ*, temples, *res religiosæ*, sépulcres; *res sanctæ*, murs et portes. *Inst. Just.*, II, I. *De div. rer.*, 8, 9, 10.

ou des défunts et, d'autre part, elles n'étaient pas susceptibles d'appropriation privée.

En droit moderne germanique, une fiction réputée également sans maître les biens des fondations; la *Stiftung*, masse de biens destinée à la création et à l'entretien d'une œuvre, est indépendante, sans titulaire, « elle ne correspond à aucun groupe d'hommes » (1); elle n'est pas même, comme les biens des fondations dans notre droit, la propriété d'un être fictif; elle n'a aucun propriétaire juridiquement connu; les biens, cependant, n'y sont pas véritablement sans maître, étant, tout au moins, détenus et possédés par les personnes vouées à l'entreprise.

Notre droit, du reste, n'admet aucune conception analogue à celle de la *Stiftung* (2).

(1) Planiol. *Traité*, I, n° 694.

(2) Cf. Rennes, 27 février 1860. D., 60, 2, 160; Cassation, 17 novembre 1863. D. 63, 1, 441; Lyon, 29 juillet 1885. D. 86, 2, 229.— Aux termes de ces arrêts, il n'est pas permis de mettre ses biens hors du commerce par une disposition testamentaire. Et v. aussi Lambert, p. 323.

2. Les biens qui n'ont jamais eu de maître.

Leur infinie variété empêche d'en donner une énumération limitative ; on peut seulement énumérer la plupart d'entre eux, à la suite des jurisconsultes romains qui, bien plus complètement que les modernes, ont étudié cette catégorie des biens sans maître (1).

Ce sont les animaux sauvages, dans leur état de liberté naturelle, le gibier, le poisson de la mer et des eaux courantes (2).

Ce sont les coquillages, pierres ou cailloux, l'ambre et le corail qui se trouvent au fond de la mer, sur ses flots ou sur ses bords, le varech ou goémon poussant en mer ou jeté sur la grève (3).

Ce sont aussi les eaux pluviales (4). De même, dit Pothier « les boues et ordures que nos jardiniers... font

(1) Instit. Justin., II, I., *De divisione rerum*. tot. tit.; D. XLI, I. *De acquir. rerum dominio.*; D. XLI, II. *De acq. vel amit. posses.*

(2) Inutile de dire que le poisson, contenu dans l'étang ou canal qui est propriété privée, n'est pas sans maître.

(3) Les choses du crû de la mer sont souvent appelées épaves. Elles l'étaient toujours dans l'ancien droit, et, de nos jours, les décrets relatifs à la pêche côtière ont encore employé les expressions : goémons ou algues épaves. (Décret du 9 janvier 1852 ; trois décrets du 4 juillet 1853, portant règlement sur la pêche côtière dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e arrondissements maritimes. *Bulletin des Lois. Partie supplémentaire. Série XI*, B. 617, n° 9222). Or, la plupart de ces choses sont des *res nullius* et non des choses perdues. V. Aubry et Rau. *op. cit.*, t. II, p. 44, 45, 66, 372. — Sur l'impropriété de cette dénomination., cf. aussi Duport, p. 13, 18, 45.

(4) Elles sont *res nullius* alors même qu'elles coulent sur la

ramasser tous les jours par leurs âniers pour s'en servir à fumer les terres où ils font venir leurs légumes... sont choses qui n'appartiennent à personne » (1).

Et il est tellement de la nature de ces choses d'être sans maître, *res nullius*, pour employer l'expression reçue, que nulle circonstance, aucune des entraves mises par la loi à leur libre acquisition ne peut leur enlever ce caractère; pour avoir été chassé sur le terrain d'autrui, ou en temps prohibé, le gibier n'en est pas moins chose *nullius*, devenant aussi, on le verra, malgré tout, la propriété de celui qui s'en empare. Il en est de même du poisson pêché en délit.

A cette énumération, toute mobilière, il faut ajouter quelques immeubles; ainsi les terres d'un pays inhabité, les îles nées dans la mer (2), ou, dans une région connue, les territoires qui, impropres à toute culture, n'ont jamais appartenu à personne (3).

voie publique; l'Administration peut concéder ou refuser aux particuliers le droit de les capter par des travaux exécutés sur cette voie; leur nature juridique n'en est pas modifiée. Limoges, 22 janvier 1900. D. 1902, 2, 421; Aix, 5 février 1902. D. 1902, 2, 422; Cassation, 5 mars 1902. D. 902, I. 456.

(1) *Traité du droit du domaine de propriété*, n° 59. — Sur d'autres *res nullius*, par exemple sur les aérolithes, cf. Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, t. 3, p. 6, et *Gazette des Tribunaux*, 1842.

(2) Le cas est rare. On peut néanmoins citer l'exemple de l'île apparue, au mois de juillet 1831, aux environs de la Sicile; cette île, dont l'Angleterre avait immédiatement pris possession, disparut au bout d'un an à peine (Salomon, *De l'occupation des territoires sans maître*. Paris, 1889, p. 131).

(3) La terre a-t-elle jamais été complètement *res nullius*? Sur cette question, cf. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme*. Paris, 1893, p. 74.

3. Le Trésor.

Il est nécessaire de lui faire une place à part. En effet, il est impossible de dire que son maître l'a abandonné, attendu que, s'il est resté caché, ce peut être par suite d'une circonstance absolument indépendante de la volonté de son propriétaire, par exemple, une période de révolution prolongée. Et il est également impossible d'affirmer que son maître est mort sans héritier ni testataire, puisque l'incertitude de son originaire fait partie de sa définition.

Pourtant, c'est un bien sans maître. C'est, suivant les définitions romaines, « l'objet mobilier enfoui par des maîtres inconnus » (1) ; le dépôt d'argent fait de temps immémorial, et n'étant plus, par suite, attribuable à personne » (2). C'est un bien qui avait un maître, mais qui, si l'on peut ainsi dire, est devenu sans maître par l'effet du temps (3).

Telle est bien l'idée que s'en font aussi les auteurs du Code civil quand ils disent (art. 716) : « Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard ».

C'est donc une chose dont la soustraction, même frauduleuse, ne devrait pas, en principe, être considérée

(1) *Code*. X. XV. *De Thesauris*, I.

(2) *Paul*. D. XLI. I. *De acq. rer. dom.* 31, 1.

(3) *Gf.* *Nuger*, p., 19, 91.

comme vol (1), et qui devrait, nous le verrons, appartenir en totalité à celui qui la découvre. Ainsi le commanderait la logique. Mais la nécessité de décourager les chercheurs de trésors, d'une part, et, de l'autre, les antécédents romains en ont fait décider autrement, du moins quant au trésor découvert — et c'est le cas le plus fréquent — dans un fonds ou dans une habitation appartenant à quelqu'un (2). Il est clair, en effet, que le trésor trouvé dans un immeuble sans maître appartiendrait entièrement à l'inventeur.

(1) Cf. Marcadé, *Explication du Code Napoléon*, t. III, p. 9 en note.

(2) Les mines ne sont pas des *res nullius*. Il n'est plus possible d'en douter, depuis la loi de 1810. En effet, si elles étaient sans maître, il ne serait pas question de payer une redevance au propriétaire de la surface.

4. Les choses abandonnées.

La seconde catégorie des biens qui n'ont plus de maître comprend ceux abandonnés par leur propriétaire, les « *res derelictæ* ». Donc, après avoir vu des biens sans maître par l'effet du temps, nous sommes ici en présence d'une troisième catégorie que l'on pourrait appeler celles des biens sans maître par la volonté de l'homme.

« Tels sont, dit Pothier, les gousses de pois, les trognons de salade et autres choses semblables qu'on trouve dans une rue » (1). Tels sont aussi les menus objets ou pièces de monnaie jetés à la foule, à l'occasion des fêtes publiques ou privées, *missilia* des triomphateurs romains.

Quoique rare, l'abandon d'un immeuble peut se concevoir ; un propriétaire pourra, désireux d'échapper à l'impôt, abdiquer sa propriété sur un fonds improductif, à supposer qu'il n'en trouve aucun acheteur.

L'abandon est l'acte de volonté par lequel un propriétaire entend faire sortir de son patrimoine une chose qui en faisait partie (2). Il exige, pour être parfait, la cessation de la possession et l'abdication de l'*animus domini*.

(1) *Traité du domaine de propriété*, n° 60.

(2) *Pro derelicto habetur quod dominus ea mente abjecerit, ut id rerum suarum esse nollet* (Instit. Just., II, I, n° 47).

Aussitôt qu'un tel abandon se produit, la chose qui en est l'objet est sans maître. Son propriétaire a abdiqué tout droit sur elle. Elle est à la disposition du premier occupant ; mobilière, celui qui s'en empare ne commet pas un vol, alors même qu'il aurait l'intention frauduleuse. Ainsi en est-il dès l'instant de l'abandon (1).

Que, une fois cette *res nullius* occupée, on soutienne que « les effets de l'occupation remontent à l'instant même du délaissement » (2), on le peut ; mais il n'en est pas moins vrai qu'au moment précis de l'abandon la chose était sans maître.

Il va sans dire que le propriétaire, s'il s'est dessaisi de la seule possession, et non de son droit de propriété, n'a pas fait véritablement abandon. Tel est le cas, très étudié des jurisconsultes romains, du maître d'équipage qui, pour alléger la charge de son embarcation, fait jeter des objets à la mer, sans perdre espoir de les retrouver ; il n'abandonne pas l'*animus*. Aussi, les objets jetés demeurent-ils sa propriété (3). S'il les sacrifie pour un temps, c'est uniquement pour éviter le naufrage ; il compte les retrouver. Il y a, là, des choses momentanément rejetées, mais non des choses abandon-

(1) Ulpien, L. I. *Pro derelicto*, XLI, VII ; Paul, L. 2, *eod. tit* ; Ulpien, L., 38, I. *De noxal. act.*, IX, IV ; L., 43, 5, *De furtis*. D. XLVII, II. — Les Proculiens, au contraire, soutenaient que la *res derelicta* reste la propriété de l'auteur de l'abandon jusqu'à ce qu'elle ait été occupée (*Cf.* ces textes).

(2) Aubry et Rau, *Cours*, t. II, p. 64.

(3) Gaius, l. 9, § 8. D., *De acq. rer. dom.*, XLI, I ; Instit. Just., II, I. § 48.

nées (1). Aussi, l'individu qui s'emparera de tels objets, commettra-t-il un vol, à moins, bien entendu, qu'il ne le fasse pour les sauver et les restituer ensuite (2).

L'abandon proprement dit ne peut être l'œuvre que du seul propriétaire ; un simple possesseur, un usufruitier, un usager, un commodataire ne peuvent pas plus abandonner la chose qu'ils ne peuvent l'aliéner.

L'abandon est généralement total ; on peut, cependant, le concevoir partiel. Ainsi, je puis abandonner une parcelle déterminée du champ qui m'appartient. Mais je ne puis pas faire, à proprement parler, abandon de la portion indivise du champ dont je suis copropriétaire avec d'autres ; car, cette portion, étant indivise, est indéterminée ; or, on ne peut pas faire abandon de ce qui est indéterminé, puisque l'abandon suppose qu'on a la possession, et que la possession ne se conçoit que d'une chose déterminée. « L'abandon, d'une part, indivise, a-t-on dit avec justesse, n'est pas un cas de *derelictio*, mais bien d'accroissement » (3).

Abandon, — au sens où nous l'avons pris d'abdication de la propriété, abdication créatrice de biens sans maître, — n'est donc pas synonyme de perte. C'en est même tout l'opposé, car, si la *derelictio* est un acte voulu, la perte, au contraire, est, par essence, un événement for-

(1) *Non potest videri id pro derelicto habitum quod salutis causa interim dimissum est.* Javolenus, L., 22. 2., D., *De acq. vel amit. pos.*, XLI, II.

(2) Ulpien, 43. 11. D., *De furtis*, XLVII, 2.

(3) Destrais, p. 243.

tuit et involontaire : chose perdue n'est pas chose sans maître.

Comment donc distinguer l'objet perdu et l'objet abandonné ?

D'après la valeur de la chose, a-t-on dit. Les choses abandonnées ont, en général, peu de valeur ; si donc la chose trouvée a une valeur appréciable, on devra plutôt présumer, dans le doute, qu'elle a été perdue. Mais ce n'est là, au reste, ajoute-t-on, qu'une simple présomption, qui pourra être combattue et détruite par toutes les circonstances propres à établir que l'intention du maître a été, au contraire, d'abdiquer sur la chose trouvée son droit de propriété. Bien que l'objet en question ait une certaine valeur, son maître peut avoir obéi, en l'abandonnant, au caprice ou à l'ostentation (1). De même, je peux avoir perdu un objet auquel, malgré son peu de valeur, j'attachais un grand prix d'affection.

Ce sont autant de questions d'intention dont le juge du fait est souverain appréciateur (2).

(1) Cf. Dalloz, *J. G.* v^o Propriété, n^o 233.

(2) Sur les conditions de la *derelictio* d'un territoire en droit international, v. Salomon : *De l'occupation des territoires sans maître*, p. 243 et s.

5. Le droit de propriété se perd-il par le seul effet de son non-exercice ?

La simple expiration d'un laps de temps n'a certainement pas pour effet la perte du droit de propriété ; on ne peut donc pas dire : au bout d'un certain temps, le propriétaire est déchu de son droit sur sa chose ; si, pendant le même temps, personne n'a prescrit acquisitivement la propriété de cette chose, elle est sans maître. Il faudrait inscrire dans notre droit, pour que cette perte de la propriété fût possible, un texte nouveau qui révolutionnerait tous les principes admis jusqu'ici. Certains, pourtant, ont émis le vœu que, à l'expiration d'un délai qui resterait à fixer, toutes les propriétés particulières revinssent à l'Etat (1). Mais, dans ce cas même, comme on le voit, on n'aboutirait pas à créer des biens sans maître, puisque c'est l'Etat qui serait investi de la propriété.

Il faut, plutôt, supposer qu'au temps écoulé se joigne, de la part du propriétaire, le non-usage de sa chose. Soit donc un individu qui néglige pendant trente ans d'user de son droit ; si l'on admet qu'au bout de ce temps, par l'effet de sa négligence, il est déchu de son droit, et si, d'autre part, personne, pendant le même délai, n'a acquis la propriété de la chose, la conclusion,

(1) Sur cette question du « Collectivisme de la terre », cf. Baumes, p. 46, 47.

pour quelques auteurs, s'impose : le bien est sans maître (1).

Mais l'hypothèse est peu pratique ; il est rare qu'un propriétaire néglige absolument d'user de sa chose, lorsqu'il l'a sous la main ; pour que l'hypothèse puisse se réaliser pratiquement, il faut supposer un propriétaire qui s'est dessaisi de son bien, et qui, cependant, en a conservé la propriété. L'espèce est celle-ci : l'individu a cru abdiquer son droit sur sa chose par un contrat translatif de propriété ; mais le contrat est nul d'existence ; le bien, malgré l'apparence de la vente ou la donation, est ainsi resté la propriété de son maître primitif ; or, celui-ci n'agit pas en revendication contre le soi-disant acquéreur ; ce dernier, de son côté, est empêché, pour une raison quelconque, de prescrire acquisitivement la propriété de la chose. Au bout de trente ans, dit-on, le bien est sans maître.

Ainsi, on prétend découvrir des causes nouvelles de « vacance ».

Il s'agit d'examiner et de critiquer les arguments produits dans ces diverses hypothèses.

Le propriétaire qui n'use pas de sa chose perd-il ses droits sur elle ?

On l'a soutenu, disant que le non-usage peut légitimement faire présumer l'abandon. Le défaut d'exercice fait perdre d'autres droits réels : l'usufruit, l'usage,

(1) On suppose, bien entendu, qu'il s'agit uniquement d'immeubles.

les servitudes ; il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement du droit de propriété.

Au reste, ne pas user, c'est compromettre l'intérêt social : c'est abuser. Quoi donc d'étonnant, si l'on prive de son droit celui qui en abuse ? « *Interest rei publicæ ne quis suo jure male utatur.* »

Nous avons déjà dit quelle était la conclusion. Si, tandis que le propriétaire a perdu son droit, par l'effet de sa négligence, personne ne s'est substitué à lui au moyen de la prescription acquisitive, le bien est sans maître, et, comme tel, il appartient à l'Etat.

Il semble, d'abord, qu'un premier argument à opposer à cette doctrine se rencontre dans le silence du Code. Si, réellement, il existe une cause aussi importante de la perte du droit de propriété, comment expliquer que nos lois ne l'aient pas mentionnée ? Si la prescription extinctive trentenaire suffit à éteindre et les droits de créance et ceux des droits réels que nous avons nommés, il faut remarquer que le Code le dit expressément ; son silence serait-il excusable relativement au premier des droits, le droit de propriété ?

Que l'usufruit, l'usage et l'habitation, les servitudes s'éteignent par le non-usage, la chose se comprend très bien ; tous ces droits, démembrements de la propriété, n'ont leur raison d'être qu'à la condition d'être utilisés ; si l'usufruitier ou l'usager néglige absolument de jouir de la chose, objet de son droit, si le propriétaire du fonds dominant ne profite aucunement de la servitude, à quoi bon maintenir ces droits ? Ils ne sont que des entraves au plein et libre exercice du droit de propriété ;

qu'on les déclare éteints, faute d'être utilisés, c'est absolument rationnel; ce faisant, on ne fait que ramener les choses à l'état normal, la jouissance pleine et absolue du propriétaire. Mais, rien de semblable en ce qui touche le droit de propriété; aucun des motifs que nous venons de voir ne s'applique à lui, pour justifier son extinction par le non-usage (1).

Au surplus, admettre cette extinction, c'est aller à l'encontre d'une tradition constante. Le seul défaut d'exercice du droit, la seule non-culture, n'a jamais, à Rome, fait perdre la propriété d'un fonds; il a toujours fallu, en outre, soit la volonté d'abandon manifeste et formellement exprimée, soit l'acquisition du fonds négligé par un tiers ayant prescrit acquisitivement (2).

Ces mêmes principes, on le verra plus loin, ont toujours été reçus dans notre ancien droit.

D'ailleurs, des dispositions expresses du Code civil témoignent que le non-usage ne peut être, à lui seul,

(1) Cf. Léger, page 19, dans son intéressante étude sur le but de la prescription extinctive, résumée en ces mots : La prescription extinctive ne pourra s'exercer contre un droit que si, en éteignant ce droit, elle opère un retour au droit commun général de la loi. — *Hoc sensu*, Colmet, VIII, n° 369 bis, IV; Glasson, *Revue Pratique*, tome 34, page 355; Lacour, *Revue Critique*, tome X, page 30 et s.; Laurent, t. XXXII, n° 384; Planiol, *Traité*, I, n° 1158; Pize, p. 299.

(2) La loi 4, *Code. De acq. acq. vel. retin. pos.*, VII, XXXII, pour ne prendre que cet exemple, est formelle en ce sens : « *Si ergo prædiorum dessertam possessionem non derelinquendi affectione transacto tempore non coluisti, sed motus necessitate culturam eorum distulisti, præjudicium tibi ex transmissi temporis injuria generari non potest* ».

une cause d'extinction du droit de propriété. Aux termes de l'article 544, « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les règlements ». Jouir d'une chose de la manière la plus absolue n'est-ce pas, si l'on veut, n'en pas jouir du tout (1) ?

De même, l'article 2232 fournit un appui à la doctrine que nous soutenons. « Les actes de pure faculté, dit-il (et ceux de simple tolérance) ne peuvent fonder ni possession ni prescription ». Cela veut dire : si, en faisant une chose, on ne fait qu'user d'une liberté naturelle, aucune prescription, aucun défaut d'usage ne peut prévaloir contre cette liberté. Or, user de la chose ou n'en pas user, n'est-ce pas, pour, le propriétaire une de ces « pures facultés » imprescriptibles (2) ? A cet argument, on a répondu par un texte de Dunod, d'après lequel « la pure faculté devient prescriptible quand on l'assujettit à une convention », parce qu'alors elle est dénaturée. Or, ajoute-t-on, n'y a-t-il pas une convention sociale dans le fait de la propriété (3) ? Mais, s'exprimer ainsi, c'est supposer admis un fondement de la propriété qui est, au contraire, contestable et contesté.

Nombreuses, du reste, sont les pures facultés,

(1) *Sic*, Baudry et Tissier, *Prescription*, N° 592 ; Laurent, *Principes* t. XXXII, n° 8 ; Pize, p. 299.

(2) *Sic*, Laurent, *Principes*, t. XXXII n° 8. « Pour le propriétaire, user de son droit est une pure faculté... Il ne suffit pas qu'il n'exerce pas son droit pendant trente ans pour qu'il le perde... En ne jouissant pas, il exerce encore son droit, car son droit est absolu ».

(3) Baumes, p. 77, 78.

accessoires de celle d'user ou de ne pas user, dont la jurisprudence, unanimement, proclame l'imprescriptibilité. Il suffira de mentionner le droit accordé, par l'article 644 du Code civil, aux propriétaires riverains d'une eau courante, de s'en servir pour l'irrigation (1), le droit pour le propriétaire de cultiver son terrain, de l'ameubler ou d'en changer la consistance (2), la faculté, pour lui, de planter des arbres sur son terrain (3), de bâtir ou de ne pas bâtir sur le terrain sur lequel il a concédé un droit de passage, en se réservant le droit de bâtir sur l'emplacement du chemin, à charge de fournir un autre passage (4).

Il ne paraît pas possible de faire un sort différent, en la déclarant prescriptible, à la faculté générale d'user ou de ne pas user.

Cas particulier du propriétaire qui s'est dessaisi de sa chose par un contrat nul d'inexistence. Il est resté propriétaire.

Dans l'espèce particulière où se présente, comme on l'a vu, avec le plus d'intérêt pratique, le problème de la perte du droit de propriété, la question se pose ainsi :

L'individu qui s'est dessaisi de sa chose par un contrat auquel manque un élément essentiel à sa validité, qui,

(1) Cassation, 17 février 1858 ; D. 58. 1, 297, et les arrêts cités en note ; Pau 27 mai 1861 ; D. 61. 2. 183 ; Cas., 11 mai 1868. D. 68. 1. 468.

(2) Cas. Req. 16 juillet 1874 ; D. 75. 1. 317.

(3) Paris, 4 juin 1872 ; D. 74. 5. 451.

(4) Cf. Lattaignant, p. 439.

par conséquent, en est resté propriétaire, est-il privé, par la prescription extinctive trentenaire, du droit d'agir en revendication ?

Il faut constater, d'abord, qu'au fond des choses le problème qui se pose ici est le même que celui qui a été étudié précédemment. Perdre le droit de propriété et perdre l'action en revendication, ce n'est qu'une même chose. Or, qu'est-ce qu'un droit sans l'action qui le sanctionne ? Nous estimons qu'il n'y a là aucune différence à établir.

Quelques-uns, cependant, ont estimé qu'une distinction doit être faite. D'après eux — nous reprendrons plus loin leur argumentation — l'action en revendication, en présence des termes formels de l'article 2262, s'éteint par trente ans de non-usage. Toutefois, disent-ils, ce délai expiré, le droit de propriété subsiste ; au fait, ce sera inutilement dans la plupart des cas ; car, que vaut un droit de propriété alors qu'on ne peut pas agir contre celui qui, ayant la possession de la chose objet du droit, est seul à en jouir ? Cependant, cette survivance du droit pourra avoir son utilité au cas où le propriétaire rentrerait en possession de son bien autrement que par les voies judiciaires qui lui sont fermées ; son droit lui servirait à se faire maintenir en possession, à se défendre, — non contre le premier détenteur vis-à-vis duquel il est définitivement privé du droit d'agir en revendication, — mais, par exemple, contre l'Etat qui, on le suppose, réclamerait le bien comme vacant et sans maître (1).

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie, *Précis*, III, n° 1683, qui soutient

Cette distinction entre le droit et l'action n'est pas admissible ; elle avait cours, il est vrai, en droit romain, où l'action constituait un avantage nouveau qui venait s'ajouter au droit primitif (1). Spécialement, la distinction se rencontrait à propos de la *longissimi temporis præscriptio* ; celui qui avait possédé un bien pendant trente ans, de mauvaise foi, pouvait, tant qu'il conservait la possession, se défendre contre la revendication du propriétaire ; mais il ne le pouvait plus s'il venait à perdre la possession ; le prêteur lui refusait la *præscriptio* dans la formule (2). Mais rien n'autorise à reproduire cette particularité des lois romaines dans notre droit moderne, où le droit de propriété, aussi bien que le droit de créance, comprend dans ses attributs le droit de saisir directement la justice, et où l'action n'est pas autre chose que la mise en mouvement du droit, l'exercice du droit, le droit poursuivi en justice (3, 4).

cette théorie. V. son exposé, chez MM. Baudry et Tissier, n° 592 ; Rousse, n° 48 ; Colmet de Santerre, *Cours de Code civil*, VIII, 369 bis, VII.

(1) Lacour, *Revue Critique*, X, p. 30.

(2) Duret, n° XVI ; Girard, p. 298.

(3) Laurent, VI, n° 77 ; Colmet, VIII, n° 369 bis, IX.

(4) Cette distinction entre le droit et l'action est presque unanimement repoussée ; et, comme elle est le fondement de l'opinion émise par M. Baudry, dans son *Précis*, au sujet de la perte du droit de propriété par la prescription extinctive, cette opinion est généralement rejetée. *Sic.*, Baudry et Tissier, p. 340 ; Bufnoir, p. 658 ; Lacour, *op. cit.* ; Léger, p. 12, 38 ; Lafarge, p. 10 ; De Vareilles-Sommières, *Contrat d'association*, p. 110, 111, exposant quelques-unes des conséquences étranges où conduit la théorie.

Etant rejetée la distinction de l'action et du droit, il reste à étudier les arguments sur lesquels on se fonde pour soutenir que l'action en revendication s'éteint par trente ans de non-exercice, entraînant avec elle le droit lui-même de propriété.

On s'appuie sur l'article 2262 du Code civil : « Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi ».

Cet article, dit-on, soumet *toutes* les actions, quelles qu'elles soient, à la prescription extinctive trentenaire ; il ne fait aucune exception pour l'action en revendication ; celle-ci, comme toute autre, s'éteint donc par trente ans de non-exercice ; l'article, relatif à la seule prescription extinctive, ne mentionne pas la nécessité, pour la prescription de l'action en revendication, d'une possession s'exerçant contrairement au droit du propriétaire.

C'est la thèse de Laurent, du moins dans quelques passages de ses *Principes*. « Le droit de revendication se prescrit par trente ans comme toute action » (1).

C'est celle d'Ortíz : « Les termes de l'article 2262 du Code civil ne comportent aucune exception » (2).

C'est celle que soutint devant la Cour de cassation, le 5 mai 1879, l'avocat général, M. Robinet de Cléry :

(1) T., XXVI, n° 207 ; *Sic. t.* VI, n° 166 ; XI, n° 421. Nous verrons qu'ailleurs il soutient la thèse contraire.

(2) N° 327.

« L'action en revendication, dit-il, est prescriptible par trente ans, sans qu'il faille y ajouter la possession utile du détenteur... Le législateur a voulu, par une disposition uniforme, assurer l'extinction de toutes les actions, sans autre condition que le non-usage trentenaire, admettant plus facilement cette prescription extinctive que la prescription acquisitive... Il faut convenir que cette pensée d'uniformité a été admirablement exprimée par le texte de l'article 2262 » (1).

M. Beudant adopta cette manière de voir dans une note célèbre, sous l'arrêt de Cassation du 5 mai 1879 (2). « La thèse contraire, dit-il, a ses défenseurs ; il nous paraît superflu de la discuter après la réfutation, péremptoire à notre avis, qu'en a présentée M. l'avocat général Robinet de Cléry » (3).

Sur les conséquences de cette doctrine il n'est pas besoin d'insister de nouveau. Si, au bout de trente ans, le droit de revendication est éteint, si, pendant ce

(1) D. 80, I. 145 et S. 79, I. 313. — M. Robinet de Cléry argumente des travaux préparatoires du Code (principalement des discours de Bigot de Préameneu), de quelques textes de Merlin et de précédents arrêts de la Cour de Cassation, surtout de celui du 21 décembre 1858 (D. 63, I, 28). D'après lui, admettre une telle thèse, ce n'est en rien compromettre la stabilité du droit de propriété. « Ce délai de trente ans, dit-il, est prolongé, bien entendu, par toutes les causes qui interrompent ou qui suspendent la prescription ; en quoi cela est-il plus dangereux que l'extinction d'une créance par le même laps de temps ? »

(2) D. 80. I. 145.

(3) Cf. dans le même sens, Dain, p. 171 et 174. « L'action en revendication s'éteint au bout de trente ans et, avec elle, périssent tous les droits du propriétaire sur la chose ».

temps, personne n'est devenu propriétaire par la prescription acquisitive, on est en présence d'un bien sans maître.

Et la question se posera assez souvent. Il se pourra, en effet, pour divers motifs, qu'un détenteur n'ait pas pu prescrire ; sa possession pourra avoir été interrompue, ainsi que le prévoit l'article 2243, parce qu'un troisième personnage s'est substitué à lui dans sa jouissance ; ce dernier, à son tour, pourra n'avoir pas eu le temps d'accomplir la prescription acquisitive de trente ans. — Ou bien, lorsque les trente ans expirent, le détenteur possédera depuis trop peu de temps, ou bien sa possession aura manqué d'un des caractères exigés par l'article 2229 — Une autre fois, la prescription qu'il commençait pourra, pour une raison quelconque, la minorité, par exemple, avoir été suspendue en faveur du propriétaire ou de ses héritiers.

Comme conséquence, le bien sera devenu sans maître. « Un tiers, a-t-on dit (1), se met en possession de votre immeuble ; un mois avant l'expiration des trente ans, vous vous présentez pour rentrer en possession, mais vous êtes repoussé par la force ; la possession du tiers étant ainsi devenue violente, il n'acquiert pas la propriété, bien qu'il s'écoule un mois ou davantage ; mais, avec la doctrine nouvelle, la revendication est prescrite par le délai de trente ans, et, comme la prescription acquisitive ne s'est pas accomplie, votre bien, devenu sans maître, appartient à l'Etat ».

(1) Lattaignant, p. 440.

Est-il donc vrai que l'action en revendication est éteinte par son seul non-exercice prolongé pendant trente ans ?

Il ne le semble pas.

En premier lieu, nous pouvons nous réclamer de la tradition juridique et, d'abord, du droit romain. La loi 3, au Code VII. 39 déclare soumises à la prescription extinctive trentenaire toutes les actions tant réelles que personnelles (1). Ce principe semble englober, comme toutes les autres, l'action en revendication. Mais il faut lire le texte en entier ; après avoir posé la règle, il donne des exemples : cette même prescription, dit-il, s'exercera à l'encontre du créancier gagiste ou hypothécaire qui voudrait poursuivre l'objet de sa sûreté, non pas aux mains de son débiteur, mais aux mains d'un tiers qui en serait en possession depuis longtemps, *per longum tempus possidente* (2). De ces derniers mots ne faut-il pas conclure qu'en l'espèce prise comme exemple, la simple négligence du créancier ne suffit pas à éteindre l'action en revendication, qu'une possession s'exerçant contrairement à la sienne est nécessaire ? Et, s'il en est ainsi des sûretés réelles de gage et d'hypothèque, combien la chose ne doit-elle pas être plus vraie du droit réel par excellence, celui de propriété ?

(1) « *Sicut in res speciales, ita de universitate personales actiones ultra XXX annorum spatium minime protendantur* ».

(2) *Eodem etiam jure in ejus persona valente qui pignus vel hypothecam, non a suo debitore, sed ab alio per longum tempus possidente, nititur vindicare.*

Au même titre du Code, la loi 8, § 1, n'est pas moins probante ; dans ce texte, Justinien se place dans l'hypothèse suivante : un propriétaire a perdu ses droits par la prescription trentenaire ; le possesseur, qui a bénéficié de cette prescription, vient lui-même à être dépouillé. Ce dernier peut-il revendiquer la chose, prétendant en avoir acquis la propriété ? Oui, répond Justinien, s'il a été, dès le début, de bonne foi dans la possession. Non, au cas contraire, et, alors, de deux choses l'une : ou bien c'est l'ancien propriétaire lui-même qui est rentré en possession de son bien ; qu'il y reste ; ou bien, c'est un nouvel usurpateur ; en ce cas, le propriétaire peut revendiquer contre lui, *à moins, toutefois, que cet injuste détenteur ne puisse invoquer trente ans de possession*. Ce dernier membre de phrase laisse suffisamment entendre qu'à défaut de cette possession, le détenteur serait évincé (1).

Les mêmes principes furent reçus dans l'ancien droit français ; à ne faire que rappeler quelques textes des principaux auteurs, on constate que tous exigent, pour la perte du droit de propriété et, par conséquent, de l'action en revendication, non seulement la négligence du propriétaire, mais encore une possession contrairement exercée.

« On voit, dit Domat, deux effets de la prescription, ou plutôt deux sortes de prescription ; l'une, qui acquiert

(1) Il est impossible, dit M. Lacour (*op. cit.*) de dire plus clairement que la seule inaction du propriétaire pendant trente ans ne suffit pas pour lui faire perdre son action en revendication, et que la prescription exige l'accomplissement, chez la personne qui l'oppose, d'une possession trentenaire.

au *possesseur* le droit de propriété de *ce qu'il possède* et qui en dépouille le propriétaire, faute de posséder ; et l'autre, qui fait acquérir ou perdre toutes les autres espèces de droits, soit qu'il y ait quelque possession, comme dans la jouissance d'une servitude, soit qu'il n'y en ait aucune, comme dans la perte d'une dette, faute de l'exiger » (1). Ainsi, pour la perte du droit de propriété, la condition de la possession contraire est, croyons-nous, exigée en termes assez clairs.

Pour Dunod (2), la prescription est « le moyen d'acquérir le domaine des choses *en les possédant*, et de s'affranchir des droits, actions et obligations, quand le créancier néglige de les exercer » (3).

Quant à Pothier, il n'est pas moins précis. Dans son *Introduction* au titre XIV de la Coutume d'Orléans (4), il définit très nettement les deux espèces de prescriptions. D'après lui, la première peut se définir « l'acquisition de la propriété par la *possession* ; l'autre est une fin de non-recevoir qu'un débiteur peut opposer contre l'action du créancier qui a négligé de l'exercer ou de faire reconnaître son droit pendant le temps réglé par loi ». On ne saurait plus clairement exprimer que, si la prescription des droits de créance peut résulter de la simple négligence du créancier, il n'en est pas de même quand il s'agit de la perte du droit de propriété, ou, si l'on préfère, de sa sanction nécessaire, l'action en

(1) *Lois civiles*, liv. III, tit. 7, section 4.

(2) *Traité des Prescriptions*, chap. I.

(3) Cf. dans le même sens, d'autres textes du même auteur cités par M. Lacour (*op. cit.*).

(4) Nos 1, 30, 31, *Cbn.*

revendication. Au reste, Pothier expose encore les mêmes principes dans son *Traité du domaine de propriété* (1). « Nous perdons sans notre consentement, et même à notre insu, le domaine de propriété d'une chose qui nous appartient, lorsque celui qui la possède vient à l'acquérir par droit de prescription ». Nulle part, il ne paraît soupçonner que la perte du droit de propriété puisse être amenée par le non-exercice prolongé pendant trente ans de l'action en revendication (2).

Dans les travaux préparatoires du Code civil, les mêmes idées furent nettement exprimées. Bigot de Préameneu (3) et le tribun Goupil-Préfeln sont parfaitement explicites. « La prescription, dit ce dernier, est la conséquence de la présomption du titre de la propriété ou de la libération ; elle ne peut exister sans être précédée d'une possession telle que la loi l'exige » (4).

Ainsi contredite par les antécédents historiques, et en désaccord avec l'esprit des rédacteurs du Code civil, la théorie que nous combattons cherche à tirer argu-

(1) Œuvres, tome IX, n° 276.

(2) De même, *Traité de la possession*, n° 56. Cf aussi le passage cité par M. Lacour (*op. cit.*) du *Traité du Prêt à usage*.

Sur les opinions émises dans le même sens par d'autres auteurs de l'ancien droit, cf. Merlin, *Répertoire*, v° Prescription, sect. I, § 1, et les textes qu'il reproduit de Grotius. *De jure belli et pacis*, lib. II, cap. 4 ; Puffendorf, *Droit de la nature et des gens*, chap. XII, § 9 et 11 ; Vattel, *Droit des gens*, livre II, n° 1411.

(3) *Présentation au Corps législatif et exposé des motifs du titre de la Prescription*, séance du 17 ventôse an XII ; Fenet, XV, page 573 et s., 577.

(4) Discours au Corps législatif ; Fenet, XV, p. 603.

ment — nous l'avons déjà dit — de la lettre de l'article 2262.

Cette disposition, dit-on, pose les conditions de la prescription; or, elle ne mentionne pas la nécessité d'une possession exercée contrairement.

Il faut, d'abord, noter que le titre même du chapitre dans lequel est inséré l'article 2262 fournit un argument contre cette interprétation: *Du temps requis pour prescrire*. Le législateur exprime lui-même son intention de ne pas étudier, en cet endroit, les autres conditions de la prescription. Au surplus, à supposer admis que l'article 2262 ait été écrit pour régler les conditions de la prescription, il est à remarquer qu'il n'en indique qu'une, l'expiration du laps de trente ans; qu'il n'est pas même question de la négligence, du défaut d'usage exigé, sans conteste, pour l'une et l'autre prescription, de celui contre qui il est prescrit. La disposition est donc incomplète, et, si elle a omis une des conditions essentielles de la prescription elle a bien pu en omettre deux.

On prétend, en outre, que l'article 2262 se réfère à la seule prescription libératoire, à laquelle il soumet l'action en revendication, comme toutes les autres actions. Mais, comment, alors, expliquer sa disposition finale: « Sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi » ? Quel sens ces mots pourraient-ils avoir relativement à la prescription libératoire ? Quel serait le *titre* en question ? Comme on l'a fait remarquer (1), ce ne pourrait

(1) Lacour, *op. cit.*

être qu'une quittance rapportée par le débiteur ; mais, alors, ce serait par l'exécution de l'obligation, et non par la prescription, que l'obligation serait éteinte.

D'autre part, si l'on exclut l'article 2262, on ne peut plus trouver aucun article où la loi fixe la durée de la prescription acquisitive, au cas d'absence de titre ou de mauvaise foi. L'interprétation que nous combattons ne prête-t-elle pas au législateur un oubli trop important ? Et ne serait-il pas difficile d'admettre que l'article 2265, relatif à la prescription par dix à vingt ans du possesseur de bonne foi, édictât une exception à un principe qui n'aurait pas été posé (1) ?

Au reste, dans la théorie de nos adversaires, contre qui le propriétaire, pendant le délai de trente années, aurait-il dû intenter l'action en revendication pour interrompre la prescription qui courait contre elle ? Contre le détenteur, évidemment ; mais, s'il s'est trouvé deux usurpateurs successifs au cours des trente années, que faudra-t-il décider ? L'action que le propriétaire aura pu intenter contre le premier, vaudra-t-elle pour interrompre la prescription, grâce à laquelle le second pourra bientôt ne plus redouter aucun trouble ? Si l'on répond affirmativement, on fait pâtir le second détenteur d'une action dirigée contre quelqu'un qui lui est absolument étranger ; la solution contraire consacre une injustice envers le propriétaire,

(1) *Sic*, Laurent, *Principes*, t. XXXII, n° 383. « La loi comprend sous une même disposition la prescription acquisitive et la prescription extinctive » ; Lacour, *op. cit.* ; Léger, p. 42 ; Lafarge, p. 11 ; Pize, p. 300.

dont on ne peut pas dire qu'il a passé trente ans sans exercer son droit.

Bien plus, admettre la perte, par la prescription extinctive, de l'action en revendication, c'est aller directement contre certaines dispositions formelles du Code. Si le législateur avait eu les intentions qu'on lui prête, à quoi lui eût-il servi de réglementer dans ses détails la prescription acquisitive, d'exiger, pour son accomplissement, les conditions rigoureuses de l'article 2229 : exercice continu, public, paisible, non équivoque, à titre de propriétaire ? Le possesseur n'a nul besoin de remplir ces conditions, s'il sait que, trente ans passés, le propriétaire sera, quoiqu'il arrive, déchu de son action en revendication. Spécialement, le détenteur précaire, fermier, locataire et autre, peut prescrire à l'encontre du propriétaire, et, pourtant, l'article 2236 le lui interdit expressément et reconnaît au propriétaire le droit de revendiquer indéfiniment.

Par contre, la doctrine de l'imprescriptibilité de l'action en revendication est appuyée par le texte même du Code, dans l'article 2180 ; le législateur y décrète, entre autres choses, que l'hypothèque est susceptible de s'éteindre par l'effet de la prescription ; ce principe posé, il distingue suivant les hypothèses : le bien hypothéqué est aux mains du débiteur ou entre celles d'un tiers détenteur. Au premier cas, l'extinction est acquise au débiteur « par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque » ; c'est l'extinction accessoire, résultat de la prescription extinctive du droit de créance par suite de l'inaction du créancier. Au second cas, au contraire, la libération « est acquise

au tiers détenteur par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit ». Ce n'est, évidemment, plus d'une extinction accessoire de celle de la créance qu'il s'agit ici ; l'inaction du créancier ne suffit plus à éteindre l'hypothèque ; il faut l'accomplissement d'une autre condition, il faut l'usucapion du tiers détenteur, sa possession prolongée ; telle est, du moins, l'interprétation unanimement donnée à ces mots : « *prescription de la propriété* au profit du tiers détenteur ». Et, alors, le raisonnement suivant s'impose : Si cette condition de la possession est exigée de celui qui veut prescrire la libération hypothécaire d'un immeuble, elle doit l'être, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit du droit réel par excellence, celui de propriété, inséparable de sa sanction, l'action en revendication (1).

Enfin, il y a d'autres actions que celle en revendication qui, comme elle, ne sont pas susceptibles de s'éteindre par la prescription extinctive. Nous ne parlons pas de celles qui sont absolument imprescriptibles, qui sanctionnent le droit de bornage (2), le droit qui appartient à tout propriétaire joignant un mur de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en faisant au propriétaire du mur certains remboursements (3), le droit qui appartient à chacun, dans les villes et faubourgs, de contraindre son voisin à la réparation de la clôture commune (4) ; mais nous

(1) Lacour, *op. cit.* ; Lattaignant, p. 437 ; cf. le texte du Code étudié plus haut (L. 8 § 1. C. VII. 39).

(2) Article 646.

(3) Article 661.

(4) Article 663.

faisons simplement remarquer qu'un certain nombre d'actions ne s'éteignent que s'il y a eu, outre l'inaction trentenaire, une usucapion accomplie ; que le fait est certain pour elles, malgré que le Code n'ait aucune disposition expresse à cet égard ; que, par conséquent, le sort que nous soutenons être celui de l'action en revendication ne lui est pas spécial, et que l'argument du silence des textes n'est pas probant. Ces actions sont, entre autres, l'action en partage, — comme cela peut se déduire, de l'article 816 — l'action en pétition d'hérédité (1), l'action négatoire de servitude, du moins en ce qui touche les servitudes continues et apparentes, les autres n'étant pas susceptibles de s'acquérir par la prescription acquisitive.

Nous repoussons donc entièrement la doctrine qui admet la perte de l'action en revendication par la seule prescription extinctive pour aboutir, à défaut de possession contraire utilement exercée, à créer des biens sans maître ; elle va directement contre le but qu'a poursuivi le législateur en instituant la prescription. Celle-ci, dit M. Bufnoir, « a été inventée pour consolider les situations acquises et elle ferait des biens qui n'auraient pas de propriétaire... ! Toutes les traditions sont contraires à cette manière de voir » (2, 3).

(1) Cf. Duranton, *Cours de Droit français*, t. XXI, n° 344.

(2) P. 180. — Cf. Lattaignant, p. 440. — « La prescription est le *palladium* de la propriété », disait le tribun Goupil-Préfeln au Corps législatif, le 24 ventôse au XI. (Fenet, t. XV p. 603). Dans le même sens, Bigot de Préameneu au Corps législatif. (Discours déjà cité. Fenet, t. XV, p. 573).

(3) Les principes qui viennent d'être exposés, sur la perpétuité du droit de propriété et de l'action en revendication, hors

Indépendance et survivance de l'action en revendication.

On a déjà vu que le cas où la question ici étudiée se présente avec le plus d'intérêt pratique, est celui où un

le cas d'une prescription acquisitive accomplie, sont admis par la presque unanimité des auteurs et par une jurisprudence à peu près constante. Les témoignages suivants s'ajoutent à ceux déjà rapportés à propos de chacun des arguments présentés :

Aubry et Rau, tome II, p. 322 (n° 210, note 4) : « Le défendeur à une action en revendication ne peut y opposer l'exception de prescription qu'autant qu'il a possédé l'immeuble revendiqué pendant le temps requis pour l'usucapion » ; p. 370 (n° 217, texte et note I), et 395 (n° 219, texte et note) ; t. VIII, p. 429, § 772.

Demolombe, *Distinction des biens*, t. I, n° 356 ; de l'énumération qu'il fait des attributs essentiels de la propriété, il ressort implicitement qu'il reconnaît au propriétaire le droit de ne pas jouir. — Laurent (revenant sur sa première opinion), *Principes*, t. IX, n° 514 : « Le défendeur doit avoir possédé pendant trente ans, pour qu'il puisse repousser l'action en pétition d'hérédité par la prescription. Cela est en harmonie avec les principes qui régissent la propriété et la prescription » ; t. XXXII, nos 8, 367, 384 ; *Avant-projet*, sous l'article 544. — Zachariæ, *Le Droit civil français*, t. II, n° 301 ; dans l'énumération qu'il donne des causes d'extinction de la propriété, il ne signale pas le non-usage. — Planiol, *Traité*, t. I, nos 1558, 1560 ; de Vareilles-Sommières, *Du Contrat d'association*, p. 107 ; les *Personnes morales*, n° 657.

Merlin, *Répertoire*, v° Prescription, section I, § 1 ; section II, § 25, 3 ; v° Propriété, n° 111, où il énumère les causes de perte du droit de propriété : « Une personne perd sans son consentement, la propriété d'une chose qui lui appartient, lorsque celui qui possède cette chose vient à l'acquérir par voie de prescription ». — Duranton, t. XXI, n° 344 ; Du Caurroy, Bonnier et Roustaing, *Commentaire de Droit civil*, t. II, n° 374 ; Delvincourt, *Cours de Droit civil*, t. II, note à la page 211 ; on peut, du moins argumenter *a fortiori* de ce qu'il dit sur la façon dont

propriétaire s'est dessaisi de sa chose par un contrat inhabile à transférer la propriété, nul, par exemple, pour défaut de donataire, passé, supposons-le, avec

se conserve la possession. — Mourlon, t. III, p. 874; Troplong, *De la Prescription* (sous les articles 2219 et 2226); Le Roux de Bretagne, t. II, n° 776; Vazeilles, t. I, n°s 26, 27; Thiry, *Cours de Droit civil*, t. IV, n° 634; Arntz, *Droit civil*, t. I, n° 911.

Glasson, p. 355; Labbé, *note* sous Cas., 5 mai 1879; S 79, I. 313; Séligman, *Revue Critique*, 1879, p. 384; Thézard, p. 385, (ne mentionne pas le non-usage dans l'énumération donnée des causes de résolution de la propriété immobilière).

Fourcade, p. 115; Léger, p. 42; Pize, p. 291, 501; Rousse, n°s 47, 49.

Dalloz, J. G., v° Prescription. n° 41. Supplément, v° Propriété, n° 298 et s.; Fuzier-Hermann, *Répertoire*, v° Biens vacants, n° 24; Pandectes, v° Biens vacants, n° 76.

Beauregard, *Discours à la Chambre des Députés*, séance du 27 mars 1901. *Officiel* du 28, p. 973 et 980. « C'est... un principe essentiel de notre législation que nous avons maintenu, en affirmant que la propriété ne se perd pas par le seul effet du temps, mais seulement lorsqu'un autre vous en dépouille en l'acquérant ». — Lhopiteau, Séance de la Chambre, 28 mars 1901. *Off.* du 29, p. 1004.

Si la question s'est souvent présentée devant les tribunaux, ce n'a pas toujours été sous cette forme : le droit de propriété, l'action en revendication sont-ils susceptibles de s'éteindre par le non usage? Souvent, elle s'est posée ainsi : tel droit que prétend avoir un particulier est-il ou n'est-il pas un véritable droit de propriété; partant, est-il, ou n'est-il pas prescriptible par le non-usage? Cf. Besançon, 12 décembre 1864 D. 65. 2. 1: « Considérant que la superficie formant une propriété, un immeuble par nature, le droit du superficiaire n'est pas prescriptible par le non-usage... que le propriétaire conserve sa chose, même sans actes de jouissance, si des tiers ne s'en sont pas emparés et ne l'ont pas possédée légalement...; qu'ainsi, il n'y a lieu à l'application, ni de l'article 2262 du Code Napoléon,

une association non douée de la personnalité morale, qui, par conséquent, dans une doctrine reçue par un certain nombre d'auteurs, et que nous supposons provisoirement admissible, est absolument incapable (1).

ni des dispositions spéciales des articles 617, 625, 706, qui, d'ailleurs, créent des déchéances qu'on ne doit pas étendre par analogie. — Cassation, 13 juin, 1865. D. 65. 1. 447; 5 novembre 1866. D. 67. 1. 32; 27 avril, 1891. D. 92. 1. 219.

Dans d'assez nombreuses circonstances, pourtant, la question s'est posée sans question préalable à résoudre ; elle toujours été tranchée dans le même sens. *Sic*, Pau, 29 juin 1870. D. 72. 2. 6. « Le droit de propriété, aux termes de cet arrêt, une fois acquis et établi par un titre, ne s'éteint pas par le simple non-usage; il ne se perd, au détriment de la personne sur la tête de qui il est placé par le titre, que par l'acquisition qu'une autre personne en fait par titre, par prescription, ou par tout autre mode déterminé par la loi ». — Pau, 8 mai 1872. D. 73, 2, 231. — Grenoble, 27 décembre 1892. D. 94. 2. 429. « Attendu que l'appelant soutient que la commune a possédé de temps immémorial la parcelle en question, et que l'intimé, qui s'est abstenu, pendant plus de trente ans, de faire une réclamation, a perdu, en vertu de l'article 2262 du Code civil, le droit de revendiquer cet immeuble; attendu que cette fin de non recevoir n'est pas fondée; qu'en effet la revendication de l'intimé ne peut trouver d'obstacle juridique que dans l'usucapion acquise par autrui de la propriété, objet de cette revendication; que le propriétaire peut rester inactif tant qu'il ne se sent pas menacé d'être évincé de sa propriété, et qu'il faudrait que la commune pût être reconnue avoir acquis par la prescription le terrain appartenant à l'intimé, pour que la fin de non recevoir, tirée de l'article 2262, fût opposable à ce dernier ».

(1) Nous prenons cet exemple parce qu'il est spécialement connu; mais il suffirait de supposer une aliénation quelconque faite en faveur d'une personne non conçue, ou frappée d'une incapacité absolue de recevoir (*Cf.* de Vareilles-Sommières. *Contrat d'Association*, p. 151).

Jusqu'ici, dans l'étude de cette question, nous avons tenu pour prouvé que, le contrat étant inexistant, le propriétaire n'a, pour rentrer en possession de sa chose, qu'une chose à faire : intenter l'action en revendication ; ce point était admis des adversaires eux-mêmes de l'opinion que nous soutenions ; le débat portait donc exclusivement sur le point de savoir si l'action en revendication était éteinte au bout de trente ans de non-exercice, ou ne l'était pas.

Mais quelques uns voient autrement la situation ; à vrai dire, ils aboutissent au même résultat que le premier groupe des partisans de la prescriptibilité de l'action en revendication, à savoir que la chose que son propriétaire n'a pas revendiquée doit, à défaut de possession contraire utilement exercée, être considérée comme sans maître ; mais, si la conclusion est la même, les moyens d'y arriver diffèrent.

Suivant ces auteurs, ce n'est pas l'action en revendication elle-même qui s'éteint par trente ans de non-usage ; mais son exercice est subordonné à l'exercice d'une autre action, elle-même soumise à la prescription extinctive trentenaire ; si cette dernière action n'est pas exercée dans le délai voulu, l'action en revendication, qui en dépend, est, comme elle, paralysée ; par suite, le droit de propriété est éteint ; le bien est sans maître.

Il n'existe pas, prétend-on, en matière de contrats, de nullité d'inexistence ; un contrat n'est jamais à ce point dénué de valeur juridique qu'il soit permis à un individu de le traiter comme non avenu, sans que la justice se soit auparavant prononcée, et, non contente

de constater la nullité du contrat, ait prononcé cette nullité.

Donc, dans l'espèce qui nous occupe, du contrat nul pour défaut de donataire, préalablement à l'action en revendication, une action en nullité doit être exercée. Et cette dernière est prescriptible par trente ans, fût-elle de nullité d'ordre public.

D'autres sont d'avis que, dans le cas présent, il y a bien inexistence du contrat ; mais, disent-ils, l'action en déclaration d'inexistence est prescriptible par trente ans ; le résultat est donc le même.

Cette théorie a été soutenue par quelques auteurs (1).

Mais, c'est surtout la jurisprudence qui l'a faite sienne. Parmi les applications qu'elle en a faites, il faut mentionner, d'abord, l'arrêt de Cassation du 11 novembre 1845 (2) ; il s'agissait, en l'espèce, d'un pacte successoire qui avait reçu son exécution ; la Cour décide que les demandeurs n'ont pas le droit d'actionner en partage l'héritier cessionnaire, sans faire auparavant prononcer la nullité du pacte. Il existe, dans le même sens, un arrêt de la Cour de Rennes, du 19 mai 1884 (3). Mais la plus célèbre des affirmations de cette jurisprudence, c'est l'arrêt de la Cour de Lyon, confirmé par la Cour de Cassation, dans l'affaire de Saint-Viateur (4).

(1) Cf. Vigié, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. II, n° 560.

(2) D., 46, 1, 25 ; S., 45, 1, 785.

(3) S., 85, 2, 169.

(4) Lyon, 12 juillet 1878. — Cassation, 5 mai 1879. D., 80, 1, 145 ; S., 79, 1, 313. — Sur l'exposé des faits, dans cette affaire,

Une vente avait été faite, le 10 septembre 1845, par un sieur Ovize, à trois membres de la congrégation non autorisée de Saint-Viateur ; le 2 décembre 1875, les héritiers du sieur Ovize assignent la congrégation dans la personne de son supérieur : la prétendue vente, disent-ils, n'a été, en réalité, qu'une donation ; d'autre part, le véritable donataire a été la congrégation elle-même, gratifiée par personnes interposées ; or, la congrégation est absolument incapable de recevoir, n'étant pas autorisée, et se trouvant ainsi dépourvue de la personnalité civile ; donc la donation est nulle ; la congrégation doit être condamnée à restituer les biens, objets de la libéralité. Saisie de l'affaire, la Cour de Lyon est d'avis, elle aussi, que la congrégation, n'étant pas autorisée, n'a pu valablement recevoir ; mais, dit-elle, les héritiers du donateur ne peuvent pas établir leurs prétentions, c'est-à-dire intenter l'action en revendication, sans faire auparavant annuler l'acte de vente ; or, cet acte remonte à plus de trente ans ; donc les demandeurs sont forclos. Et la Cour de Cassation confirme cette manière de voir.

En vain, disent ces arrêts, veut-on établir une distinction entre les nullités d'ordre public et celles qui ne sont pas d'ordre public ; en vain prétend-on que, contre les unes la prescription extinctive trentenaire est impossible, tandis qu'elle peut paralyser l'exercice des autres ; on ne s'appuie sur aucun texte, on heurte

Cf. Planiol, *Traité*, t. I, nos 1558, 1559 ; Sirey. *Codes annotés*. Notes sous l'article 2262, nos 42, 43 ; Fourcade, p. 112 ; Lacour, *op. cit.*

une jurisprudence constante qui ne permet pas, après trente ans, de demander la nullité des contre-lettres en matière d'offices, bien qu'il s'agisse d'une nullité d'ordre public.

A la Cour de Cassation, le rapport du Conseiller Alméras-Latour, et les conclusions de Me Robinet de Cléry, avocat général, sont très affirmatifs en ce sens (1).

On le voit, la solution de la question dépend du parti qu'on adopte sur cette autre : y a-t-il ou n'y a-t-il pas des nullités d'inexistence ? Faut-il que toujours la justice *prononce* la nullité des contrats ; ou bien, en certains cas, ceux-ci manquent-ils si évidemment d'un élément essentiel à leur validité qu'il est inutile de les faire annuler par les tribunaux ?

Or, il semble bien qu'il peut réellement se rencontrer des contrats inexistants ; tels sont ceux où l'objet ou le consentement font totalement défaut, ceux passés avec un être juridiquement inexistant ; logiquement, au nombre de ces actes, les auteurs et les tribunaux qui, comme la Cour de Lyon dans l'arrêt rendu sur l'affaire Saint-Viateur, croient à l'absolue incapacité des congrégations religieuses non reconnues, devraient ranger les

(1) MM. Touzaud (p. 337) et de Lattaignant (p. 434) admettent cette jurisprudence comme bien fondée ; de même, M. Didier-Rousse. « Le trouble, dit ce dernier, causé par la violation d'une loi d'ordre public devient beaucoup moins grave, après trente ans, que le trouble causé par des réclamations tardives, la difficulté des preuves, la faute même des ayants-droit négligents » (n° 46).

actes faits avec de telles associations. Dans ces hypothèses, il manque au contrat un élément essentiel à la validité ; il est le néant ; en le passant, les parties n'ont, en réalité, rien fait. La propriété ne s'est nullement déplacée. Il semble, donc, que le propriétaire doit pouvoir, à tout instant, faire *déclarer* l'inexistence ; ni l'expiration d'un laps de temps, ni la ratification des parties ne peuvent valider l'acte qui est juridiquement inexistant ; on ne voit pas pourquoi on imposerait au prétendu vendeur ou donateur qui s'est dessaisi uniquement en fait, nullement en droit, l'obligation de faire annuler le contrat pour rentrer en possession de sa chose, d'intenter, préalablement à l'action en revendication, une autre action (1).

Il n'en est pas de même, assurément, si le contrat est simplement annulable ; si, par exemple, une des

(1) Cf., dans ce sens de l'admission de la nullité d'inexistence contre laquelle ne prévaut aucune prescription : Laurent, *Principes*, t. XI, n° 421 ; *Avant-projet*, sous les articles 538 et 544, où il critique la jurisprudence belge qui ne reconnaît pas les nullités d'inexistence ; Ortiz, nos 296 et 327 ; Aubry et Rau, I. p. 119, § 37 ; Bufnoir, p. 658 ; Lacour, *op. cit.* ; Pandectes, v° Biens vacants, n° 76 ; Baudry et Tissier, n° 589 ; Note sous Cassation, 21 décembre 1858. D., 63, I., 28 ; Labbé, note sous Cassation, 5 mai 1879. S., 79, I, 313 ; Lhopiteau, *Discours à la Chambre*, 28 mars 1901. *Officiel*, 1901, Débats de la Chambre, p. 1004 ; Trouillot et Chaptal, p. 323.

Au surplus, M. Lacour (*loc. cit.*) se demande très justement ce que la Cour de Cassation a eu en vue lorsqu'elle a parlé d'une action en nullité soumise à la prescription trentenaire. En effet, toute action en nullité dirigée contre une convention, n'est-elle pas, aux termes de l'article 1304, prescriptible par dix ans ?

parties y a été victime de dol, de lésion, d'erreur ; alors, en effet, au bout de dix ans d'inaction, le contrat, nul simplement de nullité relative, devient inattaquable ; il est tacitement confirmé, et l'action en revendication est tout aussi bien impossible au bout de ce délai que l'action en nullité qui aurait dû être préalablement intentée.

Mais tout autre est, encore une fois, la condition du contrat inexistant ; il n'y a, contre lui, point d'action en nullité à intenter, donc, point de prescription risquant de paralyser indirectement l'exercice de l'action en revendications.

Et, celle-ci étant imprescriptible, le bien objet du contrat inexistant peut, même après trente ans, être revendiqué, à supposer que personne n'en soit, pendant ce délai, devenu propriétaire par la prescription acquisitive. Il n'est donc pas sans maître.

6. Successions vacantes

Au décès d'une personne, deux situations peuvent se présenter.

Ou bien son patrimoine est recueilli, soit par ceux que la loi déclare aptes à lui succéder *ab intestat*, soit par ceux qu'il a lui-même institués ses héritiers, soit, simultanément, par les uns et les autres, si, dans son testament, il n'a pas embrassé l'universalité de ses biens. De ces divers successeurs, les uns, saisis, ont la possession des biens du défunt dès le jour du décès, les autres ne l'ont pas avant une décision de justice ; mais tous ont, dès l'instant de la mort, la propriété (1). Donc, malgré que leur acceptation ne soit pas immédiate, ils recueillent les biens du défunt, sans que ceux-ci soient un seul instant sans maître.

Ou bien le patrimoine n'est pas recueilli, soit que les appelés aient tous renoncé à la succession, ou répudié les legs, soit que le défunt ne laisse personne d'habile à lui succéder (2), n'ayant, du reste, aucunement disposé de ses biens, ou ne l'ayant pas fait dans les conditions requises (3). En ce cas, ses biens sont vacants, du jour de la dernière renonciation ou répudiation, dans

(1) Code civil, art. 711.

(2) Ce qui peut arriver soit par défaut d'héritiers, soit par suite d'une exhérédation.

(3) Le défunt avait pu être frappé de l'incapacité de tester ; jusqu'en 1854, le mort civil ne pouvait pas même transmettre à ses héritiers naturels les biens acquis par lui depuis sa condamnation (Code civil, art. 33).

la première hypothèse ; du jour même du décès, dans la seconde ; en effet, à partir de ce moment, ils n'ont été ou sont censés n'avoir jamais été la propriété de personne.

La succession est *vacante*, comme le dit le Code civil. Art. 811 : « Lorsqu'à l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus ont renoncé, cette succession est réputée vacante » (1).

« Après la mort du citoyen, dit Lefèvre de la Planché (2), la loi veille à ce que la masse du patrimoine soit transportée, avec la personne civile du défunt, sur la tête de l'héritier, dont elle joint la possession à celle du défunt, de manière qu'il n'y a point de temps intermédiaire. Mais, s'il n'y a point d'héritier, toutes ces fictions tombent, comme n'ayant plus d'objet. Les choses se retrouvent dans l'état où la nature les a placées, c'est-à-dire que les débris de ce corps épars anéanti reçoivent l'impression de la loi sous l'empire de laquelle leur position physique les place. Ce sont des épaves (3) ou bien vacants » (4).

(1) La succession vacante est donc celle qui, abandonnée en fait, n'est réclamée et administrée par personne (Planiol, *op. cit.*, III, n° 2035). C'est la succession envisagée en tant qu'elle est sans maître. On dit qu'elle est « en déshérence » lorsque l'Etat l'appréhende.

(2) Lefèvre de la Planché, *op. cit.*, t. III, liv. X, chap. I, p. 77, note A.

(3) Sur le sens de ce mot dans l'ancien droit, *cf. supra*, p. 15.

(4) *Cf.*, dans le même sens, le discours du tribun Siméon au Corps Législatif. Fenet, XII, p. 218.

7. Les biens des collectivités douées de la personnalité morale.

SECTION I

CONDITION DE CES BIENS A L'EXTINCTION DE LA PERSONNE MORALE

I. Cas où ils sont considérés comme sans maître.

Ce n'est pas seulement par suite de la disparition d'une personne physique qu'un patrimoine peut se trouver sans maître. L'extinction d'un être moral peut amener le même résultat.

Dans la théorie généralement admise, le législateur ou, en vertu de sa délégation, le pouvoir exécutif, par le fait qu'il reconnaît un groupement quelconque de personnes ou de biens, l'érigeant en établissement public, ou lui accordant simplement la reconnaissance d'utilité publique, suscite à la vie juridique un être nouveau.

C'est, à côté ou, mieux, au dessus des individus ou des biens dont se compose le groupe, un être moral doué de sa personnalité propre.

C'est la « personne morale ».

En elle — et tel est bien le principal effet de la personification — est censée résider la propriété des biens du groupe. Le projet de loi relatif au contrat d'associa-

tion, déposé par le gouvernement le 14 novembre 1899, exprimait nettement ce principe relativement aux associations (1); il est vrai aussi de tout établissement public ou d'utilité publique, de toute association ou fondation reconnue (2).

Or, qu'arrive-t-il si la personne morale vient à disparaître? La chose peut se produire, tantôt par extinction naturelle, le terme auquel était limitée la vie du groupement étant échu, ou sont but étant accompli, ou, encore, s'il s'agit d'une association, le dernier associé étant mort ou s'étant retiré, — tantôt par le fait du prince qui, étant souverain dispensateur de la personnalité (3), est maître aussi de la retirer, quand il l'entend, aux corps moraux qu'il en a doués (4).

(1) Article 10 : « La personnalité est la fiction légale en vertu de laquelle une association est considérée comme constituant une personne morale distincte de la personne de ses membres, qui leur survit, et en qui réside la propriété des biens de l'association.

(2) *Sic*, Fallières et Constans, *Projet de loi sur la liberté d'association* (Exposé des motifs). Chambre, 16 janvier 1902. *Officiel*. Doc. Chambre., 1892, p., 98; Ribot, discours à la Chambre, 27 mars 1901. *Officiel* du 28, p. 979.

(3) On connaît les termes mémorables par lesquels Laurent exprime cette idée : « A la voix du législateur, un être sort du néant, et figure sur un certain pied d'égalité à côté des êtres réels créés par Dieu ». *Principes*, 1, n° 288. *Cf.*, sur la même idée, une note de M. Lyon-Caen sous Cas., 25 mai 1887 (S., 88, 1, 161), et l'arrêt de Bastia du 17 février 1890 (D., 90, 2, 186).

(4) Cette idée était déjà émise, en 1789, pour fonder le « retour » à la nation des biens du clergé. V. Thiébault, *Du principe de la propriété individuelle devant l'Assemblée Constituante* et le *Moniteur*, octobre 1789; notamment, les discours de Thouret. Sur cette espèce de domaine éminent, constamment

Comme en l'être fictif seul résidait la propriété des biens de la collectivité, à l'exclusion de tout droit individuel de ses membres, il suit clairement que, le « support » venant à disparaître, les biens vont se trouver sans maître, à l'exception, toutefois, de ceux acquis par le groupement à titre gratuit, et sur lesquels des tiers se seront réservé des droits de retour (1).

Telle est, avec ses dernières conséquences, la doctrine classique de la personnalité fictive des corps moraux. Les constants efforts des auteurs, plus encore que les textes législatifs, l'ont fortement implantée chez nous.

Il est vrai que plusieurs des autres théories récemment émises, principalement par les auteurs allemands, sur la personnalité des êtres moraux, aboutissent au même résultat que la théorie française classique, quant à la « vacance » des biens, à la disparition de l'être fictif. Ainsi, quelques-uns soutiennent que c'est au but, à la raison d'être du groupement, et non à un être fictivement créé par la loi, qu'appartient la propriété des biens (2); mais ce but peut disparaître, soit naturellement, s'il est accompli, soit par la volonté de l'Etat qui le déclare illicite ou contraire à ses vues, et, alors, on est en présence de biens sans maître (3).

reconnu à l'Etat par le droit moderne sur les personnes morales, cf. Seligman, *Des personnes morales*, p., 83 et 112.

(1) Michoud, p. 21; Piébourg, p. 490; Cassagnade, p. 119; Floquet, *Projet de la loi relatif au droit d'association*, 5 juin 1888, *Officiel*, juillet 1888, p. 713, col. 3.

(2) Puchta, *Pandectes*.

(3) Cf. Michoud, p. 26.

Selon d'autres, tout groupement donne spontanément naissance à un être moral réellement existant, aussi bien que les êtres physiques, et c'est cet être qui est propriétaire des biens du groupement (1); mais, que cet être disparaisse pour une raison ou pour une autre, les biens sont encore sans maître (2).

Malgré l'intérêt présenté par ces doctrines nouvelles, c'est surtout de la doctrine classique de la personnalité-fiction qu'il convient de s'occuper, parce qu'elle est, chez nous, la plus couramment reçue. Non, cependant, qu'elle y soit incontestée. De nombreux auteurs ont combattu son principe fondamental, c'est-à-dire la nécessité de personnifier fictivement les collectivités pour les rendre aptes à la vie juridique; les uns ont refusé aux corps moraux toute personnalité distincte de celle de leurs membres, et n'ont reconnu que les droits individuels de ces derniers, propriétaires des biens (3);

(1) Gierke.

(2) Cf. de Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, n° 964.

(3) Cf. de Vareilles-Sommières, *op. cit.* et *Contrat d'Association*; Duguit, *L'Etat, le Droit respectif et la Loi positive*, Paris 1902, en ce qui concerne le patrimoine de l'Etat; Ihering (*Esprit du droit romain*, cité par de Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, n° 1469); faisant, à propos de l'extinction des fondations, allusion à la doctrine qui voit, dans la personne morale, le seul sujet de droits, il s'exprime ainsi: « On pourrait aussi bien prétendre qu'une chose, en tombant en morceaux, devient *nullius* ».

Pour les auteurs qui admettent ces principes, la vacance des biens ne se produit, en ce qui regarde les associations, qu'au seul cas de la mort ou de la retraite du dernier associé (Cf. Giorgi, I, p. 514).

les autres ont affirmé qu'il était inutile de chercher un « support » à la propriété du patrimoine des collectivités ; pour eux, les biens de l'être moral, masses indépendantes, *res nullius* par définition, n'appartiennent en quelque sorte qu'à eux-mêmes ; ils ne sont jamais exposés, par conséquent, à une vacance accidentelle (1).

Mais il n'est pas dans le plan de ce travail d'entrer dans cette controverse. Il ne s'agit que d'exposer la théorie généralement admise ; il faut maintenant en voir les applications particulières :

I. PERSONNES MORALES DU DROIT PUBLIC

On peut comprendre sous cette appellation, d'une part, certaines circonscriptions territoriales, le département, la commune, pour ne pas parler de l'Etat (2), et, de l'autre, ce qu'on est convenu d'appeler les établissements publics, services spéciaux détachés, quant à leur budget, de l'administration centrale, mais qui s'y rattachent pourtant étroitement par la surveillance dont ils sont l'objet.

(1) Brinz (Pandectes). Ces biens sont connus sous le nom de *Zweckvermoegeu*.

(2) Nous passerons sous silence l'hypothèse de son extinction, d'un intérêt tout théorique.

Circonscriptions territoriales

Si l'une d'elles est supprimée, ou disparaît par suite d'une dépopulation complète (1), il est certain que les biens qui lui ont appartenu sont sans maître; c'était, en effet, en la seule personne morale que résidait la propriété des biens composant le patrimoine de la circonscription; la conséquence est donc forcée.

Cela, du moins, pour le département et la commune.

Quant au canton, comme il n'a pas de patrimoine, la question ne peut se poser.

En ce qui touche la section de commune, des doutes se sont élevés.

Pour les uns, on doit considérer que, si des droits de propriété sont reconnus à la section, c'est qu'il y a toujours, derrière elle, la commune elle-même qui, dans sa personnalité plus vaste et plus complète, renferme et couvre celle de la section (2); par suite, la section étant supprimée, ses biens ne sont pas sans maître; ils ne cessent point d'appartenir au corps dont faisait partie la section, à la commune. Cet avis nous paraît devoir l'emporter.

(1) Le cas est peu vraisemblable. Si, toutefois, il se produisait, il semble qu'il y aurait là une cause suffisante d'extinction de la personnalité de la section. Cf. pourtant, Seligman, *Personnes morales*, p. 80.

(2) Cf. Fuzier-Hermann, *Répert.*, v^o Commune, n^o 1670.

Pour les autres, la section a une personnalité qui lui est absolument propre. Vient-elle à disparaître, ses biens sont sans maître (1).

La question, il est évident, ne se pose pas pour ceux qui voient, dans les propriétaires de terres situées sur le territoire de la section, les seuls maîtres de son patrimoine.

Etablissements publics.

La propriété des biens appartient au seul être moral ; l'établissement a une personnalité parfaitement distincte, d'une part, de celle de ses membres et, de l'autre, de celle de l'Etat ; notre droit, en effet, n'a pas admis, quant au patrimoine de ces établissements, les principes que voulait faire adopter le Conseiller d'Etat Treilhard ; celui-ci, considérant qu'à la dissolution de l'établissement, ses biens, ainsi que nous le verrons, passent à l'Etat, proposait de déclarer, dès le principe, la nation propriétaire de ces biens (2) ; de la sorte, la suppression de la personne morale serait sans influence sur le sort de son patrimoine ; celui-ci ne retournerait pas à l'Etat, il ne cesserait pas de lui appartenir, sans être un instant vacant. Mais tel n'est pas le principe en vigueur ; l'établissement public a sa personnalité propre et complètement indépendante ; par suite, s'il

(1) Seligman, *Personnes morales*, loc. cit.

(2) Fenet, XI, p. 9 ; Piébourg, p. 498 ; dans le même sens, Portalis, *Discours et Rapports sur le Concordat*, p. 412, 422.

est supprimé, son patrimoine est sans maître ; si l'Etat le recueille, c'est à ce titre, et non parce qu'il n'a jamais cessé de lui appartenir (1).

2. ETABLISSEMENTS RECONNUS D'UTILITÉ PUBLIQUE

Associations en général.

Outre les causes de dissolution prévues par le Code civil au titre des sociétés : arrivée du terme, consommation de la négociation, l'extinction de l'association reconnue peut résulter encore, soit de la mort ou de la sortie du dernier associé, soit du retrait par l'Etat de la reconnaissance, retrait qui entraîne la suppression de la personnalité (2).

(1) Cassagnade, p. 119; Van der Heuvel, p. 59; Dalloz, *Code des lois administratives*, v^o Etablissements publics, n^o 32; Ducrocq, *Cours de droit administratif*, II, n^o 1337; Pandectes françaises, v^o Etablissements publics, n^o 67; Planiol, *Traité*, I, n^o 734; Simonet, *Traité élémentaire de droit public*, n^o 1123; Fuzier-Hermann, *Répert.*, v^o Etablissements publics, n^o 150; Hauriou, *Précis*, p. 813.

(2) C'est dans la seule théorie classique que la personnalité peut être retirée aux associations par l'Etat ; dans la doctrine présentée par M. de Vareilles-Sommières, la personnalité, étant simplement, « la projection que donne l'association soumise à un certain régime », ne disparaît que si l'association, ou bien cesse de fonctionner par suite de la volonté commune ou du défaut de membres, ou bien se soumet volontairement elle-même

Les biens sont alors sans maître, s'il faut en croire les partisans de la théorie classique, au cas où les statuts n'en ont pas réglé la dévolution.

Les associés n'ont aucun droit à prétendre. « Les articles 815, 1832 et 1872 du Code civil ne sont pas applicables aux établissements d'utilité publique. Il n'y a, dans l'espèce, ni contrat de société ni assujettissement à ses règles, malgré la dénomination de société prise parfois, ici, dans un autre sens que celui de la loi civile ou commerciale. Les membres des sociétés investies de la reconnaissance légale n'ont pas plus de copropriété sur les biens de l'établissement que les habitants d'une commune sur les biens communaux » (1).

Le patrimoine social est sans maître (2).

à un nouveau régime. Le pouvoir n'intervient en aucun cas. *Personnes morales*, n° 890.)

(1) Ducrocq, II, n° 1337.

Sic. Fuzier-Hermann, v° Etablissements publics et d'utilité publique, n° 150 ; Vauthier, *Etude sur les personnes morales*, cité par Giorgi, I, p. 512.

(2) Cf. Dalloz, *Code des lois administratives*, v° Etablissements publics, n° 35 ; Huc, *Commentaire*, I, n° 216 ; Planiol, *Traité*, I, n° 735 ; Labbé, note sous Paris, 25 mars 1881, S. 81, 2. 249 ; Wœldeck-Rousseau, *Projet déposé au Sénat*, le 23 octobre 1883, *Officiel*, 1883, Sénat, p. 1018.

Dans son étude sur le droit d'association, M. Pascaud (*Revue Politique*, t. XVII, p. 337) n'admet ce résultat de la vacance des biens qu'en ce qui touche ceux acquis à titre gratuit par l'association depuis moins de trente ans, et dont le maître n'est pas retrouvé. Quant à ces biens, dit-il, le but des donateurs et testateurs n'a pas été atteint ; ils n'ont pas été incorporés au patrimoine de l'association ; si, donc, on ne sait plus à qui les restituer, ils sont sans maître. Sur tous les autres biens compo-

La loi du 1^{er} juillet 1901 a consacré les mêmes principes ; le fait est certain, bien que le texte de la loi ne renferme pas de disposition spéciale sur la matière (1). Il est vrai que les associations ont de nombreux moyens pour éviter de voir leur patrimoine tomber sous le coup des articles 539 et 713 : elles sont autorisées, sinon obligées, à régler, dans leurs statuts, la dévolution de leurs biens en cas de dissolution (2) ; elles peuvent modifier leurs statuts (3) ; le sort du patrimoine peut même être réglé, lors de la dissolution, par une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet (4).

Congrégations reconnues.

Les causes spéciales de leur extinction peuvent être le retrait de l'autorisation par le gouvernement, ou de l'institution canonique par le pouvoir ecclésiastique.

sant le patrimoine de l'association, il reconnaît les droits individuels des associés.

En ce sens, et sur l'extension plus large encore des droits individuels, cf. Van der Heuvel, p. 59 ; Jacquier, p. 108 ; de Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, n° 932 et s., avec les distinctions que fait ce dernier, d'abord entre les associations où ne fonctionne pas l'accroissement, et celles où il fonctionne ; puis, parmi ces dernières, entre celles qui admettent, et celles qui n'admettent pas l'adjonction de nouveaux membres.

(1) Le principe était déjà admis dans le projet du gouvernement (14 novembre 1899), et dans celui de la Commission de la Chambre (14 juin 1900) ; cela, du moins, ressortait implicitement de la définition que ces textes donnaient de la personnalité : « fiction en qui réside la propriété des biens ».

(2) Art. 9 ; et art. 11 § 5 du Règlement du 16 août 1901.

(3) Art. 11, § 3 du Règlement du 16 août 1901.

(4) *Ibid.* art. 14.

Leurs biens sont-ils alors sans maître (1)?

On a généralement répondu par l'affirmative (2).

Avant la loi du 1^{er} juillet 1901, le seul texte, sur la question, était l'article 7 de la loi du 24 mai 1825; or, cet article, du moins quant aux biens acquis à titre onéreux, dispose du patrimoine de la congrégation reconnue, dissoute, comme d'un patrimoine vacant (3).

(1) Au cours de l'élaboration de la loi du 1^{er} juillet 1901, on a proposé, comme on le sait, de déclarer immédiatement cette « vacance », sans attendre que les causes normales de dissolution se produisent, ou, plutôt, de poser en principe le retrait de l'autorisation par l'Etat. (Amendement Zevaès, rectificatif de l'article 18. Chambre, 27 mars 1901. *Officiel* du 28, p. 968; Proposition Allemame, Chambre, 1^{er} juillet 1901. *Officiel* 1901. Doc. Chambre, p. 742.)

La proposition avait, du reste, déjà été faite, notamment par M. Brisson, 9 décembre 1880, *Officiel* du 10, p. 12158, après M. Madier de Montjau, 8 juillet 1879. *Officiel*, p. 6321. Elle a été reprise, depuis la loi de 1901, par M. Dejeante, 27 juin 1902.

(2) Cf. Dalloz, J. G., *Suppl.* v^o Etablissements publics, n^o 5; Fuzier-Hermann, *Rép.*, v^o Communautés religieuses, n^{os} 534 et 553; Pand. fr. *Rép.*, v^o Congrégations, n^{os} 368, 463.— Si la rigueur des textes commande cette solution, elle n'est cependant pas à l'abri de la critique; en effet, on méconnaît absolument les droits que peuvent avoir acquis les congréganistes sur le patrimoine social, ne serait-ce que par leur travail personnel. (V. Ducastaing, p. 13, 30, 49, 56.)

(3) On sait que l'article 7, de cette loi attribue les biens de la congrégation dissoute à certains établissements hospitaliers. « Le rapporteur, dit M. Ducastaing (p. 11) ne reconnaît aucun droit à ces maisons qui vont ainsi s'enrichir des dépouilles de l'être qui disparaît. L'Etat seul en est le propriétaire, parce que ce sont des biens vacants, des *res nullius*, et c'est par pure générosité de sa part qu'il ne se les attribue pas. La théorie des droits de l'Etat reste entière ». (*Archives Parlementaires*, vol. XLII., p. 638).

Mais il ne vise que les congrégations de femmes. Fallait-il l'étendre aux congrégations d'hommes ? Il ne le semblait pas ; au contraire, il aurait pu, à juste titre, paraître étrange d'étendre une disposition qui, du moment qu'elle aboutit à créer des biens sans maître, est exceptionnelle et demande, par conséquent, une interprétation étroite. La répartition de l'actif entre les membres de la congrégation était une solution plus équitable (1).

Depuis la loi nouvelle, les mêmes principes régissent la dévolution du patrimoine des congrégations autorisées sous le régime ancien.

Qu'en sera-t-il de celles nouvellement autorisées ?

La loi du 1^{er} juillet 1901 a posé en principe que toute association, qui se déclare ou se fait reconnaître d'utilité publique, peut prévoir les conditions de la liquidation et de la dévolution de ses biens (2). Il semble que cette règle devrait s'appliquer aux congrégations comme à toutes les associations reconnues.

Cependant, l'article 19 du Règlement du 16 août 1901 oblige les congrégations qui solliciteront l'autorisation sous le nouveau régime, à prendre pour règle de la liquidation de leurs biens l'article 7 de la loi de 1825. Il ne distingue pas entre les congrégations d'hommes et celles de femmes.

(1) V. Béquet et Dupré, *Rép. v^o Cultes*, n^o 2135 ; *Contra*, Surugue, p. 121.

(2) Art. 9 ; et Règlement du 16 août 1901, art. 14.

Etablissements particuliers des congrégations reconnues

Faut-il voir des biens sans maître dans les biens des établissements des congrégations reconnues, lorsque ces établissements sont dissous, sans que la congrégation le soit elle-même? On devra répondre affirmativement, si l'on estime que l'établissement a une personnalité indépendante de celle de la congrégation, négativement, si l'on adopte la solution contraire.

Ce dernier parti est le plus généralement suivi (1). En cela, du reste, on se conforme à un avis du Conseil d'Etat, du 27 octobre 1830; d'après ce texte, les établissements dont il s'agit peuvent être considérés comme des dépendances de la congrégation, et leurs biens ne doivent pas être considérés comme vacants, tant que la congrégation mère subsiste; souvent, d'ailleurs, ces établissements ne sont formés qu'avec les fonds de la congrégation; il s'en suit que les biens acquis à titre onéreux, ou qui ne peuvent faire retour, faute

(1) Béquet et Dupré, *Réper.*, v^o Cultes., n^o 2114; Dalloz, *Code des lois administratives*, n^o 7105; Ducastaing, p. 49; Trouillot et Chapsal, *op cit*, p. 259. Ces deux derniers auteurs argumentent: 1^o des termes du paragraphe final de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901, qui emploie le mot *dissolution*, quand il s'agit d'une congrégation, et qui parle de *fermeture* pour les simples établissements; cette diversité d'expressions, disent-ils, répond évidemment à des idées différentes et caractérise des situations spéciales; 2^o des conséquences injustes auxquelles conduirait une solution contraire, notamment au point de vue des pensions à allouer aux membres de l'établissement supprimé.

d'ayants-droit, doivent rester la propriété de la congrégation; pour ce qui est de ceux donnés ou légués, comme les donateurs peuvent avoir eu en vue l'avantage particulier de l'établissement supprimé, et non celui de la congrégation mère, on ne peut donner, à leur égard, une solution générale; il faut, sur chaque espèce, recourir aux actes, pour examiner s'ils ont fait, implicitement au moins, de l'existence de l'établissement une condition de leur libéralité (1).

Cette manière de voir nous paraît absolument exacte; la loi du 1^{er} juillet 1901 n'a, du reste, apporté, sur ce point, aucune innovation.

3. FONDATIONS

Un individu affecte un bien ou une masse de biens, à l'accomplissement d'un but, supposons-le, charitable; il fait une fondation.

A ces biens, objets de la fondation, le droit allemand ne voit pas la nécessité d'assigner un propriétaire; d'après lui, ils sont une masse autonome, n'appartenant qu'à elle-même.

Chez nous, il n'en est pas ainsi. Les biens en question ont forcément leur propriétaire; celui-ci est, ou bien un être fictif spécialement créé, pour le rôle de *soutien* de la propriété, par le pouvoir public qui reconnaît la fondation comme d'utilité publique, — ou bien un être moral préexistant, déjà revêtu de la personna-

(1) Rapporté dans Béquet et Dupré. *Rép.* V^o Cuttes n^o 2114.

lité; — ou bien l'Etat lui-même, dans la théorie qui voit, dans toute fondation, une libéralité à lui faite.

Au premier cas, il y a, suivant l'expression reçue, institution conditionnelle; le donateur, ou le testateur, fait la libéralité à condition qu'il sera créé un être moral, capable de la supporter. Supposons que cet être ait été tiré du néant, par le législateur ou son délégué. La fondation a ainsi pu fonctionner; mais, vient-elle à s'éteindre, pour une raison quelconque, accomplissement du but ou suppression par l'Etat, les biens sont sans maître (1).

Il faut reconnaître, toutefois, qu'il n'en sera ainsi qu'au cas où la fondation sera déjà, lors de sa suppression, de création ancienne; au cas où l'œuvre, à peine née, serait supprimée, par exemple, comme ayant une cause illicite, il serait contraire à l'équité de déclarer sans maître les biens qui y avaient été affectés; le donateur, en effet, n'a entendu s'en dessaisir qu'à la condition de les voir servir à l'œuvre qu'il se proposait d'aider; or, non seulement ils n'ont pas eu le temps d'entrer dans le patrimoine de la personne morale, mais encore ils ne sont pas juridiquement sortis des mains du fondateur. Le droit de propriété de ce dernier n'ayant donc pas été réellement abdiqué, les biens ne doivent pas être déclarés sans maître (2).

Mais l'hypothèse est exceptionnelle; la vacance des biens, conséquence forcée du système de fondation

(1) Geouffre de la Pradelle, *Fondations*, p. 341 et 454; Van der Heuvel, p. 69; Marcadé. *Les Fondations*, p. 201.

(2) Marcadé, *loc cit.*

que nous avons supposé adopté, est la règle générale.

Au contraire, si la fondation a été faite aux mains d'une personne morale préexistante, d'un établissement public ou d'utilité publique déjà créé, comme alors elle constitue, suivant les expressions de M. Geouffre de la Pradelle, non pas une personne distincte, mais un bien dans un patrimoine plus large, on ne comprend pas comment les biens dont elle est composée viendraient à se trouver vacants; ils sont et restent la propriété de la personne morale qui a été choisie comme donataire; ce sera seulement si le patrimoine de cette dernière devient vacant, que les biens de la fondation, du même coup, le deviendront.

Enfin, les biens composant la fondation ne seront pas davantage sans maître, à sa suppression, si l'on considère que c'est l'Etat qui est le sujet juridique de la fondation (1). C'est, en effet, à lui, dans ce système, qu'appartient la propriété des biens; l'être moral fondation n'est que son mandataire; est-il supprimé, la jouissance ne fait que se joindre à la propriété.

La situation des biens, à l'extinction, dépend donc, dans chaque espèce, du procédé employé pour la fon-

(1) Cette idée a été soutenue par Mirabeau, en 1789, dans la discussion sur les biens du clergé. Le clergé, disait-il, n'a été gratifié qu'en tant que représentant et mandataire de l'Etat. — Et Treilhard : « Les fondateurs ont donné à l'Eglise, c'est-à-dire à l'Etat. » Cf, le *Moniteur* d'octobre et novembre 1789, et Geouffre, *op. cit.*, p. 441, signalant les assez nombreux adeptes de cette théorie, dans les pays étrangers. — Ajouter Giorgi, I, p. 518; suivant lui, le fondateur entend gratifier l'intérêt public; autant dire franchement que c'est à l'Etat qu'il adresse la donation.

dation, du point de savoir à qui le fondateur a entendu attribuer la propriété des biens.

II. Cas où les biens des collectivités douées de la personnalité morale ne sont pas considérés comme sans maître, à l'extinction de la personne morale. — Pourquoi cette différence ?

Si, aux groupements divers qui viennent d'être passés en revue, on applique toutes les conséquences les plus rigoureuses de la doctrine classique sur la personnification des êtres moraux, il faut bien noter qu'il n'en est pas toujours ainsi.

D'autres corps moraux, eux aussi, sont personnifiés; tant qu'ils existent, la propriété de leurs biens réside sur la tête d'un être fictif; mais quand il s'agit, à leur dissolution, de régler la dévolution de leurs biens, on se départ de la rigueur des principes admis ailleurs, et les individus qui composaient le groupement en question sont admis à se partager la masse commune.

Il en est ainsi dans les sociétés commerciales et civiles, revêtues de la personnalité, les unes par la loi, les autres par une jurisprudence établie, dans les syndicats professionnels (1), dans les sociétés de secours mutuels même reconnues d'utilité publique (2).

Pourquoi cette différence de traitement? Simplement parce qu'on a voulu éviter à certains groupes les consé-

(1) Cf. Note de l'Enregistrement, du 26 juillet 1899 (Rép. de l'Enreg., 1899, p. 317), et Planiol, note sous Paris, 2 juin 1893. D. 93, 2, 513.

(2) Loi du 1^{er} avril 1898, articles 31 et 33 combinés.

quences extrêmes, mais logiques, de la doctrine ordinairement professée. C'est une simple faveur qui leur est octroyée. En vain, semble-t-il, chercherait-on à légitimer le fait au point de vue des principes.

On l'a pourtant essayé. Dans ces groupements favorisés, a-t-on dit, « la personnalité n'a pour but et pour utilité que l'unité des opérations et la simplification des affaires » (1). « Il n'y a pas de personne juridique, dans le sens précis qu'il faut attacher à ce mot » (2).

Cependant, la personnalité des corps moraux est ou n'est pas. Si on l'admet, il faut l'accepter avec toutes ses conséquences. Si on s'incline devant la rigueur d'une intransigeante conclusion, lorsqu'il s'agit de certains groupements, pourquoi ne le fait-on pas aussi bien pour les autres, sinon parce qu'on reconnaît que cela aurait d'inadmissibles résultats pour eux, et qu'on veut les en préserver (3) ?

Et la nécessité d'une aussi importante dérogation aux règles posées ne serait peut-être pas le plus faible argument à présenter contre la théorie de la personne morale propriétaire, s'il ne suffisait pas, ici, de l'exposer.

(1) Piébourg, p. 490.

(2) Gide, p. 303, note.

(3) Cf. Michoud, p. 21 : « Toutes ces conséquences (et, entre autres, la « vacance » des biens) découlent naturellement du système de la fiction. Elles sont, cependant, pour une bonne part, si contraires à la réalité que, sur beaucoup de points, la pratique a dû les abandonner. Exemple : on admet la personnalité des sociétés de commerce ; on est bien obligé, pourtant, de ne pas considérer comme vacant le patrimoine de la société, quand celle-ci disparaît. Comment justifier, au point de vue de la fiction, le partage des biens entre les associés ? »

SECTION II

CONDITION DES BIENS ILLÉGALEMENT ACQUIS PAR L'ÊTRE MORAL AU COURS DE SA VIE JURIDIQUE

En dehors de l'hypothèse où le groupement personifié est dissous, la question de « vacance » des biens peut, au cours même de son existence, se poser pour lui, au cas où il acquiert des biens au delà des limites de sa capacité, ou sans observer les formalités prescrites. Ainsi, un établissement public ou d'utilité publique reçoit une libéralité sans y être autorisé par le gouvernement, contrairement à l'article 910 du Code civil. L'acquisition est nulle, aux termes mêmes de cet article. Etant donc donné, d'une part, que l'établissement n'a pas pu devenir propriétaire, s'il se peut, d'un autre côté, que l'auteur de la libéralité soit, par l'effet de la prescription, privé du droit d'en revendiquer l'objet, celui-ci, dira-t-on, est sans maître.

Non, pouvons-nous répondre ; l'action en revendication, nous l'avons vu, ne se perd pas par la seule prescription extinctive. Le bien aliéné au profit de la collectivité n'est donc jamais sans maître ; à moins, toutefois, que la loi n'ait la précaution de fixer un délai de rigueur, délai partant, par exemple, du jour du jugement prononçant la nullité de l'acquisition, et au bout duquel le propriétaire perdra le droit de revendiquer

sa chose. En ce cas, assurément, il se pourrait que celle-ci se trouvât sans maître (1).

Il est à remarquer que, la capacité d'acquérir des sociétés civiles et commerciales n'étant nullement limitée, ni leurs acquisitions soumises, à peine de nullité, à l'autorisation des pouvoirs publics, il ne se pose, quant à elles, aucune question semblable à celle soulevée ici.

(1) *Sic* Floquet (*Projet*, Chambre, 5 juin 1888. *Officiel*, juillet 1888, p. 711): « Si l'association reconnue acquiert des biens, quel que soit le mode d'acquisition, sans y être spécialement autorisée, les acquisitions sont annulées, et les biens attribués aux ayants-droit (ceux acquis à titre gratuit, aux auteurs des libéralités ou, à leur défaut, à l'Etat ; ceux acquis à titre onéreux à l'Etat, en nature, ou en leur valeur, si le vendeur s'offre à rembourser le prix). — Fallières et Constans, *Projet*, Chambre, 16 janvier 1892. *Officiel* 1892. Doc. Ch., p. 98 et s.; Goblet, Rapport au nom de la Commission des associations, Chambre, 9 novembre 1895, art. 8 et 9 de la *Proposition* qui suit le rapport, Documents p. 1454 ; *Proposition* Ch. Gras, Chambre 24 novembre 1898 ; Documents S. E., p. 427.

8. Les biens des collectivités dépourvues de la personnalité morale.

Théorie d'après laquelle ces biens sont sans maître.

SECTION I

LA DOCTRINE

I. Exposé de la théorie

Du principe admis dans la doctrine classique, et d'après lequel une collectivité n'est habile à posséder qu'autant qu'elle a été revêtue, par les pouvoirs publics, de la personnalité morale, on a déduit les conséquences suivantes.

La collectivité non personnifiée est absolument incapable, elle est juridiquement inexistante ; si, donc, elle acquiert des biens, il faut considérer ceux-ci comme tombés dans un patrimoine inexistant, comme sans maître ; en cette qualité, l'Etat doit les recueillir, le jour où, la dissolution du groupement étant prononcée, celui-ci cesse son existence illégale.

Et, en effet, dit-on, les biens possédés par la collectivité non habilitée ont été acquis ou par contrat ou

d'une autre manière, par un mode original ou par un mode dérivé d'acquisition. S'ils ont été acquis autrement que par contrat, par occupation par exemple, personne, en dehors de la collectivité, ne saurait prétendre aucun droit sur eux ; or, la collectivité est incapable ; les biens sont donc sans maître ; s'ils ont été acquis par contrat, — et c'est bien le cas le plus fréquent, — ils sont encore sans maître lorsque les individus, qui s'en sont dessaisis, en fait seulement, aucunement en droit, aux mains du groupement légalement inexistant, ne les revendiquent pas. « Si, a-t-on dit, l'association illicite a réuni des valeurs, cette apparente propriété n'a pu exister réellement un seul instant sur sa tête ; elle n'a pu davantage reposer sur celle de ses membres, et, s'il arrive que ceux qui avaient prétendu aliéner au profit d'une personne qui ne pouvait acquérir ne veuillent pas reprendre ce qui est sorti de leurs mains sans entrer dans celle de personne, elles tombent dans le domaine de l'Etat » (1).

Il semble, peut-être, qu'après avoir établi l'imprescriptibilité de l'action en revendication, nous pourrions immédiatement nier, dans l'hypothèse de l'acquisition par contrat, que les biens dont il s'agit soient sans maître ; on suppose que des individus se sont dessaisis de leurs biens par des contrats ; mais ceux-ci, dit-on, sont totalement nuls, étant passés avec le néant juridique ;

(1) Proposition Waldeck-Rousseau sur le contrat d'association, 11 février 1882. *J. O. Chambre. Documents*, p. 345 (Exposé des motifs).

les auteurs de telles aliénations sont donc restés propriétaires ; or, un propriétaire, on l'a vu, ne perd jamais le droit de revendiquer sa chose ; nous aurions ainsi prouvé que, des deux conditions dont la réunion, dans l'argumentation qu'on nous oppose, aboutit à créer des biens sans maître, à savoir l'incapacité de l'acquéreur, et la perte, pour l'aliénateur de l'action de revendication, la seconde ne se réalise jamais, qu'ainsi les biens acquis par contrat à la collectivité ne sont jamais sans maître. Mais il n'en va pas aussi simplement. Dans l'espèce spéciale du contrat passé avec un groupement non reconnu, on donne, dans le sens de la perte par le propriétaire de tout droit sur sa chose, des arguments qui, n'ayant pas encore été rencontrés, nécessitent une étude particulière. De la sorte, les conclusions adoptées sur l'imprescriptibilité de l'action en revendication sont seulement destinées à fournir, ici, des éléments assez importants pour la solution du problème posé ; elles n'ont aucunement supprimé l'intérêt de la question.

La théorie qui vient d'être exposée a principalement été soutenue à propos des congrégations religieuses. Cependant, Laurent dans son Avant-projet, entendait l'appliquer à toute association, quelle qu'elle fût, non reconnue d'utilité publique, (1) et M. Waldeck-Rousseau, dans son Projet sur les associations du 14 novem-

(1) Art. 538 et s. — *Sic*, Projet Floquet sur les associations (5 juin 1888. *J. O. Chambre*, p. 713), art. 22 ; Projet Goblet, 21 décembre 1891 (*J. O. Sénat. Doc.* p. 832), art. 7.

bre 1899, proposait de régler d'après les mêmes principes la dévolution des biens de toute association illícite (1).

On dit donc que l'association non douée de la personnalité morale est absolument inapte à posséder un patrimoine ; la propriété des biens d'une telle association ne peut pas reposer sur la tête des associés pris individuellement ; seule, peut être propriétaire la personne morale que crée le législateur ; à son défaut, les biens mis en commun n'ont aucun propriétaire.

Laurent exprime très nettement ces principes dans les termes suivants : « Quant aux communautés qui ne sont pas reconnues par la loi à titre de personnes, elles sont, par cela même, incapables d'exercer aucun droit. Elles n'ont d'existence fictive qu'en vertu de la loi ; donc, quand la loi ne leur a pas donné cette existence, on doit les assimiler aux enfants non conçus ; c'est un non-être, et peut-il être question d'un droit exercé par le néant » (2) ?

Voilà les principes fondamentaux dont on part pour déclarer sans maître les biens du groupement non personnifié (3).

(1) Art. 2, 9 et 14 combinés.

(2) *Principes*, XI, n° 161. — Cf. dans le même sens, Huc, *Commentaire*, VI, n° 112 ; Jozon, dans l'exposé complet qu'il fait de cette théorie à l'Assemblée Nationale, le 10 juin 1875. *Officiel* du 11, p. 4189, 4190.

(3) Ils sont la base indispensable du système. Cf. de Lamarzelle, discours au Sénat, 17 juin 1901. *Officiel* du 18, p. 898.

Et l'on rejette tous les « procédés » au moyen desquels quelques-uns tentent de donner à l'association non reconnue la capacité que les principes exposés lui refusent. On nie que tout contrat innommé soit soumis aux règles du contrat nommé dont il se rapproche le plus, qu'ainsi l'association doive être régie d'après des règles inspirées de celles de la société. « Où est écrit, dit-on, le prétendu principe? . . . S'il est exact, pourquoi les rédacteurs du Code, à propos de l'échange, qui, certes, ressemble singulièrement à la vente, ont-ils cru nécessaire de dire expressément que toutes les règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent à l'échange » (1)?

Une autre raison, poursuit-on, pour écarter toute analogie entre l'association et la société, c'est que toujours, dans l'association, il manquera la condition du gain à réaliser, et qu'une société ne se conçoit pas sans cet élément.

Un sociétaire, dit-on encore, doit toujours pouvoir et peut toujours céder sa part, dans la société; un associé, dans l'association, ne le peut jamais; nouvelle preuve du profond abîme qui sépare les deux contrats.

Enfin, trouverait-on un procédé, fût-il le plus régulier du monde, pour permettre à l'association de posséder, les membres, par exemple, constitueraient-ils entre eux une société universelle de gains, par contrat distinct, il faudrait encore déclarer la chose illégale, puisque, à supposer que le procédé employé soit correct, le but

(1) Capitant, *Introduction*, p. 159.

recherché est contraire à la loi : permettre au corps moral non personnifié d'avoir un patrimoine ; tout contrat passé dans cette fin est nul, aux termes de l'article 1131 du Code civil, comme ayant une cause illicite (1).

En vain une certaine jurisprudence (2) prétend-elle qu'entre les membres de l'association non personnifiée, il existe, tout au moins, une communauté de fait, douée d'une sorte de personnalité de fait, et que cette communauté peut être un sujet de droits. « On crée ainsi, contrairement à l'article 537 du Code civil, un troisième sujet capable de contracter des devoirs et de posséder des droits : la société de fait, à côté des particuliers et personnes morales » (3). On aboutit toujours à ce résultat de permettre à l'association non reconnue de posséder ; or, c'est précisément ce que la loi entend lui interdire en raison de son caractère illicite. Au reste, pour ce qui touche spécialement les congrégations, le vœu de pauvreté, prononcé par leurs membres, est la meilleure preuve qu'il n'y a jamais pu y avoir entre eux

(1) En ce sens, Caen, 20 juillet 1846. S. 47, 2, 278. « Est nulle une société universelle de gains stipulée entre les membres d'une communauté religieuse d'hommes non autorisée, quoique toutes les clauses de l'acte soient conformes au droit commun ».

(2) Principalement, les arrêts de la Cour d'Alger, 27 mai 1868. S. 68, 2, 277, et de la Cour de Paris, 21 février, 1879. D. 79, 2, 225.

(3) Beurdeley, p. 288.

l'affectus societatis. Donc, le procédé est encore à rejeter (1).

Du moins, insiste-t-on, si l'on reconnaît l'existence juridique de la société de fait, on ne doit le faire qu'au point de vue passif, c'est-à-dire pour permettre aux créanciers de l'association d'actionner celle-ci en exécution de ses obligations, pour lui faire payer ses dettes, et rien au-delà. On ne saurait, à la dissolution, faire survivre cette fiction et autoriser entre les associés le partage de la masse commune (2).

L'association non reconnue étant donc, à tous les points de vue, juridiquement inexistante, il faut déclarer nulles toutes les acquisitions faites par elle, en tant qu'être moral distinct des membres qui la composent : celles, d'abord, qu'elle peut faire autrement que par contrats, et, ensuite, celles qu'elle fait par contrats ; les actes où elle est partie sont inexistants ; pour pouvoir contracter, il faut exister. Si le législateur ne prend pas la

(1) *Sic*, Gide, *Du droit d'association en matière religieuse*, p. 386 ; Beudant, *Note* sous Paris, 21 février 1879 ; Vallé, *Discours* au Sénat, 22 juin 1901. *Officiel* du 23, p. 1051.

(2) *Sic*, Ollivier, *Revue Pratique*, t. V., p. 110 ; Ortiz, n° 118 ; Trouillot, *Chambre*, 27 mars 1901, *Officiel* du 28, p. 976 et 977, où il dit : « J'entends bien que l'association est un fait tant qu'elle dure, et que, par exemple, pendant la vie de cette société de fait, lorsqu'on fait une commande, qu'on construit un bâtiment, lorsqu'on prend des engagements civils, la justice pourra les considérer au profit des tiers de bonne foi ; mais ce qui est impossible, c'est de faire survivre cette société de fait à elle-même, de prolonger sa durée, pour lui donner une survie légale, au moment de la liquidation, en la personne de ses membres ».

peine de le dire à propos des contrats à titre onéreux, il le dit dans l'article 906 du Code civil, au sujet de ceux à titre gratuit ; ce qui a été fait avec un être qui n'existe pas est dénué de toute valeur ; l'abdication d'un droit, la transmission de la propriété au profit du néant est complètement impossible (1).

Et sont nulles aussi, en vertu de l'article 911 du Code civil, les acquisitions à titre gratuit faites par un membre de l'association, bénéficiaire apparent, alors qu'au fond des choses, c'est le groupement seul qui doit profiter du contrat ; il y a interposition au profit d'un incapable ; or, le texte de la loi est formel : « Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux,

(1) En ce sens, Ortiz, n° 295 ; De Baulny, p. 245 ; *Note* sous Cassation, 5 mai 1879. S. 79, 1,313, de M. Labbé ; Nancy, 15 juin 1878. S. 78, 2, 289 ; P., 1878, 1142 et note ; Bastia, 17 février 1890. D., 90, 2, 186.

La donation et le testament étant les modes les plus fréquents d'acquisition de l'association non reconnue, c'est d'eux, surtout, que les auteurs et les arrêts ont l'occasion de s'occuper, pour en proclamer l'inexistence, lorsqu'ils sont faits en faveur d'une association non personnifiée. Cf. Capitant, p. 162 ; Lentz, *Dons et Legs*, II, n° 340 ; Orléans, 3 avril 1846. D., 46, 2, 90 ; Cassation, 17 février 1864. D., 65, 1, 219 ; Cassation, 12 avril 1864. S. 64, 1, 153 ; Nîmes, 18 juillet 1892. D. 93, 2, 490 ; Paris, 1^{er} décembre 1892. D., 93, 2, 496 ; Cassation, 5 février 1895. S. 95, 1, 121. La jurisprudence est si abondante sur cette matière, et en ce sens, que les arrêts qui viennent d'être cités ne le sont, il est presque inutile de le dire, qu'à titre d'exemple. Voir l'énumération qu'en donnait déjà Demo'lombe. *Donations et Testaments*, I. n° 586.

soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées » (1).

La nullité, au reste, doit être également prononcée, lorsque c'est dans un contrat à titre onéreux que l'associé a été personne interposée, au profit de l'être fictif non doté de la personnalité (2).

De l'avis de quelques-uns, de simples présomptions suffisent à établir l'interposition (3). Suivant certains auteurs, on doit aller jusqu'à présumer la fraude (4).

Et, lorsque la question se pose spécialement au sujet d'une congrégation religieuse, on ajoute ce raisonnement à ceux qui précèdent : Comment la libéralité pourrait-elle être réellement adressée au congréganiste ; comment serait-ce pour lui qu'il aurait acheté ; comment, en un mot, prétendrait-il que la chose, objet du contrat, lui appartient, puisque, par son vœu de

(1) *Sic*, Troplong, II, n° 688 ; Demante, IV, n° 31 bis ; Laurent, XI, n° 419 ; Cassation, 8 août 1841. S. 41, 1,875 ; Cassation, 5 juillet 1842. S. 42, 1,590 ; Cassation, 15 novembre 1847. S. 48, 1,134 ; Cassation, 25 mai 1851. S. 51, 1,321 ; Req., 28 mars 1859. D., 59, 1,442 ; Cassation, 15 décembre 1875. D., 76, 1,325 ; Grenoble, 6 avril 1881. S. 82, 2,113 ; Pau, 23 janvier 1891, *Pand*, 91, 2,260.

(2) *Sic*, Cassation, 15 décembre 1856. S. 57, 1,497 ; Orléans, 30 mai 1857. S. 57, 2,481.

(3) V. arrêt de Nancy, 15 juin 1878. S. 78, 2,289. — Celui de Bastia, du 17 février 1890 (D., 90, 2,186) va jusqu'à admettre la preuve de l'interposition par la commune renommée.

(4) Emile Ollivier, *Revue Pratique*, p. 112.

pauvreté, il a abdiqué l'*animus domini* (1) (2) ?

Allant plus loin encore, on dit : Non seulement l'association non personnifiée, non seulement chacun de ses membres est incapable de contracter, mais elle ne peut pas davantage devenir, par la prescription acquisitive, propriétaire de la chose dont un tiers s'est dessaisi en sa faveur. Incapable absolument d'acquérir, comment aurait-elle la capacité d'arriver à la propriété par cette voie détournée ? Comment, au reste, un être inexistant pourrait-il exercer la possession, fondement essentiel de toute prescription ? Et les membres de l'association ne peuvent pas, non plus, prescrire ; car, s'ils possèdent matériellement, ils ne possèdent pas à titre de propriétaire ; or, l'article 2229 du Code civil fait, de la non-précarité, l'indispensable

(1) *En ce sens*, M. Vallé, au Sénat, 22 juin 1901. *Officiel* du 23, p. 1054.

(2) V., sur les conséquences extrêmes de la présomption d'interposition, le discours de M. Perreau, à la Chambre, 26 mars 1901 (*Officiel* du 27, p. 955), où il dit : « Les propriétaires, les particuliers qui ont voulu, par des sociétés civiles ou commerciales, pourvoir à certains besoins (charité, éducation), n'ont pas entendu, pour autant, abdiquer la propriété de leurs immeubles... Cependant si, dans ces sociétés, il se trouve comme actionnaire, comme associé, un seul membre de la congrégation, vous présumez que la société est personne interposée, que, par conséquent, la congrégation est devenue propriétaire de l'immeuble qu'elle a loué, et, par voie de conséquence, vous la dépouillerez de cet immeuble et vous dépouillerez la société civile ou commerciale de son bien au profit de l'Etat ».

condition de la possession afin de prescrire (1).

Cette solution s'impose, a-t-on dit, même en matière d'acquisition mobilière ; c'est en vain qu'on objecte l'article 2279 ; cet article, en effet, suppose la possession et la bonne foi ; or, l'association non reconnue ou, du moins, ses membres ne possèdent pas, ils détiennent frauduleusement (2).

L'association n'a donc valablement acquis aucun des biens dont elle a cru s'enrichir, ni les fruits de ces biens (3).

Et, si, après qu'un propriétaire s'est dépouillé de sa chose en sa faveur, elle a, elle-même, à son tour, aliéné cette chose au profit d'un tiers, elle a, encore une fois, illégalement agi ; ce dont elle n'était pas devenue propriétaire, elle n'avait pas le droit d'en disposer. Elle est donc, à sa dissolution, redevable du prix qu'elle a reçu (4).

D'autre part, pour établir que celui qui a aliéné un bien aux mains de la collectivité non personnifiée

(1) *Sic*, Laurent, *Avant-Projet*, sous l'article 544, n° 22 ; Ortiz, n° 328 ; Seligman, *Revue Critique*, p. 377.

(2) Laurent, *Avant-Projet*, sous les articles 542 et 544, n° 20.

(3) Trouillot et Chapsal, p. 324, 325.

(4) Cette restitution, du moins, sera exigée lorsque l'acquéreur sera, quant à lui, couvert par la prescription, accomplie soit par trente ans, soit par dix ou vingt ans ; à ce propos, plusieurs auteurs doutent qu'ayant su qu'il traitait avec une congrégation non autorisée, l'acquéreur puisse être considéré comme de bonne foi. V. Ortiz, n° 328 ; Didier-Rousse, n° 43 ; d'après ce dernier, il n'y aurait pas eu juste titre si l'association avait été porté dans l'acte comme venderesse.

n'a pas le droit de le revendiquer, que ce bien, par conséquent, est sans maître, on s'appuie, en premier lieu, sur les arguments que nous avons déjà rencontrés : l'action en revendication se perd, soit elle-même, et directement, par trente ans de non exercice, soit, indirectement, par suite du non-exercice d'une autre action à laquelle elle est subordonnée. Et l'on insiste : en laissant passer trente ans sans la revendiquer, le vendeur, le donateur a fait abandon, *derelictio*, de sa chose (1).

Mais ne pourrait-on donc pas déclarer sans maître le bien aliéné, en faveur du groupe non reconnu, avant qu'il y ait trente ans d'écoulés depuis l'aliénation ? Généralement, on se refuse à l'admettre ; la loi, dit-on, devra, par une disposition spéciale, mettre le propriétaire en demeure d'agir dans un délai moindre que trente ans, et il suffira, pour que celui qui a donné ou vendu soit déchu de tout droit, qu'il n'ait pas agi pendant ce court délai (2) ; en le lui concédant, le législateur lui fait une faveur (3) ; à lui d'en profiter.

(1) Laurent, *Principes*, t. VI, n° 166 ; XI, n° 185 ; Waldeck-Rousseau, *Discours* à la Chambre, 28 mars 1901. *Officiel* du 29, p. 1007.

(2) Laurent se rallie à ce procédé, lorsqu'il finit par reconnaître que le droit de propriété, si l'on respecte le Code civil, ne se perd pas par trente ans (*Avant-Projet*, sous l'article 544).

(3) « En créant, au profit du donateur qui s'est dessaisi de son bien, un avantage comme celui qui consiste à lui permettre d'en redevenir propriétaire, le législateur a le droit d'y mettre des conditions » (Trouillot, *Discours* à la Chambre, 27 mars 1901. *Officiel* du 28, p. 976).

Mieux encore, quelques-uns soutiennent que la *derelictio* de sa chose, par le propriétaire, date du jour où il l'a aliénée au profit de la congrégation ; donner ou vendre une chose au néant, n'est-ce pas y renoncer définitivement ? A plus forte raison, si c'est avec affectation spéciale à une œuvre de bienfaisance qu'une libéralité a été faite, la *derelictio* doit se présumer (1).

II. Adhésions.

Nous avons ainsi rappelé les divers arguments sur lesquels on s'appuie pour déclarer sans maître les biens de l'association dépourvue de la personnalité morale, et spécialement de la congrégation non autorisée (2). La théorie est pratiquement connue sous le

(1) Cf., dans les travaux préparatoires de la loi du 1^{er} juillet 1901, le § 3 de l'art. 18 du texte présenté par la Commission de la Chambre, 26 mars 1901 (*Officiel*) Doc. Chambre, p. 250).

(2) Cf. au surplus, exposant cette argumentation, les uns pour s'y rallier ensuite, les autres pour la critiquer : Colmet de Santerre, VIII, 369 bis, XII ; Ollivier, *Revue Pratique*, V, p. 109, Labbé, *note* sous Cassation, 5 mai 1879. S. 79.1.313 ; Beudant, *note* sous le même arrêt, D. 80. 1. 145 ; Sirey, *Code civil annoté*, sous l'article 2262, n^{os} 42, 43 ; Fuzier-Hermann, v^o Communautés religieuses, n^o 821 ; Pandectes, v^o Congrégations, n^{os} 757, 758 ; de Vareilles-Sommières, *le Projet de loi contre les associations*, p. 37 ; *le Contrat d'association*, p. 186 ; Touzaud, p. 323 ; Arrêt de Gand, 12 août 1867. *Belg. jud.* 1867, p. 1254 ; Lerolle, Chambre, 22 janvier 1901. *Officiel* du 23, p. 136 : « Les biens en question forcément sont des biens sans maître. L'Etat, sans méchanceté, les trouve

nom de théorie de Laurent, du nom de son principal promoteur, ou sous celui de théorie des biens sans maître, recevant ainsi son nom de la conclusion à laquelle elle aboutit.

Quelles adhésions a-t-elle rencontrées (1) ?

Le 27 mars 1901, les paroles suivantes étaient échangées, à la Chambre des Députés, au sujet de cette question même des droits de l'Etat sur le patrimoine des associations non reconnues :

M. Paul Beauregard. — M. le président du Conseil n'aurait jamais cru, comme M. Trouillot, qu'il put s'agir ici d'une propriété fondée sur les dispositions qui attribuent à l'Etat la propriété des biens sans maître, des *res derelictæ*. Qui prétendra cela ?

— *M. le président du Conseil.* — Tout le monde, Monsieur Beauregard.

— *M. Paul Beauregard.* — Monsieur le président du Conseil, aucun jurisconsulte ne vous dira cela, en se plaçant au point de vue du droit commun.

— *M. le rapporteur.* — Pardon ; il y en a quelques-

comme par hasard sur son chemin ; il les ramasse et les fait siens. Qui pourrait s'en plaindre ? ». — Trouillot, Chambre, 27 mars 1901. *Officiel* du 28. p. 977 ; Massabuau, Chambre, 28 mars 1901. *Officiel* du 29. p. 995 ; Vallé, Sénat, 22 juin 1901. *Officiel* du 23, p. 1053, 1062 ; de Lamarzelle, Sénat, 17 juin 1901. *Officiel* du 18, p. 897, etc.

(1) Nous réservons, pour le moment, l'étude de la législation, et ne recherchons que les adhésions doctrinales et jurisprudentielles que la théorie exposée a pu rencontrer depuis 1804.

uns, et des plus considérables; nous vous le montrons (1).

De ces affirmations contradictoires, laquelle donc est exacte ?

Personne, d'abord, n'a prétendu que la théorie ait été soutenue avant Demolombe; au fait, avant lui, on n'en trouve pas trace.

A-t-elle été présentée par Demolombe? On a discuté ce point, lors des travaux préparatoires de la loi du 1^{er} juillet 1901, à la Chambre des Députés, chacun revendiquant pour lui cette autorité. Dans la séance du 27 mars (2), M. le rapporteur lut le passage suivant de Demolombe: « De quelque manière qu'un immeuble se trouve actuellement ne point appartenir à un particulier, il devient et demeure la propriété de l'Etat, tant qu'il n'a pas été valablement aliéné ou que la propriété n'en a pas été prescrite contre lui » (3). Et M. Trouillot faisait suivre cette lecture du commentaire suivant: « Ainsi, dit M. Demolombe, tant que l'acquisition n'est pas valable, l'Etat en est propriétaire. C'est bien notre espèce ».

Mais, dans la séance suivante (4), M. Massabuau démontra sans peine que ce n'est pas ainsi que le texte de Demolombe doit se lire :

« Demolombe dit exactement ce que cite M. le rapporteur; mais, il ajoute: « voir l'article 541 ». Or,

(1) *Officiel* du 28 mars, p. 975.

(2) *Ibid*, p. 977.

(3) Successions, 1, n° 17 ter.

(4) *J. O.*, 29 mars P. 996.

l'article 541, après l'article 540, lequel attribue à l'Etat la propriété des portes, murs, fossés et forteresses, ajoute : « article 541 : il en est de même » Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que, tant dans l'opinion de M. Demolombe, citée par M. Trouillot, que dans l'article 541 auquel il renvoie, tout ce qui n'a pas de propriétaire apparent, tout ce qui est sans maître appartient à l'Etat, tant que l'Etat ne l'a pas valablement aliéné, ou ne l'a pas laissé prescrire, mais cela ne veut pas dire, comme a cru le comprendre M. Trouillot, qu'un bien appartient à l'Etat, toutes les fois qu'un tiers ne l'a pas valablement aliéné à un autre tiers. Car, si on admettait cette explication, il faudrait en conclure, d'après la thèse de M. Trouillot, que, deux individus ayant fait un contrat non valable, l'objet du contrat passe *ipso facto* à l'Etat. Je ne crois pas que M. Demolombe ait jamais pu ni voulu dire ici une pareille monstruosité juridique ».

Pour la première fois, la théorie a été mise au jour devant la Cour d'assises de la Seine, en 1845, par l'auteur d'un vol commis au préjudice des Jésuites de la rue des Postes à Paris (1) ; le voleur se défendit en disant qu'il n'y avait pas vol à s'approprier des biens sans maître, comme étaient ceux d'une association non reconnue.

En 1867, le jurisconsulte belge Ortz soutint la thèse dans son *Traité de l'incapacité des congrégations religieuses non autorisées* (2).

Vers la même époque, en 1868, elle était invoquée,

(1) S. 45. 1. 478. Affaire Affenaer.

(2) N° 327.

du moins implicitement, par l'héritier du Père Lacordaire, poursuivant, devant la Cour de Toulouse, puis en Cassation (1), le recouvrement des biens que, d'après lui, son auteur n'avait acquis que pour le compte de sa communauté.

Mais, c'est dans les œuvres de Laurent, comme on le sait, que la doctrine à laquelle il a donné son nom a véritablement pris naissance; il la développe, à plusieurs reprises, dans ses *Principes* (2), et surtout dans son *Avant-Projet de révision du Code civil* (3); dans ce dernier ouvrage, il en propose l'application, non seulement aux communautés religieuses, mais à toute association, quelle qu'elle soit, non personnifiée.

(1) 30 mai 1870. S. 70. I. 342.

(2) VI : n° 166, « A qui appartiennent donc les fonds possédés par les communautés religieuses ? La jurisprudence décide qu'ils n'appartiennent ni aux personnes interposées qui figurent dans les actes translatifs de propriété, ni aux communautés religieuses qui sont un non-être; il ne peuvent donc appartenir qu'aux anciens propriétaires et à leurs ayants-cause; ceux-ci peuvent les revendiquer; mais s'ils ne le font pas ? Ici naît le scandale qui nous afflige... Il y a cependant un remède au mal... Si les propriétaires des biens donnés ou légués aux communautés religieuses ne les revendiquent pas, ils les abandonnent à un non-être...; ces biens appartiennent à l'Etat, aux termes de l'article 713, qui porte : « Les biens sans maître appartiennent à l'Etat ». Légalement, les anciens propriétaires peuvent revendiquer pendant trente ans; ici est la lacune, l'action devrait être bornée à un moindre délai. Toujours est-il qu'après trente ans elle est prescrite, et, une fois l'action des propriétaires éteinte, les biens sont sans maître. Et XXVI, n° 207.

(3) Titre des *Corporations illégales*, surtout les articles 538, 539, 544 et s.

La théorie rencontre des adhésions dans la doctrine ; elle est acceptée par M. Gide (1), en 1872 ; par M. Dain (2), en 1879.

Sous l'arrêt rendu par la Cour de Cassation, le 5 mai 1879, sur l'affaire de Saint-Viateur, M. Beudant déclare logiques les conclusions de Laurent (3).

Les auteurs de quelques-uns des projets ou propositions de lois soumis au Parlement, relativement au droit d'association, de 1880 à 1892, adoptent la théorie des biens sans maître, tantôt dans son ensemble, tantôt dans quelques-uns seulement de ses éléments.

M. Jules Roche, dans la proposition qu'il soumet à la Chambre le 11 février 1882 (4), écrit : « Les biens détenus par les congrégations et communautés non autorisées appartiennent à l'Etat qui en prendra possession immédiate Cf. Code civil, 539,713 ». Cela est plus formel encore que les dispositions proposées par Laurent. C'est un antécédent qu'auraient légitimement pu invoquer, dans la discussion préparatoire de la loi de 1901, les partisans de la théorie des biens sans maître. Quelques-uns de ceux dont ils se sont réclamés (5) paraissent avoir été moins heureusement choisis.

(1) P. 387.

(2) P. 174, 175. « La solution semble exorbitante, et nous n'essayerons pas de contester qu'elle puisse conduire à des résultats arbitraires et favoriser des spoliations iniques, mais jamais la *dura lex sed lex* ne reçut de plus juste application ».

(3) D. 80. 1. 145.

(4) Article 11. *J. O.*, 1882, p. 393.

(5) Cf. le discours de M. Waldeck-Rousseau à la Chambre, le 28 mars 1901 (*J. O.*, p. 1007).

Ainsi, ils se sont réclamés de l'exemple de M. Eymard-Duvernay, dans sa Proposition de 1882 (1). D'après l'article 12 de ce texte, « en cas de dissolution prononcée judiciairement, soit en raison du caractère illicite de l'association, soit parce qu'elle aurait transgressé les dispositions relatives aux biens de main-morte, ses biens, sauf le droit de retour qui peut exister, d'après la loi du 24 mai 1825, en cas de donation entre vifs ou de dispositions à cause de mort, seront attribués aux hospices des départements dans lesquels seront situés les établissements dissous, soit qu'il s'agisse d'établissements laïques ou religieux ». M. Eymard-Duvernay, dit-on, laisse entendre que les biens de l'association non reconnue sont sans maître. Supposons-le admis : il est, en cette hypothèse, important de noter que cet article 12 s'applique au seul cas de dissolution judiciaire, et que M. Eymard-Duvernay propose un tout autre système de dévolution des biens au cas de retrait de l'autorisation par l'Etat, ou d'extinction de l'association (2); il reconnaît, alors, les droits individuels des associés sur le patrimoine, sauf, toutefois, en ce qui concerne les biens acquis à titre gratuit, sur lesquels, pourtant, il ne dit pas que l'Etat puisse avoir aucun droit. Mais, bien plus, dans l'exposé des motifs dont est précédée sa proposition, M. Eymard-Duvernay déclare formellement rejeter la théorie des biens sans maître. « Il devait naître, dit-il, auprès des logiciens à outrance, cette opinion, qui nous ramène

(1) Sénat, 23 février 1882. *Officiel*, mars, Doc. Sénat, p. 73.

(2) Art. 13.

aux plus mauvais jours de 1792, que, toutes les associations non autorisées étant nulles, d'une nullité d'ordre public, tout ce qu'elles possèdent doit être considéré comme *res nullius* et, par suite, dévolu à l'Etat. Cela, il est vrai, ne s'appellerait plus confiscation, ni spoliation, ce serait une simple liquidation de successions en déshérence, car ces logiciens ont des euphémismes à leur usage. . . Je ne veux pas, oh ! non, discuter cette thèse. Je fais seulement remarquer que, lorsqu'en 1845, l'Institut des Jésuites dû disparaître devant le vote de la Chambre des Députés, personne, absolument personne ne s'avisa de revendiquer ce droit draconien et implacable qui est la *summa injuria* et l'oblitération des idées qui règnent et régneront toujours, en France, dans les régions tempérées de la politique ».

On a invoqué aussi M. Marcel Barthe; en effet, l'article 26 de sa Proposition (1) porte que les biens donnés ou légués à l'association, en vue de sa fondation ou de son maintien, feront retour aux donateurs s'ils revendiquent dans les six mois, et que, passé ce délai, la propriété en sera acquise à l'Etat. Mais, il est à noter que ce cas est, pour M. Barthe, tout exceptionnel, et que, suivant lui, et à l'inverse de ce qui a lieu dans la doctrine de Laurent, la règle est que « lorsqu'une association cessera d'exister, les biens composant son avoir appartiendront aux membres qui la composeront au moment de la cessation ».

Plus à propos on s'est appuyé sur l'autorité de

(1) Chambre, 27 novembre 1879. *J. O.*, p. 11125.

M. Robert de Massy (1). D'après lui, les immeubles ou valeurs mobilières, illégalement acquis par les associations, doivent être revendiqués dans le délai de deux ans à partir du jugement qui déclare la nullité de l'acquisition. Passé ce délai, aucune demande en revendication ne peut être admise, et les biens sont dévolus à l'Etat, en vertu de l'article 713 du Code civil (2).

On peut citer dans le même sens M. Floquet (3); aux termes de son Projet : « Toute association actuellement existante qui possède des biens, et qui ne jouit pas du bénéfice de la personnalité, est tenue de se pourvoir dans le délai de six mois pour obtenir, s'il y a lieu, ce privilège. A défaut de le faire ou l'obtenir, les biens meubles ou immeubles sont restitués aux ayants-droit et, à défaut de réclamation dans les cinq ans, considérés comme sans maître et attribués à l'Etat ».

M. Goblet, lui aussi, a appliqué aux associations non reconnues la théorie de Laurent; mais, il est important de le noter, il ne l'a fait que pour l'avenir; il ne l'a pas fait pour les associations actuellement existantes; celles-ci, aux termes de sa Proposition, peuvent se dissoudre d'elles-mêmes, et leurs membres

(1) *Amendement* soumis, le 25 janvier 1881, à la Proposition de loi présentée, en 1880, par M. Dufaure, sur le droit d'association.

(2) *Rapport* de M. Jules Simon sur la proposition Dufaure. Sénat, 27 juin 1882. *J. O.*, p. 422.

(3) *Projet*. Députés, 5 juin 1888. *J. O.*, juillet 1888, p. 713, art. 22 (et non 13).

partager entre eux le patrimoine social; ce n'est qu'à défaut de cette liquidation amiable que la justice peut attribuer les biens à l'Etat (1).

La même remarque s'impose quant au Projet déposé en 1892, par MM. Fallières et Constans (2); s'il est conçu dans le même sens que les textes précédents, il est accompagné de dispositions transitoires rédigées dans un esprit analogue à celui de l'article 9 de la Proposition Goblet (3).

Beaucoup plus catégorique, M. Brisson soutint la théorie de Laurent, devant la Chambre des Députés, le 9 décembre 1880, à propos de la discussion du budget de 1881; il s'agissait de l'établissement d'une taxe sur les biens de mainmorte. Il y a mieux à faire, dit M. Brisson, que de taxer les biens des communautés religieuses; ils sont sans maître; l'Etat n'a qu'à les réunir à son domaine (4).

(1) *Proposition*. Sénat, 21 décembre 1891. Doc. Sénat, p. 832. Article 7, analogue à la disposition précitée du projet Floquet, et article 9.

(2) *Projet*. Chambre, 16 janvier 1892. *J. O.* Doc. Députés, p. 98.

(3) *Cf.* le discours de M. Ribot, dans la séance de la Chambre des Députés du 28 mars 1901, démontrant que M. Waldeck-Rousseau ne saurait voir, dans ce projet, une intégrale adhésion à la théorie de Laurent.

(4) « Voilà véritablement le droit : les congrégations non autorisées ne peuvent posséder, ni comme personnes morales, ni comme sociétés civiles ou de fait, ni par intermédiaires ou par prête-noms; les membres des congrégations, ou leurs héritiers, peuvent toujours réclamer leur part, et, s'il s'agit d'immeuble, en provoquer la vente. Voilà ce qu'il faut qu'on sache.

« Que si le congréganiste laisse s'écouler le temps de la

En 1893, M. Huc, dans son *Commentaire*, donne son adhésion à la thèse (1).

Enfin, M. Waldeck-Rousseau, qui l'avait déjà soutenue en 1883 (2), la reprend dans le projet de loi qu'il soumet à la Chambre, le 14 novembre 1899, sur le contrat d'association (3); il en fait l'application, non seulement aux congrégations, mais encore à toute association illicite (4).

prescription, que si le droit se trouve paralysé entre ses mains, qu'est-ce qu'il faut décider relativement aux immeubles possédés par les congrégations non autorisées? Messieurs, la réponse est bien simple : si le congréganiste ou ses héritiers ont négligé d'exercer l'action en revendication, si la prescription a commencé, comme la communauté non autorisée ne peut acquérir, comme elle n'a pu prescrire, comme les biens en question sont devenus des biens sans maître, ils appartiennent à l'Etat... J'affirme que tel est résultat inévitable de la combinaison des règles de la prescription et de la théorie des personnes civiles, telle qu'elle résulte de notre droit » (*Officiel* du 10 décembre, 1880, p. 12158).

(1) IV, n° 67.

(2) Projet déposé au Sénat, 23 octobre 1883. *Officiel*, 1883. Sénat, p. 1018.

(3) La théorie venait, du reste, en juillet 1899, d'être admise par le Conseil d'Etat, sur le rapport de M. Jacquin. (*Cf.* Trouillot, *Discours*, Chambre, 27 mars 1901, p. 979).

(4) Art. 2, 14 et 9 combinés. L'art. 9 porte : « Les valeurs appartenant aux membres de l'association avant sa formation, ou qui leur seraient échues depuis, mais par la succession seulement, leur seront restituées. Les valeurs acquises à titre gratuit pourront être revendiquées par le donateur, le testateur ou leurs héritiers ou ayants-droit, pendant le délai d'un an, à partir du jugement de dissolution. Passé ce délai, la propriété en sera acquise à l'Etat; il en sera de même de l'actif ». Il régit la dévolution des biens de toute association annulée comme

Dès lors, pendant une année, la question est presque continuellement à l'ordre du jour des discussions du Parlement (1).

La Commission de la Chambre, dans le texte qu'elle soumet à cette assemblée, le 8 juin 1900, maintient (2) les dispositions du projet du gouvernement, mais, toutefois, seulement en ce qui concerne les congrégations (3).

Et la théorie — pour ne rappeler que quelques dates — est développée, le 17 juin 1901, par M. Trouillot (4),

illicite, soit à cause de son but, soit parce que, formée entre Français et étrangers, ou entre Français avec son siège à l'étranger, elle n'a pas obtenu l'autorisation du chef de l'Etat.

(1) M. Brisson, au surplus, y revient dans sa « Proposition de loi relative à la sécularisation des biens actuellement détenus par les congrégations d'hommes non autorisées et la constitution d'une caisse de retraite pour les travailleurs » (25 mars 1900, Chambre, Doc., p. 658). V., dans le discours de M. l'abbé Lemire (28 janvier 1901. Débat, Chambre, p. 205), le détail des trois propositions de loi qu'avait déposées M. Brisson sur le bureau de la Chambre, la première ayant pour objet des additions aux articles 537, 1133 et 539 du Code civil, la seconde comportant des additions à l'art. 911, la troisième relative à la constitution d'une caisse de retraites.

(2) Elle n'innove que sur un point de détail : les valeurs recueillies par le fisc comme sans maître ne se confondent plus dans le budget de l'Etat, mais sont affectées à la constitution d'une caisse de retraite des travailleurs.

(3) Cf. rapport de M. Trouillot (Chambre, Doc., p. 1217). Les biens des congrégations qui n'ont pas obtenu le bénéfice de l'autorisation légale « sont des biens sans maître ; ils appartiennent comme tels à l'Etat, et l'article du projet actuel qui le décide ne fait qu'appliquer à la matière les règles du droit commun ».

(4) Chambre. Débats, p. 68.

le 21 du même mois, par M. Waldeck-Rousseau (1), et, de nouveau, par M. Trouillot, dans son Rapport du 27 juin 1901 (2). Au Sénat, elle est principalement soutenue par M. Vallé (3).

III. Critique.

I. Critiques générales

La thèse, il faut le reconnaître, se présente sous un aspect d'extrême simplicité et de rigoureuse logique; même, ne peut-on pas dire qu'elle exagère ces qualités? Et n'y a-t-on pas trouvé, avec quelque raison, « une simplicité qui touche au sophisme » (4)? De celui-ci n'a-t-elle pas aussi le résultat toujours inattendu et choquant qui, s'il apparaît à quelques uns « inévitable » (5), pour d'autres, n'est « pas de nature à faire adopter le système » (6) dont il est la conclusion?

Un fait certain, en tous les cas, c'est que les apparences ne sont pas en faveur de la conclusion à laquelle on prétend aboutir. Exploités, continuellement occupés (7) et, lorsqu'il s'agit de régler leur dévolution,

(1) *Ibid.*, p. 114.

(2) Doc. Chambre, p. 638.

(3) Rapport, Sénat, Débats, p. 789; Discours, 22 juin. Débats, p. 1053, 1062.

(4) M. Tillaye, Sénat, 22 juin 1901. Débats, p. 1049.

(5) Beudant, sous l'arrêt de Saint-Viateur.

(6) Colmet de Santerre, VIII, 369 bis, XII.

(7) Cf. Lhopiteau, Chambre, 28 mars 1901, p. 1004, 1006.

* Est-ce qu'il ne semble pas à tous ceux qui sont sans parti

objets de revendications multiples, les biens de la collectivité non personnifiées ils sont des biens sans maître, ne le sont pas à la manière des autres.

D'autre part, si le patrimoine des associations non reconnues tombe forcément sous le coup des articles 539 et 713 du Code civil, on ne voit pas pourquoi des lois nouvelles auraient été nécessaires, depuis 1804, pour atteindre la main-morte ; il eût dû suffire de faire l'immédiate et très simple application de ces deux textes (1) ; le fisc n'y était-il pas le premier intéressé (2) ? « Si ce sont des biens sans maître, disait M. Tillaye, le 22 juin 1901, au Sénat, on a mis le temps à s'« en apercevoir » (3). Du moins, lorsque les associations non

pris dans la question, tout d'abord qu'il y a quelque chose d'un peu choquant à venir considérer comme des biens vacants et sans maître des biens qui sont habités, qui sont cultivés, qui sont occupés, plus ou moins légitimement sans doute, mais enfin qui sont occupés matériellement par certaines personnes qui en usent » *Sic Tillaye, loc. cit.* ; M^e Brugnon, adhésion à la consultation Barboux.

(1) *Cf.* M^e Brugnon, adhésion à la consultation Barboux. Pour ne prendre que cet exemple, on ne comprendrait pas pourquoi, à la Chambre, le 16 novembre 1900 (*Année Politique*, 1900, à cette date), lorsque M. Pourquery de Boisserin interpellait le ministre de l'intérieur sur la réorganisation illégale des congrégations dissoutes, et réclamait l'application des lois existantes, M. Waldeck-Rousseau aurait répondu « que la législation actuelle était impuissante », et ait demandé à la Chambre de mettre à son ordre du jour le projet relatif aux associations.

(2) « A qui fera-t-on croire qu'il aurait même laissé échapper les biens de toutes les associations laïques qui, ne jouissant pas de la personnalité civile, ne diffèrent pas, en ce point, des congrégations non autorisées » ? (M^e Barboux, *loc. cit.*).

(3) *Officiel* du 23. Sénat. Débats, p. 1047.

reconnues acquéraient des biens et les possédaient ostensiblement, les pouvoirs publics auraient dû ou feindre d'ignorer ou faire immédiatement cesser cet état de choses illégal; en tous les cas, ils auraient dû, par-dessus tout, éviter toute reconnaissance légale de cette situation plus qu'irrégulière; or, ils ont été loin de le faire toujours. Ainsi, dans une série de lois édictées de 1880 à 1895, les biens des associations religieuses non autorisées ont été frappés d'impôts (1). Reconnaissant ainsi à ces associations la « personnalité fiscale », ne leur a-t-on pas, par le fait, « reconnu la personnalité dans toute les branches du droit » ? (2).

D'autres textes peuvent, au reste, être relevés dans

(1) Loi du 28 décembre 1880, art. 3. « L'impôt établi par la loi du 29 juin 1872, sur les produits et bénéfices annuels des actions d'intérêts et commandites, sera payé par toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres. Les mêmes dispositions s'appliquent aux associations reconnues, et aux sociétés et associations, même de fait, existant entre tous ou quelques-uns des membres des associations reconnues ou non reconnues ».

Loi du 29 décembre 1884, art. 9 : « Les impôts établis par les articles 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés ou associations religieuses autorisées ou non autorisées ».

Loi du 16 avril 1895, art. 3. « Le droit d'accroissement, établi par les articles 4 de la loi du 28 décembre 1880 et 9 de la loi du 29 décembre 1884, est converti en une taxe annuelle et obligatoire sur la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés par les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non.. »

(2) Légier-Desgranges, p. 109. *Sic.* Barboux, *Consultation*, et adhésion Brugnon; Lhopiteau, Chambre, 28 mars 1901 (*Of.* p. 1004); Tillaye, Sénat, 22 juin 1901 (*Of.*, p. 1047).

le même sens. C'est, par exemple, la loi du 3 août 1872, approuvant l'acte administratif passé le 27 février 1868, entre le préfet du Var, agissant au nom de l'Etat, et les sieurs Promothon, Arnoult et Franchet, religieux de la Chartreuse de Montrieu-le-Neuf (1); c'est encore celle du 4 avril 1878, autorisant la ville de Lyon à s'imposer extraordinairement cinq centimes additionnels, pour acquitter la somme qu'elle a été condamnée, par six jugements du Tribunal civil et quatre arrêts de la Cour d'appel de Lyon, à payer aux Jésuites, à titre d'indemnité des dommages causés à leurs propriétés à la suite du 4 septembre 1870 (2). On peut signaler aussi une circulaire d'un ministre des cultes, dans laquelle est affirmée l'aptitude des communautés non autorisées à être propriétaires (3). « L'expérience, y est-il dit, a démontré la gravité des inconvénients et des embarras de toute nature auxquels sont exposées les communautés non autorisées. Il arrive souvent que leurs biens sont acquis par des religieuses, membres de ces associations, chacune en son nom personnel et par indivis, quoique le prix des acquisitions ait été payé avec des fonds appartenant à l'association; si ces religieuses viennent à décéder *ab intestat*, leurs droits, purement nominaux, se trouvent dévolus à leurs héritiers au préjudice de la communauté, véritable propriétaire ». En

(1) *Officiel*, 5 septembre 1872.

(2) *Officiel*, 7 avril 1878.

(3) Cette circulaire est reproduite, après Ravelet (*Traité des Congrégations religieuses*, p. 229), par M. Beudant, dans sa note sous l'arrêt de Montpellier du 17 avril 1893 (D. 94. 2. 329).

outre, on sait qu'à différentes époques, des traités, ont été passés entre l'Etat et des communautés non autorisées, soit pour l'enseignement (1), soit pour l'hospitalisation des malades (2), soit pour tout autre service (3, 4).

D'autre part, — et il y a là une preuve nouvelle du fait que la reconnaissance légale n'a pas toujours été considérée comme l'indispensable condition de la capacité de posséder — la loi du 5 avril 1884, dans son article 111, admet à recevoir un don ou un legs le quartier de commune qui n'a pas encore la personnalité civile.

L'article 6 de la loi du 12 juillet 1875 énumère tout ce qu'un établissement d'enseignement supérieur libre doit posséder avant de solliciter la reconnaissance gouvernementale.

L'article 7 du décret du 29 mars 1880 exigeait de l'établissement congréganiste qui voulait se soustraire à la dépossession violente qu'il justifiât de ressources suffisantes.

Il a toujours été admis qu'une association religieuse ne peut être personnifiée qu'autant qu'elle a déjà des

(1) Cf. M. Renault-Morlière, Chambre 15 janvier 1901, p. 49.

(2) Cf. M. Massabuau, Chambre, 28 mars 1901, p. 995.

(3) Cf. les *attendus* de l'arrêt d'Alger, 27 mai 1868. S. 68. 2. 277, confirmé en Cassation.

(4) On pourrait noter aussi les paroles de M. Thiers (Chambre des Députés, 2 mai 1845, *Moniteur*, p. 1166), affirmant l'auteur du vol commis au préjudice des Jésuites de la rue des Postes a été justement puni, et disant, par là, qu'il n'y avait pas eu simple prise de possession de biens sans maître.

biens; des décisions ministérielles ont exigé que les communautés de femmes soient propriétaires ou, au moins, cessionnaires à vie des maisons où elles habitent (1). La jurisprudence du Conseil d'Etat, exige même, les comptes des trois dernières années, le budget de l'année courante, l'état de l'actif et du passif; elle reconnaît, en quelque sorte, à l'association non autorisée la capacité d'un enfant conçu (2).

Ces divers textes, semble-t-il, attestent suffisamment la reconnaissance, au profit des associations non autorisées, d'une sorte de personnalité de fait; du moins, ils prouvent clairement que le patrimoine des groupements non reconnus n'a pas toujours été traité comme sans maître.

Du moins, si on admet la théorie de Laurent, il serait logique de ne pas l'appliquer seulement au règle-

(1) Jacquier, *Conditions légales*, p. 254; Trochon, *Régime légal des congrégations religieuses*, p. 176; Dalloz, *Code des lois politiques*, v^o Etablissements publics, n^o 249 et s. Notes de jurisprudence du Conseil d'Etat, 1892, p. 122, 131, 132 et s.

(2) Bonnecarrère, p. 106. — Cf. dans le même sens, Cassation 5 juillet 1841. S. 41. 1. 650; Grenoble, 6 avril 1881. S. 82. 2. 13. D'après ce dernier arrêt, est valable l'acquisition faite par une congrégation religieuse non autorisée, encore que l'autorisation spéciale du gouvernement, exigée par l'article 4 de la loi du 24 mai 1825, ait suivi cette acquisition au lieu de la précéder, l'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, qui défend aux notaires de passer acte des ventes consenties aux communautés religieuses avant qu'il ait été justifié de cette autorisation, n'étant qu'un acte de gouvernement dépourvu de toute sanction légale.

ment de la dévolution du patrimoine de l'association, lorsqu'elle est dissoute, mais d'en reconnaître aussi bien les rigoureuses conséquences, pendant le cours même de l'existence du groupement non autorisé. Ainsi, il faudrait dire que l'association peut invoquer la nullité de tous les actes passés en son nom, indistinctement ; puisqu'elle est inexistante, quel engagement a-t-elle pu contracter valablement, et pourquoi les tiers lui demanderaient-ils de payer ses dettes, puisqu'elle n'est pas propriétaire de ses biens ? De même, l'association non reconnue ne devrait, à aucun titre, pouvoir ester en justice ; et il faudrait décider, enfin, que celui qui s'empare de ses biens mobiliers (1) ne commet pas un vol (2).

Or, ces conséquences, pourtant logiques, on ne les a que très exceptionnellement admises (3).

(1) Il faut dire, seulement biens mobiliers car ceux-là seuls, s'ils sont sans maître, sont à la disposition du premier occupant, ainsi que nous le verrons, tandis que les immeubles sans maître appartiennent à l'Etat ; ce serait, en l'espèce, le sort de ceux détenus par l'association.

(2) « Un individu, dit M. de Vareilles-Sommières, s'empare des flambeaux, vases sacrés, tableaux, livres d'un couvent de Jésuites ou de Dominicains ; il ne fait rien d'incorrect ; il prend possession de choses *nullius* ; c'est le couvent qui faisait fraude à la loi en possédant ces choses. »

(3) Cf. ce qui a été déjà dit de la société de fait, reconnue susceptible d'être poursuivie pour le paiement de ses dettes, mais non capable d'agir en justice comme demanderesse.

A noter, comme n'ayant pas reculé devant les conséquences logiques, l'arrêt de la Cour d'Aix du 27 janvier 1825 (S. 25, 2, 348). Une contestation s'était élevée entre la confrérie non autorisée des Pénitents noirs d'Arles et les sieurs A..., relative-

Il serait juste, du moins, étant donné qu'on adhère aux combinaisons de Laurent, de ne pas en restreindre l'application à la dévolution des biens d'une seule catégorie de collectivités non reconnues, et de ne pas reculer à donner la même solution toutes les fois que se présente la même situation. Beaucoup le font cependant (1).

ment au paiement d'ouvrages faits par ces derniers, pour la Contrée. Le prieur avait été, en sa qualité, condamné par le tribunal de Tarascon, à solder le compte présenté par les demandeurs. Sur appel, ce jugement est infirmé; la Cour « attendu que les associations religieuses n'ont aucun caractère légal, lorsqu'elles ne sont pas autorisées par le Gouvernement, qu'elles ne forment pas un être moral, et qu'elles ne peuvent, en conséquence, avoir l'exercice d'aucune action, soit active, soit passive », déclare les parties non recevables dans leur demande. Dans le même sens, Tribunal de la Seine, 3 avril 1857. S. 58, 2, 145.

Quant à la question de la soustraction des biens de l'association non reconnue, soustraction qui ne constituerait pas un vol, on a déjà vu qu'elle s'est présentée, en 1845, devant la Cour d'assises de la Seine; des valeurs mobilières (neuf actions de la Banque de Reims et vingt-deux obligations de la Banque de Belgique) avaient été soustraites aux Jésuites de la rue des Postes, à Paris, par un de leurs domestiques, nommé Affenaer; la Cour, pour éviter la question de propriété, se contenta de demander au jury si Affenaer était coupable de vol au préjudice d'une victime anonyme. Et Affenaer fut condamné, et son pourvoi en cassation rejeté. (Cassation, 6 juin 1845. S. 45, 1, 478).

(1) Voir les hésitations de M. Beudant, sous l'arrêt de Montpellier (17 avril 1893. D. 94, 2, 329) qui déclare sans maître un immeuble acquis pour la loge maçonnique de Rodez. « Au point de vue juridique, le résultat n'est-il pas singulier? On pouvait, ce semble, tenir pour acquis qu'un droit ne se conçoit pas et ne peut exister sans une personne à qui il appartienne, en d'autres termes, sans un sujet. Or, dans la doctrine de l'arrêt, que deviennent ces données incontestées? » Et *Cpr.* sa

Et, d'ailleurs, la théorie des biens sans maître n'est pas seulement ébranlée par les difficultés de son application ; en elle-même, et toujours à un point de vue général, elle apparaît dangereuse.

D'abord, elle est destinée à atteindre les associations illégalement enrichies ; mais, non contente de ce faire, elle atteint les particuliers eux-mêmes ; on a vu, en effet, que le délai de revendication accordé aux auteurs des libéralités, s'il est quelquefois de trente ans, est, généralement, beaucoup plus réduit, étant d'un an, six mois, voire même de quinze jours (1). N'est-ce pas imposer une bien dure condition à ces tiers qui ont traité avec l'association, que de les obliger à exercer leurs droits dans un si court espace de temps ? De nombreuses et très diverses raisons peuvent faire qu'ils n'aient pas eu le temps de prendre parti, sans parler, même, de l'ignorance où ils peuvent être de l'ouverture de la liquidation. Or, au bout d'un très court délai, ils sont privés de la propriété du bien qui leur appartient, et celui-ci, le plus souvent à l'encontre de leur volonté, est attribué à l'Etat.

Au surplus, quelque précaire que soit la situation des auteurs des libéralités, ils sont encore plus favorisés que ceux qui ont aliéné leur bien à titre onéreux aux mains de l'association illicite, cela, du moins, dans la plupart des projets et textes de lois dûs aux partisans du systè-

note sous Cassation, 5 mai 1879, où il déclare la même solution, fondée sur les mêmes principes, « logique et dès lors inévitable ».

(1) Proposition Brisson, 25 mars 1900. *Chambre. Doc.*, p. 658.

me de Laurent; ceux-ci sont, en ce point, moins logiques que le jurisconsulte belge; ils ne reconnaissent pas aux auteurs des aliénations à titre onéreux le droit de revendiquer la chose qu'ils ont, par exemple, vendue à la collectivité inexistante; n'ont-ils donc pas, au même titre que les donateurs et testateurs, traité avec le néant?

A un autre point de vue, sur lequel il n'y a pas lieu d'insister ici, la doctrine de Laurent, consacrant les droits de l'Etat sur des biens réputés illégalement acquis, est dangereuse par les variétés d'application, ou, du moins, par les imitations dont, suivant les tendances du moment, elle est ou peut devenir susceptible (2).

Mais la critique fondamentale qui doit être adressée à la théorie est, semble-t-il, celle-ci : on est en présence d'une collectivité non reconnue; n'étant pas personne morale, elle n'a aucune existence vis-à-vis du droit civil; la dévolution de ses biens devrait donc être ignorée. Or, précisément, on veut régler cette dévolution d'après le Code, d'après cette loi qui, — encore une fois, — n'ayant pas reconnu l'existence de la collectivité, devrait ignorer sa disparition, du moins en ce qui

(2) Cf. Massabuau. *Discours*. Chambre, 28 mars 1901, p. 995, proposant, dans un amendement, que tous les biens illégalement possédés, frauduleusement acquis, ou dont la disproportion anormale avec la fortune publique pourrait compromettre la sécurité de la nation ou le crédit public, soient immédiatement enlevés à l'individu, à l'association ou à la société qui les détient, mis sous séquestre, et soient, au bout d'un an, considérés comme sans maître ».

touche son patrimoine (1). N'y a-t-il pas, là, quelque inconséquence? Qu'il y ait des règles pour déterminer ce qu'il adviendra, à la dissolution, des biens de l'association reconnue, rien ne se comprend mieux; c'est, alors, d'un être légalement existant qu'il s'agit de répartir les biens laissés vacants; ainsi en est-il dans la loi du 24 mai 1825, en ce qui touche les congrégations autorisées de femmes. Mais, ici, la situation étant absolument différente, ces textes et les principes qui les ont dictés doivent être écartés (2).

« Il y a, disait M. Ribot, à la Chambre des Députés, le 27 mars 1901, une distinction élémentaire à faire et que la loi actuelle a déjà établie (3), entre les sociétés qui sont reconnues personnes morales et celles qui ne l'ont pas été. Quand une société est reconnue personne morale, les membres de cette société ne sont co-propriétaires à aucun titre des biens de la société; les biens appartiennent à l'être moral... Mais, quand il s'agit, au contraire, d'une société non reconnue, n'ayant pas la personnalité civile, on n'a jamais considéré que ses biens appartenissent à un être moral qui n'existe pas, et

(1) *Sic* Fuzier-Hermann, v^o Communautés religieuses, n^o 942; Béquet et Dupré, v^o Cultes, n^o 2178.

(2) C'est donc à tort, croyons-nous, que M. Brisson revendiquait l'exemple de la loi de 1825, lorsqu'il appliquait la théorie des biens sans maître aux congrégations d'hommes non autorisées, disant : « Nous suivons à peu près ici les règles établies par les législateurs de la Restauration (Proposition du 25 mars 1900, *loc. cit.*). »

(3) Allusion aux articles 6 et 9, déjà votés, relatifs aux associations simplement déclarées et à la dévolution de leurs biens, au cas de dissolution.

puissent, en cas de dissolution, être dévolus à l'Etat lui-même. Appliquant ce principe, qui est élémentaire, et qu'aucun jurisconsulte ne pourra nier, à la matière actuelle, la loi de 1825 a posé les règles concernant la liquidation des congrégations reconnues; quant à celles qui n'ont pas été reconnues, incorporées en vertu d'un décret, la loi de 1825 ne leur est aucunement applicable (1). »

Pas davantage, il ne nous paraît possible d'argumenter, en l'espèce présente, des dispositions de la loi de 1875 sur les établissements libres d'enseignement supérieur (2).

2. *Les droits de la société de fait.*

Il suffit, semble-t-il, pour régler équitablement la dévolution des biens du groupement non personnifié, à sa dissolution de rechercher, dans une simple étude des

(1) *Officiel* 1901, Débats Chambre, p. 979. — Dans le même sens, Beauregard (*eod. loc.*, p. 981) : « Lorsque vous vous trouvez en face d'une congrégation autorisée, jouissant de l'immense avantage de la personnalité civile, qui est un don de l'Etat, vous êtes en présence d'un véritable contrat qui est intervenu entre l'Etat et cette congrégation. Très légitimement, l'Etat a dit : Vous me demandez un grand avantage; je ne vous le donne que sous certaines conditions, de telle sorte que la liquidation, pour vous, n'aura pas lieu d'après le droit commun... Mais ceux à qui vous n'avez rien donné, ceux que vous venez aujourd'hui poursuivre, de quel contrat pouvez-vous leur parler ? »

(2) *Cf.*, pourtant, M. Vallé, Sénat, 22 juin 1901 (p. 1054), argumentant, même, de ce qui se passe « chaque fois qu'un

faits, comment celui-ci — puisque ce n'a pas été par l'intermédiaire d'un être fictif, création de la loi — a pu vivre la vie juridique.

Les associés poursuivaient un but commun ; pour l'atteindre, ils mettaient en commun des biens. De la sorte constituaient-ils entre eux une véritable société, civilement existante ? Non, affirme-t-on, et nous le reconnaissons. Mais ce qui n'existe pas en droit, peut exister en fait, et il faut bien en tenir compte ; que le pouvoir public intervienne pour faire cesser un état de chose irrégulier, il le peut, mais il ne peut pas faire que cet état de chose n'ait pas existé.

Or, du seul fait de la mise de biens en commun pour la poursuite d'un but commun, il a dû naître une communauté d'intérêts (1), en tous points analogue à celle qui existe entre les sociétaires, dans le contrat le plus régulier de société ; en un mot, il a dû se former une société de fait (2).

établissement public cesse d'exister » ; Et v. la réplique de M. Bérenger (*ibid.*) ; M. Vallé avait dit lui même, du reste : « Les congrégations non autorisées... n'existent pas en droit et, suivant une expression très heureuse et très juste, la loi les ignore » (*eod. loc.*, p. 1051).

(1) Cf. Aubry et Rau, I, § 154.

(2) « En formant leur contrat, les associés ont placé certains biens dans l'indivision ; ils ont constitué ainsi une masse distincte, un patrimoine qui a son régime spécial, et les conséquences logiques de ce régime donnent au patrimoine une vie propre, à peu près comme s'il appartenait à une personne juridique ; les conventions des parties suffisent, sur bien des points, à produire les mêmes effets que la fiction de la personnalité » (Mongin, p. 699).

C'est cette société de fait qui a régi les rapports des associés entre eux.

C'est sous ces traits que l'association s'est, au point de vue de ses biens, présentée aux tiers ; c'est avec elle que ceux-ci traitaient, qu'ils passaient des actes ; elle était, vis à vis d'eux, responsable des obligations qu'elle pouvait contracter par contrat ou par délit (1). Par contre, elle était aussi sujet actif de droits (2).

(1) Cf. Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Ortiz, n° 118 ; Trouillot, Chambre, 27 mars 1901. *J. O.*, p. 977 ; Cassation, 30 décembre 1857. S. 58, 1, 225 ; Paris, 8 mars 1858. S. 58, 2, 145 ; Lyon, 12 juillet 1878 sous Cassation, 5 mai 1879. D. 80, 1, 145.

(2) Cf., sur sa capacité d'ester en justice comme demanderesse : Orléans, 30 mai 1857. S. 57, 2, 481 ; Aix, 2 mars 1874. D. 74, 2, 217.

Et v., sur ses droits, en général, Toulouse, 24 janvier 1868. S. 70, 1, 342. « Si un ordre non autorisé ne constitue pas une personne civile, il a, du moins, une existence de fait », et le pourvoi rejeté contre cet arrêt ; Alger, 24 mai 1868 (S. 68, 2, 277). « A côté de la non-existence légale des communautés religieuses dépourvues d'autorisation, il y a leur existence de fait. A la haute police de l'Etat, seule, il appartient de pourvoir aux mesures que peut provoquer cette existence effective, de la tolérer, s'il la juge inoffensive, de la faire cesser, s'il y aperçoit des dangers. Les Tribunaux ne sauraient admettre, en principe, qu'une association religieuse non reconnue, mais existant au grand jour, puisse être dépossédée par tout venant des biens qu'elle détient ». Pourvoi en Cassation rejeté, 1^{er} juin 1869. S. 70, 1, 57 ; Paris, 21 février 1879. D. 79, 2, 225 ; Cassation, 19 juillet 1882. D. 82, 1, 451. « Bien qu'une congrégation religieuse non autorisée ne puisse recevoir ni contracter valablement, néanmoins ses membres peuvent former entre eux un contrat commutatif, et s'engager à verser et à consommer en commun, dans cette société de fait, leurs revenus ».

Il se passait quelque chose de semblable à ce qui a lieu, lorsque, — et le fait se présente souvent — dans la constitution d'une société, on a omis une formalité essentielle : l'acte est nul ; pourtant, jusqu'à ce que la nullité soit prononcée, la société a, comme telle, une existence de fait.

On objectera : il ne peut pas y avoir société, même de fait, entre les membres d'une association, au sens propre, car ils n'ont pas l'intention de réaliser des bénéfices. Mais, les associés, et ceux surtout vivant en commun, ne gagnent-ils pas d'être déchargés de certains frais ? Recherchant cet avantage, ne poursuivent-ils pas un véritable bénéfice ?

On argumente aussi, dans le cas particulier de la congrégation religieuse, du vœu de pauvreté prononcé par les membres, pour exclure la société de fait. Mais, comment ce vœu, ignoré absolument de la loi civile, pourrait-il avoir quelque effet vis-à-vis d'elle (1) ?

Etant donc posé que, au cours de la vie juridique de l'association, on a légitimement pu reconnaître entre les membres l'existence d'une société de fait, on ne voit pas pourquoi, lorsqu'il s'agit de régler la dévolution de son patrimoine, on ne s'en tiendrait pas aux règles ordinairement suivies pour la liquidation des sociétés de fait, pourquoi on ne partagerait pas l'actif entre les membres (2). Ce partage est admis, par la

(1) Cette question sera reprise.

(2) Voir sur ces règles de la dévolution du patrimoine des sociétés de fait, Aubry et Rau, t. IV, p. 545 : « Que si la société conclue sous de pareilles clauses (contraires à l'article 1855)

majorité des auteurs et des décisions de la jurisprudence, au cas même où la société est annulée et liquidée comme ayant une cause illicite. On reconnaît, tout au moins, alors, aux associés le droit de reprendre leurs apports, sans qu'ils soient tenus d'agir dans un délai de rigueur. Quant aux bénéfices, à supposer qu'ils existent, si la jurisprudence et si la doctrine en refusent, le plus souvent, le partage aux associés, elles ne les déclarent pas, non plus, sans maître ; elles les laissent aux mains de celui ou de ceux des sociétaires qui ont traité, pour la société, dans les contrats d'où ils proviennent, suivant la règle : *in turpi causa* (1).

avait de fait fonctionné, les droits respectifs des parties devraient être liquidés conformément à l'article 1853, considéré comme énonçant une règle d'équité applicable à toute espèce de communauté ». — Houpin, *Traité des sociétés*, I, nos 272 et 462 ; Alauzet, *Commentaire du Code de Commerce* I, nos 146, 387 ; Lyon-Caen, *Manuel*, n° 265 ; P. Pont, *Sociétés*, t. II, nos 1263, 1264 ; Cassation, 7 février 1865. S. 65, I. 235, et D. 65, I, 289 : « Les opérations accomplies pendant l'existence de fait lient les parties, et donnent lieu à une liquidation et à un règlement obligatoire pour tous les associés ». Lyon, 23 janvier, 1884. S. 84, 2. 49 ; Cassation, 3 juin, 1885, S. 85, I, 259 ; autres arrêts cités par M. Beauregard, Chambre, 27 mars 1901. *J. O.*, p. 975, col. 2.

(1) Cf. Sirey, *Code civil* annoté (sous l'art. 1833, n° 41), citant, entre autres, des arrêts de Cassation du 24 août. 1841, S. 42, I. 68, et du 15 janvier 1855. S. 55, I, 257 ; Pont, *op. cit.*, I. nos 53, 58 ; Cassation, 10 janvier 1865. D. 65, I, 290 (société formée pour la contrebande). — Beauregard, Chambre, 27 mars 1901. *J. O.* p. 975 : « Il arrive fréquemment que des sociétés sont annulées pour toute espèce de causes, même pour des causes entraînant l'immoralité, révoltant l'esprit. Est-ce que vous avez jamais fait valoir en regard de leur patrimoine un prétendu

Ces principes, semble-t-il, doivent être appliqués à notre espèce, et alors même qu'il s'agirait de congrégations religieuses (1).

3. *Les droits individuels des associés.*

Si l'on n'admet pas que les biens acquis par l'association sont devenus la propriété d'une société de fait ayant existé entre les associés, et doivent être liquidés comme tels, il semble qu'il faut, tout au moins, reconnaître qu'ils sont devenus la propriété des associés pris individuellement, envisagés, suivant une expression des lois romaines (2) *non quasi collegium, sed quasi certi homines*.

droit de l'Etat? » — M^e Cresson (adhésion à la consultation Barboux) : « Autrefois, la loi interdisait, à peine de nullité, la société pour l'exploitation des charges d'agents de change. Qui donc a jamais prétendu que ces sociétés, nulles, n'avaient pas de propriété? Qui donc a refusé aux membres de la société les droits reconnus par une jurisprudence sans exception? » — Et l'adhésion de M. Pouillet. — De même, L.3 pr. D. *De Collegiis*, XLVII, 22.

(1) *Sic* Béquet et Dupré, v^o Cultes, n^o 2178 : « Les membres, co-propriétaires des biens communs, les partagent entre eux, conformément aux règles ordinaires » ; Fuzier-Hermann, v^o Communautés religieuses, n^o 942 ; Gide, p. 382 : « Il n'y a pas, dans ce cas (de l'extinction d'une congrégation non reconnue), à proprement parler, dissolution. Car la dissolution suppose l'existence, comme la mort suppose la vie... Il y a simplement cessation d'une association de fait et chacun reprend ce qui est à lui ». — Beauregard, 27 mars 1901. *J. O.*, p. 981 ; Guérin, Sénat, 22 juin 1901, p. 1060, col. I.

(2) Loi 20, D. *de rebus dubiis*, XXXIV, 5 : « *Cum senatus temporibus divi Marci permiserit collegiis legare, nulla dubita-*

Vouloir que ces acquisitions aient été faites par ou pour une personne morale, distincte de la personnalité de chacun des associés, création de la loi, c'est vouloir qu'elles aient été nulles, puisque cette personne n'a pas existé ; c'est tenir à les rendre inexistantes, puisque le néant n'a pas pu acquérir.

Dire, au contraire, qu'elles ont été faites par les associés, personnes physiques, c'est les rendre valables.

Chacun des associés, en effet, est personnellement capable d'acquérir.

Il l'est, alors même qu'il est membre d'une congrégation religieuse ; de ce fait, sa capacité civile n'est en rien diminuée (1) ; peu important ses engagements monastiques, le vœu de pauvreté qu'il a pu prononcer ; ce sont là des faits relevant du seul domaine de la conscience ; le législateur ayant déclaré les tenir pour non

tio est quod, si corpori, cui licet coire, legatum sit, debeatur ; cui autem non licet, si legetur, non valebit, nisi singulis legetur ; hi enim non quasi collegium, sed quasi certi homines admittentur ad legatum ».

(1) Cassation, 11 décembre 1832. S. 33, 1, 493 ; Grenoble, 13 janvier 1841. S. 41, 2, 87 : « Les établissements congréganistes non reconnus sont composés d'individus qui sont restés dans le droit commun, ont la libre disposition de tous les droits de la vie civile, et ont pu disposer, acquérir, vendre, donner, recevoir, soit entre eux, soit avec des personnes étrangères à leur réunion » ; Tribunal d'Agen, 10 juin 1841. S. 43, 2, 33 ; Cassation, 26 avril 1842. S. 42, 1, 739, et 2 décembre 1845. S. 46, 1, 26 ; Caen, 20 juillet 1846. S. 47, 2, 278 ; Cassation, 12 mars 1866. D. 66, 1, 193 ; Paris, 21 février 1879. D. 79, 2, 225 ; Cour de Bruxelles, 7 juillet 1883. S. 83, 4, 38 ; Grenoble, 8 février 1886. D. 87, 2, 9 ; Nîmes, 22 juillet 1898 ; Revue Catholique des Institutions et du Droit, 1898, II, p. 411.

avenus, on n'en saurait, dans le domaine des lois civiles, tirer aucun argument (1).

Puisque chacun des associés est capable, les associés réunis le sont aussi, et l'association n'est pas autre chose que cette réunion d'êtres capables.

Donc, lorsque l'association fait une acquisition, celle-ci, œuvre de personnes habiles à acquérir, est valable. Et cela, malgré que tous les associés ne soient pas partie à l'acte ; malgré que, même, un seul d'entre eux y figure ; car il est bien naturel, alors, étant donné que la négociation les intéresse tous, de considérer qu'ils ont donné mandat à celui qui agit, qu'ils se représentent mutuellement ; ainsi, l'opération a toujours lieu au nom et au profit d'être capables (2). L'associé à qui un tiers a fait, par exemple, une libéralité, — non pour qu'il en profite personnellement, mais pour qu'il en consacre le bénéfice à la poursuite du but social, — n'est que le représentant

(1) Cf. Les paroles de l'ancien garde des sceaux, M. Guérin, au Sénat, 22 juin 1901. (*J. O.*, p. 1060, col. 2) regrettant « l'éternelle équivoque, l'éternelle confusion qui, depuis le commencement de cette longue discussion, soit à la Chambre, soit au Sénat, a pesé sur le débat », et concluant : « Comment admettre que des vœux, que vous proclamez, d'ailleurs, illicites, puissent opérer le dessaisissement des biens, au profit, soit des congréganistes, soit de l'Etat » ; Arrêt de Riom, 31 juillet 1902. *Gaz. Trib.*, 8 août 1902.

(2) Sur l'intervention de tous les associés à l'acte, chacun pour soi, cf. Capitant, p. 161 ; Van der Heuvel, dont la théorie est, sur ce point, exposée par Epinay, p. 138 ; Arrêt de Paris, 21 février 1879. D. 79, 2, 225. — Sur la représentation des associés entre eux, cf. de Vareilles-Sommières, dans le *Contrat d'Association* ; et sa théorie, au surplus, exposée dans Epinay, p. 145 ; Bouché, p. 91 ; Légier-Desgranges, p. 45, note 3.

de personnes aptes à acquérir ; il n'y a pas, en l'espèce, d'interposition tombant sous le coup de l'article 911 et rendant l'acte nul (1).

Cette manière d'envisager les acquisitions faites par l'association est seule conforme, du reste, à ce principe d'équité, qui est une règle essentielle de notre droit : les actes doivent être interprétés plutôt dans le sens de leur validité que dans celui de leur nullité. Voici un individu qui a voulu traiter avec une association non reconnue ; il avait deux manières de le faire : ou bien il pouvait vouloir passer l'acte, par lequel il se dessaisissait de sa chose, avec l'être moral association, être, en l'espèce, inexistant ; agir ainsi, c'était aller au-devant d'une nullité certaine ; le faisant, il s'exposait à voir la chose qu'il eût voulu transmettre à une œuvre à laquelle il s'intéressait, subitement détournée de cette affectation, déclarée sans maître, revendiquée par l'Etat ; ou bien il entendait traiter avec les personnes physiques, individuellement capables, réunies pour la réalisation de

(1) Grenoble, 13 janvier 1841, S. 41, 2, 87. « Attendu que la vente ou la donation a été faite personnellement aux défendresses, (toutes trois membres d'une congrégation non autorisée), et qu'en admettant, même, qu'elles ne seraient que des personnes interposées pour faire passer la donation à tous les individus composant l'association religieuse, ces individus étant tous capables de recevoir, la donation n'en serait pas moins valable ; qu'il est donc inutile de s'occuper de la question de savoir s'il y a eu interposition de personnes, celles pour qui aurait été destiné le legs ou la donation étant tout aussi capables de recevoir que celles à qui il aurait été fait ». — Agen, 10 juin 1841. S. 43, 2, 33.

l'œuvre en question ; en ce cas, son aliénation était valable.

Quelle intention va-t-on, rétrospectivement, lui prêter ? Est-il raisonnablement possible de lui supposer la première ? Il ne le semble pas ; on ne saurait présumer qu'un individu, lorsqu'il contracte, préfère que la partie avec laquelle il traite ne profite aucunement du contrat, que celui-ci soit nul ; la chose est spécialement impossible à supposer sérieusement dans le cas d'une aliénation à titre gratuit (1).

N'est-ce pas plutôt la présomption inverse qui doit être admise ? (2).

(1) De Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, n° 670. « On doit bien penser que le donateur n'a pas perdu la raison et qu'il n'a pas songé à gratifier une entité inexistante... C'est le cas où jamais d'appliquer la maxime : « *Potius interpretandi sunt actus ut valeant quam ut pereant* ». et *Contrat d'association*, p. 28. — Un jugement du Tribunal de Coutances, 16 juin 1875 (sous Cassation, 30 janvier 1878. D. 80, 1, 300), constate, dans une espèce où il s'agit de cotisations dues par des membres d'un comice agricole, « qu'il est absolument contraire aux conditions que les souscripteurs ont mis à leur libéralité de faire entrer des cotisations dans la caisse d'une association qui n'a pas d'existence civile ».

(2) Toute tradition n'est-elle pas faite sous l'essentielle condition qu'elle profitera à celui à qui elle est faite ? Comme le dit Pothier, « quelque pure et simple qu'ait été *extrinsecus* la tradition que j'ai faite, la volonté que cette tradition renferme de perdre la possession est une volonté à laquelle *vi ipsa et naturaliter inest* la condition qu'elle passera à celui à qui la tradition est faite ». (*Traité de la Possession*, Chap. V, art. 1, n° 69) ; *Sic*, de Vareilles-Sommières, *Contrat d'Association*, p. 151 ; de Lattaignant, p. 431. Voir art. 13 du contre-projet Lemire sur le Contrat d'association, *J. O.*, 28 janvier 1901, p. 204.

Ces principes, régissant la vie de l'association, semblent devoir régir aussi, à sa dissolution, la dévolution de son patrimoine. Comme les biens, réputés acquis par ou pour l'association, l'ont simplement été par et pour les associés, ils doivent, à la dissolution, continuer d'appartenir à ceux-ci ; n'ayant jamais, jusqu'alors, été considérés comme sans maître, ils ne doivent pas l'être davantage à ce moment.

On objecte : en se partageant les biens, les associés iront à l'encontre des intentions des bienfaiteurs de l'association ; ceux-ci entendaient, en faisant la libéralité, que l'objet en fût et demeurât affecté à telle ou telle œuvre. Le cas peut se produire, en effet, mais il serait aisé de concilier les intérêts de chacun en adoptant une règle de dévolution telle, par exemple, que celle proposée par M. l'abbé Lemire, dans son contre-projet de 1901 :

« A la dissolution de l'association, l'avoir social se partage entre les associés ou leurs héritiers. Si des donations avaient été faites, (en vue de la poursuite du but social), et que, dans l'intention des donateurs, la charge qui les grevait dût survivre à l'association, celui ou ceux des associés qui reçoivent dans leur lot les biens donnés, doivent procurer, d'une manière ou d'une autre, la continuation de l'exécution de la charge. S'ils ne peuvent ou ne veulent le faire, la révocation ne s'ouvre, au profit du donateur ou de ses héritiers, que lorsque les autres associés ont refusé de recevoir les biens dont il s'agit à condition d'exécuter la charge » (1).

(1) *Loc. cit.*, art 14.

Si les biens acquis par la réunion des associés ne doivent pas, à la dissolution du groupement, être regardés comme vacants, à plus forte raison on ne saurait légitimement considérer, alors, comme sans maître, les réputant abandonnés à un être moral inexistant, les biens qui appartiennent à un ou à quelques-uns des associés personnellement, c'est à dire leurs apports, et les choses qu'ils ont pu acquérir en leur nom et pour leur profit propre. Il semblerait inique de leur en enlever le bénéfice (1).

On dit : il se peut que les associés aient acquis pour eux-mêmes, mais l'usage que, par la suite, ils ont fait de leurs biens, démontre qu'ils ont eu l'intention d'en abdiquer la propriété ; ils les ont mis à la disposition de l'association, pour que celle-ci s'en aidât dans la poursuite de son but ; ils ont ainsi manifesté l'intention de n'en pas rester propriétaires. Mais, est-ce que l'article 544 du Code civil ne reconnaît pas au propriétaire le droit de jouir et de disposer de sa chose de la manière la plus absolue ? Jamais on n'a refusé à un individu le droit de consacrer son bien à tel usage qu'il lui semble bon, à la satisfaction de ses goûts religieux, littéraires, scientifiques, sportifs ; personne ne soutient que cet individu, en agissant ainsi, abdique sa propriété au profit d'un être moral, tel que la religion, les lettres, les sciences, le sport. Or, comme le remarque M. de Varenilles-Sommières, « ce qu'il serait insensé de dire d'un

(1) Cf. Baudry et Colin, *Donations*, I, n° 145 ; Bouché, p. 85 ; Grenoble, 8 décembre 1874, sous Cas. 15 décembre 1875. D. 76. I. 325 ; Lyon, 10 janvier 1882. D. 83. 2. 231 ; Orléans, 14 juin 1883. D. 84. 2. 108 ; Bruxelles, 7 juillet 1883. S. 83. 4. 38.

individu qui consacre une part de son bien à des usages non lucratifs, est-il raisonnable de le dire de plusieurs individus qui consacrent à ces mêmes usages une part de leur patrimoine » (1) ? Dans sa note sous l'arrêt de Paris, du 21 février 1879, M. Beudant insiste en termes énergiques sur cet attribut essentiel du droit de propriété, la liberté de disposition. « Si, dit-il, on conteste à des citoyens l'usage qu'ils font de leurs biens en les affectant au service de telle œuvre ou entreprise qu'il leur plaît, que devient la liberté de la propriété » (2) ?

On réplique : l'associé n'a pas la liberté de disposer de son bien, de sa part ; il ne peut pas reprendre sa chose, quand il lui plaît de le faire, pour son service exclusivement personnel ; il n'en est donc pas propriétaire. Mais il y a bien d'autres circonstances où un propriétaire, engagé qu'il est par une convention qu'il a passée, ou par un démembrement qu'il a consenti de sa propriété, ne peut pas non plus, à son gré, reprendre sa chose et en disposer à sa guise ; il suffit, pour cela, qu'il ait donné son immeuble à bail, ou consenti sur lui une servitude ; il ne peut, au premier cas, reprendre son bien ; il lui est interdit, au second, d'en faire un usage contraire aux conventions intervenues ; pourtant, on ne dira pas qu'il n'est plus propriétaire. De même, on n'admet pas, dans la société, qu'un sociétaire puisse, à tout instant, « détourner sa part, pour son service personnel, de la poursuite du but social » ; on reconnaît

(1) *Personnes morales*, n° 661.

(2) D. 79. 2. 225. — En ce sens, Nîmes, 22 juillet 1898 ; *Revue Cathol. des Instit.* 1898, II, p. 41 r ; Tribunal Seine, 9 et 16 décembre 1899, *Gaz. Trib.*, 1900, 1^{er} sem., II, p. 382, 484.

qu'il est nécessaire, pour qu'il puisse être fait œuvre utile, d'assurer au patrimoine mis en commun une certaine stabilité; il semble que, lorsqu'il s'agit d'une association, les mêmes raisons doivent justifier les mêmes résultats (1).

Subsidiairement, fût-il vrai que le groupement ait été incapable d'acquérir le droit de propriété sur les biens dont il s'enrichissait, la prescription acquisitive, fondée sur la possession, a pu et a dû purger le vice de l'acquisition. Et, à la dissolution, la situation est encore la même.

Incontestablement, l'association a la possession de ses biens. Elle n'a, dit-on, qu'une existence de fait; mais, pour accomplir des actes de pur fait, comme sont ceux qui constituent la possession, (2) il suffit bien d'exister en fait (3). Au moins les associés, *ut singuli*, exercent et peuvent exercer la possession (4).

(1) Sur ces points, et sur l'objection tirée de ce que, à l'inverse de ce qui a lieu dans la société, l'associé, dans l'association, ne peut pas céder sa part, argument développé par M. Waldeck-Rousseau (Discours, Chambre, 21 janvier 1901. *J. O.*, p. 113, col. 2), voir de Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, nos 674, 675, 680, 683.

(2) Celle-ci est, suivant la définition de M. Planiol. « l'état de fait qui consiste à avoir une chose à sa disposition et à accomplir sur elle des actes matériels d'usage ou de transformation ». I, n° 933.

(3) *Sic* Bufnoir, p. 178. « La possession est un fait pour la constatation duquel, par conséquent, l'existence de fait d'une association pourrait paraître suffisante ».

(4) La loi du 16 avril 1895 (art. 3) frappe du droit d'accroissement tous les biens, dit-elle, *possédés* par les associations

Or, cette possession, rien ne l'empêche de se transformer en propriété par l'effet de la prescription acquisitive. Elle revêt toutes qualités exigées par l'article 2229 du Code civil ; elle est continue, paisible, publique, non équivoque. On objecte qu'elle n'est pas exercée à titre de propriétaire, que, dans la congrégation, les associés ont, par leur vœu de pauvreté, abdiqué tout *animus domini*, et ne peuvent, ainsi, posséder pour eux-mêmes. Mais, nous l'avons déjà vu, on ne doit pas, dans le domaine de la loi civile, argumenter des vœux monastiques, ignorés qu'ils sont du législateur.

Au reste, en raisonnant ici sur l'article 2236, ne lui fait-on pas dire autre chose que ce qu'il dit réellement ? Il suppose des individus possédant « pour autrui », détenant la chose d'un propriétaire physiquement existant, et la détenant précairement, c'est-à-dire avec charge de restitution. Et, à ceux-là, il interdit la prescription. Mais ce n'est nullement dans ces conditions

religieuses autorisées ou non. — La jurisprudence, en reconnaissant à des associations non personnifiées, avec l'*individualité*, le droit d'avoir un « patrimoine », a, même fait plus que de leur en reconnaître la possession. — Cf. Nîmes, 18 juillet 1892. D. 93. 2. 490 : « Une corporation non reconnue, malgré son inexistence légale, a la possession de ses biens ». — Gand, 12 juillet 1882. *Jour. Trib.* 1882: col. 596 : « Aucune loi ni aucun principe ne s'oppose à ce que plusieurs personnes, constituées en société, celle-ci même dépouillée de toute individualité juridique, possèdent en commun un ou plusieurs objets déterminés. Pareille possession a, pour les intéressés, les mêmes caractères et les mêmes conséquences juridiques que si elle était exercée par eux en dehors de tout lien de société, ou bien (sauf les effets de l'indivision à régler entre eux) que si elle était exercée par une seule personne ».

que possède le congréganiste. Pour tomber effectivement sous les coups de l'article 2236, il faudrait que, non content de ne pas posséder pour lui, il possédât précairement, avec charge de restitution, pour autrui. Or, dans son cas, que voit-on de semblable?

La prescription paraît donc possible. Et elle pourra s'accomplir par dix à vingt ans de possession, car on ne voit pas pourquoi l'on présumerait que l'association n'est pas de bonne foi (1), ni pourquoi, lorsque celui qui s'est dessaisi à son profit a entendu le faire, non pas aux mains d'un être incapable, mais en celles de personnes physiques parfaitement habiles à posséder, il n'y aurait pas, au profit de celles-ci, juste titre. Tout au moins l'acquisition de la propriété sera le fruit de la prescription trentenaire, pour laquelle ne sont nécessaires ni le juste titre ni la bonne foi (2, 3).

(1) Cf. arrêté cité de Nîmes : L'association est de bonne foi et fait les fruits siens.

(2) *Sic* Rodière, p. 477 : « Il ne paraît pas possible de refuser aux communautés non autorisées l'exercice des actions possessoires en complainte ou en réintégrande, et les mêmes raisons d'équité et de bon ordre qui doivent procurer aux communautés non autorisées l'exercice des actions possessoires, doivent les autoriser à se prévaloir de la prescription trentenaire, en dehors de laquelle il ne saurait y avoir rien de stable dans la société ». — Et M. l'avocat général Robinet de Cléry, dans ses conclusions sur l'affaire de Saint-Viateur (Cassation, 5 mai 1879. D. 80. I. 145), tirant argument des principes admis par la jurisprudence sur l'individualité des associations. — Planiol, I, n° 965 : « Tout possesseur de fait, quel qu'il soit, peut réclamer les conséquences juridiques de la possession ».

(3) Il va sans dire, qu'en matière mobilière, la règle de l'article 2279 couvre les acquisitions faites par l'association.

4. *Le respect dû au simple fait de la possession.*

Allant plus loin, supposons que la possession exercée par l'association soit, au moment de la dissolution, trop peu ancienne pour que la prescription ait pu s'accomplir ; cette possession pourrait encore être utilement invoquée, par les associés, pour appuyer leurs droits sur le patrimoine social, pour s'opposer, tout au moins, à ce que celui-ci fût considéré comme sans maître ; la possession, en effet, est trop tenue en considération par la loi, entourée par elle de trop d'avantages, pour qu'on puisse n'en pas tenir compte. En 1789, le Constituant Malouet insistait déjà sur ce point, dans la discussion juridique engagée sur les biens du clergé. « Puisque, disait-il, la possession est garantie par la loi civile, pourquoi ne pas l'admettre en faveur des corps ? Le fait d'une possession étant admis, pourquoi ne pas tenir compte de ce fait » (1) ?

Mais, plus encore, l'association n'exercerait-elle, sur ses biens, que la détention, c'est-à-dire la possession sans *l'animus domini*, ceux-ci ne devraient pas encore être considérés comme sans maître. Car, bien que la détention ne soit que « ce fait brutal et matériel qui se résume dans la détention physique de la chose » (2), elle est toujours un fait qu'il n'est pas permis de tenir pour non avenu. Un bien que des individus gèrent, exploitent, défrichent, ne doit pas, malgré que ceux-ci n'en

(1) Cf. Thiébault, p. 87.

(2) Jacquier, *Condition légale*, p. 510.

aient pas, à proprement parler, la propriété, être traité comme un bien abandonné (1).

Enfin, serait-il prouvé qu'il ne faille tenir aucun compte de la possession exercée par l'association, il n'en résulterait encore pas que ses biens, ceux, du moins, acquis par contrat, tombent sous le coup des articles 539 et 713.

Car le vendeur ou le donateur qui a traité avec l'association n'a pas, lui, perdu son droit sur la chose dont il ne s'est dessaisi que par un contrat inexistant.

On a vu, en effet, que l'action en revendication ne se perd que par le seul défaut d'exercice.

On prétend que celui qui a traité avec un être moral inexistant a fait abandon de sa chose, que celle-ci est *res derelicta*. Mais, qu'est-ce que la *derelictio* ? C'est, nous l'avons dit, l'abandon que fait un individu, quant à son bien, du *corpus* et de l'*aninus*, sans aucune intention — cela est essentiel — d'en faire bénéficier une personne déterminée. Cet abandon se produit-il donc lorsqu'une libéralité est faite à un corps moral, à un être, quel qu'il soit ? Un donateur — à moins qu'on lui suppose une bizarrerie d'intentions vraiment toute spéciale — n'a-t-il pas toujours la ferme volonté que la

(1) Tillaye, Sénat, 22 juin 1901. *J. O.*, p. 1048. « Biens sans maître, dites-vous, des biens occupés, habités par des gens qui ont une possession de fait, et qui peuvent vous répondre, avec le vieil adage romain : *possideo quia possideo* » ; — et Guérin, *Ibid.*, p. 1060.

chose dont il se dessaisit profite à l'être parfaitement déterminé qu'il en gratifie (1) ?

Effectivement, disent quelques-uns, cette *derelictio* ne se produit pas immédiatement, au jour du contrat, mais elle est consommée lorsque le donateur laisse passer trente ans sans revendiquer sa chose. — « Où est donc, faut-il répondre ici, le texte qui déclare qu'une personne sera considérée comme faisant abandon de son immeuble, lorsqu'elle aura laissé une congrégation non autorisée en jouir pendant trente ans » (2) ?

Admettons même qu'il y ait, dans l'espèce, des présomptions d'abandon. De simples présomptions ne doivent pas suffire à établir un fait aussi grave que celui de l'abandon de la propriété (3).

Au dire de quelques-uns, on l'a vu, la loi n'a qu'à fixer un délai — et on le propose généralement très court — au bout duquel l'individu qui, s'étant dessaisi de sa chose en faveur de l'association, ne la revendiquera pas, se trouvera forclos. Sans doute, on ne peut refuser à la loi la faculté de fixer ce court délai, mais il est permis de remarquer — comme d'ailleurs nous l'avons déjà fait — que souvent, le laps en question sera

(1) Cf. Beauregard, Discours, Chambre, 27 mars 1901. *J. O.*, p. 975.

(2) Lacour, *loc. cit.*

(3) Cf. Cassation, 15 mai 1876. D., 76, I, 268 : « Le jugement qui reconnaît que le demandeur en revendication a été propriétaire de l'immeuble par lui revendiqué, mais qui décide, sur le fondement de simples présomptions, qu'il a dû se dessaisir, par la suite, de cette propriété, viole à la fois le droit de propriété et les principes du droit en matière de preuves ».

insuffisant ; le donateur, en effet, aura pu n'être instruit que très tard de l'ouverture de la liquidation, généralement entourée de peu de publicité, et, ainsi, il risquera fort de se trouver injustement dépouillé (1).

Même, se bornerait-on à refuser la revendication, en présumant l'abandon sans preuve contraire possible, au cas où la libéralité a été faite avec affectation spéciale à une œuvre, par exemple, d'assistance, on risquerait encore de violer des droits souvent certains. Si un donateur entend consacrer son bien à telle ou telle œuvre ou entreprise, c'est bien, généralement, parce que celle-ci est aux mains d'une personne ou d'un groupe de personnes déterminées. Le donataire étant, ainsi, bien plus souvent, les êtres physiques voués à l'œuvre que l'œuvre elle-même, s'il disparaît, il semble que les droits du donateur doivent réapparaître (2).

5. Jugements portés sur la théorie par quelques auteurs.

Loin de prétendre rappeler tous les auteurs qui ont

(1) Cf. *Rapport* de M. Jules Simon, sur la proposition Du faure, relative au droit d'association. Sénat, 27 juin 1882. *Doc.*, p. 422.

(2) Ces considérations étaient présentées, à la Chambre des Députés, le 27 mars 1901, par M. Beauregard : « Savez-vous que, le plus souvent, l'affectation spéciale comprend essentiellement que l'emploi (de la libéralité) sera fait par la congrégation ? De sorte que, vous, Etat, vous intervenez, vous rendez l'exécution de la condition impossible, et, néanmoins, vous écarterez les héritiers ; et ce sont ceux-là qui, plus que les autres, croiraient être autorisés à revendiquer, ceux qui ont le droit absolu de dire : « La condition n'a pas été remplie », ce sont précisément ceux-là que vous excluez ».

rejeté la théorie de Laurent, il suffira d'en mentionner quelques-uns.

Pour M. Colmet de Santerre, l'attribution des biens à l'Etat, « conséquence toute exagérée du système, ne lui paraît pas de nature à le faire adopter » (1).

M. Bufnoir (2), commentant les conclusions de M. Beudant sous l'arrêt de Saint-Viateur, déclare « qu'il ne veut pas examiner quelle était la valeur juridique de ce résultat, assez inattendu d'ailleurs », et la suite de sa dissertation (3) démontre amplement que, s'il avait approfondi ces conclusions, il les aurait rejetées ».

M. Planiol se range à cette manière de voir (4).

Pour M. Lacour (5), « vainement alléguerait-on deux articles du Code qui n'ont certainement pas été faits en vue de cette hypothèse ; aux yeux de la masse du public, inaccessible à ces subtilités, les revendications du gouvernement prendraient le caractère de véritables confiscations ».

Dans son *Traité des Donset Legs*, M. Tissier s'exprime ainsi : « Le résultat est assurément inattendu, même quelque peu étrange, avoue M. Beudant ; nous le trouvons, pour notre part, tellement singulier qu'il suffirait pour faire condamner l'opinion dont il découle. Une théorie dont l'aboutissement offre une pareille absur-

(1) T. VIII, 369 bis, XII.

(2) P. 179.

(3) P. 180.

(4) *Traité*, I., n° 1560.

(5) *Op. cit.*

dité est nécessairement fausse dans son point de départ » (1) (2).

Des nombreux textes soumis au Parlement, dans les trente dernières années, sur le droit d'association, la plupart ont rejeté la théorie de Laurent. Ainsi en est-il, à titre d'exemple, de la proposition de MM. Tolain et Locroy, en 1871 (3); là, même en ce qui concerne les associations légalement établies, il n'est pas question de l'attribution des biens à l'Etat, en cas de dissolution. Dans le texte qu'il présente en 1880 (4), M. Dufaure refuse « d'investir l'Etat d'un droit nouveau que rien ne justifie et qui pourrait, dans certains cas, équivaloir à une confiscation » (5). Le vœu de M. Graux, dans sa proposition de 1882 (6), est que « les membres de la congrégation ou du groupe dissous se partagent les biens de la communauté à laquelle ils appartiennent au *prorata* de leurs apports ». On peut aussi mentionner, lors de la récente discussion du projet de M. Waldeck-Rousseau, les contre-projets Lemire (7), et Cunéo

(1) N° 68, *in fine*.

(2) Dans la *Série d'études sur le Droit d'association*, publiée par le Conseil d'Etat, M. Peschaud, auditeur, exposant la théorie de Laurent, la résume en ces termes : « Si les tiers intéressés ne se prévalent pas de la nullité, les biens... sont sans maître, partant, à l'Etat. Ce système aboutit à la confiscation générale ».

(3) Cf. Le rapport de M. Bertauld, 14 décembre 1871. *J. O.*, 1872, p. 354.

(4) Sénat, 17 juin 1880. *J. O.*, p. 7747.

(5) Doc. Sénat, 1882, p. 422.

(6) Chambre, 4 décembre 1882. *J. O.*, p. 2610.

(7) Art. 13 et 14 cités plus haut.

d'Ornano (1), les amendements Lhopiteau (2), Tillye (3) et Guérin (4).

SECTION II

LA LÉGISLATION

I. Avant la loi du 1^{er} juillet 1901.

Jusqu'en 1901, aucun texte législatif ne réglait la dévolution du patrimoine des associations dépourvues de la personnalité morale, à leur dissolution. La discussion suscitée par Laurent n'était pas encore sortie du domaine de la doctrine.

Il semble, cependant, que le raisonnement pouvait alors suppléer au silence de la loi ; si, pouvait-on dire, le législateur a écrit telles ou telles dispositions, par exemple, dans l'article 7 de la loi du 24 mai 1825, pour régler le sort du patrimoine des associations reconnues d'utilité publique, à leur dissolution ; s'il considère alors ce patrimoine comme la propriété en déshérence d'une personne fictive par lui créée, il doit sous-entendre et vouloir dire, par contre, que, là où un être moral n'a pas existé, propriétaire des biens, ceux-ci doivent être dévolus d'après des principes tout différents, et être

(1) Art. 13. Chambre, 29 janvier 1901. *J. O.*, débats, p. 219.

(2) Chambre, 28 mars 1901. *J. O.*, débats, p. 1003.

(3) Sénat, 22 juin 1901. *J. O.*, débats, p. 1047.

(4) *J. O.* même date, p. 1058.

répartis entre les associés sur la tête desquels, seuls, a pu reposer leur propriété.

Ainsi l'entendait une jurisprudence établie. A la dissolution des associations elles-mêmes dont elle proclamait l'individualité et le droit de posséder un patrimoine, elle n'appliquait pas les articles 539 et 713. Ceux-ci n'étaient même pas invoqués au cas d'annulation de l'association illicite (1).

II. — La loi du 1^{er} juillet 1901

§ I. ASSOCIATIONS DE DROIT COMMUN

I. Associations simplement déclarées

I. *Sort de leurs biens à leur dissolution*

La récente loi a permis aux associations qui ne sollicitent pas la reconnaissance d'utilité publique d'obtenir « la capacité juridique » (2), en remplissant les formalités de la déclaration.

(1) Voir les arrêts mentionnés dans Sirey, *Code civil*, sous l'art. 1833, n° 41 ; par Beauregard, Chambre, 27 mars 1901. *J. O.*, p. 975 ; et de Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, n° 688.

(2) Art. 6 : « Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes : 1° les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures

Or, une association déclarée, capable, ainsi, de s'être constitué un patrimoine, peut être dissoute pour diverses raisons : son extinction peut être volontaire ; elle peut résulter de circonstances prévues dans les statuts ; il arrivera, enfin, qu'elle soit prononcée par la justice (1).

Que devient alors le patrimoine social ?

Appliquant les principes de la doctrine classique, on devra dire que les biens sont sans maître, si l'association de son vivant avait la personnalité morale.

Le projet de M. Waldeck-Rousseau, dans son article 8, portait : « Une association non reconnue ne peut, dans aucun cas et sous aucune forme, constituer une personne morale distincte de la personne de ses membres. Tous les biens qu'elle possède sont la propriété indivise des sociétaires et le gage commun de ses créanciers ». En termes aussi clairs que possible, ce texte excluait la fiction de la personne morale seule propriétaire et, partant, déclarait que les biens ne devaient pas, à la dissolution, être considérés comme sans maître.

L'article 8 du premier texte de la Commission de la Chambre reproduisait la même disposition, quoique

à 500 francs ; 2° le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ; 3° les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ».

C'est la consécration de la jurisprudence qui reconnaissait l'individualité des associations approuvées de l'autorité publique et poursuivant un but d'intérêt général.

(1) Art. 7 et 9 de la loi.

seulement dans ses termes finaux. Jusque là, donc, aucun doute n'était possible.

Mais, dans la discussion devant la Chambre, il fut dit, à plusieurs reprises, que les associations déclarées avaient une vraie personnalité (1). L'emploi de ce terme entraînait-il donc un revirement dans les principes admis? Il importait qu'on s'expliquât à cet égard. M. Ribot l'obtint dans la Séance de la Chambre du 24 février 1901 :

« Une société, dit-il, qui n'a pas été reconnue d'utilité publique, n'a pas, à mon sens, la personnalité morale... Si les statuts n'ont rien prévu, la commission entend-elle que les biens seront vacants et que le gouvernement pourra en disposer à son gré, ou bien les considère-t-elle comme la co-propriété des membres de l'association qui auront le droit, en assemblée générale, de déterminer l'emploi et la destination de ces biens » (2)?

M. le Président du Conseil répondit : « Je dis qu'il ne peut pas être question de biens vacants s'il s'agit d'une association qui a fait sa déclaration et qui est parfaitement licite » (3).

(1) Cf. MM. Trouillot, Chambre, 5 février 1901 et Waldeck-Rousseau, 25 février et 14 mars.

(2) *J. O.*, débats, p. 520, 530.

(3) M. Waldeck-Rousseau avait déjà parlé dans le même sens, quoique bien moins clairement, lorsqu'il avait dit : « Restons sur cette idée que les biens réunis dans la main d'une association sont presque la propriété de ses membres; si l'un des membres veut s'en aller, il emporte sa part de l'actif. S'il vient à mourir, non seulement une règle sociale dirige les actes et les droits de chacun, mais encore la co-propriété des biens va,

C'est dans le sens de cette déclaration (1) que doit s'interpréter l'article 9 du texte définitif. « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de dispositions statutaires, suivant les règles déterminées en assemblée générale ». Cela revient à dire : les associés ont la libre disposition du patrimoine social ; celui-ci est leur propriété ; il n'est nullement sans maître, à la dissolution.

Si la loi de 1901 n'a mis aucune limite au droit des associés de disposer du patrimoine social, aussi bien dans les statuts que dans l'assemblée générale réunie soit avant soit après la dissolution, on n'en peut dire autant du premier règlement du 16 août ; celui-ci, dans le but d'interpréter la loi du 1^{er} juillet, l'a profondément modifiée sur ce point.

en quelque sorte, à chacun de ses membres » (Chambre, débats, p. 312).

(1) Prenant acte de la déclaration de M. Waldeck-Rousseau, M. Ribot concluait : « M. le Président du Conseil reconnaît donc que les biens qui sont le patrimoine propre de la société appartiennent à une personne civile en ce sens seulement qu'ils ne pourront pas être saisis par les créanciers personnels des associés ; ils pourront être inscrits au nom de la société ; mais ils n'en demeurent pas moins, en cas de dissolution, la propriété de chacun des membres. En cas de dissolution, ce seront des biens indivis dont les membres pourront disposer comme ils voudront ; il les affecteront en général à des œuvres d'une destination analogue, mais ils seront libres de faire autrement. Voilà un point précisé : j'en prends acte » (*Ibid*).

Son article 15, écrit sous la rubrique : *Dispositions communes aux associations déclarées et aux associations reconnues d'utilité publique*, dispose : « Lorsque l'assemblée générale est appelée à se prononcer sur la dévolution des biens, quel que soit le mode de dévolution, elle ne peut, conformément aux dispositions de l'art. 1 de la loi du 1^{er} juillet 1901, attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association ».

Ainsi, le décret ne veut pas que les biens sociaux, si leur dévolution n'a pas été réglé dans les statuts, soient, à la suite d'une décision de l'assemblée générale, répartis entre les associés.

Pour justifier cette disposition, on argumente de l'article 1^{er} de la loi. L'association, dit-on, est une convention qui se forme dans un but autre que celui de réaliser des bénéfices. Sans doute ; mais ce sont deux choses bien différentes que rechercher des bénéfices et se les partager lorsque, par un hasard, ils existent. Le fait tout accidentel de réaliser un gain ne prouve, pas plus pour un groupe d'associés que pour un individu quelconque, qu'il ait eu l'intention de s'enrichir. D'autre part, on permet aux associés de s'attribuer les bénéfices par une disposition des statuts ; pourquoi donc ce droit leur est-il enlevé lorsque, plus tard, à la dissolution, se pose la question de la dévolution des biens ? Les conditions cependant, ne paraissent pas avoir changé.

Enfin, et surtout, l'innovation apportée par le décret serait-elle parfaitement fondée, on pourrait encore demander si c'est bien le rôle d'un règlement pris en

exécution d'une loi que de faire à celle-ci d'aussi profondes modifications?

II. Sort des acquisitions faites, par l'association simplement déclarée, au delà des limites de sa capacité juridique.

Pas davantage, au cours de l'existence de l'association déclarée, les articles 539 et 713 n'auront lieu de s'appliquer. Supposons, en effet, que l'association acquiert des biens au-delà des bornes que l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 pose à sa capacité ; l'acte est nul, aux termes de l'article 17 (1) ; l'objet du contrat n'est donc pas sorti du patrimoine du vendeur ou du donateur : il a toujours le même maître.

On objectera : Il n'est pas sûr que les intéressés poursuivent la nullité des acquisitions en question. Le ministère public pourra les ignorer ; il arrivera aussi **que**, la nullité ayant été prononcée, les vendeurs ou donateurs refuseront de reprendre leur bien ; les choses acquises par l'association seront alors sans maître, ne pouvant tomber dans le patrimoine d'un incapable et, d'autre part, n'étant pas revendiquées par ceux qui les ont aliénées.

Il semble que, si le législateur de 1901 avait voulu qu'il en fût ainsi, il aurait fixé un délai à l'expiration

(1) « Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, ... ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées, de se soustraire aux dispositions de l'article 6.

duquel les auteurs des aliénations eussent été forclos dans leur revendication ; or, il ne l'a pas fait. Sur un tel sujet et, surtout, lorsqu'il s'agit d'aboutir à un tel résultat, il ne paraît pas possible d'ajouter au texte de la loi.

II. Associations non déclarées.

La loi de 1901, on l'a vu, n'accorde aux associations la « capacité juridique » que sous la condition de la déclaration (1).

Si, cependant, malgré les prohibitions légales (2), une association non déclarée se constitue un patrimoine, qu'en advient-il ? Peut-il arriver qu'il doit être regardé comme vacant ?

Non, car de deux alternatives l'une se produira forcément.

Ou bien la nullité des acquisitions n'est pas poursuivie par les intéressés, ni par le ministère public, et les biens acquis sont et restent en la possession des membres de l'association ; ceux-ci en sont propriétaires indivis (3).

(1) Art. 2. Les associations de personnes ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 5.

(2) Sont nuls tous actes... ayant pour objet de permettre aux associations de se soustraire aux dispositions de l'art. 2.

(3) En effet, comme le remarque M. Planiol : « si une association se forme à l'état occulte, avec des biens plus ou moins importants, le seul effet de l'omission de toute déclaration sera de placer cet actif dans l'état d'indivision, état dangereux et précaire, mais non délictueux » (2^e édition, t. II, n^o 2028, note 1). M. Planiol est-il aussi bien dans l'exactitude lorsque, faisant un

Ou bien, les acquisitions sont annulées, et les biens retournent à ceux qui s'en étaient illégalement dessaisis.

Dans aucune hypothèse, il n'est possible de les considérer comme sans maître.

III. Associations illicites.

Le fait qu'une association est annulée en raison de son but illicite a-t-il quelque influence sur la dévolution de ses biens ?

Dans le projet Waldeck-Rousseau, tandis que les biens de l'association licite étaient, ou plutôt restaient, à la dissolution, la propriété des associés (1), ceux, au contraire, de l'association illicite tombaient sous le coup des articles 539 et 713. Un article 9, qui visait non seulement l'association fondée en vue d'un objet contraire aux lois ou à l'ordre public, mais aussi celle formée sans autorisation du chef de l'Etat, entre Français et étrangers, ou entre Français, le siège ou la direction étant à l'étranger (2), instituait le système suivant de dévolution : « Les valeurs appartenant aux membres de l'association avant sa formation, ou qui leur seraient échues depuis, mais par la succession seulement, leur seront restituées. Les valeurs acquises à titre gratuit

pas de plus, il permet aux associés de constituer entre eux une société civile qui serait le « caissier » de l'association ? Il ne le semble pas. L'art. 17 ne prohibe-t-il pas la formation d'une telle société ?

(1) Art. 8.

(2) Art. 13 et 14 combinés.

pourront être revendiquées par le donateur, le testateur ou leurs héritiers ou ayants-droit, pendant le délai d'un an à partir du jugement de dissolution. Passé ce délai, la propriété en sera acquise à l'Etat. Il en sera de même de l'actif ».

Mais cette disposition a été retranchée dans le texte définitivement voté. Au cas où une association est annulée en raison de son but illicite, il n'y a aucune règle spéciale de dévolution. L'article 9 paraît seul applicable (1). Or, on sait qu'il ne consacre, en aucune façon, la théorie de Laurent.

§ 2. — CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

I. — Les travaux préparatoires.

Le projet déposé par M. Waldeck-Rousseau, le 14 novembre 1899, instituait, pour le cas où une association religieuse ne rapporterait pas, dans le délai de six mois, l'autorisation législative, un mode de liquidation directement inspiré des doctrines de Laurent (2).

Il en était de même du premier texte soumis à la Chambre par la Commission des associations, le 8 juin 1900 (3).

(1) Art. 3, 7, § 1, et 9 combinés.

(2) Art. 9 et 14. L'article 9, on l'a vu, s'appliquait au cas de dissolution, non seulement des congrégations non autorisées, mais de toute association illicite.

(3) Art. 14. Ce texte n'avait, avec celui présenté par le président du Conseil, que des différences de détail; entre autres, le patrimoine vacant, au lieu de tomber, sans affectation spéciale,

Et, si cette Commission, peu de jours avant que vint en discussion la question capitale de la liquidation du patrimoine des associations non reconnues, présentait une nouvelle rédaction plus détaillée et, cette fois, définitive (1), les mêmes principes y étaient encore appliqués. Les congrégations (2) qui ne se seraient pas, dans les six mois, conformées à la loi, seraient dissoutes et la liquidation de leur patrimoine ouverte ; les congréganistes reprendraient leurs apports, et les biens par eux recueillis à titre gratuit en ligne directe ; un an serait accordé aux bienfaiteurs de la congrégation, ainsi qu'à leurs ayants-droit pour revendiquer les valeurs objets de leur libéralité ; déduction faite de ces prélèvements, l'actif serait employé à des œuvres d'assistance et en secours aux congréganistes indigents ; ceux-ci pourraient, au surplus, obtenir des pensions. L'actif net résultant de la liquidation serait versé à la Caisse des dépôts et consignations (3) ; enfin, à partir

aux mains de l'Etat, devait être employé à la dotation d'une caisse de retraite des travailleurs. Il frappait, outre les congrégations, toute association internationale non autorisée dans les six mois de la mise en vigueur de la loi (*Cf. J. O.*, Sénat, débats, 1901, p. 793).

(1) 26 mars 1901, *J. O.*, 1901. Doc. Chambre, t. I, p. 250, 266. Art. 18.

(2) Toute association illicite et toutes les associations internationales non autorisées étaient également atteintes ; cette fois encore on ne réservait pas aux congrégations l'application de la théorie de Laurent.

(3) Il n'est plus question d'employer l'actif restant à la dotation d'une caisse de retraite des travailleurs ; on sait que cet emploi a été successivement proposé par MM. Brisson, *Propo-*

du 14 janvier 1899, tous actes, touchant à la propriété ou à l'usufruit des immeubles détenus par les congrégations non autorisées, seraient nuls et de nul effet. Ce sont là, on le voit, autant de dispositions tendant à rendre plus nombreux les biens qui, considérés comme sans maître, sont attribués à l'Etat (1).

A ce texte, M. Lhopiteau, dans la séance du 28 mars, présente un amendement ainsi conçu :

« Passé le délai (d'un an accordé aux auteurs des libéralités pour faire valoir leurs droits), les immeubles non repris ni revendiqués devront être vendus et les prix de vente, ainsi que toutes autres valeurs mobilières, devront être partagés entre les ayants-droit.

« De même, il devra être procédé au partage immédiat ou à la vente de tous biens meubles ou immeubles dont deviendraient co-propriétaires indivis, autrement que par voie d'hérédité en ligne directe ou collatérale, deux ou plusieurs membres d'une congrégation dissoute.

« Si, dans le délai de six mois, les intéressés n'ont pas effectué les ventes et partages prévus aux deux paragraphes qui précèdent, l'administration des Domaines mettra les immeubles en vente aux enchères publiques, se fera remettre les valeurs mobilières et

sition, 25 mars 1900. *J. O. Chambre. Documents*, p. 658; Allard, Zévaès et Benezec, dans leur amendement rectificatif de l'article 18. (*J. O.*, 1901. *Chambre, débats*, p. 968. — Sur cette affectation déterminée d'avance des recettes de l'Etat, cf. Lhopiteau. *J. O.*, 1901. *Chambre*, p. 1005.

(1) Cf. Le discours de MM. Waldeck-Rousseau et Trouillot. *Chambre*, 27 mars 1901. *J. O.*, p. 975.

déposera titres et deniers à la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte des ayants-droit ».

Cet amendement consacre-t-il la théorie de Laurent ?

Incontestablement, il en admet des éléments : le court délai donné aux auteurs des libéralités pour revendiquer, le droit enlevé à l'association non reconnue de continuer à posséder des biens en nature. Mais, malgré ces similitudes de détail, le fond diffère profondément. Laurent, en effet, considère le patrimoine social comme sans maître et, à ce titre, l'attribue en nature à l'Etat. Au contraire, M. Lhopiteau propose simplement de « supprimer la mainmorte immobilière » (1) ; mais, pour ce faire, il n'entend nullement attribuer à l'Etat la maîtrise des biens des congrégations ; il rejette l'application des articles 539 et 713 ; d'être sans maître, dit-il, les biens en question n'ont pas l'apparence (2) ; les lois fiscales ont, en quelque sorte, sanctionné l'existence de fait des congrégations (3) ; il peut être vrai que l'association n'ait pas pu acquérir valablement ; mais, alors, la propriété est restée aux auteurs des aliénations faites en faveur de l'être inexistant ; les immeubles non revendiqués doivent être vendus ; et, une fois qu'ils ont été « mobilisés », la liquidation doit être l'œuvre non du législateur, mais de la justice qui répartira le reliquat entre les ayants-droit » (4).

(1) P. 1005, col. 1.

(2) P. 1004, col. 2.

(3) *Ibid.*, col. 3.

(4) « L'abstention de l'Etat, dit M. Lhopiteau, est la question de principe » (P. 1005, col. 1).

La Chambre a donc à choisir entre deux modes bien distincts de liquidation : celle-ci se fera-t-elle ou ne se fera-t-elle pas en justice. Dira-t-on, dans la loi, que l'Etat seul a droit à l'actif, ou bien réservera-t-on l'examen des droits dont d'autres pourront se prévaloir ?

C'est en faveur de l'amendement de M. Lhopiteau que la Chambre se prononce ; le nouveau texte est inséré dans l'article 18 de la loi (1).

Au Sénat, cependant, il rencontre l'opposition de la Commission ; celle-ci le rejette, parce que, dit-on, il ne détermine pas immédiatement et nettement à qui appartient l'actif restant. « Tel qu'il nous est revenu de la Chambre, dit le rapporteur (2), l'article n'organise pas d'une façon suffisante la liquidation. Il ne tranche pas la question, très discutée en doctrine et en jurisprudence, de savoir si les membres des congrégations dissoutes ont pu constituer entre eux une société de fait, leur permettant de se partager les biens... après toutes les revendications opérées ». Il ne décide pas si le reliquat, après tous les prélèvements, est ou n'est pas sans maître. Sans doute, la Commission estime que l'article 18 doit être modifié sur de nombreux points de détail ; il faut, dit-elle, modifier le délai d'instance en le réduisant à trois mois, élargir le champ des revendications, supprimer toutes les prescriptions qui pourraient en paralyser l'effet. Mais, ce qu'elle juge nécessaire, avant toute autre chose,

(1) Après retrait opéré spontanément par la Commission du dernier paragraphe de l'art. 18, édictant rétroactivement la nullité de certains actes.

(2) *J. O. Sénat*, débats, p. 789, col. 2.

c'est de trancher cette question : les biens appartiennent-ils à une société de fait, ou à l'Etat, comme sans maître ? Elle veut le décider pour qu'on sache à qui sera le reliquat. Or, l'amendement Lhopiteau ne tranche aucune de ces questions.

Un paragraphe est donc proposé, excluant formellement la société de fait, et, dans l'esprit de ses auteurs (1), consacrant ainsi les droits du seul Etat sur des biens regardés comme vacants (2) (3).

(1) Cf. les paroles de M. Vallé, 22 juin, p. 1058, col. 3.

(2) « Je pourrais m'étonner, dira, à ce sujet, M. Guérin (*ibid.*) que la commission ait jugé à propos d'introduire dans son texte une disposition que la Chambre des Députés, par un vote formel, a repoussée ».

(3) Le texte entier de l'art. 18, présenté par la Commission était celui-ci : « Les congrégations existantes au moment de la promulgation de la présente loi, qui n'auraient pas été antérieurement autorisées ou reconnues, devront, dans le délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions.

A défaut de cette justification, elles seront réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée.

La liquidation des biens détenus par elles aura lieu en justice. Le Tribunal, à la requête du Ministère public, nommera, pour y procéder, un liquidateur qui aura pendant toute la durée de la liquidation le pouvoir d'un administrateur séquestre.

Le jugement ordonnant la liquidation sera rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

Les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation, ou qui leur seraient échus depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs, leur seront restitués.

Les dons et legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués, mais à

Appelé à se prononcer sur la nouvelle rédaction de la Commission, le Sénat l'adopte entièrement jusqu'au paragraphe ainsi conçu : « En aucun cas les membres

charge, par les bénéficiaires, de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés à une œuvre d'assistance pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants-droit, et par les héritiers ou ayants-droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation. *(Ainsi, alors même que la libéralité remonte à plus de trente ans, la prescription ne peut pas être opposée; il y a, là, une formelle affirmation des principes que nous avons soutenus sur la survivance de l'action en revendication).*

Si les biens ou valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sont opposables à tous les intéressés.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués ou qui ne seraient pas affectés à une œuvre d'assistance.

Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières, sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés de liquidation.

S'il n'y a pas de contestation, ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants-droit. En aucun cas, les membres des

des congrégations ne pourront arguer d'une prétendue société de fait ayant existé entre eux pour réclamer tout ou partie de l'actif ».

Là, un débat s'ouvre sur un amendement de M. Guérin, tendant à la suppression de la disposition proposée. « La Commission, dit l'ancien garde des sceaux, sous prétexte de remanier l'amendement de M. Lhopiteau, l'a supprimé ». Il défend les droits de la société de fait (1), et combat la théorie des biens sans maître soutenue par la Commission. Finalement, il fait voter la suppression du paragraphe excluant la société de fait.

Le projet revenant devant la Chambre pour y être définitivement voté, MM. Waldeck-Rousseau et Trouillot soutiennent que l'article 18, malgré l'admission des amendements Lhopiteau et Guérin, consacre la théorie de Laurent. « Le droit de l'Etat, disent-ils, demeure intact, et le débat n'a porté que sur le point de savoir s'il convenait ou non de le proclamer ». Ils affirment que « le fait d'autoriser les donateurs, testateurs ou leurs héritiers à revendiquer des biens donnés à des congrégations non autorisées, indique suffisamment que ni la congrégation ni ses membres n'ont pu

congrégations dissoutes ne pourront arguer d'une prétendue société de fait ayant existé entre eux, pour réclamer tout ou partie dudit actif.

Le règlement d'administration prévue par l'article 20 de la présente loi déterminera les conditions auxquelles il pourra être accordé, soit une allocation, soit une pension viagère aux membres de la congrégation. (*J. O.*, Sénat, débats, p. 790.)

(1) *Sic*, M. Tillaye. *J. O.*, Sénat, débats, p. 1050 et s.

acquérir sur ces biens un droit valable de propriété ». Ils argumentent aussi de la disposition qui prévoit l'allocation des pensions aux membres de la congrégation ; cette disposition « emporte une dépossession plus frappante encore, et affirme plus hautement le refus de la loi de voir des co-propriétaires légitimes dans les membres d'une congrégation dissoute... elle suppose nécessairement qu'après la déduction des libéralités dont la reprise aura été obtenue, le surplus du patrimoine illégalement détenu par une congrégation non autorisée, sortira des mains de ses membres pour entrer dans le domaine de l'Etat (1).

Mais cette argumentation ne paraît pas échapper à toute critique. N'y a-t-il pas bien d'autres circonstances où des droits de retour sont consacrés par la loi au profit des donateurs sans qu'il s'en suive la conséquence que l'on dit, où l'être moral gratifié était doué de la personnalité et, par suite, parfaitement capable d'acquérir ? Et, avec le second argument, ne prête-t-on pas au Sénat une contradiction formelle avec lui-même ? Après avoir rejeté la disposition proposée par sa Commission pour exclure toute société de fait, il aurait proclamé le droit absolu de l'Etat !

Aussi, quelques-uns, estimant, malgré les affirmations des membres du gouvernement et de la Commission, que l'attribution du reliquat à l'Etat ne ressort pas, ou, du moins, ressort mal du texte de l'article 18, proposent de rétablir la disposition excluant la société

(1) Trouillot, *Rapport*, Chambre, 27 juin, p. 1619 et s. ; Waldeck-Rousseau, 28 juin, p. 1659 et s.

de fait ; ils redoutent des incertitudes dans la jurisprudence. « Il y a, disent-ils, telle région où la Cour décidera que les congrégations ne forment pas une société de fait... Il y a telle autre région où la Cour décidera, s'agissant de la même congrégation, qu'il y a société de fait... Voilà le péril auquel vous allez si vous maintenez l'article 18 tel qu'il a été voté » (1).

Toutefois, le rétablissement de la disposition rejetée par le Sénat n'a pas lieu ; le gouvernement et la Commission se contentent d'affirmer encore que « le texte, tel qu'il est revenu du Sénat, consacre la théorie même de la *res nullius* » (2), tandis que M. Lhopiteau, commentateur plus autorisé, semble-t-il, de l'article 18, son œuvre, déclare qu'il ne lui est pas possible d'accepter de tels commentaires de la loi, et qu'« il doit être entendu... que ceux-ci n'ont d'autre autorité que celle qu'ils tirent des personnes dont ils émanent, mais qu'ils n'ont pas l'autorité que leur donnerait un vote de la Chambre (3) ».

II — L'article 18, § 13.

Que doit-on conclure de ces votes ? La loi du 1^{er} juil -

(1) M. Viviani, p. 1658, 1659, col 2, 3 ; M. Pelletan, p. 1661.

(2) P. 1662.

(3) P. 1661, col. 2. — V. dans le même sens, déclarations de M. Renault-Morlière. — Cf. Chavegrin, *Journal des Sociétés*, 1902, p. 399 : « A trois reprises, le droit exclusif de l'Etat s'est affirmé dans la discussion et, à trois reprises, les Chambres ont voté contre les textes qui tendaient directement ou non à l'établir » ; Hébrard, p. 148 et s.

let 1901 admet-elle, ou rejette-t-elle la doctrine de Laurent?

Il est certain qu'elle en est inspirée en quelques points, lorsque, par exemple, elle établit, en de nombreuses circonstances, des présomptions d'interposition au profit de la congrégation (1); lorsqu'elle impartit aux auteurs des libéralités un délai de six mois seulement pour exercer la revendication (2); lorsqu'elle interdit la reprise pure et simple, par les donateurs, des biens et valeurs spécialement affectés, par l'acte des donations ou le legs, à une œuvre de bienfaisance (3).

Mais, ce ne sont, là, que les détails de la liquidation. On pourrait, du reste, relever d'autres dispositions en sens exactement contraire; on ferait remarquer qu'il n'est, tout au moins, fait, par la loi, qu'une application incomplète de la théorie de Laurent, lorsqu'elle accorde le droit de revendication aux seuls auteurs des aliénations à titre gratuit faites en faveur de la congrégation; le même droit devrait être reconnu à ceux qui ont traité à titre onéreux avec l'être juridiquement inexistant: l'association (4); on observerait, surtout,

(1) Art. 17.

(2) Art. 18, § 9.

(3) Art. 18, § 8.

(4) MM. Trouillot et Chapsal (p. 369) s'efforcent d'expliquer ce silence de la loi relativement aux aliénations à titre onéreux; le droit commun, disent-ils, suffit pour autoriser les auteurs de telles aliénations à exercer l'action en revendication. Mais, peut-on répondre, si la chose va de soi, sans texte, pourquoi n'en serait-il pas de même en ce qui touche les aliénations à titre gratuit? La loi, en consacrant à celles-ci une disposition spéciale, a donc fait œuvre inutile? — M. Trouillot ajoute: les

ce qui est capital, que, d'après l'article 18, la liquidation est l'œuvre de la justice et non de l'Administration.

Ces constatations, toutefois, malgré leur intérêt, ne toucheraient pas au fond même de la question. En effet, dans la théorie de Laurent, le point essentiel est celui-ci : le patrimoine de la congrégation, considéré comme sans maître, est dévolu en bloc et en nature à l'Etat, une fois expiré le délai des revendications.

Cela, le législateur de 1901 ne l'admet pas.

Six mois passés après l'ouverture de la liquidation, les biens immeubles sont mis en vente (1). Donc, et c'est la première remarque à faire, l'Etat ne recueille pas les immeubles en nature.

L'article 18 poursuit ainsi (2) :

« Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières, sera déposé à la caisse des Dépôts et Consignations. L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés de liquidation. S'il n'y a pas de contestation, ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants-droit ».

Quel est donc le sens de ces mots : les ayants-droit ? Désigneraient-ils le seul Etat ?

On ne saurait, semble-t-il, l'admettre.

biens acquis à titre onéreux ne constituent qu'une faible partie du patrimoine détenu par l'association illicite. — Laurent, plus logique, ne s'était pas arrêté à cette considération, dont on pourrait contester l'exactitude.

(1) § 10.

(2) § 11, 12, 13.

De toute nécessité, pour savoir le sens de ces expressions, il faut se reporter aux travaux préparatoires, rechercher le sens que leur donnaient ceux qui les ont introduites dans la loi et défendues dans des amendements d'importance capitale, lesquels, quoiqu'on en ait dit, ont modifié profondément le fond même des dispositions d'abord proposées. Il s'agit de MM. Lhopiteau, Tillaye et Guérin.

Or, ces orateurs ont soutenu et fait adopter les principes suivants :

Les ayants-droit sont déterminés par les tribunaux ; toutes les difficultés de leur désignation sont renvoyées à la justice, seule qualifiée pour trancher les questions de propriété, en fait (1) ; il est reconnu, ainsi, que le problème soulevé est susceptible de solutions diverses. Là est la preuve que l'Etat n'est pas forcément le seul ayant-droit possible ; s'il en était ainsi, en effet, il n'y aurait aucune hésitation possible sur l'attribution du reliquat ; il suffirait de faire la pure et simple application des articles 539 et 713.

Sans doute, il se pourra que l'Etat soit un ayant-droit. « Rien, dans mon amendement, disait M. Lhopiteau, n'empêche l'Etat de faire valoir ses droits... Je le laisse soumis au droit commun et, justement, en vertu du droit commun, s'il se rencontre des donations dont l'ancien propriétaire n'existe plus ou n'a pas laissé d'héritiers, la succession étant en déshérence, l'Etat l'appréhendera et il aura alors à intervenir, à revendi-

(1) Lhopiteau. Chambre, p. 1004; Tillaye, Sénat, p. 1048; Guérin, *ibid.*, p. 1058, col. 2.

quer. Mais il ne revendiquera pas en vertu de cette loi, il revendiquera en vertu de lois préexistantes (1)... De même, après que les biens ont été vendus et leur valeur déposée à la Caisse des dépôts et consignations, si les revendications ne se produisent pas dans le délai du droit commun — encore une fois je ne veux que du droit commun, — la déchéance étant encourue, les fonds reviendront à l'Etat » (2).

Mais, à côté de l'Etat, les associés pourront aussi être des « ayants-droit ». M. Lhopiteau le reconnaît formellement; ses paroles ne laissent aucun doute sur ses intentions. Ainsi, dans la séance du 28 mars, faisant en quelque sorte la genèse de son amendement, il dit : « J'avais déposé une première rédaction... Je mettais dans cette rédaction que le produit des immeubles vendus serait distribué entre les membres des congrégations et, très justement, je le reconnais, la Commission m'a fait observer que j'attribuais à des gens qui peut-être n'étaient pas propriétaires, qui, d'après elle, ne l'étaient pas sûrement, la propriété de certains immeubles. J'ai reconnu que l'objection avait une certaine portée, et c'est pour cela que j'ai modifié mon texte » (3). La pensée de M. Lhopiteau est claire : si les associés ne sont pas les seuls ayants-droit, du moins ils peuvent être ayants-droit; c'est uniquement

(1) Précisément en vertu des articles 768, 539, 713. Les biens en question seront véritablement alors des biens sans maître et les dispositions ci-dessus s'appliqueront.

(2) *J. O.*, p. 1009, 1010, col. 1.

(3) *P.* 1005. col. 1.

parce qu'en certains cas la question de leur propriété sera douteuse que la loi ne doit pas poser en règle le partage des biens entre eux (1).

On dira : tel est peut-être bien le sens des mots « ayants-droit », tel que l'ont fait admettre au Parlement les orateurs qui, par leurs amendements, ont successivement fait rejeter les textes de la Commission de la Chambre et de celle du Sénat ; mais il y a, dans l'article 18, une disposition, celle du paragraphe final, qui renverse cette interprétation. « Le règlement d'administration publique, est-il dit, déterminera, sur l'actif resté libre, l'allocation en capital ou sous forme de rente viagère qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute ». En votant cette disposition, le Parlement a proclamé que les biens des associations dissoutes n'appartiennent pas à ses membres ; car, quel besoin ceux-ci auraient-ils de pensions, s'ils pouvaient se partager les biens ?

A cette objection, M. Trarieux répondit, par avance, dans la séance du 22 juin, au Sénat. On venait de recon-

(1) Tout le discours de M. Lhopiteau est dans le même sens. Cf. aussi MM. Tillaye et Guérin, Sénat, 22 juin. *J. O.*, p. 1047 et s.. A tout le moins, les principes exposés s'appliquent, dans l'esprit des orateurs qui les développent et du Parlement qui les adopte, aux congrégations existantes lors de la promulgation de la loi ; en effet, un des arguments de MM. Lhopiteau et Guérin, pour faire rejeter la disposition excluant la société de fait, est le principe de la non-rétroactivité des lois : des droits ont pu être acquis, disent-ils, par les congréganistes sociétaires de fait ; on ne peut les en dépouiller (Guérin, Sénat, p. 1060. col. 3 ; Lhopiteau, Chambre, p. 1661, col. 2).

naître la possibilité de la société de fait; devait-on se prononcer sur l'allocation des pensions ?

On le doit, dit M. Trarieux. « A l'heure actuelle, après l'acceptation de l'amendement de M. Guérin, des procès pourront s'introduire dans lesquels les membres de la congrégation pourront soutenir qu'il y a des sociétés de fait. Mais vous ne savez pas ce que décideront les tribunaux; ils peuvent décider qu'il n'existe pas de société de fait. Dès lors, vous n'aurez pas réglé la question des congrégations, et je crois que, dans cette éventualité, mon amendement comblera le vide qui est fait dans la loi par la suppression du membre de phrase que contenait le projet primitif » (1).

Ainsi, les votes du Sénat ne sont nullement contradictoires. Il ne faut pas dire que la disposition finale de l'article 18 est inconciliable avec la propriété des religieux.

Les droits de la société de fait sont et restent possibles, tels qu'ils étaient reconnus par la jurisprudence antérieure à la loi de 1901 (2).

Et ne faut-il pas conclure au rejet, par la loi du 1^{er} juillet 1901, de la « théorie des biens sans maître », puisque le législateur s'y est refusé à consacrer les droits du seul Etat sur le patrimoine du groupement non personnifié, à sa dissolution ?

MM. Trouillot et Chapsal font les répliques suivantes

(1) P. 1065, col. 3.

(2) Cf. Chavegrin, *loc. cit.*, p. 407 et s.

aux arguments présentés en faveur des droits possibles de la société de fait (1).

« On a, disent-ils, tiré argument des termes du § 13, qui porte que l'actif est réparti entre les ayants-droit. Cette rédaction, implique, a-t-on dit, l'inexistence du droit de l'Etat ; car, s'il avait une vocation légale à cet actif, il ne viendrait pas en qualité de co-partageant, la totalité du reliquat lui appartiendrait. Cet argument de texte nous paraît sans valeur. Si le législateur s'est servi de cette expression, c'est qu'il a envisagé qu'à côté de l'Etat il pouvait se rencontrer d'autres personnes justifiant de droits individuels sur une partie de cet actif net, notamment les anciens congréganistes remplissant les conditions requises pour avoir droit aux allocations qui leur sont attribuées par le paragraphe final de l'article 18 ».

Sous la plume de l'ancien rapporteur de la loi, le choix de cet exemple ne semble pas heureux. Dans la doctrine des promoteurs de la loi, et de M. Trouillot spécialement, il est inexact que les congréganistes soient des ayants-droit, au sens véritable de ces mots, relativement aux pensions qui leur sont faites ; celles-ci ne leur sont pas allouées parce qu'ils ont un droit sur le patrimoine social ; l'Etat les leur accorde par faveur, après avoir fait sien le reliquat. M. Trouillot disait lui-même à la Chambre, le 27 juin 1901. : « Le paragraphe qui prévoit l'allocation de pensions aux membres de la congrégation... emporte une dépossession... frappante » (2). Comment donc ce para-

(1) *Du Contrat d'association*, p. 366 et 367.

(2) *J. O.*, p. 1619.

graphe, à la fois, déposséderait-il les congréganistes et les rangerait-il dans la catégorie des ayants-droit ? L'explication donnée ici par M. Trouillot paraît bien contredite par ses propres paroles. Et si « les ayants-droit » autres que l'Etat ne sont pas les congréganistes en tant que pensionnés, quels pourraient-ils être sinon les congréganistes, sociétaires de fait ?

A l'objection tirée du rejet par le Sénat du texte proposé par sa Commission pour exclure la société de fait, M. Trouillot répond ainsi : « De ce que M. Trarieux a prévu le cas où... les Tribunaux refuseraient de considérer les anciens congréganistes comme des co-associés, il ne s'ensuit pas qu'il ait admis... la faculté pour le juge de méconnaître des principes juridiques certains et de négliger les termes comme la pensée générale de la loi... L'amendement de M. Trarieux figurait dans les propositions de la Commission qui le regardait comme un complément nécessaire de son système, dont le caractère et la portée ne sauraient être modifiés par les déclarations personnelles émises au moment du vote. » — Mais ce n'est pas M. Trarieux qui a donné aux Tribunaux la faculté de considérer les anciens congréganistes comme des co-associés ; c'est le Sénat, en adoptant l'amendement Guérin, et c'est la Chambre, en confirmant ce vote. D'autre part, il est parfaitement exact que le paragraphe relatif aux pensions figurait déjà dans le texte de la Commission du Sénat ; mais il y avait une tout autre portée que dans l'amendement de M. Trarieux ; il allait avec l'exclusion de la société de fait ; pour M. Trarieux, au contraire, les pensions n'ont d'utilité qu'au cas où la société de fait n'est pas

admise par les Tribunaux ; la situation est donc bien différente ; les explications de M. Trarieux n'altèrent pas la portée du texte de la Commission, elles exposent la situation faite par le rejet de la première partie de ce texte ; au reste, si elles leur paraissaient inacceptables, pourquoi les membres de la Commission n'ont-ils pas fait des observations et soumis des réserves, au lieu de laisser le Sénat passer immédiatement au vote ? (1).

Des textes émanés du pouvoir exécutif, postérieurement à la loi, on ne saurait tirer de conclusion ni dans le sens du rejet, ni dans le sens de l'admission des doctrines de Laurent. Il est vrai que le second décret du 16 août 1901 (2) semble considérer que, toujours, il y aura lieu d'attribuer des pensions aux membres des congrégations dissoutes ; ce qui signifierait que le reliquat net n'appartient jamais aux congréganistes, qu'il est sans maître, et que, comme tel, il appartient à l'Etat ; celui-ci ferait une pure faveur aux associés en leur accordant les pensions en question. Mais on pourrait signaler d'autres textes en faveur de la thèse contraire. Le Garde des sceaux, dans la circulaire adressée aux procureurs généraux le 25 septembre 1901, s'exprime ainsi : « Toute liquidation tentée par la congrégation dans la période du 1^{er} juillet au 3 octobre, serait nulle, comme faite au préjudice des droits que la loi a consacrés au profit des congréganistes, des œuvres de

(1) *J. O.*, p. 1065, col. 3.

(2) Chap. II, art. 6 et s.

bienfaisance, des tiers donateurs ». Si le législateur avait admis la « théorie des biens sans maître », les droits de l'Etat ne seraient-ils pas mentionnés les premiers parmi les droits que lèserait une liquidation faite en fraude de la loi ?

Quant à la jurisprudence, elle n'existe, pour ainsi dire, pas encore, sur la question. On peut mentionner seulement un jugement du Tribunal civil de Coutances, du 22 juillet 1902 (1), aux termes duquel « la liquidation des biens d'une congrégation religieuse non reconnue ne peut profiter en principe qu'à l'Etat, appelé par les articles 539 et 713 du Code civil, à recueillir les biens réputés sans maître et, de ce nombre, ceux ayant été détenus par une congrégation religieuse dissoute, aux termes des §§ 1 et 2 de l'art. 18, sauf à l'Etat à appliquer les §§ 12, 13, 14 de l'art. 18... ».

Sans reprendre la critique de cette interprétation de la loi de 1901 et des principes dont les juges de Coutances font ici l'application, qu'il suffise de noter un point spécial de leurs « considérants », et de vérifier, par là combien, à proclamer le droit absolu de l'Etat en matière de liquidation, on se met aisément en contradiction formelle avec la loi ; dans l'esprit des juges, le droit de l'Etat domine à tel point qu'ils vont jusqu'à lui réserver, à lui, Etat, l'application des §§ 12, 13, 14 de l'art. 18. La chose peut s'admettre pour le § 14 relatif aux pensions. Mais comment en serait-il de même des deux autres paragraphes ? Sera-ce donc l'Etat qui veillera à ce que l'entretien des pauvres

(1) *Gaz. Pal.*, 1902. II. p. 622.

hospitalisés soit, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés ? Que devient alors le rôle du liquidateur, représentant non pas du seul Etat, mais aussi des congréganistes ? De même, sera-ce l'Etat qui, la liquidation terminée, répartira l'actif net entre les ayants-droit ? Pourquoi alors le § 3 de l'art. 18, porte-t-il : « La liquidation aura lieu en justice » ? (1)

(1) Dans l'espèce, au reste, n'était soumise au Tribunal que la question du bien fondé d'une action en revendication intentée par les Religieuses Carmélites de Coutances contre leur liquidateur ; donc, le Tribunal, lorsqu'il développe et commente entièrement le système de liquidation organisé par l'art. 18, statue *ultra petita*. Cf. Cour de Caen, 17 février 1903, confirmant, d'autre part, le jugement de première instance. (*Monit. Judic. de Lyon*, 19 février 1903).

CHAPITRE III

CONDITION JURIDIQUE

S'il est prouvé que le droit de propriété ne se perd pas par l'effet de la seule prescription extinctive de l'action en revendication, et que le patrimoine des corps moraux dépourvus de la personnalité juridique n'est pas sans maître, à la dissolution de ces corps, l'énumération des biens sans maître, en résumé, comprend seulement :

Les biens mobiliers et terres désertes qui n'ont jamais eu de maître.

Le trésor.

Les choses abandonnées.

Les biens en déshérence et ceux ayant appartenu à un être moral personnifié.

De ces biens sans maître, quelle est la condition juridique ?

SECTION I

LE DROIT DE L'ÉTAT

Aux termes de l'article 539 du Code civil, « tous les bien vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la Nation » (1). L'article 713 porte de même : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Nation » (2).

Ces deux dispositions sont évidemment inspirées :

De la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, sur la législation domaniale : « Tous les biens et effets, meubles ou immeubles, déclarés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritier légitime ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la Nation » (3) ;

Et des projets de Code civil présentés par Cambacérès, en 1793 et 1794 : « Les biens nationaux sont... les biens vacants » (4).

Il faut étudier, d'abord, en vertu de quel principe la législation intermédiaire et le Code de 1804 attribuent,

(1) Décrété le 4 pluviôse an XII. — « Au domaine public », depuis l'édition de 1807.

(2) Décrété avant le précédent, le 21 germinal an XI. — « A l'Etat », depuis l'édition de 1807.

(3) Art. 3.

(4) 1^{er} Projet, 9 août 1793, liv. II, tit. 1, art. 2, § 7 ; 2^e Projet, 9 septembre 1794, art. 67 (Fenet. I. p. 36, 116).

d'une manière aussi constante, les biens sans maître à l'Etat ; puis, rechercher si cette attribution est absolument générale ; si, au contraire, elle ne comporte pas d'importantes exceptions.

I. FONDEMENT DU DROIT DE L'ÉTAT

1. Le domaine éminent.

Si l'on reconnaît à l'Etat, sur la propriété des particuliers, un droit antérieur et supérieur, un « domaine éminent » (1), il faut dire que son droit sur les biens sans maître est un des attributs de ce domaine.

(1) Nous employons ces mots comme signifiant : droit supérieur de propriété appartenant à l'Etat. Suivant Portalis (Fenet, t. VI, p. 357 et t. XI, p. 118), tel ne serait pas le vrai sens de l'expression ; consacrée par les publicistes des XVI^e et XVII^e siècles, Grotius, Puffendorf et autres, elle n'aurait été employée par eux que pour désigner les prérogatives indispensables et incontestées de la souveraineté : droit de lever des impôts, etc. C'est aussi dans ce sens que l'employait Enjubault de la Roche, rapporteur de la loi du 22 novembre 1790 (Cf. *Ancien Moniteur*, t. VI, p. 323, col. 2). V. aussi Laferrière, *Histoire des principes, des institutions et des lois pendant la Révolution Française*, Paris, 1852, p. 203, et *Zachariae*, t. II, § 274).

Ce sera donc simplement pour une raison de brièveté que nous emploierons l'expression « domaine éminent » dans un sens impropre.

Sur la question, cf. Giorgi, t. II, p. 149 et s. ; Salomon, p. 7, 10 et s. ; Beudant, *Le Droit individuel et l'Etat*, p. 49 et s. ; Laveleye, *La Propriété et ses formes primitives* (à noter spécialement le chapitre de la propriété foncière en Egypte) ; Baumes, *op. cit.*, 1^{re} partie.

Grâce à lui, en effet, à l'Etat seul appartient la propriété de tous les biens situés sur son territoire ; les particuliers n'en ont que la détention précaire et révocable. Si donc, cette détention cesse, si, en d'autres termes, le bien devient vacant, il est tout naturel que le « domaine utile » se réunisse, de lui-même, au « domaine direct ».

La théorie du domaine éminent est-elle donc admise par le Code civil ?

La seule présence, au Code civil, des articles 539 et 713 pourrait sembler une preuve suffisante du rejet de cette doctrine par le législateur de 1804. Supposons, en effet, admis le domaine éminent ; il n'est aucunement besoin d'une disposition spéciale pour établir le droit de l'Etat aux biens sans maître : ceux-ci lui appartiennent, on l'a vu, nécessairement. Si, donc, des textes, tels que ceux des articles 539 et 713 sont inscrits au Code, la raison doit en être que le législateur n'a pas admis, à la base de ses principes sur la propriété, le droit primordial et supérieur de l'Etat ; autrement, il aurait écrit deux dispositions inutilement.

Mais, bien plus encore qu'avec les textes du Code civil, la théorie du domaine éminent est en désaccord avec l'esprit qui a présidé à la rédaction de cette œuvre législative, comme aussi avec toutes les traditions de notre ancien droit.

Si l'on étudie l'évolution historique de l'idée du domaine éminent de l'Etat, on en peut trouver des traces dans le droit romain classique.

En premier lieu, sur l'*ager publicus*, les particuliers n'obtiennent que des concessions (1) en principe précaires et révocables.

Puis, Rome a, sur les fonds provinciaux, un véritable domaine éminent (2).

Enfin, lorsqu'il leur est fait des concessions de terres sur le sol des pays occupés, les légionnaires n'obtiennent qu'une possession révocable : l'empereur se réserve, moyennant une faible indemnité, le droit de leur retirer la concession (3).

Mais, peu à peu, les distinctions s'effacent. De bonne heure, la *possessio* concédée sur l'*ager publicus* se transforme en un véritable droit de propriété. Justinien abolit toute différence entre le *nudum jus Quiritium* et la *possessio* du sol provincial (4). Seules, les concessions faites aux soldats gardent, jusqu'à la fin du Bas-Empire, leur caractère de précarité. C'est une première trace de féodalité militaire.

En France, quoique sous d'autres noms, la théorie

(1) « Possessiones ». Il est à noter qu'à toutes les époques du droit romain, la propriété de l'*ager romanus* est restée entièrement libre et exempte de tout domaine éminent de l'Etat (Cf. Baumes, p. 20).

(2) *In provinciali solo dominium populi romani est vel Cæsaris, nos autem possessionem tantum et usufructum habere videmur* (Gaius, *Instit.* II, 7). Cf. Girard, *Manuel de Droit romain*, p. 252.

(3) Ulpien, l. 15, 2, D. *De rei vindic.*, VI, 1.

(4) Il veut que chacun soit *plenissimus et legitimus dominus... rerum ad se pertinentium* » (Code, I. *De nudo jure*, VII, 25).

du domaine éminent paraît avoir été soutenue à l'époque féodale. L'idée de la directe seigneuriale en est inspirée. Et quand, pour permettre au roi, soit d'atteindre les alleutiers, soit de percevoir des droits sur les transmissions de terres féodales à un établissement de main-morte (droit d'amortissement), ou à un roturier (droit de franc-fief), les domanistes, forts de quelques textes des lois romaines et des *Libri Feudorum*, prétendent ériger en principe la directe universelle du souverain, c'est bien, au fond des choses, le domaine éminent qu'ils veulent faire admettre. Mais cette idée est si peu familière aux esprits qu'ils doivent, pour qu'elle soit acceptée, user d'habiles manœuvres. « Ils formulèrent leur proposition sous des termes généraux et restrictifs qui la firent admettre comme étant sans danger. Ils dirent que le roi était propriétaire, non pas spécialement, mais universellement, *non specialiter, sed in universo* ; et l'assertion passa. Ils avancèrent aussi que le roi n'était pas propriétaire dans son intérêt particulier, mais pour le bien commun, et cette règle fut encore admise » (1). « *Quando commune bonum et republiæ necessitas hoc exposcit*, dit Dumoulin, *tunc ad hanc duntaxat finem omnia sunt Regis* » (2).

Cette règle de droit, si habilement formulée, mais en même temps si périlleuse, tous les jurisconsultes sont loin de l'admettre. Le chancelier Juvénal des Ursins la

(1) Championnière, *De la propriété des eaux courantes*, n° 176.

(2) *Molinæi opera*, Paris, 1581, tit. I, § 1. Glos. v, 65 (t. 1, p. 81).

répudie formellement quand il dit, s'adressant à Charles VII: « Quelque chose qu'aucuns disent de votre puissance ordinaire, vous ne pouvez prétendre le mien ; ce qui est mien n'est point vôtre. Peut-être bien qu'en la justice vous êtes souverain et va le ressort à vous. Vous avez votre domaine et chaque particulier a le sien » (1). Bodin écrit dans le même sens : « De dire que les princes sont seigneurs de tout, cela s'entend de la droite seigneurie et justice, demeurant à chacun la possession et propriété de ses biens » (2). Et Loyseau : « Les rois n'ont droit de prendre le bien d'autrui, parce que la puissance publique ne s'étend qu'au commandement et autorité et non pas à entreprendre la seigneurie privée des biens des particuliers » (3).

Du reste, dès que l'organisation féodale s'efface, les domanistes abandonnent leurs prétentions ; celles-ci, en effet, ont eu leur raison d'être ; elles ne l'ont plus. Le roi n'a jamais soutenu la thèse du domaine éminent que pour légitimer son droit à la perception de certains impôts, et il le fallait, étant donnée l'organisation féodale. Mais, du jour où la féodalité disparaît, ou, du moins, tend à s'effacer, les simples principes de la souveraineté suffisent à légitimer les droits du roi.

« Quelques anciens, écrit Lebret, par une honteuse et servile flatterie, ont mis en avant que les sujets ne possédaient leurs biens qu'à titre de précaire et d'usu-

(1) Rapporté par Loysel, *Dialogue des Avocats*, p. 52, en note.

(2) *République*, chap. VIII. De la Souveraineté, p. 108, 109.

(3) *Traité des Seigneuries*, chap. II, n° 51.

fruit et que la propriété en appartenait au prince par droit de souveraineté. Mais qui ne voit que ces autorités sur quoi ils appuient leur proposition sont si faibles et tirées tellement par les cheveux qu'elles se détruisent et se renversent d'elles-mêmes » (1) ? Effectivement, il s'agit de trois textes des lois romaines dénués d'autorité en la matière (2).

Ni Choppin, ni Bacquet ne semblent davantage avoir été partisans du domaine éminent du souverain.

Que, pourtant, cette idée ait été très discutée au XVII^e siècle, que des jurisconsultes l'aient alors bruyamment soutenue contre des adversaires surtout imaginaires (3), le fait est certain. Que, même, elle ait alors parmi les hommes politiques, rencontré d'illustres adhésions, la chose est possible (4), encore que sous

(1) *Traité de la Souveraineté*, liv. IV, chap. X, p. 632.

(2) Code, Loi 3. *De quadrien. præscrip.*, VII, 37 ; Nouvelle, 105, *in fine* ; L. 15, 2, D., *De rei vindic.*, VI, 1.

(3) « Les discussions les plus solennelles sur ce point ont longtemps fixé l'attention de toutes les Universités de l'Europe. Mais il faut convenir que cette dispute se réduisait à une pure question de mots, puisqu'en lisant les ouvrages qui ont été respectivement publiés, on s'aperçoit que tous nos controversistes s'accordent sur le fond même des choses et que ceux d'entre eux qui parlaient des prérogatives du domaine éminent les limitaient aux droits que les autres faisaient dériver de l'empire ou de la souveraineté ». Portalis, *Exposé des motifs du titre de la propriété*. Fenet, XI, p. 118, 119.

(4) Elle aurait rencontré, a-t-on dit, l'adhésion de Louis XIV ; on a relevé, en ce sens, un ou deux passages de l'*Instruction de Sa Majesté au Dauphin* (T. I, p. 57 ; t. II, p. 93 des *Œuvres*). Mais, comme le laissait entendre M. le conseiller Laborie dans son Rapport à la Cour de Cassation du 23 juin 1857 (D. 57, 1.

réserve d'un examen des textes plus approfondi (1) ; mais il paraît impossible d'établir que la théorie du domaine éminent ait été alors à la base de notre droit public, ou, du moins, d'en relever de certaines applications.

Sans doute, on pourra signaler quelques textes qu'elle semble avoir inspirés. Ce sera, par exemple, l'article 383 de l'Ordonnance de janvier 1629 : « Tous héritages relevant de nous en pays coutumier ou de droit écrit, sont tenus et sujets aux droits de lods, ventes, quints et autres droits ordinaires, et sont tous les héritages, ne relevant d'autres seigneurs, censés relever de nous » (2). Ou bien, encore, on objectera ces mots de Lorri, avocat du roi au Domaine, dans la préface des Œuvres de Lefèvre de la Planche : « Nos principes établissent dans le trésor public une grande main, une main universelle, qui s'étend à tout, fait la base commune de toutes les autres possessions et se retrouve à leur place sitôt que celles-ci laissent quelque espace vide » (3).

233), il se pourrait que ces quelques phrases aient été mal comprises ou mal interprétées.

(1) Ainsi, on a cru découvrir l'adhésion de Bossuet à la doctrine du domaine éminent dans la *Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture Sainte*. Or, dans cet ouvrage, Bossuet constate, il est vrai, que, « dans le gouvernement arbitraire, tout le fonds appartient au prince », mais il condamne une telle doctrine et déclare que, « dans le gouvernement légitime, la propriété des biens est légitime et inviolable ». Edition de Paris, 1709, livre VIII, art. II, propositions 1, 2, 3.

(2) Isambert, *Recueil*, XVI, p. 317.

(3) § VIII.

Mais il ne faut pas voir, dans ces textes, l'exposé de la théorie du domaine éminent. C'est au seul point de vue de l'impôt que l'Ordonnance de 1629 considère les terres des particuliers comme relevant du Roi. Or, le droit de l'Etat à percevoir l'impôt ne suppose nullement, comme on l'a déjà vu, et comme l'affirme Portalis, lors des travaux préparatoires du Code civil (1), l'admission du « domaine éminent ». — Et, quant à l'affirmation de Lorri, il suffit de remarquer que c'est à propos des biens vacants qu'il la pose. Or, nous le verrons, rien n'empêche, en cette matière, de penser comme lui tout en rejetant le domaine éminent. Pourquoi donc supposerait-on gratuitement qu'il l'a admis ? Du reste, les explications dont il accompagne le texte cité montrent clairement ses idées sur la question.

En résumé, la théorie du droit supérieur de l'Etat, à part peut-être de rares exceptions, n'eut pas cours dans le droit public de l'ancien régime.

Fut-elle admise des hommes de la Révolution de 1789 ? Elle a été, il est vrai, à leur époque, au nom de principes nouveaux, ardemment soutenue. J.-J. Rousseau disait dans le *Contrat social* (2) : « L'Etat, à l'égard de ses membres, est maître de tous leurs biens par le contrat social qui, dans l'Etat, sert de base à

(1) *Loc. cit.*, p. 119, au bas. — Il est, au surplus, à noter que l'Ordonnance de 1629 ne fut enregistrée, par plusieurs parlements, que sous réserve de modifications. Ceux de Toulouse, Bordeaux, Dijon, Grenoble demandèrent la suppression de l'article 383. Cf. Néron, *Recueil d'édits et ordonnances*. Paris, 1720, p. 844-848. Et Isambert, t. XVI, p. 223.

(2) Liv. I, chap. 9.

tous les droits ». Et Robespierre ne faisait que reproduire cette idée quand il disait, dans l'article 7 de son projet de Déclaration des Droits de l'homme : « La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir de la portion de biens qui lui est garantie par la loi ».

Pourtant, pas plus que dans l'ancien régime, la thèse du « domaine éminent » ne semble avoir été alors celle du législateur. Au contraire, tous les textes affirment alors l'absolue indépendance de la propriété particulière. A ne prendre que cet exemple, la loi du 28 septembre 1791 s'exprime ainsi : « Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent. Ainsi, toute propriété territoriale ne peut être sujette . . . envers la Nation qu'aux contributions publiques établies par le Corps législatif et aux sacrifices que peut exiger le bien général, sous la condition d'une juste et préalable indemnité ». Ces mots « exprimaient formellement le vœu unanime de la nation pour la plénitude de la propriété » (1). Ils n'étaient, du reste, que la répétition, sous une forme peu différente, de l'article 17 de la Constitution (2) : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque l'utilité publique, légalement constatée, l'exige évidemment ». S'il en est ainsi, du même coup, la théorie du domaine éminent est rejetée, puisque, nous l'avons vu, à en déduire logiquement les conséquences, on arrive à reconnaître à l'Etat

(1) *Observations* du Tribunal d'appel de Lyon, sur le projet de l'an VIII. Fenet, IV, p. 95.

(2) 3 septembre 1791.

le droit strict de dépouiller sans indemnité les citoyens de leur propriété (1)

Le droit supérieur de l'Etat est également nié par les rédacteurs du Code civil. Les articles 544 et 545 reproduisent les textes de 1791. Les commentant, Portalis, s'exprime ainsi : « L'empire, qui est le partage du souverain, ne renferme aucune idée de domaine proprement dit. C'est... non comme propriétaire supérieur et universel du territoire, mais comme administrateur suprême de l'intérêt public, que le souverain fait des lois civiles pour régler l'usage des propriétés privées. Ces propriétés ne sont la matière des lois que comme objet de protection et de garantie, et non comme objet de disposition arbitraire » (2).

On ne peut plus nettement refuser à l'Etat tout droit supérieur sur les propriétés privées.

Les mêmes principes ont inspiré la Cour de Cassation dans son célèbre arrêt du 23 juin 1857 (3). L'Enregistre-

(1) Les révolutionnaires les plus avancés de 1793, eux-mêmes, ne semblent pas avoir jamais admis le domaine éminent de l'Etat avec sa conséquence extrême, mais logique : le collectivisme. Cf. Baumes, *op. cit.*, p. 38. Ces hommes « voulaient bien révolutionner, changer la répartition de la propriété par toutes sortes de moyens, mais ils ne voulaient pas d'une organisation communiste ; ils voulaient une nation de petits propriétaires ». Voyez les textes cités par cet auteur.

(2) Fenet, XI, p. 118, 120, 121. Portalis disait ailleurs : « Point de méprise sur les mots *domaine éminent* ; ce serait une erreur d'en conclure que chaque Etat a un droit de propriété sur tous les biens de son territoire... Au citoyen appartient la propriété, et au souverain l'empire » (Exposé des motifs du titre préliminaire. Fenet, VI, p. 357).

(3) D. 57, I, 233. S. 57, I, 401. Par cet arrêt, la Cour de Cas-

ment prétendait recueillir l'impôt de mutation à titre de prélèvement sur les biens des successions et priver ainsi tous les créanciers chirographaires du défunt. La Cour suprême jugea que « pour attribuer à l'impôt de mutation de tels caractères, il faudrait, à défaut d'une loi, le supposer dérivant d'un droit de propriété ou de copropriété de l'Etat, et le considérer comme la condition d'une concession primitive et le prix d'une investiture nécessaire à chaque mutation ; qu'une semblable thèse, empruntée au régime féodal avec une extension qu'elle ne comportait même pas alors, serait, non seulement un démenti à la vérité historique, mais aussi une négation de tous les principes de notre droit public et de notre droit civil, soit sur la nature et les conditions d'existence de l'impôt, soit sur la plénitude et l'indépendance du droit de propriété, tel qu'il est défini avec une énergique précision par les articles 544 et 545 du Code Napoléon ».

Telle, en effet, paraît être la doctrine du Code en matière de propriété : droit absolu de chacun, droit, en principe, pleinement indépendant, l'Etat ne pouvant prétendre à aucun domaine éminent (1).

sation cassait deux arrêts de la Cour de Paris, en date du 13 mars 1855 (D. 55, 2, 299) et du 12 novembre de la même année (D. 57, 1, 242). Elle-même revenait sur la théorie toute contraire qu'elle avait soutenue dans ses arrêts du 3 décembre 1839 (D. 40, 1, 37) et du 28 juillet 1851 (D. 51, 1, 233).

(1) En ce sens; Troplong, *Traité de la propriété d'après le Code civil*, chap. XVI, p. 97, 98 ; Pradier-Fodéré, *Droit international public*, Paris, 1885, t. II, n° 609 ; Nuger, *Des droits de l'Etat sur la mer territoriale*, Paris, 1887, p. 136, note I ;

Puisqu'il en est ainsi, il faut chercher ailleurs le fondement du droit de l'Etat à recueillir les biens sans maître.

2. La succession du seigneur haut-justicier.

Dans l'ancien droit, les biens sans maître étaient, en général, attribués au seigneur haut-justicier, dans son territoire, comme dédommagement, disait-on, des frais qu'il avait à supporter comme justicier (1).

Est-ce donc comme successeur du seigneur haut-justicier que l'Etat moderne, chargé, lui aussi, de la justice, a droit à recueillir les biens sans maître ?

Planiol, *Traité*, t. I, n° 1026 ; Laurent, *Principes*, t. I, 78 ; Hello, *De l'inviolabilité du droit de propriété*, Revue de législation, 1845, 2^e partie, p. 1 ; Aubry et Rau, *Cours*, t. II, § 190, 5^e édition, p. 259. « (La doctrine du domaine éminent) conduit à la négation même du droit de propriété et est également contraire aux principes fondamentaux de notre droit public et de notre droit civil ».

On peut objecter que le Code civil admet l'expropriation pour cause d'utilité publique ; on peut objecter aussi l'art. 3 du Code civil qui soumet à la loi française tous les immeubles situés en France, même ceux possédés par des étrangers. Mais l'idée de souveraineté suffit amplement à justifier ces dispositions (*Cf.* Portalis, textes cités plus haut, précisément au sujet des art. 3 et 544, 545). Il en est de même du droit de l'Etat sur les mines.

(1) Lebreton, *Op. cit.*, liv. III, chap. 12 ; Denis de Salvaing, *De l'usage des fiefs*, 2^e partie, Epaves, p. 69 et s. ; Ferrière, *Dictionnaire*, V^{is} biens vacants, droit de déshérence. — Quelques-uns, toutefois, s'élevaient contre les droits du haut-justicier, surtout contre son droit de déshérence ; ce droit, disait Bacquet, « n'a rien de commun avec le droit de justice qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient » (*Du droit de déshérence*, chap. II, n° 5 ; *Sic*, Lebreton, *loc. cit.*).

Non. Cette explication, qui se recommanderait, il faut le reconnaître, par sa simplicité, n'est pas admissible historiquement. La preuve en est que la Nation, à l'encontre de ce qui se serait passé s'il y avait eu vraiment succession, ne s'est point trouvée implicitement saisie par les textes qui ont dépouillé les seigneurs de leurs droits ; c'est à des lois nouvelles, expresses, distinctes qu'elle doit les siens (1). C'est la série des lois et décrets, rendus à la suite du 4 août 1789 (2), qui dépouille les anciens seigneurs. « Les droits de déshérence, d'aubaine, de bâtardise, d'épaves, de varech, de trésor trouvé, et celui de s'approprier les terres vaines et vagues n'auront plus lieu en faveur des ci-devant seigneurs, à compter de la publication des décrets du 4 août 1789 » (3). C'est la loi des 22 novembre — 1^{er} décembre 1790 qui investit l'Etat du droit de s'approprier les biens sans maître (art. 3).

Au surplus, les travaux préparatoires de cette dernière loi sont probants. « Votre comité, dit Enjubault de la Roche, rapporteur devant l'Assemblée au nom du Comité des domaines, vous doit compte des motifs qui l'ont déterminé dans la rédaction de ces articles ». Or, ces motifs sont empruntés à des considérations absolument étrangères à l'idée d'une prétendue succession de l'Etat au seigneur haut-justicier (4).

(1) Championnière, *op. cit.*, p. 718.

(2) 3 novembre 1789 : 15, 28 mars 1790 ; 13, 20 avril 1791.

(3) Art. 7 de la loi des 13 et 20 avril 1791.

(4) *Ancien Moniteur*. Séance du 18 novembre 1790, t. VI, p. 323, col. 2. « On a considéré, d'après les publicistes tels que Grotius, Lebreton, Chopin, etc... que toute nation a le souverain

« Le haut-justicier, écrit Championnière, n'a point laissé de succession ; tout a disparu dans son avoir avec sa cause et les conditions auxquelles il le devait. Ses droits ne sont plus qu'un souvenir. L'organisation actuelle ne peut rien posséder qui s'y rattache, les lois révolutionnaires ne pouvaient que les anéantir, non les conserver ou les transmettre dans quelque partie que ce fût ». Ils reposaient tous, en effet, sur les mêmes principes féodaux à jamais rejetés de nos institutions.

3. Raisons d'ordre pratique.

L'Etat n'étant pas successeur du seigneur haut-justicier, et n'ayant, d'autre part, aucun domaine éminent sur la propriété des particuliers, c'est, semble-t-il, sur des raisons d'ordre tout pratique qu'il faut faire reposer son droit aux biens sans maître.

Théoriquement, une chose vacante doit — le seul bon sens le veut ainsi — appartenir au premier occupant ; mais aussi il faut considérer que l'occupation, consacrant le droit du premier arrivant, souvent du plus violent, risque d'entraîner des désordres. A la vérité, si la chose est de peu de valeur, son acquisition par

domaine de l'universalité du territoire qu'elle occupe. Ce domaine éminent, qui ne diffère de la puissance publique que comme la cause diffère de son effet, lui assure la propriété directe de toutes les portions de ce territoire qui, par leur nature ou leur destination, ne peuvent appartenir à personne en particulier et de celles encore qui demeurent vacantes et sans maître ».

occupation occasionnera peu de trouble social ; fréquemment, même, elle n'en amènera aucun. Mais, au cas contraire, il se pourrait que le désordre fût considérable.

C'est alors que la loi fait intervenir l'Etat, lui permettant de s'attribuer, d'acquérir lui-même par occupation les biens dont la prise de possession, si elle était permise à tous, serait une source de troubles.

Cette explication du droit de l'Etat était déjà donnée dans notre ancien droit. « La vocation de l'Etat, disait-on, n'est que pour exclure (l'occupation) cette manière d'acquérir trop contraire au repos de la société, par les querelles sans nombre dont elle serait la source, et par les ouvertures qu'elle donne à la violence et aux voies de fait » (1).

Cette manière de voir est certainement celle admise par les auteurs du Code civil. « Le fisc, dit le tribun Siméon, prévient les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants » (2)... « Il faut, dit-il ailleurs, empêcher ces occupations successives qui seraient une source de dissensions et de querelles quelquefois sanglantes (3). »

Portalis exprime la même idée (4).

(1) Lefèvre de la Planche, *op. cit.* Préface par Lorri, VIII, p. 53.

(2) « D'une succession vacante », ajoute-t-il. Nous verrons qu'une telle succession est le type des biens vacants recueillis par l'Etat.

(3) Discours au Corps Législatif. Fenet, XII, p. 216 et 233.

(4) Discours préliminaire sur le projet de la Commission. Fenet, I. p. 518.

« C'est, dit Laurent, pour empêcher le désordre auquel donnerait lieu le droit d'occupation que la loi attribue à l'Etat les biens qui n'ont pas de maître » (1).

Et Demolombe (2) : « L'occupation, dans une société avancée, ne pourrait être qu'une source de désordres, tandis que l'attribution à l'Etat de tous (3) les biens sans maître, en même temps qu'elle garantit la paix publique, est aussi la plus équitable, en ce sens qu'elle profite à tous les membres de la société dont l'Etat est le commun représentant ».

Fonder ainsi le droit de l'Etat, c'est, du même coup, en déterminer l'étendue.

Ceux des biens sans maître dont l'acquisition par les particuliers compromettrait la paix publique, devraient être soustraits à l'occupation individuelle. Ce sera, en principe, l'Etat qui en sera l'occupant ; quelquefois aussi, la commune se les appropriera. Ces biens seront ceux qui, ordinairement les plus précieux, seraient les plus convoités : immeubles et universalités de meubles.

Les choses, au contraire, dont l'occupation par chacun ne provoquerait aucun désordre devront être abandonnées aux particuliers, par retour aux principes : ce seront les meubles isolés, généralement de peu de valeur.

Si telle a été, dira-t-on peut-être, la pensée des

(1) *Principes*, IX, n° 158.

(2) *Op. cit.*, XIII, n° 17.

(3) *Tous* n'est pas exact, comme on va le voir. Du reste, Demolombe se corrige lui-même ailleurs (IX, n° 461).

auteurs du Code, pourquoi ont-ils posé le principe de l'attribution des biens sans maître au seul Etat? Ils auraient dû dire : la règle, c'est le droit d'occupation au profit des particuliers ; l'exception, c'est le droit de l'Etat.

Assurément, ils auraient mieux fait d'exprimer aussi clairement leur pensée, mais la défectuosité de leur rédaction a des excuses. D'abord, leur première intention était, on le verra, d'attribuer tous les biens sans maître à l'Etat, et de supprimer entièrement l'occupation ; à celle-ci ils n'ont fait place qu'après coup, simplement en supprimant la disposition qui, dans le projet primitif, excluait ce mode d'acquérir ; c'est pour ne pas revenir sur la rédaction de plusieurs articles, qu'ils ont laissé subsister l'attribution au seul Etat ; ensuite, il faut remarquer qu'en fait, l'Etat, étant appelé à recueillir les successions en déshérence, se voit aussi attribuer les plus importants des biens sans maître.

II. MODE ET CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE L'ÉTAT. IMPRESCRIPTIBILITÉ.

On sait que l'occupation est le mode-type d'acquérir les choses sans maître. Ceux des biens vacants que l'Etat acquiert, c'est également par l'occupation qu'il les fait siens.

Sans doute, si l'Etat avait, sur les biens situés sur son territoire, un domaine éminent, ce ne serait pas au moyen de l'occupation qu'il acquerrait les biens sans maître. Mais, puisque la théorie du domaine éminent

est rejetée par la législation moderne, l'Etat en est réduit à acquérir les biens sans maître par le procédé naturel d'acquisition de ces biens : l'occupation.

Occupant, il devient immédiatement propriétaire. Il l'est, du moins, sous la condition résolutoire de la réclamation que pourrait, pendant trente ans, élever un propriétaire (1). Il jouit immédiatement de tous les attributs de la propriété. Seule, une circulaire du Ministre des Finances, en date du 13 août 1832, exprime l'idée que l'Etat ne peut devenir propriétaire des biens sans maître qu'au moyen de la prescription acquisitive ; cette manière de voir ne repose sur aucun texte ; même, elle contredit les articles 539 et 713, qui laissent entendre que l'Etat acquiert immédiatement les biens vacants (2).

Du rejet de la théorie du domaine éminent, une autre conséquence doit encore être déduite ici. L'Etat ne saurait s'autoriser à contester la propriété, la possession, la détention des propriétaires, possesseurs ou détenteurs actuels d'un bien, dans le but de s'emparer ensuite, en vertu des articles 539 et 713, de ce bien qu'il aurait lui-même déclaré sans maître. Ce faisant, en effet, il prétendrait un droit supérieur sur toute propriété qui n'est pas la sienne. Or, on l'a vu, rien ne

(1) Béquet. *Rép.*, v^o *Domaine*, n^o 2795 ; Paris, 6 février 1875. S. 75, 2, 76.

(2) Barboux, *Consultation* : « Le droit de l'Etat sur les biens vacants et sans maître n'est pas autre chose que celui du premier occupant sur les biens qui ne sont plus ni possédés, ni détenus par personne ».

serait, plus que cette idée, contraire à l'esprit du Code civil (1).

Sans doute, l'Etat peut exercer le droit qui, on le verra, lui est attribué sur les successions en déshérence, alors même que quelqu'un s'est irrégulièrement emparé des biens composant ces successions ; mais il faut bien noter que ce sont des textes spéciaux qui, en ce cas, lui donnent le droit, non pas certes de s'approprier lui-même la succession sans maître, mais de s'en faire envoyer en possession par la justice, malgré toutes les entreprises tentées contre son droit.

Le droit de l'Etat sur les biens vacants et sans maître est un droit imprescriptible extinctivement ; en d'autres termes, le Domaine, malgré qu'il néglige, fut-ce pendant plus de trente ans, d'entrer en possession d'un bien sans maître, n'en conserve pas moins la faculté de le faire sien quand il lui plaira. Notamment, l'article 789 du Code civil, d'après lequel « la faculté d'accepter ou de répudier une succession » se prescrit par trente ans,

(1) Lefèvre de la Planche, *loc. cit.* « Le moindre titre ou la possession seulement, accompagnée de bonne foi, suffirait pour exclure le fisc, comme elle aurait exclu le premier occupant.

Sic, Barboux, *Consult.* « L'Etat n'a pas le droit de contester les titres, réguliers ou non, des propriétés privées ; il n'a que le droit d'occuper les biens abandonnés ». — Et adhésion de M^e du Buit : « L'Etat ne peut troubler la possession d'aucun détenteur, sous prétexte que son titre ne serait pas valable, ou qu'il ne serait pas capable d'être légalement propriétaire. Il doit respecter cette possession de fait, sans pouvoir s'enquérir de ses causes ou de sa légitimité ». — V. aussi les adhésions de MM. Devin et Sabatier.

n'est pas applicable à l'Etat, de l'aveu même de ceux qui interprètent l'article 768 comme conférant à l'Etat un véritable droit successoral (1).

Mais le droit de l'Etat est prescriptible acquisitivement. Quelqu'un peut parfaitement acquérir par la prescription le bien sans maître dont l'Etat a négligé de prendre possession; le fisc s'est ainsi laissé dépouiller; le bien n'étant plus sans maître, il n'y peut plus prétendre. C'est là ce qu'exprimaient Justinien aux Institutes (2), et Rousseaud de la Combe lorsqu'il disait, dans son *Recueil de Jurisprudence*: « Biens vacants, avant que d'être incorporés au domaine, peuvent être prescrits » (3, 4).

III. APPLICATION DU DROIT DE L'ÉTAT.

L'Etat et les immeubles sans maître.

Seul l'Etat, en principe, acquiert les immeubles sans maître.

Si, comme on le verra, la commune devient quel-

(1) V. Léger, *Théorie générale de la prescription extinctive* p. 69 (note) et 104.

(2) II, 6, § 9. Et L. 18. D. *De usurp. et usucap.*, XLI, III.

(3) Paris, 1753, v^o Prescription, section I, § 11.

(4) Et, de son côté aussi, le fisc peut prescrire acquisitivement; la prescription trentenaire s'applique à l'action en restitution d'une succession vacante appréhendée par l'Etat (Dalloz, *Code civil annoté*, sous l'art. 2262, n^o 31).

quefois propriétaire de tels immeubles, le fait est exceptionnel; la règle est le droit de l'Etat (1).

Est-ce en vertu de son droit sur les biens sans maître que l'Etat fait siens les lais et relais de la mer (2), et les îles nées dans un cours d'eau navigable ou flottable? Assurément ces lais et ces îles sont des biens vacants, à leur apparition, et cette qualité seule suffirait à les faire légitimement attribuer à l'Etat. Mais il semble que leur domanialité s'explique plus simplement encore par cette considération qu'ils ne sont, en réalité, que des prolongations et accroissements de terrains qui déjà, et d'autre part, appartiennent à l'Etat: rivages de la mer, lits des grands cours d'eau (3).

L'article 539 du Code civil — il semble inutile de le dire — ne confère de droit à l'Etat que sur les immeubles réellement et certainement sans maître. Cependant, la remarque s'impose en présence des termes d'une circulaire adressée le 26 juin 1809 par le Ministre des

(1) Cf. les circulaires ministérielles du 26 septembre 1806, et du 26 juin 1809, ainsi que les instructions des 10 mai 1819 et 22 avril 1822.

(2) «Terrains que le flot abandonne par l'effet d'un dépôt d'alluvions ou d'un soulèvement du sol». Planiol *Traité*, I. n° 912.

(3) Art. 538. Treilhard, dans la discussion au Conseil d'Etat du titre de la propriété, disait, à propos des îles: «Puisque le Conseil a décidé que le lit des rivières flottables et navigables appartient au domaine national, il a nécessairement décidé aussi que les îles et îlots, qui font partie du lit, suivent le sort de la chose principale» (Fenet, XI, p. 86).

Finances aux Préfets, à l'occasion de la confection du cadastre.

Le ministre affirme que « les terrains dont les propriétaires ne se font pas connaître appartiennent au gouvernement, suivant l'article 539 du Code civil ». Il prescrit, en conséquence, de porter ces terrains au plan parcellaire comme appartenant au domaine public, quitte, dit-il, à faire droit ensuite aux réclamations des propriétaires, s'ils se présentent (1).

Cette circulaire ne paraît pas à l'abri de toute critique.

Pratiquement, elle prévient le dépouillement injuste des propriétaires, en leur réservant — bien que d'une manière un peu vague — le droit de faire valoir leurs titres. Mais le principe posé est faux.

Sans doute, l'immeuble dont le maître ne se fait pas connaître peut être effectivement un bien sans maître, et alors le droit de l'Etat est très fondé. Mais il n'en sera pas toujours ainsi : le propriétaire peut être absent, ignorer la confection du cadastre, négliger, pour une raison quelconque, de se faire connaître ; son droit n'en existe pas moins. Si, en ce cas, l'Administration s'empare de son immeuble, elle ne recueille pas un bien sans maître, elle n'agit pas « suivant l'article 539 du Code civil ». Elle ne fait qu'user du droit qui appartient à tout le monde de posséder à l'encontre du propriétaire

(1) Cette circulaire est rapportée dans la *Collection des lois, décrets, instructions, circulaires et décisions relatifs au Cadastre de la France, formée avec l'autorisation de S. E. le Ministre des Finances*, par J.-B. Oyon, chef des bureaux du cadastre. Paris, 1809, 5^e partie, à sa date.

absent ou négligent ; elle deviendra propriétaire par l'effet de la prescription acquisitive, et en vertu de l'article 2262 ; elle ne le sera pas devenue immédiatement en vertu de l'article 539.

On observe peut-être : le fisc, lorsqu'il exerce — ainsi qu'on le verra — son droit de déshérence, n'est pas certain, non plus, qu'il n'y ait pas un héritier inconnu qui lui soit préférable ; et pourtant il recueille la succession comme vacante. Le cas de l'existence d'un héritier peut se présenter, assurément, mais il est très peu vraisemblable ; on sait, en effet, de quelle publicité est précédée le jugement qui envoie l'Etat en possession (1), on sait les soins que prennent les notaires pour prévenir les successibles, lorsqu'ils existent ; tout porte donc à croire que la succession est réellement sans maître. Rien de tel en l'espèce présente ; un propriétaire peut parfaitement ignorer le travail de confection du cadastre. Au surplus, le fisc, recueillant une succession en déshérence, est couvert par la décision de la justice. D'après la circulaire, au contraire, l'Administration, de sa propre autorité, inscrit les terrains sous son nom (2).

(1) Art. 770 du Code civil.

(2) La circulaire est encore critiquable à d'autres points de vue. A supposer que les immeubles dont il s'agit soient vraiment sans maître, est-il bien certain qu'ils devraient être attribués à l'Etat ? Ne pourrait-on pas soutenir les droits de la commune ? On verra, en effet, qu'à celle-ci reviennent et les terres incultes et les immeubles volontairement abandonnés. Or, le plus souvent, les biens sans maître à la découverte desquels peut donner lieu la confection du cadastre ne rentreront-ils pas dans l'une ou l'autre de ces deux catégories ?

2. L'État, premier occupant des meubles sans maître.

Si, lorsqu'il s'agit d'immeubles, l'Etat seul doit être l'occupant, en matière mobilière il peut, comme tout autre, être cet occupant et acquérir par l'intermédiaire de ses agents ou mandataires.

C'est ainsi, par exemple, qu'il lui arrivera, à la suite de fouilles, de faire siens des objets mobiliers précieux. De même, si un navire de guerre rencontre en mer des biens abandonnés et sans maître, c'est pour le compte de l'Etat que l'équipage s'en emparera.

3. Les successions en déshérence.

La succession qui se trouve sans maître, pour une des diverses raisons qu'on a vues plus haut, est dite *en déshérence* lorsque l'Etat se la fait attribuer, usant du droit que lui confère l'article 768 du Code civil : « A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat » (1).

(1) L'Etat n'est pas obligé de se faire envoyer en possession ; cela résulte d'une circulaire du Ministre des Finances du 13 août 1832, revenant sur celle du 8 juillet 1806. Le premier projet Cambacérès (art. 77, *Successions*) exprimait mieux que le Code de 1804, cette liberté laissée au fisc : « A défaut de parents ou de conjoint survivant, disait-il, les biens du défunt seront à la disposition de la Nation ». D'ailleurs, il en était déjà de même dans l'ancien droit (Coutume de Paris, art. 167) : « Quand le propriétaire possesseur d'aucun héritage va de vie à trépas, sans hoirs apparens, le Haut-Justicier, en la justice duquel les héritages sont assis peut et lui est loisible iceux héritages vacans et non occupés saisir et mettre en sa main ».

L'état de déshérence est ainsi l'état de droit et définitif qui met fin à l'état de fait et provisoire de vacance (1).

Or, en appréhendant les successions vacantes, l'Etat agit-il en tant que successeur, ou ne fait-il que mettre en mouvement le droit que lui confèrent les articles 539 et 713 de recueillir les biens vacants et sans maître? L'article 768 n'est-il qu'une application des deux autres ou est-il autre chose?

Selon Portalis : « Le droit de l'Etat n'est et ne peut être un droit d'hérédité; c'est un simple droit d'administration » (2). Telle est aussi l'opinion émise par le Tribun Siméon (3), telle est celle de la majorité des auteurs (4).

(1) Planiol, *Traité*, III, n° 2036 ; Tassain, p. 87.

(2) Cf. 1° le discours prononcé lors de la présentation du projet de la Commission du gouvernement. Fenet, I., p. 518; 2° La réponse aux observations de M. de Montlosier sur le projet de Code civil : « Comme la critique s'est imposé la tâche de trouver les rédacteurs inexacts dans leur doctrine sur le droit de propriété, il (M. de Montlosier) leur reproche de pousser l'inexactitude jusqu'à tous les principes des successions. S'il faut l'en croire, il semble que, dans cette matière, ils veulent mettre toutes les fortunes privées dans les mains de l'Etat. Mais comment le voudraient-ils, eux qui ont proclamé si solennellement que l'Etat ne succède pas, et qu'il ne peut intervenir que pour régler les successions ? (*Discours rapports, et travaux*, p. 79).

(3) Cité plus haut. Fenet, XII, p. 233.

(4) Laurent, *Principes*, IX, n° 158; Colmet de Santerre, III, n° 88; Planiol, III, n° 1922; Glasson, *Eléments du Droit français*, I, p. 495 et 499; Lambert, *op. cit.*, p. 312; Huc, le *Code civil italien et le Code Napoléon*, Paris 1866, p. 172; Tassain,

Pourtant, la thèse inverse a été soutenue (1). On a observé, d'abord, que l'Etat doit remplir, pour se faire envoyer en possession, les mêmes formalités que le conjoint survivant ; or, a-t-on dit, ce dernier est successeur ; l'Etat doit l'être aussi (2). Mais, de ce que deux personnes sont tenues d'observer les mêmes conditions de forme dans l'exercice de leurs droits, s'ensuit-il donc toujours que ceux-ci aient le même fondement ?

On a argumenté de la place occupée par l'article 768, au titre des successions. Mais, il faut le remarquer, ce n'est pas seulement à cet endroit que le Code traite du droit de l'Etat sur les hérédités ; il en parle dans l'article 539, rattachant évidemment ce droit au droit général de l'Etat sur les biens sans maître, disant : « Les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers... appartiennent au domaine public ». On a bien prétendu, il est vrai, que les mots « biens sans maître », dans cette disposition comme dans l'article 713, ne peuvent s'entendre que d'objets pris individuellement ; par conséquent, a-t-on dit, les textes en question ne peuvent s'appliquer à une

op. cit., p. 85 ; Marcadé, les *Fondations*, p. 166 note ; Cassation, 13 juin 1855. D. 55. 1.690 (Motifs du pourvoi) ; Amiaud, *Traité formulaire général du Notariat*, Paris, 1901. v^o *Successions*, n^o 203 ; Tribunal Seine, 6 juin 1894, D. 96 2.356 ; Thiercelin, *note*, sous Cassation, 17 novembre 1863. D. 63, 1. 441.

(1) Delomme, *L'Etat considéré comme successeur* p. 30 ; Greif, *Le Droit de l'Etat*, p. 151 ; Paris, 13 décembre 1901, D. 02. 2. 177 ; A. Colin, *note* sous cet arrêt.

(2) Paris, 13 décembre 1901.

hérédité, car l'hérédité est une universalité juridique (1); mais, à l'affirmation sur laquelle repose ce raisonnement on n'apporte aucune preuve; il paraît, au contraire, certain que l'article 539 consacre le droit de l'Etat sur les universalités vacantes comme sur les biens isolés sans maître; sinon, le législateur n'aurait pas écrit la seconde partie de cette disposition, il se serait dispensé d'une répétition inutile. Donc, le Code civil traite du droit de déshérence dans l'article 539. Il revient, il est vrai, sur cette question au titre des successions. Mais, là, après avoir établi l'échelle complète de la dévolution héréditaire, le législateur ne devait-il pas nécessairement dire ce que devient la succession à défaut de conjoint survivant ou de parent au douzième degré? Il y aurait eu, sans l'article 768, une véritable lacune dans la rédaction du titre; il ne paraît pas nécessaire de chercher à expliquer autrement la présence de l'article 768 parmi les textes consacrés aux successions.

Enfin, on a objecté : le Code civil appelle l'Etat à recueillir la succession à défaut d'héritiers au douzième degré; peut-être, cependant, y a-t-il des héritiers plus éloignés à qui, n'était la vocation de l'Etat, serait dévolue l'hérédité; or, « en tant qu'il existe un membre de la famille, si éloigné soit-il, peut-on dire, sans heurter, du moins, l'opinion de ceux qui admettent le droit supérieur de la famille, qu'on se trouve en présence de biens vacants et sans maître » (2) ? A cet argument on pourrait opposer, d'abord, les paroles du

(1) Delomme, *loc. cit.*

(2) A. Colin, *loc. cit.*

Tribun Siméon au Corps Législatif: «Après le douzième degré, on est si éloigné de la souche commune, les sentiments d'affection et de famille sont si usés, que, la plupart du temps, on ne se connaît pas, et l'on n'a respectivement pas plus de droits que les autres hommes » (1). Mais, plus encore, il importe de se rappeler comment le législateur de 1804 a compris et organisé la dévolution du patrimoine par succession ; c'est parce que la loi l'a voulu et ordonné expressément que les parents jusqu'au douzième degré sont habiles à recueillir l'hérédité ; sans sa volonté formelle, le parent au premier degré, lui-même, n'hériterait pas ; la succession serait et resterait sans maître. Donc, puisque tout héritier *ab intestat* ne tient son droit que de la loi, aussitôt que celle-ci s'arrête dans l'énumération des personnes aptes à succéder, les biens sont sans maître. Ce n'est pas à dire, assurément, qu'une telle conception des droits héréditaires soit à l'abri de toute critique, mais elle est certainement celle des auteurs du Code civil (2).

Il paraît donc bien établi que l'Etat, exerçant le droit

(1) Fenet, XII, p. 229. Dans le même sens, *cf.* le discours de Treilhard. Fenet, XII, p. 148, 149.

(2) *Cf.* les paroles du tribun Siméon sur l'article 755 : « Aussitôt que nous mourons, tous les liens qui tenaient nos propriétés dans notre dépendance se rompent : la loi seule peut les renouer ; sans elle, les biens, destitués de leurs maîtres, seraient au premier occupant... La succession est donc une institution civile par laquelle la loi transmet à un propriétaire nouveau et désigné d'avance la chose que vient de perdre son propriétaire précédent » (Fenet, XII, p. 218).

de déshérence, n'est pas un successeur, mais, simplement, exerce son droit général sur les biens sans maître.

Son droit est-il le même sur la succession laissée en France par un étranger décédé sans héritiers au degré successible ?

Est-il admis à recueillir une telle hérédité ?

Non, ont répondu quelques-uns : en une semblable hypothèse, la succession doit être dévolue à l'Etat étranger dont était sujet le défunt ; en effet, « étant donné que les successions doivent être, en principe, régies par la loi nationale des défunts, l'Etat qui doit hériter est celui dont le *de cuius* était le sujet » (1). On observe que cette doctrine a été consacrée par plusieurs auteurs de l'ancien droit (2), dans le nouveau Code civil de l'empire allemand (3), ainsi que dans quelques traités passés par la France, au cours du dernier siècle, avec des Etats étrangers (4).

D'autres proposent une distinction entre la succession immobilière et la succession mobilière ; à défaut d'héritiers naturels habiles à les recueillir, les immeubles situés en France seraient attribués à l'Etat français ; au contraire, la succession mobilière serait dévolue suivant le statut personnel de l'étranger ; si, donc, dans

(1) A. Colin, note citée sous l'arrêt de Paris du 13 décembre 1901.

(2) Le président Bouhier ; Merlin, dans son *Répertoire*.

(3) Art. 1936.

(4) Avec le Mascate, 1844 ; le Siam, 1856 ; la Birmanie, 1873 et 1885.

la législation du pays auquel appartient ce dernier, l'Etat succède à défaut d'héritiers naturels, il faut l'autoriser à prendre possession des meubles situés en France; on invoque la règle traditionnelle d'après laquelle les meubles suivent la personne; on fait remarquer qu'« il n'est pas exact de dire que l'Etat étranger ferait acte de souveraineté s'il venait s'emparer des meubles situés en France; il ne le ferait pas plus qu'en venant se saisir des meubles qu'il a acquis dans une vente publique ». Les étrangers, ajoute-t-on, peuvent aujourd'hui succéder en France; l'Etat étranger n'est-il pas un successeur étranger (1) ?

Cependant, l'opinion généralement admise est que la succession laissée en France par un étranger mort sans héritiers au degré successible doit être dévolue intégralement à l'Etat français. On admet que celui-ci, en recueillant l'hérédité en question, exerce « le droit éminent de souveraineté, en vertu duquel il est approprié de tous les biens sans maître qui se trouvent sur son territoire » (2); aucun texte, dit-on, ne fait exception à ce principe dans le cas où les biens appartiennent à un étranger; il n'y a pas à distinguer suivant que la succession comprend des meubles ou des immeubles.

Cette doctrine est consacrée par la majorité des auteurs, ainsi que par une jurisprudence presque constante (3).

(1) Baudry et Wahl, *Successions*, I., n° 1096.

(2) Tribunal de la Seine, 6 juin 1894. D. 96, 2, 356.

(3) Aubry et Rau, t. VI, § 606; Laurent, IX, n° 159; Demolombe, XIV, n° 178.

Paris, 15 novembre 1833. S. 33. 2. 593; Bordeaux, 12 fé-

L'Etat, dit-on, agit en vertu des articles 539 et 713.

Cette affirmation n'est-elle pas trop générale ? Il faut, semble-t-il, à l'encontre de ce qu'on fait ordinairement, distinguer suivant les cas.

Assurément, les textes relatifs aux biens sans maître s'appliqueront si l'Etat, dont est sujet le défunt, n'est pas appelé à titre d'héritier à recueillir les successions laissées par ses nationaux morts sans parents au degré successible ; alors, en effet, c'est seulement en vertu de son droit de souveraineté que cet Etat étranger est appelé à recueillir la succession en question ; or, l'Etat français, lui aussi, a un droit éminent de souveraineté, lui conférant le droit de recueillir, sur son territoire, les successions sans maître, et il n'est pas admissible qu'il soit contrecarré, dans l'exercice d'un tel droit, par un Etat étranger.

Mais, au contraire, si l'Etat étranger a une vocation héréditaire aux successions vacantes de ses sujets, il faut reconnaître que l'hérédité en question n'est pas sans maître ; donc, s'il est admis que l'Etat français a le droit de s'en emparer, ce n'est pas une application qui est faite de l'article 713 ; il faut fonder cette attribution sur un autre principe, sur celui, par exemple,

vrier 1852. D. 54. 2. 154 ; Paris, 11 juin 1861. *Gaz. Trib.*, 14 juin 1861 ; Tribunal civil de Nantes, 18 avril 1872. *Journal du droit intern. privé*, 1876, p. 105 ; Tribunal civil de Rennes, 26 novembre 1873. *ibid* ; Tribunal de la Seine, 22 juin 1897 ; *Journ. du droit intern.*, 1897, p. 1034, 11 mars 1899 ; *ibid*, 1899, p. 1014.

Convention passée entre la France et le Brésil, le 21 juillet 1866.

que toute question de déshérence est de statut réel (1).

Si l'on admet, comme nous l'avons fait, que l'Etat, recueillant une succession, n'est pas héritier mais exerce son droit souverain sur les biens sans maître, on a, par le fait, les éléments nécessaires à la solution de l'hypothèse suivante: un individu, dans son testament, exclut tous ses héritiers et, d'autre part, n'institue personne.

Dans la doctrine qui fait de l'Etat un héritier, celui-ci, en l'espèce, serait exhérédé au même titre que les autres successeurs. Cette exhérédation générale, aboutissant à mettre un patrimoine, en quelque sorte, hors du commerce, serait considérée comme nulle; on casserait le testament et l'hérédité serait dévolue suivant l'ordre successoral fixé par la loi (2).

Au contraire, si l'article 768 n'est qu'une application de l'article 713, l'hérédité doit appartenir à l'Etat. Celui-ci, en effet, ne peut être, au gré d'un testateur, privé de l'exercice d'un droit de souveraineté.

(1) Laurent, IX, n° 159. — M. Demolombe ne semble pas avoir vu la nécessité de cette distinction lorsqu'il a écrit, sur la question : « On objecte en vain la maxime *mobilia sequuntur personam*, car, précisément, il n'y a plus ici de *persona* ; toute espèce de lien est rompu entre la chose et la personne, puisque le propriétaire décédé n'a pas laissé de représentant » (XIV, n° 178). — Cela est inexact: l'Etat étranger, s'il a une vocation héréditaire, est un représentant du défunt.

(2) Cf les arrêts de Rennes, 27 février 1860 (D. 60, 2, 160) et de Cassation, 17 novembre 1863. D. 63, 1, 441 ; Lambert, *op. cit.*, p. 323.

4. L'Etat et les biens des collectivités douées de la personnalité morale.

On a vu que, dans la théorie classique de la personnalité des êtres moraux, le patrimoine de la collectivité, à la dissolution, est sans maître.

L'Etat le recueille alors.

De ce droit de l'Etat quel est le fondement ? Quelles en sont les diverses applications ?

L'Etat est-il successeur des personnes morales ?

On l'a soutenu. « Ceux qui croient, étant dupes du mot, à l'existence d'une personne, sont forcés, dit M. Planiol, de croire aussi qu'il s'agit d'un décès, que cette personne est morte et qu'il s'agit d'une succession » (1), succession qui peut être *ab intestat* ou testamentaire. Ainsi l'a fait la Cour de Paris, dans son arrêt du 2 juin 1893, où elle s'exprime ainsi : « Il ne paraît pas exact de dire que l'Etat ne succède pas aux personnes morales qui viennent à disparaître ; . il est un véritable héritier et successeur... En cas d'extinction, soit en vertu d'un décret, soit en vertu de leur propre volonté, les établissements d'utilité publique ont l'Etat pour successeur » (2).

Cette doctrine ne peut se défendre : elle pousse trop loin la fiction. L'ouverture de la succession, depuis que la mort civile est abolie, est uniquement, aux termes de l'article 718 du Code, le résultat de la mort naturelle ;

(1) *Traité*, I, n° 732.

(2) D. 93, 2, 513.

elle date de l'instant précis du décès. Relativement aux personnes morales peut-il y avoir mort naturelle, moment précis de la mort ? Non certainement, et il faut dire que « le titre des successions est tout aussi inapplicable aux personnes civiles que les titres relatifs au mariage et à la tutelle » (1).

Le droit de l'Etat n'est pas davantage fondé sur ce qu'il est propriétaire des biens des corps moraux ; ceux-ci, d'après une certaine opinion, n'auraient que la jouissance de leurs biens ; l'Etat en serait propriétaire ; ainsi, à leur dissolution, le patrimoine de ces corps ne serait pas sans maître ; il ne ferait que continuer à appartenir à l'Etat, entre les mains duquel la jouissance se réunirait à la propriété (2).

La théorie a été soutenue, d'abord, comme on l'a déjà vu, quant aux personnes morales du droit public.

(1) Planiol, sous l'arrêt cité de Paris ; *Sic*, Marcadé, *Fondations*, p. 201 ; Ducastaing, p. 11 ; Duseigneur, *Des Corporations à Rome*, Lyon, 1886, p. 101.

(2) Du moins, l'Etat devrait être considéré comme responsable du maintien de l'affectation des biens, et le résultat serait encore le même, d'exclure l'application des art. 539 et 713. *Sic*. Séligman, *Personnes morales*, p. 155 : « La personnalité civile n'est qu'une émanation de l'Etat ; l'établissement personnifié est associé à l'œuvre du pouvoir public. Le jour où il cesse de travailler en vue de l'intérêt général, les besoins auxquels il donnait satisfaction ne doivent pas rester en souffrance ; l'Etat en redevient directement responsable. Il est donc juste que le patrimoine affecté à ce service rentre aux mains de l'Etat. C'est là, bien plus que dans la règle de l'art. 713, que je trouve le motif du retour à l'Etat des biens de la personne morale qui n'est plus ».

Elle l'a été aussi au sujet des établissements d'utilité publique et des fondations. Dans toute fondation, Mirabeau voyait deux donataires, l'un, principal, la personne morale chargée du service, l'autre, subsidiaire, l'Etat. « Toute donation, a-t-on dit, tout legs fait dans le but de gratifier un service social est une libéralité adressée à l'Etat » (1). L'idée, émise en 1789, lors de la discussion sur les biens du clergé, à la Constituante (2) a été, depuis, plusieurs fois reprise en France et à l'étranger (3).

Mais de nombreuses considérations semblent devoir faire rejeter une telle manière de voir : on ne s'appuie sur aucun texte ; on confère à l'Etat, sur les biens des personnes morales, un domaine éminent, qui n'a pas plus de raison de lui appartenir sur les biens en question que sur le patrimoine des êtres physiques ; on risque, le plus souvent, par la conclusion à laquelle on aboutit, d'aller directement à l'encontre des intentions des donateurs et testateurs (4).

Le droit de l'Etat n'étant ainsi ni un droit de succession, ni un droit antérieur de propriété, trouve donc, simplement, son fondement dans les articles 539 et 713 (5).

(1) Dupla, p. 177.

(2) Cf. *Ancien Moniteur*, octobre 1789.

(3) V. Geouffre, p. 441 et s.

(4) Cet argument était invoqué, en 1789, par le Constituant Boisgelin (V. Thiébault, p. 86). Et cf. Geouffre, p. 448 et s., critiquant la théorie de « l'Etat propriétaire ».

(5) L'Etat, qui recueille les biens des corps moraux éteints, a

Ces textes, en premier lieu, appellent l'Etat à recueillir comme vacants les biens des personnes morales du droit public.

Nul doute que, si le département ou la commune disparaissent, leurs biens reviennent à l'Etat.

Quant à la section de commune, on sait que la question est discutée ; si, pour certains, le patrimoine de la section est sans maître, à sa suppression, et doit, par suite, être attribué à l'Etat (1), une autre opinion veut que ce patrimoine continue d'appartenir à la commune ou aux propriétaires des terres situées sur la section (2).

L'application de l'art. 539 ne saurait faire difficulté en ce qui touche les biens des établissements publics proprement dits, à leur dissolution (3).

Il en est de même des établissements d'utilité publique (4) et, parmi eux, des congrégations reconnues (5).

le pouvoir de dissoudre ces corps. Il hérite ainsi des êtres qu'il supprime. Sur le danger de cet extraordinaire état de choses, utilement atténué par d'assez nombreuses dispositions restrictives du droit de l'Etat, cf. Giorgi, II, p. 194 ; Jacquier, *Examen de la loi*, p. 106 ; Lucien-Brun, Assemblée Nationale, 9 juillet 1875. *J. O.*, p. 5160 ; Séligman, *Personnes morales*, p. 157.

(1) Séligman, *Personnes morales*, p. 80.

(2) Aucoc, p. 144, n° 58.

(3) Ducrocq, *op. cit.*, II, n° 1337 ; Fuzier-Hermann, v° Etablissements public, n° 150 ; Simonet, *Droit public*, n° 1123 : « C'est ainsi qu'en exécution de la loi du 7 août 1850, lorsque l'Université a été supprimée, en tant que personne morale, ses biens ont été attribués à l'Etat ».

(4) Ducrocq, Fuzier-Hermann, *loc. cit.* ; Séligman, *Personnes morales* ; p. 89 ; Ravier du Magny, *Fondations*, p. 182 ; Tassain, *op. cit.*, p. 108.

(5) Béquet, v° Cultes, n° 2114 ; Surugue, p. 106, 121 ; Gau-

Quelquefois, enfin, la loi elle-même règle, par avance, la dévolution du patrimoine des personnes morales, et ne consacre pas le droit de l'Etat. On peut mentionner, comme exemples, les dispositions de l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825, relative aux congrégations autorisées de femmes, et de l'article 2 de la loi du 30 novembre 1894, sur les Comités d'habitations à bon marché(1).

Et la même situation se présente encore lorsque s'éteignent les fondations créées par le procédé de l'institution conditionnelle (2).

Si c'est, en principe, l'Etat qui recueille les biens laissés vacants par la disparition de la personne morale, la règle a cependant des exceptions.

D'abord, il peut se rencontrer des tiers qui, ayant fait des libéralités à l'être moral, exercent utilement des actions en révocation pour inexécution des charges,

dry, *Législation des cultes* (dissolution des communautés autorisées).

(1) En certains cas, la loi n'attribue à l'Etat le patrimoine vacant que sous la condition d'en faire un emploi déterminé. Cf. en ce sens, l'article 12 de la loi du 12 juillet 1875, relative aux établissements d'enseignement supérieur libre. « Les biens acquis par donations entre vifs et par dispositions à cause de mort feront retour aux donateurs et aux successeurs des donateurs et testateurs, dans l'ordre réglé par la loi et, à défaut de successeurs, à l'Etat. Les biens acquis à titre onéreux feront de même retour à l'Etat, si les statuts ne contiennent à cet égard aucune disposition. Il sera fait emploi de ces biens pour les besoins de l'enseignement supérieur ».

(2) Marcadé, p. 201 ; Geouffre, p. 454.

où se prévalent de droits de retour stipulés en leur faveur (1).

Il peut arriver aussi que les corps moraux aient eux-mêmes réglé d'avance la dévolution de leurs biens; qu'ils les aient, par exemple, attribués, au cas de dissolution ou d'extinction, à quelque établissement public ou d'utilité publique, par une disposition insérée dans les statuts (2).

5. L'Etat et les biens des collectivités dépourvues de la personnalité morale.

Le patrimoine des groupements non personnifiés — nous l'avons constaté — n'est pas sans maître, à leur dissolution. L'Etat n'y a donc aucun droit en vertu des

(1) Sur l'étendue de ces droits des donateurs, et spécialement sur les droits de retour qu'ils ont pu stipuler. *cf.* Planiol (*Traité*, 1, p. 287, en note), commentant l'avis du Conseil d'Etat du 29 mars 1822. Cet avis avait décidé que le donateur, en gratifiant un établissement d'utilité publique, ne pourrait stipuler le droit de retour qu'à son profit personnel et non au profit de ses héritiers. M. Planiol remarque que « ce texte, conçu dans un esprit d'interprétation étroite, et fondé sur l'idée d'une assimilation parfaite entre les personnes réelles et les personnes fictives, est dépourvu de toute autorité en présence des lois postérieures de 1825, de 1850 et de 1875, qui montrent que l'esprit véritable de notre législation est beaucoup plus large envers les auteurs des libéralités ».

(2) Le Conseil d'Etat, parmi les clauses essentielles qu'il exige dans les statuts modèles des établissements qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique, a toujours placé celles relatives à l'attribution de l'actif de la société, en cas de dissolution, à un ou plusieurs établissements analogues et reconnus d'utilité publique (Reynaud et Lagrange, p. 187).

articles 539 et 713. En un seul cas, il y pourrait prétendre : celui où l'association s'éteindrait pour défaut de membres ; alors, en l'absence d'associés entre qui se répartirait le patrimoine social, à supposer, au surplus, que les tiers persistent à ne pas exercer leurs droits de reprise, les biens seraient véritablement sans maître et pourraient être légitimement attribués à l'Etat (1). Mais, hors de cette hypothèse, les articles 539 et 713 n'ont aucune application en l'espèce.

Du reste, à supposer que les biens des corps moraux non personnifiés soient théoriquement vacants, ils ne le sont pas, en fait. L'Etat, pour s'en rendre maître, serait obligé de se substituer à des individus qui, malgré l'irrégularité de leurs titres, sont paisiblement en possession, habitent les immeubles, se servent quotidiennement des objets mobiliers qu'ils détiennent. En dépouillant ces individus, l'Etat, malgré les principes, causerait pratiquement un trouble sérieux. Ne serait-il pas singulier de le voir agir ainsi, alors que, dans tous les autres cas où son droit s'exerce, la raison d'être de ce droit est, comme on l'a vu, de parer aux inconvénients et aux dangers de l'occupation, de prévenir les violences de l'occupation individuelle (2) ? Ne serait-ce pas lui qui, en l'espèce, causerait un trouble social ?

D'autre part, il est à noter que, sur les meubles, à supposer qu'ils fussent sans maître, l'Etat n'aurait pas plus de droits que n'importe qui autre ; il devrait se hâter pour être le premier occupant.

(1) *Sic.* Fuzier-Hermann, *v*^o Communautés, n^o 942.

(2) *Cf.* de Lattaignant, p. 337.

L'Etat, n'acquérant pas, de par l'article 539, les biens du groupement non personnifié dissous ne semble pas y avoir droit à aucun titre.

On a dit que l'Etat est successeur du corps moral éteint.

Cette explication de son droit aurait l'avantage de lui conférer une vocation immédiate, universelle. Mais, comment un être qui n'a jamais existé aux yeux de la loi peut-il mourir, laisser une succession ? La collectivité que les pouvoirs publics ont reconnue et rendue capable, elle-même, ne le peut pas.

D'autres ont soutenu que l'Etat, s'il n'est pas successeur *ab intestat* des corps moraux incapables, est, par une sorte de substitution testamentaire, appelé à recueillir leurs biens ; la libéralité faite à l'établissement, premier institué serait, à son extinction, dévolue à l'Etat, substitué.

Mais la succession testamentaire d'un être fictif ne se comprend pas davantage que sa succession *ab intestat*. Au surplus, l'admission de cette théorie aurait les graves inconvénients que signale Ortz⁽¹⁾ : « Elle rétablirait pour moitié l'ancienne jurisprudence qui, en certains pays, attribuait au fisc et non aux familles les biens grevés de fédécommis tacites. Loin de remédier... aux abus de la mainmorte, elle substituerait une mainmorte à une autre ».

On pourrait dire aussi : les choses données, léguées à toute collectivité poursuivant, dans une sphère particulière, un but d'utilité sociale, par exemple, d'ensei-

(1) N° 136.

gnement ou de bienfaisance, est faite, en réalité, à l'Etat qui représente les intérêts généraux, l'assistance, l'instruction en général. A la collectivité particulière n'appartient que la jouissance des biens : l'Etat en est propriétaire. La non-reconnaissance ou la dissolution de la collectivité n'aurait, ainsi, pas d'autre effet que de réunir la jouissance à la propriété.

Cette idée a pu se soutenir avec d'assez sérieuses apparences de raison, lorsqu'il s'agissait d'établissements publics ou d'utilité publique rattachés à l'Etat, vivant plus ou moins sous sa tutelle. En ce cas même, elle nous a paru devoir être rejetée. A plus forte raison doit-elle l'être, quand il est question d'un groupe qui s'est constitué et qui a vécu hors de sa sphère administrative, constamment ignoré de l'Etat ; ainsi paraît l'exiger le respect dû aux intentions des auteurs des libéralités (1).

IV. LES BIENS SANS MAITRE, LE DOMAINE ET LE BUDGET

Dans l'édition du Code civil de 1804, les biens sans maître, aux termes de l'article 539, appartenaient à « la Nation » ; l'article 713 les attribuait « à l'Etat ».

Si ce dernier texte n'a pas été modifié en 1807, il n'en a pas été de même de l'article 539 ; les biens sans maître n'appartiennent plus « à la Nation » ; ils appartiennent « au domaine public ».

(1) Cf. Ortiz, *loc. cit.* ; Orléans, 16 décembre 1864. S., 65, 2. 196 ; Beauregard, Chambre, 27 mars 1901, débats, p. 975 ; Tissier, *Dons et Legs*, n° 49.

A l'époque de cette rédaction, il est vrai, on ne faisait aucune distinction d'appellation entre les divers biens composant le patrimoine de l'Etat ; ceux-ci étaient confusément énumérés sous la dénomination de « biens de l'Etat (1) », ou de « biens du domaine public (2) ».

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. On a établi, en effet, une distinction nette entre le domaine public et le domaine privé de l'Etat. Les biens du domaine public sont ceux-là seuls qui ne sont pas susceptibles de propriété privée et qui, en même temps, sont destinés à un usage collectif (3). Or, tel n'est certainement pas le cas des biens recueillis par l'Etat comme sans maître.

Ainsi, l'article 539, s'il n'était pas inexact en 1807, l'est aujourd'hui ; il devrait porter : domaine privé.

Quant à l'article 713, qui attribue les biens vacants « à l'Etat », il est préservé de la critique par l'imprécision de cette expression (4).

Les ressources que l'Etat retire de l'exercice de son droit aux biens vacants et sans maître sont d'assez peu d'importance, comme permet de le constater le tableau suivant, emprunté au Projet de Budget de

(1) Art. 541 du C. civ.

(2) Art. 538-540.

(3) Planiol, *Traité*, I, n° 895.

(4) L'étude des détails de la procédure à laquelle est astreint l'Etat dans l'exercice de son droit aux biens sans maître, relève uniquement du droit administratif et ne saurait être abordée ici.

1902 (1), sous la rubrique: « Produits du Domaine autres que le domaine forestier ».

	PRODUITS DE L'EXERCICE 1900			ÉVALUATIONS proposées pour 1902.	ÉVALUATIONS adoptées pour 1901 (loi du 25 février 1901.)	DIFFÉRENCES A 1901	
	RECouvreMENTS effectifs de l'année 1900.	Droits constatés dans la 2 ^e année de l'exercice	Total.			En plus.	En moins.
Successions en deshérences ..	816.900	200	817.100	817.000	1.881.500	»	1.064.400
Epaves et biens vacants (2)...	240.100	100	240.200	240.200	205.300	34.900	»

(1) *Projet de loi présenté à la Chambre des Députés portant fixation du budget général de l'exercice 1902*, p. 243.

(2) Il faudrait retrancher des totaux donnés la somme produite par les épaves, lesquelles sont bien distinctes des biens, à proprement parler, vacants.

SECTION II

LES DROITS DE LA COMMUNE

En certains cas, la commune a paru mieux qualifiée que l'Etat pour recueillir et utiliser les biens vacants soustraits à l'occupation individuelle.

Les droits de la commune s'exercent sur les terres vaines et vagues et sur les fonds que leurs propriétaires abandonnent volontairement.

Les terres vaines et vagues (1), dans l'ancien droit, appartenaient généralement (2) au seigneur haut-justicier, dans l'étendue de son ressort. La loi des 13-20 avril 1791, dépouilla les « ci-devant seigneurs du droit de s'approprier les terres vaines et vagues, ou gastes, landes, biens hermes ou vacants, garrigues, flégards ou vareschaix » (3); mais elle autorisa les

(1) Les dunes rentrent-elles dans cette catégorie et sont-elles, par conséquent, propriété de la commune? Faut-il, au contraire, les attribuer à l'Etat, comme lais et relais de la mer? V. des décisions de jurisprudence dans l'un et l'autre sens. Sirey, *Code civil*, sous l'art. 539, nos 3 et 4, et Pandectes, v° Biens vacants, nos 62-72.

(2) Bacquet, *Droit de justice*, chap. 2; Argou, *Institutions*, liv. II, chap. V. Quelquefois aussi, pourtant, les terres vaines et vagues appartenaient aux communes (art. 10 de la loi des 13-20 avril 1791), et même aux particuliers (art. 11 de la même loi).

(3) Art. 7.

seigneurs à conserver ceux de ces terrains dont ils avaient publiquement pris possession avant la publication des décrets du 4 août 1789 (1). Au contraire, la loi du 28 août 1792, déclara que les terres vaines et vagues seraient présumées biens communaux (2), et imposa aux seigneurs, s'ils voulaient combattre cette présomption, des conditions extrêmement rigoureuses. La loi du 10 juin 1793 ne fit qu'affirmer plus encore les droits, aujourd'hui incontestés, de la commune.

Et ces textes n'ont pas été abrogés par les articles 539 et 713 du Code civil : la loi générale n'a pas effacé la disposition de la loi spéciale.

Il est rare — on l'a vu — qu'un propriétaire fasse abandon de son immeuble. Le cas se présente, cependant. Des lois spéciales ont décidé que le délaissement doit être fait au profit de la commune (3). L'article 713 du Code civil, dans le Projet de l'an VIII, portait, il est vrai : « Les biens... qui sont vacants comme abandonnés par leurs propriétaires appartiennent à la Nation ». Mais, cette disposition n'ayant pas été maintenue dans le texte définitif, la commune conserve ses droits.

La déclaration d'abandon doit être faite par écrit, au

(1) Art. 8 et 9 de la même loi. Cf. Béquet, v^o Commune, n^{os} 2211, 2269.

(2) Toutefois, les terres qui ne se trouvèrent pas circonscrites dans le territoire d'une commune ou d'une ci-devant seigneurie furent censées appartenir à la Nation (art. 11).

(3) Loi des 22 novembre — 1^{er} décembre 1790, titre III. art. 3 ; Loi du 3 frimaire an VIII, art. 66.

secrétariat de la mairie ; le conseil municipal déclare accepter cette sorte de donation. La déclaration doit être enregistrée dans les vingt jours et est passible d'un droit fixe de trois francs. Le délaissement libère le propriétaire de l'impôt, mais pour l'avenir seulement (1).

(1) C. Béquet, *Rép.*, v°. Impôts directs, n° 180 ; Pandectes, v°. Commune, n° 4904 ; lois des 28 avril 1816, art. 43 ; 28 février 1872, art. 4 ; Et un arrêt de la Cour de Luxembourg, tranchant une espèce très compliquée où se posait la question d'abandon (29 avril 1880. S. 81, 4, 33).

SECTION III

LES DROITS DE QUELQUES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les biens sans maître sont quelquefois attribués à des établissements publics ou d'utilité publique.

La loi du 4 ventôse an IX avait autorisé les hospices à s'approprier les biens vacants qu'ils découvrieraient avant les préposés de l'Administration (1). De là, quelques-uns concluaient à un droit général des hospices sur tous les biens sans maître. Mais le Code civil a abrogé la loi de l'an IX dont, au reste, une décision du gouvernement, en date du 7 nivôse an XII, avait déjà restreint la portée (2).

Ce dépouillement au profit de l'Etat fut critiqué par le Tribunal d'appel de Lyon, consulté sur le projet de l'an VIII; celui-ci proposait d'attribuer toutes les successions en déshérence aux hospices des enfants trouvés (3). Ces réclamations ne furent pas entendues.

Le droit des hospices ne s'exerce plus, depuis le Code civil, qu'en des cas spécialement déterminés. L'attribution qui leur est faite de certains biens vacants les indemnise, en quelque mesure, des soins qu'ils ont gratuitement donnés.

(1) Béquet, Rép., v^o Hôpitaux, n^o 198, en note.

(2) Béquet, *Eod. verbo*, n^o 200

(3) Fenet, t. IV. p. 123.

D'après l'article 8 de la loi du 5 pluviôse an XIII, « si l'enfant élevé par un hospice décède avant sa sortie dudit hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiennent en propriété à l'hospice, lequel peut être envoyé en possession ». On a soutenu que l'hospice a, sur ces biens, un véritable droit de succession; il recueille, a-t-on dit, l'universalité des biens; la dévolution établie à son profit réunit tous les caractères constitutifs de la succession (1). Mais ce sont là les arguments mêmes que l'on oppose et qui ont été réfutés à propos du droit conféré à l'Etat par l'article 768 du Code civil; ce qui a été dit de l'Etat doit être entendu des hospices. On considère généralement que la loi du 15 pluviôse an XIII n'a pas été abrogée par celle du 15 mai 1869, qui a partiellement enlevé aux hospices la charge qui leur incombait jusqu'alors des dépenses du service des enfants assistés.

Un avis du Conseil d'Etat, du 3 novembre 1809, veut que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices et qui y ont été traités gratuitement, appartiennent auxdits hospices en cas de déshérence. Il est admis que ce droit s'exerce sur les effets mobiliers laissés par les étrangers, comme sur ceux laissés par les nationaux (2). Il ne porte que sur

(1) Aubry et Rau, t. VI, § 604, p. 321; texte et note 2; Baudry et Wahl, *Successions*, t. I, n° 903 et s.

(2) Décision du Ministre des Finances, 30 septembre 1884; Instruction de la Régie, 10 octobre 1878; *Contra*, Baudry et Wahl, *Successions*, t. I, n° 1096.

les linges et hardes apportés par les malades, et non sur les sommes d'argent trouvées dans leurs effets.

Aux termes de la loi du 30 avril 1791, complétée par l'ordonnance du 22 mai 1816, la Caisse des Invalides de la marine a le droit de retenir, s'il n'en est fait aucune réclamation, certaines valeurs dépendant des successions des marins ou autres personnes décédées en mer. Des droits analogues sont attribués, en cas de déshérence à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, sur le capital réservé (1).

On peut mentionner aussi la loi du 24 mai 1825, relative aux congrégations autorisées de femmes. A la dissolution de ces établissements, les biens acquis par eux à titre onéreux sont distribués par moitié aux hospices et par moitié aux établissements ecclésiastiques du département.

De même, l'article 2 de la loi du 30 novembre 1894, sur les Comités d'habitations à bon marché, prévoit, pour le cas où ces comités cesseraient d'exister, la dévolution de leur actif aux sociétés de construction des habitations à bon marché, aux associations de prévoyance et aux bureaux de bienfaisance de la circonscription.

Ces divers établissements — il est à peine besoin de le dire — ne recueillent pas, en tant que successeurs, les divers patrimoines vacants qui viennent d'être énumérés, pas plus ceux ayant appartenu à des personnes physiques que ceux provenant de corps moraux éteints. L'Etat, lui-même, lorsqu'il recueille les biens

(1) Loi du 20 juillet 1886, art. 18.

des personnes physiques, ne le fait pas à titre d'héritier; à plus forte raison, un établissement public ou d'utilité publique ne peut pas être successeur; et quant aux corps moraux, l'ouverture de leur succession proprement dite ne saurait — on l'a vu — se concevoir (1).

(1) Cf. Ducastaing, p. 11.

SECTION IV

LES DROITS DU PREMIER OCCUPANT

Prenant à la lettre les dispositions des articles 539 et 713, quelques-uns ont pensé qu'aucun des biens sans maître n'est susceptible d'occupation individuelle. D'après eux, l'Etat est, en principe, propriétaire de toute chose vacante ; non pas, toutefois, disent-ils, qu'il ne « tolère » par la prise de possession de quelques-uns des biens sans maître par les particuliers, du gibier ou du poisson, par exemple ; mais c'est là de sa part, une pure faveur ; il consent seulement à abdiquer quelque chose de l'exercice des droits dont lui seul a la jouissance (1).

Cette opinion a rencontré peu d'adhésions. Elle est, en effet, en contradiction et avec les intentions des rédacteurs du Code civil, intentions qu'il est facile de découvrir dans les travaux préparatoires, et avec le texte même de certains articles du Code.

Les trois projets du Code successivement présentés par Cambacérès, en 1793, 1794 et 1796, admettaient le droit d'occupation au profit des particuliers, ainsi que l'avaient fait, du reste, la législation romaine et celle de l'ancienne France (2).

(1) Cf. Zachariæ t. II, p. 27.

(2) 1^{er} Projet. « L'occupation est l'acte par lequel on acquiert

Par un brusque changement, le Projet de l'an VIII (1) repousse en termes exprès ce mode d'acquérir la propriété. « La loi civile, dit-il, ne reconnaît pas le droit de simple occupation. Les biens qui n'ont jamais eu de maître, et ceux qui sont vacants comme abandonnés par leurs propriétaires, appartiennent à la Nation. Nul ne peut les acquérir que par une possession suffisante pour acquérir la prescription » (2).

Pourquoi donc, à l'encontre de toutes les traditions, cette exclusion formelle du droit d'occupation ? Il est assez difficile de le dire. Peut-être sembla-t-il aux rédacteurs du Projet que, dans les années de la Révolution, on avait abusé, au plus grand détriment de la paix sociale, du droit individuel d'occupation et qu'il fallait, en conséquence, supprimer un tel droit dans une législation nouvelle.

Quoiqu'il en fût, la brusque innovation souleva des

la propriété des choses qui n'appartiennent à personne; elle a lieu lorsqu'on s'empare de ces choses dans l'intention d'en devenir propriétaire » Liv. II, tit. 3, art. 2. (Fenet, I, p. 48). — Et cf. art. 8 du titre I du livre II (Fenet I, p. 37).

2^e Projet. « Ce qui n'appartient à personne devient la propriété de celui qui s'en saisit le premier (art. 89). Fenet, I, p. 119.

3^e Projet. Ce qui n'est à personne appartient à celui qui s'en saisit le premier dans le dessein de se l'approprier. (Art. 507). Fenet, I, p. 256.

(1) Le projet Jacqueminot (décembre 1799) ne s'expliquait pas sur la question : il ne soutenait, du reste, aucune disposition spéciale sur les Biens.

(2) Livre III. Dispositions générales. Art. 2.

critiques. Le Tribunal d'appel de Paris fit entendre ces justes observations :

« Nous n'approuvons pas qu'on dise, dans l'article 2, d'une manière si crue et si générale, que la loi civile ne reconnaît point le droit de simple occupation, et que les biens qui n'ont jamais eu de maître appartiennent à la Nation. Il y a des choses qui n'appartiennent à personne, et que les jurisconsultes appellent *res communes*, *res nullius*. Entend-on soustraire aux particuliers la faculté d'acquérir ces choses pour les donner exclusivement à la nation ? Est-ce qu'un particulier qui va puiser de l'eau à la rivière n'acquiert pas le domaine de l'eau qu'il a puisée, et dont il a empli sa cruche ? Les pierres, les coquillages qu'on ramasse sur le bord de la mer n'appartiennent-ils pas à celui qui s'en saisit ? On peut citer cent exemples pareils (1) ».

Jointes à celles d'autres tribunaux — qui, bien qu'à d'autres points de vue (2), critiquaient aussi la disposition nouvelle — ces protestations furent entendues.

(1) Fenet, *Observations des Tribunaux*, t. V du Recueil, p. 212.

(2) Celui d'Amiens prétendit qu'en rejetant l'occupation, on excluait, du même coup, la possession, puisque la possession qui, du moins, en matière mobilière, constitue seule la propriété n'est qu'une occupation continuée (Fenet, III, p. 134). — D'après le tribunal de Rouen, détruire le droit du premier occupant, c'est anéantir en même temps l'effet de la possession annale Fenet, (V, p. 473). — Il semble que ces tribunaux s'exagéraient les conséquences de la suppression de l'occupation ; il est peu probable, en effet, que le Projet de l'an VIII, par cette suppression, ait voulu interdire autre chose que l'acquisition immédiate de la *propriété* des choses sans maître.

L'article 3 des *Dispositions générales* du livre III, tel qu'il figure dans le projet définitif soumis, en 1801, aux trois corps chargés de son examen, porte simplement, sa première partie étant supprimée et la seconde abrégée : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Nation ». Retranchant ainsi du projet la disposition qui excluait l'occupation individuelle, on rétablissait implicitement ce mode d'acquérir.

Modifié de la sorte, l'article fut définitivement adopté (1). L'histoire de sa rédaction suffirait donc seule à prouver que les auteurs du Code ont rangé l'occupation parmi les modes légaux d'acquérir, si, au surplus, le Tribun Siméon n'avait pas expressément déclaré, au Corps Législatif, que « les choses mobilières,.... par leur nature, sont,.... même dans l'ordre social, susceptibles de l'occupation » (2).

L'article 539 a été décrété, on le sait, postérieurement à l'article 713, après, donc, qu'on eut fait place à l'occupation individuelle. Il n'a d'autre raison d'être que de rappeler, pour ordre, à propos de l'étude du domaine de l'Etat (538-541), les principes déjà posés

(1) Par le Conseil d'Etat (Fenet XII, p. 5) ; par le Tribunat (*Ibid.*, p. 214) ; par le Corps Législatif (*Ibid.*, p. 243).

(2) Fenet, XII, p. 216. « La société, dit cependant le tribun Siméon, a dû régler... la manière dont on acquerrait (les choses mobilières). C'est pour cela que l'occupation, simplement et proprement dite, n'est pas mentionnée, même à leur égard ». Etait-ce bien, là, une raison suffisante du silence gardé par la loi ? Un droit, malgré qu'il soit réglementé, n'est pas moins un véritable droit ; et la loi, du moment qu'elle le consacre, devrait en faire mention expresse.

relativement aux biens sans maître et de faire l'application de ces principes aux successions vacantes. « C'est, dit Treilhard au Corps Législatif, une suite naturelle de ce que vous avez déjà sanctionné » (1). Et le Tribun Savoie-Rollin: « Les biens vacants et sans maître... appartiennent à la Nation... le Code civil l'a déjà réglé ;... le projet de loi en complète le catalogue » (2). Il faut donc, puisque c'est le même principe qui revient ici, y apporter la même exception, la possibilité de l'occupation, par les particuliers. des meubles isolés.

Des travaux préparatoires il ressort, ainsi, suffisamment que le Code civil n'a pas entendu attribuer indistinctement à l'Etat tous les biens sans maître.

Une autre preuve en est, d'ailleurs, fournie par le texte même des articles 715, 716 et 717.

Ces dispositions, réglant l'acquisition du gibier et du poisson, du trésor et des objets rejetés par la mer, supposent admis que de tels biens sans maître peuvent être acquis par les particuliers.

Le Projet de l'an VIII, qui excluait formellement l'occupation, contenait, il est vrai, des dispositions analogues à celles édictées par le Code civil. « La faculté de chasser ou de pêcher, portaient ces textes, est réglée par des lois de police qui lui sont particulières. Il en est de même des effets jetés à la mer, et de

(1) Fenet, XI, p. 40

(2) *Ibid.*, p. 55.

l'invention d'un trésor » (1). Même ces « facultés », dans l'esprit des membres de la Commission du gouvernement, n'étaient dues qu'à la faveur de l'Etat, seul propriétaire des biens sans maître. Depuis 1804, il n'en est plus ainsi; c'est en vertu d'un véritable droit, et non plus d'une faveur, que les particuliers s'approprient certains des biens sans maître.

Ainsi, ils acquièrent par occupation le gibier, alors même, on l'a déjà vu, qu'il est chassé en temps prohibé ou sur le terrain réservé d'autrui. En certains cas, le gibier pourra être confisqué; sa prise pourra fonder, au profit du propriétaire du fonds où il aura été tué une action en dommages-intérêts; il n'en reste pas moins vrai que le chasseur en est devenu propriétaire par l'occupation (2).

Ainsi s'acquiert aussi le poisson de la mer et des cours d'eau. Bien que pêché sans l'autorisation de celui à qui le droit de pêche appartient (3), ou hors des époques déterminées, il est devenu la propriété de l'occupant; il pourra être saisi et vendu au profit de l'Etat (4),

(1) Fenet, II, p. 124.

(2) Instit. Justin., II, I, 12. *Quod... nullius est, id naturali ratione occupanti conceditur; nec interest feras bestias et volucres utrum in suo fundo quisque capiat an in alieno*. — Pothier, *De la propriété*, n° 24; Laurent, *Principe*, VIII, 443; Proudhon, *Domaine privé*, I, n° 386; Planiol, *Traité*, I, n° 1308; Loi du 3 mai 1844, art. 4, II, 16.

(3) Celui qui a obtenu la concession dans les cours d'eau navigables ou flottables; les propriétaires riverains dans les autres.

(4) Loi 15 avril 1829, art. 42.

mais ce sera seulement par suite de la pénalité de la confiscation qui aura été prononcée, ce ne sera pas sous forme de restitution de chose volée (1).

Ainsi s'acquièrent les eaux pluviales (2).

Ainsi s'acquièrent toutes les choses mobilières qui n'ont jamais eu de maître : pierres et coquillages du rivage de la mer et herbes marines (3).

Ainsi s'acquiert le trésor, du moins pour moitié, le Code civil s'étant, dans l'article 116, inspiré du droit romain réformé par Hadrien (4), et attribuant, contrairement aux purs principes, l'autre moitié au propriétaire du fonds (5).

(1) Proudhon, *Domaine de propriété*, I, n° 368.

(2) Ces eaux, coulant sur un chemin public, peuvent être captées par un propriétaire riverain autorisé par la commune à faire des travaux dans ce but. Toutefois, une telle autorisation, étant toujours révocable, ne peut fonder un droit exclusif et perpétuel sur ces eaux (Aix, 5 février 1902. D. 1902. 2. 422). — L'occupation est le seul mode possible d'acquisition : la prescription ne saurait être invoquée (même arrêt).

(3) Sauf les droits réservés aux habitants des communes riveraines sur le goémon-rive, c'est-à-dire celui qui croît sur les rochers attenants au rivage (Ordonnance de 1681 sur la marine, liv. 4, art. 10 ; arrêté du 18 thermidor, an X).

(4) Inst. Just., II, I, § 39 ; Code X, 15, De *Thesauris*.

(5) Sur les motifs de cette attribution, cf. Planiol, traité I, n° 1328.

Le propriétaire retient même la totalité du trésor découvert à la suite de fouilles entreprises à son insu ; des raisons de police en ont fait décider ainsi, malgré les principes.]

Si le trésor revient quelquefois à l'Etat, c'est en vertu d'une réserve expresse qui figure toujours dans les cahiers des charges des entreprises adjudgées par l'Etat (Cf. Pandectes, v° Biens vacants, n° 79).

Ainsi s'acquièrent enfin les biens meubles abandonnés, *res derelictæ* (1) (2).

(1) Grotius, *De jure belli et pacis*, liv II, chap. III, § 19. « Il faut remarquer que ce mode d'acquisition (l'occupation) s'applique même aux choses qui, ayant eu un maître, n'en ont plus, qui, par exemple, ont été abandonnées ; car ces choses sont retournées à l'état primitif ».

Puisque les *res derelictæ*, choses mobilières sans maître, peuvent ainsi devenir la propriété du premier occupant, il faut rejeter le principe qui, au dire de quelques-uns, gouvernerait la condition juridique des biens sans maître : ceux qui n'ont jamais eu de maître appartiendraient aux particuliers, ceux qui n'en ont plus, appartiendraient à l'Etat. (V. cette théorie soutenue dans Aubry et Rau, *Cours*, t. II, p. 64 ; P. Fr., *Rép.*, v^o Biens vacants, n^o 42.

(2) La chose abandonnée, dans notre droit, est soustraite à l'occupation lorsqu'elle est immobilière. On verra, dans l'étude des législations étrangères, qu'il n'en est pas de même partout.

Les îles nées dans un cours d'eau non navigable ni flottable sont bien des immeubles sans maître dont les particuliers deviennent propriétaires, mais par accession, non par occupation ; elles ne sont, en effet, qu'un accroissement du lit qui est déjà, lui-même, la propriété des riverains (Loi du 8 avril 1898, art. 3).

SECTION V

LES BIENS SANS MAÎTRE ET LES ÉPAVES

Les épaves, objets mobiliers égarés dont le maître n'est point connu, ne sont pas — on l'a déjà dit — des biens sans maître ; la différence est profonde entre la chose dont le propriétaire est simplement ignoré et celle qui n'a véritablement aucun maître : l'épave a un maître, inconnu mais n'en existant pas moins (1).

Pourtant, la loi traite les épaves à peu près comme des biens sans maître : elle statue sur le sort de la chose perdue, l'attribuant tantôt à l'Etat (2), tantôt à l'inven-

(1) Cf. Pothier, *Domaine de propriété*, n^{os} 67 et s. ; Proudhon, du *Domaine de propriété*, I, n^o 413.

(2) Suivant quelques-uns, toutes les épaves appartiennent à l'Etat (Merlin, *Répert.*, v^o Epaves ; Favard, *Répert.*, v^o Propriété, sec. I, n^o 11) ; ces auteurs raisonnent à tort, on le verra, sur les art. 539 et 713. — D'autres, du moins quant aux épaves terrestres, considèrent l'Etat moderne comme successeur du haut-justicier ; dans les provinces où celui-ci recueillait la totalité des épaves, l'Etat aurait le même droit que son prédécesseur (Proudhon, *Domaine privé*, I, n^o 417 ; Avis du conseil d'Etat, 5 janvier 1821). L'idée d'une telle succession est, on l'a vu, historiquement fausse.

Mais, si on ne peut pas poser en règle que toutes les épaves appartiennent à l'Etat, il faut reconnaître que beaucoup d'entre elles lui sont attribuées. C'est, du moins, ce qui ressort de la législation compliquée du sujet, faite de dispositions non abrégées de l'ancien droit et de quelques textes plus modernes, mais rares et n'offrant nul ensemble de doctrine.

Sont attribuées à l'Etat : 1^o la plupart des épaves maritimes,

teur (1) ou à ses ayant-droit, à l'expiration d'un délai généralement court écoulé sans réclamation (2). A la vérité, des nécessités pratiques exigent qu'on enfreigne ainsi le principe de la permanence, malgré l'expiration du plus long laps de temps, du droit de propriété. S'il fallait attendre indéfiniment que le maître de l'épave se présentât, les frais de conservation de la chose deviendraient excessifs, et les droits du propriétaire,

en totalité ou pour les deux tiers (Ordonnance de 1861); 2° toutes les épaves fluviales, en totalité (Ordonnance d'août 1669); 3° certaines épaves terrestres: les objets déposés dans les greffes (Loi du 11 germinal au IV, et ordonnance du 22 février 1829); ceux laissés dans les lazarets (Loi du 3 mars 1822, art. 20); dans les bureaux des douanes (Loi des 6-22 août 1791, tit. IX, art. 2 et 5); les sommes versées aux postes (loi du 4 avril 1898); les colis confiés à des entrepreneurs de roulage ou de messagerie (décret du 13 août 1810; jugement du Tribunal de Bergerac, du 9 août 1829. S. 31, 2, 92); les bagages apportés dans les hôtels (Loi du 31 mars 1896). — V. Ordonnance du 23 mai 1830, Duvergier, 1830, p. 41.

(1) Le droit de l'inventeur est consacré par la décision du ministre des Finances du 3 août 1825. (Codes Tripiér, sous l'article 717).

(2) En matière d'épaves maritimes, le délai est ordinairement d'un an et un jour; pour les épaves fluviales, il est d'un mois; quant aux épaves terrestres, il est très varié (vingt ans, trois ans, un an, six mois, etc.). V. les lois mentionnées à la note ci-dessus.

Théoriquement, le délai de réclamation devrait être de trente ans lorsque l'acquéreur a gardé pour lui la chose trouvée ou l'a transmise à un acquéreur de mauvaise foi; de trois ans s'il l'a transférée à un acquéreur de bonne foi (article 2279 et 1141 combinés; cf., à ce sujet, une *note* sous Orléans, 6 sept. 1853. S. 56, 2, 54). Mais, en pratique, il en est autrement; d'après la Circulaire ministérielle de 1825, l'inventeur lui-même est protégé par le délai de trois ans.

le jour où il se déciderait à les faire valoir, risqueraient d'être impossibles à vérifier.

Mais si, en fait, les choses se passent ainsi, la théorie n'en maintient pas moins une différence profonde entre l'épave et la chose sans maître, différence qui se manifeste surtout quant aux principes sur lesquels repose l'acquisition de l'une et de l'autre.

Ainsi, ce ne peut pas être en vertu des articles 539 et 713 que l'Etat a droit à certaines épaves. A supposer même que le législateur ait assimilé l'épave et la chose proprement sans maître, on ne pourrait pas, sur ces articles qui, on l'a vu, ont trait aux seuls immeubles vacants, fonder le droit de l'Etat à recueillir les épaves, choses mobilières. Mais, au surplus, les auteurs du Code civil ont clairement prouvé qu'ils entendaient repousser cette assimilation en écrivant l'article 717, § 2 : « Des lois particulières régissent les choses perdues dont le maître ne se représente pas ». Cette disposition serait inutile si le droit de l'Etat sur les choses perdues avait son fondement dans les articles 539 et 713 (1).

(1) *Contra*, Valette, p. 92 ; note ; Arrêt de Montpellier, 23 avril 1844 (D. 45, 2. 90, et P. 45, 2. 639) commenté par Laurent, *Principes*, VI, p. 61. D'après cet arrêt, les choses volées, si personne ne les réclame, deviennent, comme biens sans maître, la propriété de l'Etat. En l'espèce, des pièces de drap confectionnées avec de la laine volée avaient été saisies et déposées au greffe. Le recéleur en réclamait la restitution ; quant au propriétaire volé, il restait ignoré. La Cour, pour fonder le droit de l'Etat, s'appuie sur les articles 539 et 713. « Attendu qu'aux termes de l'art. 539 C. civ. les biens qui n'ont pas de maître

De même un particulier, inventeur, n'acquiert pas une épave comme il ferait une chose sans maître. Du moins, l'occupation, dans les deux hypothèses, ne produit pas les mêmes effets : l'inventeur de l'épave n'en acquiert la propriété que sous condition de sa non-réclamation ; même, d'après certains auteurs (1), il n'en est que possesseur, et encore sa possession n'est-elle légitime que si, en s'appropriant la chose trouvée, il n'a eu aucune intention frauduleuse de s'enrichir aux dépens d'un propriétaire qu'il lui eût été aisé de découvrir (2).

doivent appartenir à l'Etat, et que, la laine volée n'avant pas de maître, qui se fasse connaître, l'Etat en est propriétaire ».

« Pas de maître » et « pas de maître qui se fasse connaître », ne sont, on l'a vu, nullement synonymes. Les motifs de l'arrêt de Montpellier ne sont donc pas admissibles. La décision, toutefois, est fondée, puisque des lois, mais des lois spéciales, attribuent à l'Etat la propriété des objets déposés dans les greffes.

(1) Murlon, *Répétitions écrites sur le Code Napoléon*, t. II, p. 8 ; Demolombe, *Cours* XIII, § 71.

(2) Ulpien, L. 43, 4. D. *De furtis*, XVII, II ; Aubry et Rau. *op. cit.*, t. II, n° 201, note 48 et les auteurs qu'il cite ; Duport, *op. cit.* ; p. 135.

Cf. aussi, Paris 9 novembre 1855 (S. 56, 2. 49), et les observations de M. Devilleneuve sous cet arrêt ; Orléans, 30 août 1880. D. 81. 2. 162 ; S. 81. 2. 176. D'après ces arrêts, il y a vol dans le fait de celui qui, ayant trouvé sur la voie publique des objets perdus, les retient avec l'intention conçue, dès le moment même de la découverte, de se les approprier ; et la preuve de l'existence d'une telle intention peut s'induire de circonstances postérieures, par exemple de la circonstance qu'il n'a pas recherché le propriétaire des objets trouvés, qu'il n'a pas, du moins, fait la déclaration de la découverte à l'autorité.

SECTION VI

PRINCIPALES DISPOSITIONS DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Cette étude sommaire se divisera ainsi :

1. Principes généraux. — Droits de l'Etat. — Place faite à l'occupation.
2. Le trésor.
3. Les choses abandonnées.
4. Les successions en déshérence.
5. Solutions données à la question: le droit de propriété se perd-il par le non-exercice de l'action en revendication ?
6. Le patrimoine des corps moraux, à la dissolution de ces corps, est-il considéré comme sans-maître (1) ?

(1) Sources :

Code civil allemand, traduction de Meulenaere, Paris, 1897.

Code civil de la province de Québec, Montréal, 1897.

Code civil espagnol, traduction Lévê, Paris, 1890.

Code civil italien, traduction Prudhomme, Paris, 1896.

Boissonnade, *Projet de Code civil pour l'empire du Japon*, 1882.

Meysonnasse, *Code civil musulman* (rite Malékite), Paris, 1898.

Code civil néerlandais. G. Tripels, Maëstricht, 1886.

Code civil portugais, traduction Lepelletier, Paris, 1894.

Avant-projet de Code civil, par le département fédéral de Justice et Police, Lausanne, 1900.

Fuzier-Hermann. *Répertoire*, vis *Biens vacants et Communautés religieuses*, article Législation étrangère.

De la Grasserie, *Résumés analytiques des principaux Codes civils de l'Europe et de l'Amérique*, t. I et IV.

Conseil d'Etat : J. Clos, maître des requêtes, René Worms, Grunebaum, Peschaud, Hannotin, Cahen, auditeurs. *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*.

**I. Principes généraux. — Droits de l'Etat.
Place faite à l'occupation.**

ALLEMAGNE

Dans le nouveau Code civil de l'Empire, l'occupation des immeubles n'est pas admise (1).

Au contraire, tout individu qui, à titre de propriétaire, prend possession d'une chose mobilière sans maître, en acquiert la propriété ; sauf, toutefois, dans les cas où l'occupation est légalement défendue (2), ou lorsque le droit d'occupation d'un autre serait lésé (3).

AUTRICHE

La règle est que les biens sans maître appartiennent à celui qui s'en empare ; l'occupation est admise même des choses immobilières (4).

BELGIQUE

Le principe suivant lequel tous les biens sans maître appartiennent à l'Etat n'est pas, en pratique, considéré comme absolu ; on admet l'occupation des choses mobilières sans maître (5).

(1) Il n'en était pas de même dans le Code prussien ; l'occupation immobilière y était admise, quoique sous réserve de l'autorisation et du droit de préférence de l'Etat.

(2) Allusion évidente aux meubles dépendant des successions en déshérence.

(3) Art. 958.

(4) Cf. Giorgi, t. II, p. 149.

(5) Cf. un jugement du Tribunal correctionnel de Gand, du

CANADA.

Les articles 401 et 584 du Code civil posent en règle, comme nos articles 539 et 713, le droit de l'Etat aux biens sans maître (1).

ESPAGNE.

L'occupation est admise comme mode d'acquisition des biens qui n'ont jamais eu de maître (2).

Ceux qui n'ont plus de maître ou dont le propriétaire est inconnu sont dévolus à l'Etat (3); celui-ci recueille aussi tous les biens détenus et possédés sans titre légitime, à charge, par lui, de faire la preuve de ce fait, et sans que le possesseur puisse être ni tenu de produire ses propres titres, ni inquiété en sa possession tant qu'il n'a pas été régulièrement condamné par les tribunaux.

GRANDE-BRETAGNE.

La couronne se réserve les immeubles sans maître, terres vacantes à l'intérieur du territoire, îles nées dans la mer (4). De même, le fisc seul peut s'approprier le trésor.

18 novembre 1882, rapporté par Fuzier-Hermann: l'occupation d'une chose vacante ne peut pas constituer un délit de vol.

(1) Après dix ans, les biens vacants incorporés au domaine deviennent imprescriptibles comme tous les biens domaniaux.

(2) Code Civil, art. 610.

(3) Loi du 9 mai 1835.

(4) Le même principe est en vigueur aux Etats-Unis (Cf. Giorgi, t. II, p. 150).

Quant aux objets mobiliers sans maître trouvés à la surface du sol, ils appartiennent à l'inventeur.

ITALIE.

Aux termes de l'article 710 du Code civil, la propriété s'acquiert, entre autres procédés, par l'occupation; celle-ci est possible des immeubles comme des meubles (1).

L'article 711 est une disposition très complète et très analysée. « Les choses, y est-il dit, qui ne sont pas, mais qui peuvent être l'objet d'un droit de propriété, s'acquièrent par l'occupation. Tels sont les animaux objets de la chasse et de la pêche, le trésor, les choses mobilières abandonnées ».

Ainsi, il n'y a aucune attribution générale des biens sans maître à l'Etat.

JAPON.

L'article 22 du projet de Code civil de M. Boissonade définit les choses sans maître : « Ce sont celles qui n'appartiennent à personne, mais peuvent devenir

(1) Cette disposition est critiquée par M. Huc, qui juge mieux fondés les principes admis en la matière par notre Code civil (*Le Code civil italien et le Code Napoléon*, p. 115, 116). — M. Giorgi la défend, au contraire, chaudement dans son traité des *Personnes morales*; il prétend que, non seulement il eût été inutile de soustraire les immeubles sans maître à l'occupation individuelle, à supposer qu'il y eût eu des dangers à cela, puisque, dit-il, il n'y a point, en Italie, de tels immeubles, mais encore qu'aucune disposition de loi ne saurait restreindre un droit aussi fondé naturellement que celui d'occupation (T. II, p. 152).

l'objet d'un droit de propriété : tels sont les biens abandonnés, les successions en déshérence, les animaux sauvages, les oiseaux vivant en liberté, les poissons des rivières et de la mer ».

L'article 26 du même projet attribue à l'Etat les immeubles sans maître. Par contre, les meubles vacants sont au premier occupant (1).

PAYS MUSULMANS SOUMIS AUX LOIS DU RITE MALÉKITE.

En règle, les biens qui n'appartiennent ni aux particuliers, ni à l'administration des biens habbous sont la propriété du domaine public (2).

L'occupation est, cependant, admise des immeubles ruraux qui n'ont jamais été cultivés par personne ou qui ne le sont plus depuis longtemps, appelés « terres mortes ». De ces terres qui sont réputées appartenir à Dieu, tout musulman peut prendre possession (du moins dans le rayon de la perception des aboiements d'un chien) et, après qu'il les a défrichées, il en devient propriétaire (3).

PAYS-BAS.

L'article 576 du Code civil néerlandais est une disposition analogue à notre article 539. Ce Code permet

(1) Cf. sur les droits de l'Etat, le commentaire 52 sous l'article 32.

(2) Meysonnasse, n° 141, 160.

(3) Meysonnasse, n° 135, 136, 139. « Le musulman vivifie la terre morte en la cultivant ».

l'acquisition par occupation des meubles qui n'appartiennent à personne (1).

PORTUGAL.

Le droit de l'Etat n'est expressément consacré par aucun article du Code. Au contraire, le droit individuel d'occupation est reconnu par l'article 383. D'après ce texte, il est permis à tout individu de s'approprier, par ce mode, les animaux et les choses qui n'ont jamais eu de maître ou qui étaient abandonnés ou perdus, sauf réserve, toutefois, en quelques cas, des droits supérieurs de l'Etat.

RUSSIE.

De même que les objets mobiliers, les immeubles sans maître peuvent être acquis par occupation, soit qu'ils aient toujours été vacants, soit qu'ils aient été abandonnés par leur propriétaire.

SUISSE.

1. *Législations cantonales.* — Les biens sans maître (2) sont attribués tantôt au premier occupant (3), tantôt à la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent (4), tantôt à l'Etat ou à ceux à qui l'Etat a délégué le droit de s'en emparer (5).

(1) Art. 639, 640.

(2) A l'exception des successions en déshérence.

(3) Par exemple, Code civil du canton de Zurich, art. 242.

(4) Code civil du canton du Valais, art. 377.

(5) Code civil de Fribourg, art. 424 ; Ce Code, toutefois, n'attribue pas le trésor à l'Etat ; Code de Neuchâtel, art. 310 et Code du canton de Vaud (Lausanne, 1820), art. 343 et 503,

2. *Législation fédérale.* — Comme on le sait, elle n'est pas encore définitivement fixée. Toutefois, l'*Avant-projet* du département fédéral de justice et de police contient, relativement aux biens sans maître, des dispositions intéressantes.

L'occupation est admise, en principe. Celui qui prend possession d'une chose sans maître, avec la volonté d'en devenir propriétaire, en acquiert la propriété. Sont considérées comme choses sans maître, celles qui n'ont pas encore eu et celles qui n'ont plus de propriétaire (1).

Les immeubles eux-mêmes peuvent être acquis par occupation.

2. Trésor.

En Angleterre, le trésor appartient à la Couronne. L'inventeur serait passible de prison et d'amende s'il cherchait à se l'approprier (2).

Dans la presque généralité des autres pays, l'acquisition du trésor est réglée comme par notre article 716. L'inventeur et le propriétaire se le partagent : en Allemagne (3), au Canada (4), en Espagne (5), en Italie (6), dans les Pays-Bas (7).

dispositions qui reproduisent littéralement le texte de nos articles 539 et 713.

(1) Art. 708.

(2) Lehr, *Eléments de droit civil anglais*, n° 218.

(3) *Code civil de l'Empire*, art. 984.

(4) *Code civil*, art. 586.

(5) *Code civil*, art. 351 et 614.

(6) *Code civil*, art. 711.

(7) *Code civil*, art. 742.

Dans le nouveau Code civil suisse, au contraire, le principe est que le trésor appartient au propriétaire du fonds (1). « L'inventeur, ajoute cet article, a droit à une gratification équitable qui n'excédera pas la moitié de la valeur du trésor. »

D'après l'art. 717 du même projet du Code, « les curiosités naturelles ou les antiquités qui n'appartiennent à personne et qui offrent un intérêt scientifique considérable, deviennent propriété du canton dans le territoire duquel elles ont été trouvées. L'auteur de la découverte a droit à une indemnité qui ne peut excéder la valeur de la chose ».

3. Choses abandonnées.

ALLEMAGNE.

Dans le nouveau Code de l'Empire, une chose mobilière, aux termes de l'article 959, devient sans maître, lorsque le propriétaire en abandonne la possession, dans l'intention de renoncer à la propriété. Elle peut être acquise par le premier occupant.

Quant aux immeubles, il y a abandon de la propriété lorsque le propriétaire déclare sa renonciation au bureau du registre foncier, et qu'elle est inscrite à ce registre. Le droit de s'approprier le fonds abandonné appartient au fisc de l'Etat confédéré, dans le ressort duquel le fonds est situé. Le fisc acquiert la propriété en se faisant inscrire comme propriétaire au registre foncier (2).

(1) Art. 716.

(2) Art. 928.

ESPAGNE.

Les biens abandonnés s'acquièrent par occupation, au profit des particuliers (1). On ne distingue pas entre les meubles et les immeubles.

GRANDE-BRETAGNE.

Les objets mobiliers abandonnés, et eux seuls, appartiennent à l'inventeur.

ITALIE.

L'article 711 du Code civil porte que les choses mobilières abandonnées appartiennent au premier occupant. Il n'y a aucune disposition relativement aux immeubles.

JAPON.

Les meubles abandonnés sont la propriété du premier occupant ; les immeubles reviennent à l'Etat (2).

MEXIQUE.

Une disposition originale règle l'abandon de la chose immobilière. Tout individu qui s'aperçoit qu'un fonds est abandonné, peut le déclarer à l'autorité publique ; si, dans un délai fixé, personne ne fait valoir de droits sur ce fonds, il est vendu, après publications ; un quart de la valeur est donné au déclarant, tandis que les trois autres quarts de cette valeur sont distribués à des œuvre de bienfaisance ; si, au contraire, quelqu'un se

(1) *Code civil*, art. 610.

(2) Art. 26 du projet de M. Boissonnade. *Cf.*, sous l'art. 44, le commentaire, n° 74.

présente et réclame l'immeuble, l'autorité publique en avise le déclarant, et les deux parties débattent, devant le juge, la question de savoir s'il y a eu abandon (1).

PAYS MUSULMANS SOUMIS AUX LOIS DU RITE MALÉKITE.

Si le musulman, après avoir, dans les conditions qu'on a vues, « vivifié la terre morte », en délaisse la culture, celle-ci devient la propriété du domaine public, et elle est exploitée par le souverain lui-même « au mieux des intérêts de ses sujets » (2).

SUISSE.

Les immeubles, comme les meubles abandonnés, peuvent, d'après l'article 708 de l'*Avant-projet*, être acquis par occupation.

Pourtant, on ne peut occuper un immeuble immatriculé que s'il résulte du registre foncier que cet immeuble est devenu sans maître (3).

4. Successions en déshérence.

ALLEMAGNE.

Aux termes de l'art. 1936 du nouveau Code, « si, au moment de la dévolution, il n'y a ni parent ni époux du défunt, est héritier légitime le fisc de l'Etat confédéré auquel le défunt ressortissait au moment de son décès ». C'est donc, on le voit, d'un véritable droit de succession

(1) De la Grasserie, I, p. 73.

(2) Meysonnasse, art. 141.

(3) Art. 660.

qu'il s'agit ; ce n'est pas, comme nous l'avons constaté chez nous, une simple attribution de biens laissés sans maître. — L'article ajoute : « Si le défunt ressortissait à plusieurs Etats confédérés, le fisc de chacun de ces Etats est appelé à la succession par parts égales. Si le défunt était Allemand et ne ressortissait à aucun Etat confédéré, le fisc de l'empire est héritier légitime ».

AUTRICHE.

Sont attribuées au fisc les successions qui, à l'expiration des délais donnés aux successibles pour se faire connaître, ne sont réclamées par personne. Si, tant que la prescription n'est pas accomplie, il surgit des héritiers, ils sont admis à faire valoir leurs droits contre le fisc qui a, vis-à-vis d'eux, les prérogatives d'un possesseur de bonne foi.

ESPAGNE.

L'Etat, héritant à défaut de tous autres successeurs, est héritier sous bénéfice d'inventaire (1). L'emploi des sommes recueillies par le fisc est strictement déterminé : une moitié va aux œuvres de bienfaisance, l'autre, à l'instruction publique (2).

GRANDE-BRETAGNE.

A défaut de toutes personnes aptes à justifier de leur parenté, la couronne recueille les biens *mobiliers*, sous réserve toutefois de la moitié appartenant à la veuve (3).

(1) Lehr, *Droit civil espagnol*, Paris, 1880, II, p. 388.

(2) Code civil, art. 956, 957.

(3) Lehr, *Droit civil anglais*, n° 999.

Dans la succession immobilière, dont on sait que les règles sont absolument différentes, il ne semble pas que le fisc ait jamais aucun droit à exercer.

ITALIE.

Le droit de déshérence est réglé par l'art. 758: « En l'absence de personnes habiles à succéder, d'après les règles établies, l'hérédité est dévolue au patrimoine de l'Etat ». Celui-ci paraît avoir une vocation successorale (1).

PAYS MUSULMANS SOUMIS AUX LOIS DU RITE MALÉKITE.

Le fisc recueille les biens des musulmans laissés en déshérence. Quant aux biens laissés vacants par l'infidèle ou sujet non musulman, ils sont, par une disposition absolument originale, dévolus non pas au fisc, mais à l'Etat étranger auquel appartient l'infidèle (2).

PORTUGAL.

L'Etat, aux termes des articles 2006 à 2008 du Code civil, a, lorsqu'il succède, à défaut de tous autres héritiers testamentaires ou légitimes, tous les droits et toutes les obligations d'un héritier ordinaire.

RUSSIE.

Les règles de la déshérence sont assez complexes. Relativement aux meubles, le droit de l'Etat est le principe ; toutefois, ceux laissés vacants par les dignitaires

(1) V. Giorgi, II, p. 165, 169 et s.

(2) Meysonasse, n° 161

de l'Eglise catholique ou de l'Eglise orthodoxe passent à leur Eglise respective. En ce qui touche les immeubles, ceux situés sur le territoire d'une ville sont dévolus à cette ville ; ceux laissés vacants par les habitants des campagnes appartiennent à la commune rurale dont ils étaient membres. Par dérogation à ces règles, si le défunt était professeur ou attaché à quelque autre titre aux universités de Saint-Pétersbourg, Moscou, Khar-kof, Odessa, etc., au lycée juridique de Demidoff ou à certains autres établissements d'enseignement, ses biens, à défaut d'héritiers, sont dévolus à l'établissement où il exerçait ses fonctions (1).

SUISSE.

Législation cantonale. — A noter comme disposition originale, celle du code de Zurich : les immeubles provenant des successions en déshérence reviennent à l'Etat, à la charge de délivrer la moitié de l'actif net à la commune du canton dont le défunt était bourgeois.

Législation fédérale. — D'après l'article 491 de l'*Avant-Projet*, « à défaut d'héritiers, la succession est dévolue, sous réserve de l'usufruit des arrière grands-parents, des grands-oncles et des grand'tantes, au canton du dernier domicile du défunt ou à la commune désignée par la législation cantonale ». — « Les cantons, ajoute l'article, peuvent conférer à l'Etat des droits plus étendus, soit en créant des taxes successorales, soit en élargissant son droit de successibilité ».

(1) Art. 1167-1172 du Code Civil.

Telles sont les législations où l'on peut relever des dispositions originales. Ailleurs, les successions en déshérence sont invariablement dévolues au fisc de l'Etat, sans particularité à noter ; ainsi en est-il, par exemple, au Canada (Art. 637 du code de Québec), aux Pays-Bas (Art. 879 du Code civil).

5. Solutions données à la question : le droit de propriété se perd-il par le non-exercice de l'action en revendication ?

En France — on l'a vu — un bien ne devient pas sans maître par le seul fait que son propriétaire n'en use pas ; l'action en revendication ne se perd pas par le simple défaut d'exercice, si prolongé qu'il soit.

Les mêmes principes ont-ils cours dans les législations étrangères ?

ALLEMAGNE

L'article 900 du nouveau Code Civil exige, pour la perte du droit de propriété, une possession contraire, authentiquée par une inscription au registre foncier. D'autre part, l'article 902 du même Code porte que les actions résultant des droits inscrits au registre foncier sont imprescriptibles ; or, le droit de propriété est, par excellence, le droit soumis à la formalité de l'inscription ; l'action en revendication qui la sanctionne est donc imprescriptible, sauf — il est à peine besoin de le dire — le cas où des actes contraires de possession sont exercés.

BELGIQUE

Les textes, on le sait, sont les mêmes que chez nous.

Les auteurs tranchent généralement la question dans le sens de la perpétuité du droit de propriété (1).

ESPAGNE

De deux articles du Code civil il ressort que l'action en revendication n'est pas éteinte par le seul défaut d'exercice (2).

GRANDE-BRETAGNE

Le droit de propriété ne se perd pas, à moins qu'il y ait une possession contrairement exercée. S'il n'y a pas de texte le disant expressément, ce principe résulte, du moins, de l'ensemble des dispositions sur la prescription (3).

JAPON

Au nombre des causes d'extinction de la propriété énumérées en l'article 44 du Code civil, la prescription extinctive de l'action en revendication ne figure pas. D'autre part, sous l'article 37, le commentaire de M. Boissonade porte ces mots : « L'action en revendication cesse devant la prescription, c'est-à-dire devant une présomption légale d'acquisition légitimement fondée sur une possession plus ou moins prolongée (4). » Le fait d'une possession contrairement exercée est ainsi

(1) Cf. Arntz, *Cours de Droit civil*, t. I, n° 911 ; Van der Heuvel, *op. cit.* ; Laurent, *Principes*, t. IX, n° 514. — Toutefois, la thèse contraire est soutenue par Ortiz (n° 327) et par Laurent, en contradiction avec lui-même (*Principes*, t. XXVI, n° 207).

(2) Art. 1957 et 1959.

(3) Cf. Lehr, n° 353.

(4) *Commentaire*, n° 66.

considéré comme l'indispensable condition de la perte du droit.

PAYS MUSULMANS SOUMIS AUX LOIS DU RITE MALÉKITE.

Ici, la perte du droit de propriété par le non-usage est admise ; le musulman qui néglige de cultiver sa terre, par ce seul fait, perd tous ses droits sur elle (1).

PORTUGAL

Les articles 505 et 717 du Code civil, combinés, exigent, pour la perte du droit de propriété, une possession exercée contrairement.

Dans un assez grand nombre de législations, qui ont pourtant aussi des dispositions sur la prescription, on ne trouve aucun élément permettant de découvrir la solution adoptée sur la question (2).

6. Biens des corps moraux dissous.

ALLEMAGNE

1. Associations pourvues de la capacité juridique.

Une large part faite aux droits individuels rend plus

(1) Meysonnasse, articles déjà rapportés.

(2) Ainsi en est-il du Brésil, du Canada, de l'Italie, des Pays-Bas, du Mexique, du Vénézuéla.

A noter, cependant, l'art. 629 du Code civil néerlandais qui, donnant au propriétaire le droit de revendiquer contre tout détenteur, ne lui impose aucune condition de délai.

rare que chez nous « la vacance » des biens de l'association.

En Bavière et en Saxe, la liquidation s'opère d'une façon analogue à celle des sociétés commerciales ; c'est dire que le patrimoine, à la dissolution, n'est pas considéré comme sans maître. Si la liquidation se solde par un actif, il est partagé entre tous les membres de l'association, et par tête, à moins qu'il n'y ait une prescription contraire contenue dans les statuts (1).

Le nouveau Code civil de l'Empire (2) édicte des règles différentes, suivant que l'association, juridiquement capable (3), servait exclusivement les intérêts de ses membres ou avait une portée sociale plus large. Dans les deux cas, l'association peut déterminer elle-même son successeur. A défaut de cette précaution, on suit les règles suivantes :

Au premier cas (4), le patrimoine social est dévolu, par portions viriles, aux associés existants lors de la dissolution ou de la suppression de la capacité juridique.

Au second cas, le patrimoine social est attribué au fisc de l'Etat confédéré dans le ressort duquel l'association avait son siège (art. 45). On peut dire qu'alors les biens sont sans maître. Pourtant, ce n'est pas parce qu'ils sont tels que l'Etat les recueille, c'est parce qu'il

(1) Conseil d'Etat, p. 47.

(2) Section III du liv. I, art. 41 — 63.

(3) Une simple déclaration faite à l'administration, sous certaines conditions, suffit à conférer la personnalité.

(4) Celui où l'association servait uniquement les intérêts de ses membres.

est héritier du corps moral dissous. « On applique alors par analogie, dit l'article 46, les dispositions relatives aux successions dévolues au fisc comme héritier légal » (1).

2. *Fondations.*

La dévolution de leur patrimoine est soumise aux règles posées pour la liquidation des associations (article 88).

3. *Associations dépourvues de la capacité juridique.*

Elles sont régies par les dispositions relatives aux sociétés. Dans l'acte juridique fait avec un tiers au nom d'une pareille association, celui qui agit est personnellement responsable ; et si plusieurs agissent, ils sont tenus comme débiteurs solidaires (art. 54). On rejette ainsi toute présomption d'interposition au profit d'un être inexistant et, par là encore, on prévient une cause de « vacance » des biens.

D'ailleurs, une véritable personnalité de fait est reconnue par d'autres dispositions du Code civil et par le Code de procédure aux associations non enregistrées (2).

Les congrégations sont l'objet d'une législation à part ; à ce sujet, il est intéressant de noter que la loi

(1) Sur l'emploi que celui-ci fait alors des biens, *cf.*, art. 46, et Conseil d'Etat, p. 47. Les biens sont employés conformément au but que poursuivait l'association dissoute. L'attribution peut en être faite à une fondation, à une corporation, à un établissement public, si les lois des Etats prévoient expressément cette dévolution pour certaines associations.

(2) Légier-Desgranges, p. 146.

prussienne du 31 mars 1875, si elle avait placé le patrimoine des congrégations dissoutes sous la gestion de l'Etat, n'en avait conféré à ce dernier que l'administration, et non la propriété. Ce texte a, d'ailleurs, été abrogé par la loi du 29 avril 1887 (1).

BELGIQUE

Le droit de l'Etat, comme chez nous, s'affirme sur les biens des associations dissoutes.

Pour les associations reconnues, on admet, en général, un principe analogue à celui de notre théorie classique ; le législateur habilite l'association à posséder en la personnifiant ; c'est l'être moral qui devient propriétaire ; vient-il à disparaître, les biens sont sans maître.

Application est faite de cette théorie — pour ne prendre que ces exemples — à la dévolution des biens des congrégations hospitalières de femmes (2) et à celle des associations professionnelles (3), du moins en ce qui concerne les biens acquis autrement qu'à titre gratuit.

Au sujet des associations non reconnues, il suffit de rappeler les efforts faits par Laurent pour acclimater en Belgique la thèse de leur inexistence et, par suite, de leur absolue incapacité d'acquérir. De cette théorie on

(1) D'après cette loi, les congrégations qui se font reconnaître personnes morales recouvrent leurs biens. Avant même cette reconnaissance, elles peuvent en reprendre possession.

(2) Quelques-uns, cependant, soutiennent que les biens doivent être partagés entre les membres de la congrégation (Conseil d'Etat, p. 112).

(3) Loi de 1898.

sait les conséquences : si celui qui a aliéné sa chose immobilière au profit du groupement non reconnu ne se prévaut pas en temps utile de la nullité du contrat, le bien est sans maître et, partant, l'Etat peut le revendiquer (1).

Non content d'être, dans ses *Principes*, le promoteur du système, Laurent en fait l'application dans son *Avant-Projet de révision du Code civil*. Là, à défaut des anciens propriétaires ou de leurs héritiers, le droit de revendication des biens illégalement détenus appartient à la commune de la situation des immeubles ; elle a droit à une moitié de leur valeur ; l'autre moitié est affectée aux besoins de l'enseignement primaire. Les particuliers peuvent intenter l'action en revendication à défaut de la commune ; ils ont alors droit à un quart des biens attribués à celle-ci. Un an écoulé sans que personne ait agi, l'Etat peut intervenir (2).

Postérieur de quelques années à celui de Laurent, le projet Janson applique aussi la « théorie des biens sans maître. » Le ministère public intente d'office l'action en nullité ; les donateurs ont un an pour revendiquer ; passé ce délai, les biens sont définitivement dévolus à l'Etat. Si ceux qui ont obtenu du Domaine

(1) A la vérité, « tous les auteurs qui soutiennent la théorie ne vont pas jusqu'à cette conséquence extrême. Certains admettent que, si les tiers intéressés ne se prévalent pas de la nullité des actes de la société, l'Etat ne saurait se substituer à eux pour le faire prononcer ». (Vauthier, *Etudes sur les personnes morales* ; Conseil d'Etat, p. 127).

(2) Cf. Epinay, p. 457 ; de Vareilles-Sommières. *Contrat d'association*, p. 150.

la remise de certains biens les mettent ultérieurement à la disposition d'une corporation incapable, ces biens sont réputés sans maître et, à ce titre, dévolus à l'Etat (1).

Mais la doctrine consacrée par ces projets est vivement combattue par un parti important qui, rejetant la fiction de la personne morale seule propriétaire, proclame les droits des associés, soit *ut singuli*, soit agissant les uns au nom des autres par la voie du mandat mutuel ou de la représentation (2).

C'est en ce dernier sens que la jurisprudence paraît s'être fixée (3).

ESPAGNE

C'est l'art 39 du Code civil (4) qui régit la dévolution des biens des personnes fictives, associations et corporations, lorsque, à la dissolution de l'être moral, ils viennent à se trouver sans maître. On leur donne la destination que les lois, les statuts ou les clauses fondamentales des libéralités ont indiquée. En l'absence de dispositions de ce genre, le patrimoine vacant est

(1) Sur ce projet, et sur celui, assez semblable, de M. de Paepe, *cf.* Van der Heuvel, p. 119, 121.

(2) Van der Heuvel est un des principaux défenseurs de cette doctrine.

(3) V. Arrêt de Bruxelles, 7 juillet 1883. S. 83. 4, 38 ; Conseil d'Etat, p. 129.

(4) Le Code espagnol est le premier qui ait consacré quelques articles (t. II, chap. 2) à la matière des personnes morales. *Cf.* Planiol, I, p. 261.

employé à un but analogue à celui qui poursuivait l'œuvre éteinte (1).

GRANDE-BRETAGNE

On distingue les associations suivant qu'elles sont ou ne sont pas incorporées, la formalité de l'incorporation consistant en un simple dépôt et enregistrement des statuts aux mains du *chief registrar* (2).

Les associations enregistrées sont représentées vis-à-vis des tiers par leurs *trustees*, sortes de fidéicommissaires ou personnes interposées. C'est sur leur tête qu'est censée résider la propriété des biens. L'acquisition faite au nom de l'association est donc toujours valable, le *trustee* n'ayant, naturellement, aucune limite à sa capacité de contracter. Mais, à la dissolution du corps moral, il disparaît ; comme son rôle consiste uniquement à permettre à l'association de vivre la vie juridique, il n'a plus de raison d'être lorsque le groupement se dissout, et, alors, la question de la dévolution des biens se pose entre les associés.

Le patrimoine peut, suivant les circonstances, se trouver vacant ; cela arrive, par exemple, lorsque l'association est éteinte par défaut de membres ; en ce cas, la jurisprudence attribue les biens devenus sans maître soit au fisc, si le but poursuivi n'était pas un but charitable, soit, au contraire, à un établissement quelconque de bienfaisance (3).

(1) Cf. Lehr, *Eléments de Droit civil espagnol*, II, p. 48.

(2) Conseil d'Etat. p. 85.

(3) Conseil d'Etat, p. 91.

Quant aux associations non encore enregistrées elles acquièrent, aussi, valablement, par l'entremise des *trustees* qui sont désignés par le donateur ou le testateur pour recevoir la libéralité. Si, plus tard, l'association vient à être incorporée, le transfert de propriété s'opère *ipso facto* sur sa tête (1). C'est l'équitable application de la maxime : *interpretandi sunt actus...* Il est inutile de faire remarquer que c'est, en même temps, toute une catégorie de biens sans maître qui est éliminée.

ETATS-UNIS

Ainsi qu'en Angleterre, l'association reconnue, comme celle qui ne l'est pas, vit par l'entremise de ses *trustees* (2). On a vu les conséquences : le patrimoine ne risque pas de jamais se trouver sans maître.

ITALIE

On connaît la série des lois promulguées, dans la seconde moitié du dernier siècle, sur la « suppression des corps moraux » (3).

Ce furent successivement la loi du 7 juillet 1866 (4), relative à la dissolution des associations religieuses comportant la communauté de vie ; celles des

(1) *Bulletin de la Société de législation comparée*, Tome X. P, 479.

(2) Conseil d'Etat, p. 148, *Bulletin de la Société de législation*, *ibid.*

(3) On appelle simplement ces lois « lois de suppression ». V. Giorgi, I, p. 520 ; Conseil d'Etat, p. 150. On peut en rapprocher le projet Pelloux, mars 1899 (Conseil d'Etat, p. 184).

(4) Cf. *Annuaire de Législation*, 1874, p. 299.

15 août 1867 (1), 29 juillet 1868, 11 août 1870, 19 juin 1873 (2).

Ces textes proclament, en principe, les droits de l'Etat sur les biens des communautés et corporations dissoutes (3).

Ces droits, pourtant, ne sont pas absolus. La loi respecte les droits des tiers sur les biens objets de leurs libéralités et des associés sur leurs apports, lorsque ces droits résultent de clauses expresses. Si la dévolution des biens a été, d'avance, réglée par les statuts, il en est tenu compte (4).

En l'absence de dispositions statutaires, le législateur, seul arbitre du sort des biens sociaux, a compris « qu'il serait inique d'assimiler complètement les biens d'une association dont la personnalité juridique a disparu, à des biens vacants et sans maître dévolus au fisc sans condition ou restriction » (5).

(1) Conseil d'Etat, p. 178.

(2) Cette dernière loi a déclaré les quatre précédentes applicables à l'Etat Romain.

(3) Les biens ne sont pourtant pas attribués en nature à l'Etat ; ils sont vendus et leur valeur versée aux caisses publiques. Des rentes sur le Grand-Livre sont constituées au profit des ayants-droit et pour subvenir aux besoins des œuvres dont les corps supprimés avaient la charge.

(4) Cf. Conseil d'Etat, p. 177 et les textes rapportés.

Giorgi (I, p. 520) souligne cet esprit très équitable des lois de suppression, et blâme, à ce propos, « les lois qui, à la fin du dix-huitième siècle, sous le vent impétueux de la Révolution, firent de la suppression des établissements religieux une affaire de spéculation fiscale ».

(5) Conseil d'Etat, p. 177.

Sans doute, il a réservé une part pour le fisc. Ainsi, par l'article 18 de la loi du 15 août 1867, « une taxe extraordinaire de 30 0/0 a été prélevée sur l'ensemble du patrimoine ecclésiastique », c'est-à-dire qu'on « a supprimé 30 0/0 de la rente à inscrire au Grand Livre comme contre-valeur des biens domanialisés » (1).

Mais l'Etat n'a pas été regardé comme le légataire universel des corporations et congrégations supprimées (2). Le patrimoine ecclésiastique est demeuré, pour la plus grande part, distinct du domaine de l'Etat; il a été employé à des œuvres de bienfaisance et d'instruction analogues à celles auxquelles subvenaient les corps supprimés (3).

PAYS-BAS

A la dévolution de l'association reconnue, le solde s'il existe, peut être distribué aux membres existants de l'association (4).

S'agit-il d'une association non reconnue, aux termes de l'art. 12 de la loi du 22 avril 1855, les conventions conclues et les biens acquis au nom de cette association sont, à l'égard de l'Etat, réputés suivre les personnes qui ont fait la convention ou ont été mises en possession des biens, alors même que, dans les conventions et actes, les personnes contractantes n'auraient été indiquées que comme fondés de pouvoir ou administrateurs de l'association.

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) Cf. *Annuaire de législation*, loc. cit.

(4) Art. 1702 du Code civil. Loi du 22 avril 1855, art. 11.

Point, donc, de nullité provenant de l'interposition au profit d'un être incapable. C'est le rejet absolu de la « théorie des biens sans maître ».

PORTUGAL

L'art. 36 du Code civil porte : « Si une association ou corporation (reconnue) vient à se dissoudre pour une raison quelconque, ses biens sont incorporés au domaine public, si aucune loi spéciale ne leur attribue une autre destination ».

SUISSE (1)

A la dissolution de l'association non personnifiée, les biens ne sont pas déclarés sans maître et, en conséquence, attribués à l'Etat ; la dévolution est faite uniquement d'après les droits individuels des associés (2).

Il n'en est pas de même si l'association est personnifiée. Les biens peuvent alors être sans maître, soit que les associés aient omis de régler par avance leur dévolution, soit que, comme mesure de pénalité, le pouvoir judiciaire refuse de reconnaître les droits individuels des associés (3).

L'Avant-Projet de Code civil porte, dans son article 76 : « Sauf disposition contraire des lois, statuts ou

(1) Une simple inscription au registre du commerce fait acquérir aux associations la personnalité (Legier-Desgranges, p. 148; Code fédéral des obligations de 1881, art. 717).

(2) Code fédéral, *ibid.*

(3) Code fédéral, art. 716. Les art. 37 et 38 du Code civil de Zurich vont plus loin : ils posent en principe les droits de l'Etat aux biens des associations dissoutes (V. Conseil d'Etat p. 220).

actes de fondation, la fortune des corporations et des établissements dissous est dévolue à l'Etat (confédération ou canton) ou à la commune dont ils relevaient par leur destination ».

« Cette dévolution aura toujours lieu, en cas de dissolution, par le juge, nonobstant disposition contraire des statuts ou de l'acte de fondation ».

Une des plus illustres applications qui aient été faites du droit de l'Etat sur les biens des corps moraux dissous est la Loi Genevoise du 27 septembre 1876, qui autorisait le canton à prendre possession des biens d'un certain nombre de congrégations supprimées : Filles de Saint-Vincent de Paul, Petites Sœurs des Pauvres (4).

(4) Voyez, sur cette loi, Jacquier, *Revue des Institutions*, VIII, p. 100, et Fuzier-Hermann, *v° Communautés religieuses* n° 1098, sur la loi du 3 septembre 1877 qui complète et atténue celle de 1876

CONCLUSION

Quels sont les biens sans maître? Quelle est leur condition juridique? Ce sont là les deux questions que ce travail avait pour but de résoudre.

Sur chacune d'elles, les solutions qui semblent être celles consacrées par nos lois apparaissent très simples, parfaitement conformes à la réalité des choses et aux nécessités pratiques, autant qu'à la tradition historique.

Notre législation n'a pas consacré les droits du seul Etat aux biens sans maître; les articles 539 et 713 du Code civil, s'ils ont la brièveté habituelle des dispositions destinées à prendre place dans un code, sont incomplets, comme le sont généralement aussi les mêmes textes. Et il n'y a rien, du reste, dans ce fait, qui doive surprendre; il se produit fréquemment, lors de toute codification; qu'on observe, en effet, les diverses étapes de l'élaboration d'un texte législatif: un projet est préparé; il est ordinairement très explicatif et assez longuement développé; est-il soumis à des corps ou à des personnalités isolées dont on demande l'avis, vient-il en discussion devant l'assemblée nombreuse de législateurs où il doit être voté, les uns réclament une addition, les

autres, au contraire, veulent la suppression d'un membre de phrase; finalement, comme, d'une part, on veut faire droit aux justes observations qui ont pu être présentées, comme, d'autre part, on ne peut pas adopter à la fois et incorporer au texte définitif toutes les rédactions proposées, on se contente d'inscrire dans la loi l'idée maîtresse et incontestée qui surnage au dessus des différentes opinions émises.

On obtient ainsi un texte qui, à lui seul, ne suffit pas pour permettre de découvrir toute l'intention du législateur. Il est, dès lors, indispensable de recourir aux travaux préparatoires, si l'on veut savoir parfaitement quels principes a consacrés la loi.

Jamais, semble-t-il, la nécessité d'une telle méthode d'interprétation ne s'est plus imposée qu'en présence des articles 539 et 713 du Code civil.

Or, les recherches faites dans les travaux préparatoires de ces deux textes, ainsi que dans les lois non incorporées au Code amènent à cette conclusion : l'Etat n'a pas seul droit aux biens sans maître, n'ayant, sur la propriété particulière, aucun domaine éminent. Il ne fait siennes que celles des choses vacantes dont la prise de possession par le premier occupant risquerait de causer un désordre public; et encore n'est-il pas seul appelé à recueillir de tels biens: la commune, certains établissements publics ou d'utilité publique lui sont quelquefois préférés. En toute autre hypothèse, notre législation admet et considère comme légitime l'acquisition des biens sans maître, par les particuliers, au moyen de l'occupation, acquisition qui a immédiatement son plein et entier effet. Du reste, l'étude des législa-

tions étrangères a démontré que le Code civil français, s'il avait attribué au seul Etat l'universalité des biens sans maître, eût été seul à le faire.

Plus importante que celle de leurs attributions la question s'est aussi posée, au sujet des biens sans maître, de savoir quels ils sont.

Sur ce point, les articles 539 et 713 ne présentent aucun élément de solution; ils ne se contentent pas d'être incomplets, comme ils le sont sur la condition juridique des biens sans maître, ils sont absolument muets.

Il s'est donc agi de suppléer à ce silence.

Or, deux principes étaient posés au début de ce travail et l'ont, en quelques sorte, dirigé : le premier, basé sur la constatation d'un fait indéniable, commandait d'envisager les biens sans maître comme étant l'exception et, en conséquence, de faire prévaloir dans leur étude la règle de l'étroite interprétation; on devait, en quelque sorte, hésiter avant de placer une chose hors du droit commun, en la déclarant vacante. Un second principe, répétition du premier, mais sous une forme plus particulière, étant données les dispositions de la loi positive d'après laquelle les biens sans maître appartiennent à l'Etat, voulait que, dans l'étude des biens sans maître, les droits individuels de propriété fussent respectés à l'égal de ceux de l'Etat; il ne fallait pas que les légitimes et nécessaires prérogatives de celui-ci s'exerçassent aux dépens de la propriété privée; on devait éviter de ranger parmi les biens sans maître, dans le but d'en enrichir le patrimoine de l'Etat, des biens qui, en réalité, auraient un maître.

Ces règles aidant, les biens sans maître paraissent être ceux dont personne n'a actuellement la propriété, sur lesquels personne n'exerce une possession susceptible, par l'effet de la prescription acquisitive, de se transformer en un droit de propriété, sur lesquels, même, personne n'exerce la simple possession ou détention.

Certains biens ont, sans difficulté, pris place dans l'énumération des biens sans maître : biens n'ayant jamais eu de maître, trésor, biens abandonnés, biens dont se composent les successions en déshérence.

L'évidence même proclame que de tels biens sont vacants ; il suffit, pour le constater, d'ouvrir les yeux et il n'est aucun besoin de raisonnement. Il n'y a, du reste, dans le fait de la facilité de cette nomenclature, rien que de très naturel : la vacance d'un bien est un pur fait ; comme tout fait, elle se constate aisément ; la réalité s'impose ; on risque fort de la contredire si l'on prétend la découvrir à l'aide d'argumentations ingénieuses dont la place est dans une étude théorique, non dans la recherche d'un fait brutal et matériel comme celui-ci : tel bien est-il sans maître ?

C'est pourquoi des réserves nous ont paru s'imposer en face des raisonnements par lesquels certains auteurs ont prétendu ajouter à l'énumération des biens sans maître ; le seul fait de l'emploi d'ingénieux arguments, pour aboutir à une conclusion qui devrait s'imposer d'elle-même, commande de rejeter la nouvelle application proposée par Laurent et son école des articles 539 et 713.

Ceux-ci ont voulu faire tomber sous le coup de ces

deux textes, plus d'un demi-siècle après qu'ils ont été écrits, des situations qu'ils étaient les premiers à envisager.

Or, non seulement il est étrange, si de telles applications des articles 539 et 713 ont été voulues par le législateur de 1804, qu'on n'en retrouve aucun vestige, aucune mention dans les travaux préparatoires; non seulement il est dangereux de vouloir, comme on l'a dit, « découvrir quelque principe nouveau dans le champ si profondément labouré du Code civil » (1), mais encore il semble qu'on doive condamner le procédé même d'argumentation qui est employé. Ce procédé, on le sait, est celui-ci : une situation nouvelle venant à se présenter, on se met aussitôt en quête d'un texte de loi auquel il soit possible de la rattacher; d'avance, on est décidé à aboutir dans cette recherche; le texte une fois trouvé, pour opérer la liaison nécessaire entre l'espèce et lui, on raisonne ingénieusement, avec toutes les apparences de la stricte logique.

Mais, quelle est la valeur de cette méthode? A raisonner trop sur un texte, on court le risque d'en dénaturer le véritable sens et l'exacte portée.

Comme on l'a dit (2), un tel procédé d'interprétation est le fruit « d'une tendance qui se rattache aux illusions rationalistes de la fin du XVIII^e siècle, relativement à la puissance de la législation écrite. On se « représente celle-ci à l'instar d'une œuvre divine,

(1) H. Barboux, *Consultation*.

(2) Gény, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*. Paris, 1899, n° 96, p. 122.

« comme une révélation parfaite et complète du droit
« positif, devant, *a priori*, se suffire à elle-même, cou-
« lée dans un système d'une exactitude mathéma-
« tique. Et on l'interprète, par suite, avec la conviction
« que des procédés purement logiques et, pour ainsi
« dire, mécaniques, permettront d'en extraire, à coup
« sûr, toutes les solutions que réclament les besoins de
« la vie juridique ; de sorte que l'on ne doive pas hési-
« ter à tirer toutes les conséquences que renferme la
« formule légale, mais de telle façon, en même temps,
« que si les textes, si doucement qu'on les sollicite ou
« si violemment qu'on les presse, refusent, malgré
« tout, leur secours, l'interprète doive se garder d'y
« suppléer de son chef et se résigner à sacrifier au culte
« de la loi les nécessités les plus pressantes des faits.
« C'est ainsi que, par le jeu d'une brutale analyse des
« textes et des raisonnements catégoriques dont on
« l'étaie, on aboutit parfois à des résultats vraiment
« choquants pour un sain instinct juridique, quand ils
« ne sont pas déconcertants pour le plus élémentaire
« bon sens ».

Vu :

Lyon, le 6 février 1903.

Le Doyen de la Faculté, Président de la Thèse,

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER,

Lyon, le 10 février 1903.

*Le Recteur de l'Académie,
président du Conseil de l'Université,*

G. COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION: Principes qui doivent diriger l'étude des biens sans maître.....	4
--	---

CHAPITRE I. — DÉFINITION.

Caractères distinctifs du bien sans maître.....	5
Diverses appellations usitées.....	11

CHAPITRE II. — ENUMÉRATION.

1. Exclusion de certains biens réputés sans maître, mais qui ne le sont pas en réalité.....	17
2. Les biens qui n'ont jamais eu de maître.....	19
3. Le trésor.....	21
4. Les choses abandonnées.....	23
5. Le droit de propriété se perd-il par le seul effet de son non-exercice ?.....	27
Cas particulier du propriétaire qui s'est dessaisi de la chose par un contrat nul d'inexistence....	32
Indépendance et survivance de l'action en revendication... ..	47
6. Successions vacantes.....	56
7. Les biens des collectivités douées de la personnalité morale.....	58

SECTION I. — Condition de ces biens à l'extinction de la personne morale

I. Cas où ils sont considérés comme sans maître.....	58
1. Personnes morales du droit public...	62
Circonscriptions territoriales.....	63
Etablissements publics.....	64
2. Etablissements reconnus d'utilité publique	
Associations reconnues, en général.	65
Congrégations autorisées.....	67
Etablissements particuliers de ces congrégations.....	70
3. Fondations.....	71
II. Cas où ils ne sont pas considérés comme sans maître. Pourquoi cette différence?.....	74

SECTION II. — Conditions des biens illégalement acquis par l'être moral au cours de sa vie juridique.....

76

8. Les biens des collectivités dépourvues de la personnalité morale. — Théorie d'après laquelle ces biens sont sans maître.....

SECTION I. — La doctrine.....

I. Exposé de la théorie.....	78
II. Adhésions.....	90
III. Critique.	
1. Critiques générales.....	102
2. Les droits de la Société de fait.....	113
3. Les droits individuels des associés..	118
4. Le respect dû au simple fait de la possession.....	129
5. Jugement porté sur la théorie par quelques auteurs.....	132

SECTION II. — *La Législation.*

I. Avant la loi du 1^{er} juillet 1901..... 135

II. La loi du 1^{er} juillet 1901.

§ I. *Association de droit commun.*

I. Associations simplement déclarées.

1. Sort de leurs biens, à leur dissolution..... 136

2. Sort des acquisitions qu'elles ont faites au-delà des limites de leur capacité légale..... 141

II. Associations non déclarées..... 142

III. Associations illicites..... 143

§ 2. *Congrégations religieuses.*

I. Les travaux préparatoires..... 144

II. L'article 18, § 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901..... 153

CHAPITRE III. — CONDITION JURIDIQUE..... 165

SECTION I. — Le droit de l'Etat..... 166

I. Fondement.

1. Le domaine éminent..... 167

2. La succession du seigneur haut-jur-
ticier..... 178

3. Raisons d'ordre pratique..... 180

II. Modes et conditions d'exercice ; impres-
criptibilité,..... 183

III. Applications.

1. L'Etat et les immeubles sans maître.. 186

2. L'Etat, premier occupant des meubles
sans maître..... 190

3. Successions en déshérence..... 190

4. L'Etat et les biens des collectivités
douées de la personnalité morale.. 199

5. L'Etat et les biens des collectivités non
douées de la personnalité morale... 204

IV. Les biens sans maître; le Domaine et le budget.....	207
SECTION II. — Les droits de la commune.....	210
SECTION III. — Les droits de quelques établissements publics et d'utilité publique	213
SECTION IV. — Les droits du premier occupant..	218
SECTION V. — Les biens sans maître et les épaves	225
SECTION VI. — Principales dispositions des législations étrangères.....	229
1. Principes généraux. — Droits de l'Etat. — Place faite à l'occupation	230
2. Le trésor.....	235
3. Les choses abandonnées.....	236
4. Les successions en déshérence.....	238
5. Solutions données à la question : le droit de propriété se perd-il par le non-exercice de l'action en revendication?.....	242
6. Les biens des corps moraux dissous.	244
CONCLUSION.....	256

